



Les relations extérieures de l'Union soviétique et l'aggravation de la crise financière

Les Sept proposent à l'URSS le report du remboursement de sa dette

Le retour de M. Chevardnadze

Le retour, annoncé mardi 19 novembre, de M. Chevardnadze à la tête de la diplomatie soviétique tourne une sombre page de l'histoire récente à Moscou - celle que le ministre avait marquée par sa dramatique démission, il y a onze mois. Mais personne, pas même M. Gorbatchev, ne saurait y voir pour autant un retour au « statu quo ». Car tout a changé entre-temps : l'homme, le ministère qu'il retrouve, et jusqu'au pays qu'il représente.

Avant même cette nomination, M. Chevardnadze était sorti doucement du purgatoire qu'il s'était imposé. Ses prévisions de décembre dernier sur « la dictature qui s'annonce » ont été justifiées par le putsch du mois d'août, et, surtout, l'ancien « client » de M. Gorbatchev est devenu un homme politique à part entière, au point d'apparaître comme le protecteur de son ancien « patron ». Ce dernier, qui avait promis en janvier de ne jamais pardonner la défection de son ministre, est bien heureux de le retrouver aujourd'hui disposé à collaborer, malgré les critiques et les doutes que le géorgien avait formulés à son encontre, au lendemain du putsch.

De fait, M. Chevardnadze, qui avait alors refusé d'être « ministre d'un pays qui n'est plus », se livre ici à une véritable antraxologie de sauvetage. Le « MID », l'orgueilleux ministère qui lui avait légué en 1985 Andreï Gromyko, est devenu méconnaissable, et pas seulement parce qu'il a été transformé en ministère des relations extérieures, il va désormais gérer une bonne partie des rapports économiques avec l'étranger, donc l'épineux problème de la dette. Personne ne sait encore quel type de fédération se substituera à la défunte Union soviétique, et de toute manière le « centre » négocie tout-puissant s'effondre chaque jour un peu plus sous les coups de Boris Eltsine. Ce dernier ne demanderait-il pas de réduire le personnel du MID de 90 % ?

Même si on s'arrête à 30 %, comme cela semble avoir été décidé, M. Chevardnadze hérite d'une fonction similaire à celle pour laquelle son nom avait été prononcé à New-York : celle d'une sorte de secrétaire général de l'ONU, en charge de coordonner les politiques étrangères de neuf ou dix Républiques toutes plus soupçonneuses les unes que les autres sur leur toute nouvelle indépendance. Et aussi d'atténuer aux yeux du monde ce qu'il a présenté mardi comme la plus grande menace du moment : celle, notamment nucléaire, que font peser les conflits intérieurs en URSS.

Les exclamations dans les médias occidentaux l'ont aussitôt confirmé : le ministre des affaires étrangères du désarmement et de la perestroïka était assis à même d'assumer cette tâche, beaucoup mieux en tout cas que le ténor Alexandre Bessmertnykh et l'ineffable Boris Fokine. Sans parler du poids que ce gros calibre de la politique et de la diplomatie aura face au jeune Andreï Kozirev, le ministre des affaires étrangères de la République de Russie.

Décidément, c'est un nouveau et très grand service qu'Edouard Chevardnadze vient de rendre à son « ami » Mikhaïl Gorbatchev.

Une nos informations et l'article d'ALAIN FRACHON page 4

M0147 - 1121 0 - 6.00 F



Les représentants des sept pays industrialisés réunis à Moscou ont proposé, mardi 19 novembre, un marché aux dirigeants des Républiques : s'ils acceptent leur responsabilité conjointe pour le remboursement de la dette extérieure (estimée à 70 milliards de dollars, soit près de 400 milliards de francs), ils bénéficieront d'un report d'un an pour le paiement des intérêts et recevront de nouveaux crédits. L'Ukraine, l'Ouzbékistan et l'Azerbaïdjan ont, pour l'instant, refusé de donner leur accord. Depuis l'échec du putsch, les douze Républiques et les trois États baltes tentent de définir leurs nouvelles relations économiques et monétaires. Tandis que ces négociations périclitent, la chute du rouble s'accroît sur fond de désordre monétaire.

Désunion monétaire

par Françoise Lazare

La Banque d'État (Gosbank) est au bord de la banqueroute ; les Républiques s'assurent plus leurs transferts financiers au « centre » ; la Biélorussie va introduire des tickets de rationnement ; le salaire minimum mensuel de la Russie permettra d'acheter à peine un ou deux paquets de cigarettes américaines. Chaque jour on presque, parvient une nouvelle effrayante sur l'état de la structure financière de l'URSS. On se demande comment le pays parvient encore à assurer quelques relations économiques avec l'étranger, comment les entreprises continuent à se faire payer, comment les citoyens de l'ancien géant soviétique subviennent à leurs besoins quotidiens. Trois mois après le putsch avorté du mois d'août, l'économie de l'URSS continue de s'enfoncer dans le chaos, tandis que l'architecture des futures structures de l'Union est toujours en équilibre précaire dans le domaine monétaire.

Depuis le début des années 30, l'URSS avait maintenu un système de paiements bloqué, presque unique au monde. Tous les comptes étaient centralisés et une seule institution, la Gosbank, gérait les finances du pays, ou plutôt appliquait les directives du ministère des finances ; elle collectait l'impôt, versait les salaires, empoignait les surplus de certaines entreprises, compensait les déficits de nombreuses autres. Aucune banque, aucun intermé-

diaire financier ne venait concurrencer ou troubler ces activités. Depuis la mise en œuvre des timides réformes économiques des deux dernières années, et surtout depuis le putsch du 19 août, le système est en ébullition. La chute de l'activité économique a provoqué une détérioration de la situation des entreprises, dont l'endettement est considérablement accru, tandis que les hausses des prix décidées début 1991 ont été accompagnées de compensations salariales à la population, financées par le budget. Plus récemment, plusieurs Républiques ont cessé, entièrement ou en partie, de verser à l'État le produit de leurs recettes fiscales ou des bénéfices de leurs entreprises.

Lire la suite page 32

Les premiers feux de la Chine capitaliste

Les régions côtières regardent plus vers Hongkong et le Japon que vers Pékin

SHANGHAI

de notre envoyé spécial

Quand, le 19 août, le maire d'une grande ville chinoise de la côte sud apprend le putsch de Moscou, il ne s'interroge pas sur la renaissance éventuelle du communisme ou sur l'avenir des relations sino-soviétiques.

Non, il a un réflexe de yuppie. Il saisit le téléphone pour demander à son banquier de Hongkong de vendre ses deutschemarks. Toute la nouvelle

réalité d'une certaine Chine est concentrée dans cette anecdote. Cette petite histoire - authentique - met d'abord en évidence le souci de la rentabilité qui anime, loin de toute préoccupation idéologique, la bureaucratie politique ou économique de la Chine côtière, celle où les réformes commencent à la fin des années 70, ont eu les résultats les plus spectaculaires ; elle montre ensuite le rôle de poumon joué par Hongkong dans le développement du sud-est chi-

nois ; elle signale enfin la prise par les organisations « sociales » de l'appareil communiste dans la vie économique et financière ; car les deutschemarks du maire d'étaient évidemment pas se propriété personnelle. C'étaient ceux de sa municipalité, fruits d'une activité capitaliste astucieusement placés dans une banque de la colonie britannique.

DANIEL VERNET

Lire la suite page 7

EDUCATION & CAMPUS

« Sauve qui peut les profs... »

Le début d'une enquête sur le malaise et les attentes des enseignants



Sauve qui peut les profs... Amoureux de leur métier et malheureux de leur sort, partagés entre l'enthousiasme et l'émertume : les enseignants se sentent mal élimés, incompris. Et trop souvent chargés des mille maux de la société : chômage, crises familiales, banlieues en déséquilibre. Bouleversés par les réformes, submergés par la vague gros-

sissante des élèves, ils se retrouvent privés de repères quant à leur mission, leur statut et leur identité. Sur ce malaise des profs, nous commençons aujourd'hui la publication d'une série d'enquêtes et de reportages qui s'étalera sur plusieurs semaines.

Lire page 15 l'article de CHRISTINE GARIN

La chute de Vukovar

Un grave échec pour les Croates

page 3

La réforme de la procédure pénale

La Chancellerie a choisi de maintenir la fonction du juge d'instruction, de renforcer les droits de la défense et d'instaurer une collégialité pour la mise en détention

page 13

Un nouveau Michael Jackson

Le « mutant permanent » lance un nouvel album : « Dangerous »

page 40

ARTS & SPECTACLES

Rencontre avec Henri Cartier-Bresson ■ Les voies nouvelles du cinéma iranien ■ La sélection de la semaine

pages 19 à 30

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 42

« Le Monde des carrières » page 35 - « Le Monde immobilier » pages 36 et 37

Le Monde EDITIONS

LA SANTÉ

Collection « Vos études »

dirigée par Frédéric Gausson

La crise actuelle des professions de santé cache une profonde mutation de ce secteur où des besoins et des débouchés nouveaux apparaissent. Ce guide vous aide à mieux les connaître pour mieux vous orienter dans vos études médicales.

Dans la même collection :

LA GESTION

LE DROIT

L'INFORMATIQUE

EN VENTE EN LIBRAIRIE

François Dalle, le « padre » paradoxal

L'ancien patron de L'Oréal est inculpé de faux, usage de faux et discrimination raciale dans l'affaire Frydman-Paravision

par Françoise Chirot
Laurent Greilsamer
et Agathe Logeart

Il y a des infortunes qui vous gâchent les vieux jours. Des infortunes comme des complotes. C'est peu dire que François Dalle, ce jeune inculpé de soixante-trois ans qui bâtit l'empire des cosmétiques L'Oréal, encaisse amèrement ce choc. Fâcheuse épreuve, pour ce compagnon d'études de François Mitterrand, que de se voir soupçonné d'avoir cédé aux pressions de la Ligue arabe et à ses menaces de boycottage ! Etrange revers que d'être le premier à étrenner les textes prévus pour sanctionner ceux qui, au nom de leurs intérêts économiques, acceptent de participer à la tentative d'isolement d'Israël.

Ce patron respecté pour ses cash-flows généreux, ce brasseur

d'affaires aux cigares rougeoyants est aujourd'hui épinglé comme un vulgaire délinquant, alors qu'il se sent « blanc-bleu ».

A vrai dire, rien ne destinait ce solide fils de brasseur du Nord, qui a eu, dit-il, jamais un procès avec un membre de l'immense famille L'Oréal, à redouter soudain, au soir d'une vie qui pèse des milliards, la sévérité de la justice. In-cul-pé ! Mot terrible pour cet ancien élève des jésuites qui fit du latin.

In-cul-pé : « In culpa... dans la faute, c'est dans le mot ! » répète-t-il pour s'en étonner encore et découvrir - comme l'avait fait avant lui sa femme Geneviève, inculpée au mois de juin 1990 de délit d'initié dans l'affaire de la Société générale - les rigueurs d'un système qui font de lui, en fait sinon en droit, un présumé coupable. « Que je sois ou non condamné, le mal est fait. » Pris dans le maelström juridique de

l'affaire Paravision depuis maintenant un an, le voilà en quelque sorte piteux et furieux qu'on puisse le prendre « soit pour un salaud, soit pour un con ».

Car l'ancien PDG amateur de sociologie et de philosophie parle dru et sec. On imagine ses dialogues avec le président de la République moins directs. Lui-même assure ne plus tutoyer François Mitterrand depuis 1981. « La fonction de président crée une distanciation », explique-t-il. Ainsi confie-t-il ne voir son ami que de loin en loin, à l'occasion du repas annuel que prennent ensemble à l'Elysée les anciens pensionnaires étudiants des pères maristes du 104, rue de Vaugirard. « Je ne veux pas le voir, par délicatesse », dit-il. Son nouveau statut d'inculpé n'est pas destiné à favoriser les rapprochements.

Mais les souvenirs restent.

Lire la suite et nos informations page 14

كلنا من أجل

هنا من لاجل

DÉBATS

Un appel de onze écrivains

Trois propositions pour la Yougoslavie

UNE nouvelle fois, les peuples de Yougoslavie se déchirent dans une guerre fratricide, sans issue, qui frappe Dubrovnik, Vukovar, et pourrait, demain, s'étendre ailleurs.

Passé contre passé, religion contre religion, peuple contre peuple, morts contre morts, le pays tout entier menace de sombrer dans une vendetta sans fin.

Quelle que soit la légitimité respective des causes en présence, le choix des armes et du sang interdit d'être une cause contre une autre, un nationalisme contre un autre, même si, aujourd'hui, la disparité des forces met les populations de Croatie à la merci de l'armée « fédérale ».

Pour tous ceux qui admettent que cette guerre est le pire moyen de régler les questions politiques et humaines entre les communautés, et que la tâche des hommes de bonne volonté est de s'efforcer au moins de « refroidir » les passions collectives, trois conséquences s'imposent :

1) En l'absence, à ce jour, de toute perspective de règlement politique du conflit, l'impératif numéro un est le gel sans conditions des opérations militaires, puis le passage sous garantie internationale des zones de crise. Les palinodies européennes n'ont que trop duré. La

Yougoslavie vaut bien le Koweït. L'Europe doit intervenir de tout son poids, avec ou sans le consentement des intéressés. Elle joue là son crédit et son avenir.

2) Loin de vouloir, à chaud, trancher des États, des frontières et des peuples, il faut installer du provisoire là où prévalent jusqu'au boutismes et rêves de solutions définitives. Néo-calédonienne hier, cambodgienne aujourd'hui, telle est la voie, demain, en Yougoslavie, si l'on veut arrêter la dérive vers le massacre généralisé. Otages des politiques et des propagandes, les populations, remises à leur passion et leurs plaies, retisseront alors, et nécessairement, le fil de leur coexistence.

Le feu à la maison commune

3) Pour enrayer, à l'Est européen et au-delà, la montée des nationalismes et de la balkanisation, pour préserver, en même temps, les droits des minorités, il faut inventer d'urgence de nouvelles formes d'association entre les peuples appelés par la force des choses à vivre ensemble. Bicyclette pour les populations mixtes de Croatie et d'ailleurs, binationalité, nationale et européenne, pour les minorités allogènes ; supranationalité européenne,

temporaire ou définitive, pour toutes les minorités menacées : les chemins à explorer ne manquent pas, pour ceux qui refusent de céder aux délires identitaires et chauvins.

Au-delà de nos patries respectives, de nos opinions et de nos engagements, la paix, en cette circonstance, est le bien commun le plus précieux. Elle est l'intérêt et le devoir de tous.

Alors que, d'heure en heure, croît le nombre des victimes et se multiplient les destructions, nous appelons les soldats yougoslaves de tout bord à cesser le combat.

Nous appelons les citoyens yougoslaves, nos frères européens, à mesurer leur responsabilité devant notre avenir commun. Nous appelons les dirigeants européens à se ressaisir et à assumer la mission de paix qui revient à la communauté internationale.

Il y a, bel et bien, le feu à la maison commune. La guerre civile en Yougoslavie serait notre défaite et notre honte à tous.

Ce texte a été signé par Jean-Toussaint Desanti, Peter Handke, Ismail Kaderli, György Konrad, Bernard-Henri Lévy, Claudio Magris, Edgar Morin, Petar Sekulovic, Jorge Semprun, Mario Vargas Llosa et Elie Wiesel.

Une brochure du « Monde diplomatique »

« La ville partout, et partout en crise »

par Gilbert Bonnemaison

L'HISTOIRE du monde serait celle de la montée progressive puis accélérée de la ville à l'horizon de notre perception et de nos problèmes pour vivre ensemble.

En 1980, plus de 75 % des Français vivent dans les villes. En l'an 2000, plus de la moitié de la population mondiale sera urbaine, nous apprend la dernière édition de la collection « Manière de voir » intitulée « La ville partout, et partout en crise » (1). Toutes les inégalités économiques et sociales aggravées par nos développements (ou nos sous-développements) se trouvent en effet concentrées dans ces espaces dont la maîtrise a été dans la plupart des cas abandonnée aux lois du marché, ou plus prosaïquement aux lois de la jungle. Normalement, les villes en pleine croissance sont des lieux de vie, de travail, de culture, de plaisir, de solidarité. Mais la France vient d'échouer dans sa tentative d'institution de la solidarité financière entre les communes, mais les États-Unis s'y enfoncent, sans parler des pays de l'Est. La ville est devenue un enjeu pour notre civilisation.

Qu'elle existera dans des équilibres retrouvés, ou les barbares se répandront : accroissement des sans-logis, enfants dans la rue, gangs, autodéfense, chasse au facilité. Cette brochure du Monde diplomatique illustre ce pari de façon saisissante. Autant notre civilisation accroît ses contrôles raffinés sur la vie, sur la mort, autant elle paraît en retrait pour organiser la vie, le lien social et son support privilégié, la ville.

Les problèmes de délinquance, de sécurité, de toxicomanies sont très révélateurs de cette inorganisation de la pensée, de l'action, mais aussi des possibilités de relever ce défi. Pas plus qu'une ville na sa confond avec violence, chômage, n'est synonyme de délinquance. L'Angleterre, avec moitié moins de jeunes chômeurs que la France, a un taux de délinquance d'un tiers plus élevé.

Les auteurs des articles de cette brochure nous mettent en garde contre les confusions, les amalgames : depuis la réalité du phéno-

mène, sa perception, la mise en œuvre des réponses légales, l'appréhension des résultats.

Ne succombons pas, en effet, à un fatalisme de crises dans une. L'imaginaire doit être aussi au rendez-vous de l'invention d'une nouvelle culture dont la naissance est entre nos mains. C'est du travail de tous que surgiront les solidarités nécessaires face au défi de l'insécurité. Ceci vaut pour tous les problèmes que la ville porte : insécurité, amplifiée.

Comme le montre cette remarquable livraison, la ville n'est pas la lieu obligé de toutes les violences, les exclusions, les pauvretés ; elle est aussi le lieu de nos libertés. Soyons les artisans de la libération de nos intelligences, de l'accès à la culture, à la formation. Libérons la ville !

(1) « La ville partout, et partout en crise », « Manière de voir » n° 13, Le Monde diplomatique, 98 pages, 42 F.

Gilbert Bonnemaison est vice-président du Conseil national des villes, député de la Seine-Saint-Denis.

Proche-Orient

Juifs-Arabes

par Daniel Sibony

QUELQUE chose rendait ces acteurs de Madrid étonnants - tous, quelles que soient leurs visées, sombres ou limpides, leurs calculs. C'est qu'ils sont débordés, dépassés par les symboles qui les portent, et que l'Histoire - gentiment, forcément - les force à jouer, leur imposant un paquet de rôles écrits du fond des temps, des temps inspirés, parait-il, mais qu'ils doivent, eux, interpréter en temps réel, ou rendre autrement jouables. On se demande d'où leur viendra l'inspiration, le « coup de folie » qui, au-delà des marchandages, permet d'enlever l'affaire, d'y prendre sa part. On se demande comment chacun trouvera la force de boire la potion qui est la sienne au lieu de la jeter à la face de l'autre.

Les paradoxes ne manquent pas. Le refus arabe d'Israël a fait de celui-ci un État fort pour des raisons vitales ; le refus hébreu des Palestiniens a fait d'eux un vrai peuple, apte à assumer ses droits, surtout s'il cesse d'être le seul moyen pour le monde arabe de dire son rejet d'Israël. Cette coupure est-elle possible ? Si un jour les Palestiniens cessent d'être l'ennemi du « non » arabe à Israël, s'ils cessent de payer pour l'idée de « oestion arabe », un cercle vicieux peut être rompu. Un cercle vicieux et un étrange tourbillon où la puissance d'Israël le fait rejeter par les Arabes et le rend impuissant, et où la force des Arabes soulève la Oumma dans un grand fantasme d'un autre qui l'aurait à la débaite. Entre deux, les Palestiniens attendaient, en souffrance, symptôme des uns et des autres. Leur reconnaissance d'Israël n'avait rien « inscrit » car, sur fond de refus total entre Arabes et Israël, ça ne comptait pas.

Cet arrière-fond reste essentiel. Et à la fois monothéisme, juif et arabe (musulman). Leur rencontre fut confiante par le troisième - chrétien, marchand, protestant - dont la monnaie plane le credo, « In God we trust », dit chaque dollar à tous ces pauvres qui l'ont que Dieu et pas de trust. Mais Dieu, ils l'ont bécoté bien sûr, mais, qu'ils se croient ou pas, (Shamir ou Hafez El Assad ne semblent pas de grands dévots). Car il s'agit moins de religion que d'origine, d'identité - bien que les religions tentent comme elles peuvent de gérer ça. Cette prégnance de l'origine en ce qu'elle a d'arabique peut énerver les esprits libéraux. Mais qui n'aiment pas trébucher sur des bonheurs. Mais, à y voir de près, il se peut que ces arabismes concernent chacun, athée ou pieux.

Peuple élu

Car après tout, de quel droit Israël est-il là, sur cette terre dite arabe ? Qu'est-ce qui le légitime ? Le fait qu'il ait vaincu militairement ? C'est justement refusé par la nouvelle logique qui refuse la violence. Est-ce le fait que l'ONU l'ait reconnu en 1948 ? Mais l'ONU ne crée pas des États, elle consacre un état des choses, et celui-ci est contesté. Alors ? Force est de remonter jusqu'à l'idée complètement « folle » (pour l'esprit libéral et laïc) : ce qui fonde Israël à exister là-bas, c'est que, là-bas, c'est la Terre promise des Hébreux. Et comme pour pimenter la chose, déjà piquante, l'idée se double d'une autre presque aussi « folle » : cette terre fut promise par Dieu à Israël, son « peuple élu ». Là, le laïc craque, ou

réprime un sourire gêné. Or on est à une époque où l'on aime décrypter les signes, les symboles ; pourquoi pas celui-là ? Essayons, comme pour les rêves. Peuple « élu » ? Cela peut signifier l'inverse : c'est ce peuple qui a été ce Dieu depuis quelques millénaires. Il l'a choisi (inventé ou découvert, comme on voudra, c'est selon votre taux de liberté ou de religion, ou de nervosité). Du coup, cela devient un « fait » d'histoire. Certes, ça ne manque pas de culot de se choisir pour Dieu rien moins que l'être, l'être comme origine de tout ce qui est... Et ça se paie cher, quand d'autres viennent puiser dans ce choix - dans ce « morceau » de choix - et ne pensent qu'à vous l'arracher comme si c'était un gâteau, comme si l'être n'était pas largement disponible à qui veut être quelque chose... En tout cas, « élu » veut seulement dire « antérieur ». Il fallait bien que quelqu'un commence cette drôle d'histoire ; si les Hébreux ne l'avaient pas fait, d'autres l'auraient fait, on les aurait même, peut-être, appelés Hébreux. Alors autant faire avec ceux qui sont déjà là.

L'irruption de l'absurde

Et « Terre promise » ? L'idée paraît folle quand des barbus arpentent le coin Bible à la main. Mais comme idée singulière, elle pourrait signifier ceci : voilà un peuple très imprudent qui, non content d'avoir élu ce Dieu (donnant ainsi des verges pour se faire battre ; car quiconque s'est cru divin le copieusement fustige, au nom de ce Dieu, de n'être qu'humain...), s'est aussi distingué par un rapport à la terre différent de celui des autres peuples.

Ceux-ci invoquent le « naturel » : on est de là où l'on naît ; on est d'ici comme nos parents, c'est notre pays. Le peuple hébreu, lui, a posé un rapport purement symbolique : on est de ce lieu parce qu'on s'appelle « arabe », de ce lieu, parce qu'on est appelé à y être, promis à y vivre, promis depuis des millénaires, avec exils, retours partiels, nouveaux exils... Longue histoire. D'après l'idée de la Pâque, la même que célébra Jésus, ce peuple fut « exilé » de cette terre avant même d'y avoir vécu ; exilé en Égypte.

C'est donc un rapport à l'appel, à la mémoire, au Nom, à la transmission symbolique - qui fonde ce lien au Lieu. On le voit, c'est une étrange idée : être d'une terre parce qu'on s'appelle par elle et qu'elle s'appelle par vous alors que vos parents sont nés en Russie depuis dix générations... Or voilà que cette idée heurte de plein fouet l'idée de la nation arabe (arabo-islamique). Il faut prendre la mesure de ce que l'existence d'Israël a de traumatique pour la conscience arabe. C'est que son texte fondateur, le Coran, avoue si bien rigé leur compte aux Juifs, pour justement leur arracher le message et le remettre aux vrais croyants, que les Juifs comme tels ne pouvaient plus exister qu'à l'état de débris. C'est pourquoi leur retour « pour le monde arabe » quelque chose d'irréel, de spectral, d'absurde. Certains l'intègrent vaillamment, mais pour la mentalité elle-même, c'est très dur.

Un retour de l'insécurité le rappelle à la télé : nous bénissons « Israël » ce tant que prophète biblique, mais comme État, non, il y a un drapeau entre nous ! (le

drapeau d'Israël). Et c'est logique : l'islam englobe ce qui le précède, puisque selon lui Abraham, Isaac, Jacob (dont l'autre nom est Israël), Moïse, Jésus étaient « soumis » à Dieu, c'est-à-dire musulmans (qui, en arabe, veut dire soumis). C'est ainsi qu'il englobe Israël ; celui-ci n'a donc pas vocation de souveraineté. Or son retour s'est fait sous forme d'État souverain, et moderne, et démocratique, et technologique, comme l'Occident récemment colonisateur.

Devant cette horreur, et pour mieux supporter le choc, l'idée fut inventée qu'Israël est une pure création de l'Occident, qui a décollé sur le dos du monde arabe un bout de terre, et l'a jeté aux Juifs pour se racheter de l'Holocauste. C'est vrai qu'il a fallu les camps de la mort pour que les Nations unies acceptent qu'il y ait Israël ; mais pourquoi là ? À cet endroit ? L'Holocauste fut une circonstance de l'événement, mais était-ce sa cause ? Sa cause serait plutôt cette idée de lien symbolique à la terre, idée qui tire sa force (incroyable, semble-t-il) de sa fragilité ; idée précise comme l'instance symbolique elle-même, qui semble fondée sur... son absence de fondement « naturel ».

Autant les Israéliens ont une peur « réelle » des Arabes (des centaines de millions d'hommes hostiles...), autant les Arabes ont une peur symbolique des Juifs ; ils les voient comme un point d'insoumission dans leur origine soumise ; comme un trou, un corps étranger dans cette origine ou cette identité qui, sinon, serait sans faille ; pleine et entière.

D'un côté, Israël doit supporter la faute du temps. L'entre-temps. On ne peut revenir à son lieu symbolique et faire comme si entre-temps il ne s'était rien passé. De l'autre côté, le monde arabe doit supporter la faute de l'espace : l'entame faite à son corps maternel et homogène ; ce qui l'annulerait à sacrifier une certaine idée de la terre, totale et physique. Quand une partie est sacrifiée, tout le tout qui est, tout.

Le même manque

Si chacun intègre sa faille, alors les deux protagonistes, Juifs et Arabes, pourront se reconnaître comme enfants du même manque, rejoints de la même fissure - le manque d'espace ou de temps n'étant que des figures d'un manque radical, intrinsèque à toute origine, impossible à combler.

Et toute cette impasse n'est peut-être qu'une image de ce que chacun endure avec son origine. Elle n'est pas comme il la voudrait, jamais, et déjà elle est double : un père et une mère, une parole et un corps, une loi et une béance. Bref, on est toujours pris dans des entre-deux béants qui nous défilent de passer, d'avoir le courage de passer. Ces « entre-deux » sont un partage de l'origine, partage qui, de toute façon, a lieu - qui peut aller aujourd'hui que la Palestine soit partagée ? - mais ce partage doit être pensé en profondeur, car c'est non pas le partage d'un gâteau ou d'un terrain, mais le fait que chacune des deux parties est marquée d'un certain vide. Advenir à soi, ce serait alors boire l'ambre potion de ce vide - au goût violent comme une drogue qui donne des forces, - c'est endosser ce vide et ce manque au lieu de l'imputer à l'autre. Daniel Sibony est psychanalyste et écrivain.

COURRIER

La France et l'Orient

Interrogé le 22 octobre, à France-Inter sur l'absence de la France à la conférence de Madrid, le président de la République a déclaré : « Mes prédécesseurs, depuis 1947, n'ont jamais pu obtenir que la France fut présente ».

Certes, M. Mitterrand n'était plus « aux affaires » à la fin des années 60, ce qui peut expliquer qu'il soit mal informé sur le rôle du plus illustre de ses prédécesseurs. Le général de Gaulle avait quelques idées sur la question d'Orient. Il jugeait que les quatre membres permanents du Conseil de sécurité ayant des intérêts traditionnels dans cette région (États-Unis, URSS, France et Grande-Bretagne) devaient prendre leurs responsabilités et donner leur garantie à une paix juste, au besoin par la présence de leurs forces. Il y avait, en filigrane,

l'idée d'une « solution imposée ».

Le 16 janvier 1969, Paris proposait l'ouverture de négociations entre les quatre puissances, pour mettre en œuvre la fameuse résolution 242. Richard Nixon, qui tenait de Gaulle en grande estime, entra à la Maison-Blanche. Il accepta aussitôt la suggestion française et Moscou fit de même. Se déroula alors à New-York ce qu'on a appelé la concertation quadripartite, qui fut poursuivie par Pompidou et marqua des progrès significatifs dans la définition d'un règlement. Elle inspira le « plan Rogers », du nom du secrétaire d'État américain, proche de nos vues, un plan qui fut accepté par Nasser - succès presque inespéré - et accompagné d'un cessez-le-feu.

La crise jordanienne et la mort du Roi, en septembre 1970, ont brusquement modifié le paysage politique. A Washington, Kissinger l'emportait progressivement sur Rogers (qu'il détestait) dans la faveur de Nixon. Or il était hostile à la solution globale et ne voulait

pas qu'on fit pression sur Israël. La concertation quadripartite ne s'arrêta pas, mais fut mise progressivement en veilleuse.

La France n'en demeura pas moins très présente. Anouar El Sadat nous demandait de prendre des initiatives : conférence israélo-arabe avec participation « active » des quatre, retrait israélien de la rive orientale du canal, assorti d'un « cessez-le-feu éternel » (sic), idée reprise par Rogers sous le nom de « solution intermédiaire ». L'intransigence d'Israël fit tout échouer. Sadat tira la conclusion que l'Égypte devait tout compter sur elle-même et ce fut la guerre du Kippour.

De cette période demeure en Orient l'image d'une France qui, dans le concert des puissances, était la seule à « dire le droit » et pouvait se faire entendre, une image quelque peu brisée par la suite, au Liban en particulier.

FRANÇOIS PUJOLX de l'Institut, ancien ambassadeur de France au Caire

Rétrospective

au Grand Palais
22 février - 1er juin 1992

Toulouse-Lautrec

Réservation

3615 Lautrec

(1) 48 04 38 86

Fnac

Pour offrir de meilleures conditions de visite, la Réunion des musées nationaux propose une possibilité de réservation. Pour accéder à l'exposition sans attente, réservez dès à présent.



Réunion des Musées Nationaux



Béghin-Say

avec le concours de Béghin-Say, société du groupe Ferruzzi

YUGOSLAVIE : la guerre civile

La présidence yougoslave, restreinte aux représentants de la Serbie et de ses alliés, s'est opposée, mardi 19 novembre, à la présence d'une Admistrative de navires de guerre étrangers censés garantir la sécurité des convois humanitaires. Selon l'agence Tanjug, la présidence a lancé cette mise en garde à la suite de la réunion, lundi à

Bonn, des ministres des affaires étrangères et de la défense de l'Union de l'Europe occidentale (le Monde du 20 novembre). Les pays membres s'étaient déclarés prêts à intervenir individuellement pour évacuer par terre ou par mer sous pavillon national les populations civiles menacées par les combats. Selon la présidence, ces corri-

dors humanitaires « fonctionnent parfaitement et ne sont nullement menacés ». Le navire de soutien de la marine française la Rance a quitté, mardi soir, le port de Brindisi, dans le sud de l'Italie, à destination de Dubrovnik, où il doit porter secours à la population civile. Le bâtiment-hôpital est chargé de vivres et de médicaments et pourrait

ramener des réfugiés. Par ailleurs, l'administration américaine a approuvé la mise en place d'un pont aérien pour acheminer également des vivres aux civils de Croatie. Les marchandises seront transportées par avion jusqu'en Autriche ou en Italie, puis par camion ou bateau vers plusieurs régions de la République sécessionniste. — (AFP, Reuters.)

La chute de Vukovar est un grave revers pour les Croates

ZAGREB
de notre envoyé spécial

Les Croates ont subi un grave revers, mardi 19 novembre, avec la chute de Vukovar, cette ville de l'est de la Croatie adossée au Danube et à la Serbie, que l'armée fédérale ainsi que les irréguliers serbes assiégeaient depuis trois mois.

Lundi déjà, une partie des combattants croates, qui défendaient les quartiers sud, s'étaient rendus ; quelque trois mille habitants — sur les quinze mille encore bloqués sur place — avaient alors pu évacuer la ville.

Mais le centre et les quartiers nord, où se trouvent notamment l'hôpital, tentent encore. Mardi matin, il semble que les derniers défenseurs aient négocié leur reddition, pour cesser toute résistance dans l'après-midi, déclenchant un nouvel exode, tandis que des membres du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) parvenaient enfin à atteindre l'hôpital de la ville, où, selon les chiffres

officiels croates, se trouvent quatre cents blessés environ ainsi que cent dix enfants et deux cents femmes, personnes âgées et handicapées. Depuis des semaines déjà, médicaments et matériel sanitaire manquaient, et plusieurs tentatives de ravitaillement avaient échoué en dépit des nombreux appels du personnel médical.

Un accord conclu à Zagreb entre les autorités croates et les représentants de l'armée yougoslave devait permettre de confier à l'hôpital le statut de zone neutre et d'éviter ainsi qu'il soit le théâtre d'exécutions.

En outre, l'établissement devait commencer à être évacué, mercredi matin, sous le contrôle du CICR, une opération qui aurait déjà dû avoir lieu mardi mais qui avait été reportée à la dernière minute. Blessés et malades doivent être conduits, à bord de véhicules de l'armée, vers les zones tenues par les Croates. Quant à la population civile, extrêmement éprouvée par les pénuries et les

semaines qu'elle a dû passer dans des abris souvent de fortune, son évacuation est également assurée, en principe, par l'armée, jusqu'aux lignes croates.

Nouvelle mission de M. Cyrus Vance

Dés dimanche, alors que les délégués se trouvaient dans une situation désespérée, le gouvernement croate avait manifesté son inquiétude quant au sort de la population civile de Vukovar et appelé l'armée à faire en sorte qu'aucun massacre ne soit commis par les irréguliers serbes (le Monde du 19 novembre). Il avait implicitement menacé les militaires de représailles au cas où des exécutions seraient commises lors de la chute de la ville. « Le massacre des habitants de Vukovar signifierait le début du chaos », avait-il averti, ajoutant que les autorités de Zagreb ne seraient plus, alors, en mesure d'assurer la sécurité des soldats et officiers yougoslaves sur le territoire croate. La fin de la bêtise de Vukovar — à peine

conclu la treizième accord de cessez-le-feu — a coïncidé avec un regain de violence sur à peu près tous les fronts, de la Slavonie à la côte dalmate, les unités yougoslaves intensifiant leurs bombardements sur les villes croates. Et ce, à l'heure où l'envoyé spécial des Nations unies, M. Cyrus Vance, accomplissait une nouvelle mission, qui le mené à Belgrade puis à Zagreb.

YVES HELLER

Les rues jonchées de cadavres...

Des cadavres de civils gisaient, mardi 19 novembre, dans les rues de Vukovar, où l'armée yougoslave « nettoyait » les dernières poches de résistance croates. Jus-

qu'en milieu d'après-midi, des tire d'artillerie étaient encore entendus dans la nuit de la ville.

Sur la place de la Libération, un immeuble est la proie des flammes. Dans une rue adjacente, les cadavres de deux hommes et d'une vieille femme gisent par terre, apparemment depuis plusieurs jours. Toute la ville offre des scènes similaires.

Vukovar, qui abritait autrefois 50 000 habitants — Serbes et Croates — n'est plus que ruines après trois mois de combats. « Je ne pense pas que les dirigeants serbes et croates réalisent vraiment ce qu'ils ont fait », déclare un représentant du gouvernement croate, Merin Vidic. « Quelqu'un devra répondre de toute cette destruction. Quelqu'un s'est rendu à Vukovar doit comprendre que cette guerre est une folie, dit-il. Nous devons nous asseoir et discuter. »

Merin Vidic participe à l'évacuation des civils et des patients bloqués dans l'hôpital, qui est très endommagé. Selon son directeur, le Dr Vencic Bisanac, il y a dans l'établissement 420 malades et blessés, dont 100 enfants. Des les couloirs, on voit sur des patients aux membres plâtrés et aux crânes bandés. Environ 400 civils se sont réfugiés dans l'hôpital, situé dans le quartier où les derniers résistants croates se sont retranchés. L'évacuation devait commencer mercredi.

Des camions militaires circulent dans les rues de Vukovar pour recueillir les civils qui se cachent dans les caves depuis des mois. Ils sont par groupes, et les soldats portent les vieillards et les malades incapables de marcher. « Je ne peux pas y croire », déclare un Croate, Peter Kelima, « nous disaient que les soldats nous tueraient, mais ils ont été très gentils. »

GRANDE-BRETAGNE

Les conférences grassement rémunérées de M^{me} Thatcher

Le débat sur l'Europe organisé à la Chambre des communes mercredi 20 et jeudi 21 novembre donne l'occasion à M^{me} Margaret Thatcher de faire sa rentrée politique. Depuis son départ du pouvoir, il y a un an, l'ancien premier ministre s'est surtout exprimé à l'étranger, afin, notamment, de réunir des fonds pour la fondation qui portera son nom.

LONDRES

de notre correspondant

Brusquement décevée, désorientée, après son départ du pouvoir le 22 novembre 1990, « Maggie » n'avait aucune intention de suivre l'exemple de James (Lord) Callaghan, reconverti en gentleman-farmer, ni même celui de cet autre ancien premier ministre, Edward Heath, dont les hobbies — la voile et la direction de chorales — occupent la semi-retraite politique.

Sans goût pour la vie mondaine, sans autres intérêts que la chose publique, M^{me} Thatcher décide de repartir en campagne, autant pour elle-même que pour son pays. En défendant bec et ongles, bien entendu, ses propres idées — sur l'Europe, la libéralisme, la goût de l'effort et la responsabilité individuelle — elle avait l'intime conviction d'œuvrer pour le bien de la Grande-Bretagne. Elle fit donc fructifier — au vrai sens du terme — l'héritage de... ses convictions. La fondation Margaret Thatcher, dont le but très officiel est de répandre la bonne parole de l'ancien premier ministre à travers le monde, commença à prendre son essor.

Un nouvel ordre mondial

Une telle ambition nécessitent beaucoup d'argent. M^{me} Thatcher prit son bâton de pèlerin et, moyennant de solides cachets, entreprit une tournée de conférences et de rencontres internationales. En un an, treize villes sur quatre continents furent visitées. Son premier déplacement, en février dernier, fut pour les États-Unis, où son ami « Ronnie » Reagan fit à ses quatre-vingts ans, invitée à séjourner — privilège rare — à la Maison Blanche par le président Bush, elle fut, à l'occasion de sa

retour sur la scène internationale, entourée d'honneurs et d'attentions.

Partout elle eut le sentiment que rien, ou si peu, n'avait changé. Cette consécration honorifique s'accompagna de compensations financières. Pour chaque conférence, M^{me} Thatcher reçoit une indemnité évaluée entre 30 000 et 50 000 dollars (160 000 à 280 000 francs). Elle dispose outre-Atlantique d'un « press-book » attentivement en la personne de son fils Mark. Au Japon, une tournée de conférences et d'interviews a rapporté plusieurs centaines de milliers de dollars, un pactole auquel seul l'ancien président Reagan peut prétendre. A Hongkong, le milliardaire Li Ka-shing, vieil ami et bailleur de fonds du Parti conservateur, aurait de nouveau été mis largement à contribution.

La fondation Thatcher rencontre cependant des difficultés : pour mieux attirer des capitaux, elle doit bénéficier du statut de « charity » (œuvre de bienfaisance), lequel autorise de larges exonérations fiscales. La Charity Commission ayant estimé que l'initiative de M^{me} Thatcher ne pouvait prétendre à un tel statut, les évocateurs de l'ancien premier ministre étudient un montage juridique qui permettrait à une autre fondation de servir d'intermédiaire. Une authentique œuvre de bienfaisance — The Margaret Thatcher Charitable Trust — existe depuis trois ans, mais son but est de financer des actions humanitaires ou d'intérêt public, grâce à des réserves estimées à 600 000 livres (6 millions de francs).

A l'avenir, M^{me} Thatcher pourra, d'autre part, compter sur les royalties que lui rapporteront ses Mémoires — à coup sûr un best-seller — dont son éditeur, Harper Collins, attend un bénéfice de plusieurs millions de livres. La fondation Thatcher n'a pas encore vu officiellement le jour. Lorsqu'elle existera, son ambition est de proposer un nouvel ordre mondial et aussi d'encourager les pays riches à investir dans les démocraties naissantes de l'Europe de l'Est. Ainsi, faute d'être toujours prophète dans son propre pays, M^{me} Thatcher eut au moins retrouvé sur la scène internationale un auditoire à sa mesure.

LAURENT ZECCHINI

BELGIQUE : les élections législatives du 24 novembre

Le coup de poker de M. Martens candidat à Bruxelles

La campagne en vue des élections législatives du dimanche 24 novembre en Belgique est dominée par les antagonismes entre Flamands et francophones, problème qui a été à l'origine de la chute du gouvernement de M. Wilfried Martens, qui n'exclut pas une reconduction de la coalition sortante (sociaux-chrétiens, socialistes francophones, nationalistes flamands). M. Martens est candidat au Sénat à Bruxelles.

BRUXELLES

de notre correspondant

M. Wilfried Martens, le premier ministre belge (auparavant les Wallons contestent le droit de parler seul au nom du royaume à l'occasion du sommet francophone à Paris...) a sans doute l'esprit ailleurs qu'au palais de Chaillot. Dimanche 24 novembre, l'attend le résultat du plus grand coup de poker de sa carrière : ce Flamand, sorti de son fief de Gand, est candidat aux élections législatives à Bruxelles.

Comme il s'agit d'un scrutin de listes à la proportionnelle, dans une capitale qui compte quand même 15 % de Flamands, il ne fait pas de doute que le candidat tête de liste obtiendra le siège de sénateur qu'il convoite (les deux Chambres sont renouvelées). La question est de savoir s'il réussira plus large et prendra un nombre de voix significatif aux francophones, en raison de son passé, de son poids politique, et des thèmes de sa campagne : réconcilier les deux communautés en assignant à la capitale une « fonction de liaison » entre elles ; faire de Bruxelles « la capitale politique de l'Europe » en réunissant sur son sol, la Commission, le Conseil — qui y sont déjà — mais aussi le Parlement européen, dont le siège théorique demeure Strasbourg.

« Comique, ambiguë et dangereuse »

M. Martens possède un avantage sur ses adversaires francophones : il peut faire campagne dans leur langue. Pas toujours d'une façon grammaticalement impeccable, certes, mais avec assez de vocabulaire et de rouerie pour leur tenir tête. Dimanche dernier, sur la chaîne nationale de télévision francophone, il s'est payé le luxe d'un face-à-face avec un « gros calibre » : M. Guy Spitaels, président du PS.

Ce fut un grand moment dans une campagne plutôt terne. D'un côté, l'idéologue de la gauche wal-

lonne, éloquent, presque précieux à force de virtuosité dans le langage. De l'autre, le chrétien venu du Nord, mal fagoté, fixant l'adversaire de ses petits yeux de chat qu'une récente opération a bridés à la chinoise.

M. Spitaels n'a pas été étonné. Il trouve la candidature du premier ministre « comique, ambiguë et dangereuse ». Selon lui, elle sert à camoufler une dérobade après un score peu glorieux à Gand en 1987 ; elle clarifie pas les intentions des Flamands à l'égard d'une entité qui bénéficie d'une relative autonomie depuis 1989 ; elle est à double tranchant car, en cas de mauvais score, M. Martens sera affaibli pour défendre son dossier devant les instances communautaires. Celui-ci fait valoir que l'action démocratique rend sa démarche plus cohérente et qu'on ne peut pas bien défendre une ville sans être son élu.

Une carrière européenne ?

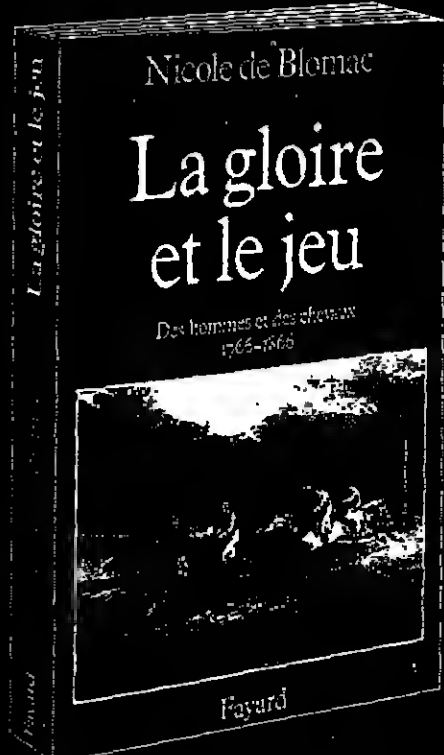
Les réactions des Bruxellois francophones sont contrastées. Les uns voteront pour le chef du gouvernement, « parce qu'il incarne l'Etat unitaire, au-dessus de nos misérables querelles linguistiques ». Les autres promettent une veste au « cheval de Troie des Flamands ». Qu'il arrive, M. Martens accomplira son mandat. « Il cherche un appartement en location à Bruxelles », confie son entourage.

Oui, mais au-delà du mandat de sénateur de Bruxelles, que fera M. Martens si les résultats nationaux ne sont pas favorables à son parti social-chrétien (CVP) ? Si l'on comprend bien un jour, le moment venu, ce « Flamand qui est beaucoup plus que cela », comme dit une de ses collaboratrices francophones, se verrait assez bien à la présidence du Parlement européen. Après douze ans de bons et loyaux services au 16 rue de la Loi — le Matignon local — il n'est pas exclu que M. Martens, cinquante-cinq ans, qui a dirigé... neuf gouvernements, en ait un peu assez du ragout politique belge et qu'il songe déjà à un destin communautaire.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

Précision. — L'ambassade de Hongrie à Paris tient à préciser que l'événement romain Laszlo Tildes n'a pas été l'« hôte » de l'ambassade lors de son récent passage en France (le Monde du 14 septembre), mais a simplement été invité à titre privé à l'ambassade.

PRIX PEGASE 1991



Turfistes et amis de la race équine, vous seriez impardonnables de ne pas lire ce livre qui raconte comment commença en France la sélection des races de chevaux. L'auteur sait de quoi il parle, il est éleveur. Surprise, parce que le cheval symbolisait la noblesse, on le rejeta pendant la Révolution. Bonaparte inversa le mouvement pour cause d'efficacité des cavaliers pendant la bataille. Découvrez aussi les premières courses du XIX^e siècle. Passionnant.

Le Journal du Dimanche

L'Histoire
chez
FAYARD

هذا من اصل

سكنا من الحاح

EUROPE

URSS : onze mois après sa démission

Le retour de M. Chevardnadze à la tête de la diplomatie

Accepter à nouveau la direction de la diplomatie soviétique fut plus difficile encore que de démissionner, a déclaré au soir de sa nomination, mardi 19 novembre, M. Edouard Chevardnadze au quotidien *Komsomolskaïa Pravda*. C'est en effet par un décret signé de M. Mikhaïl Gorbatchev, président de l'URSS, donné pour définitif, que celui qui a dirigé pendant cinq ans la diplomatie de la perestroïka a été nommé au poste dont il avait démissionné avec fracas il y a onze mois.

M. Boris Pankine, qui avait occupé le poste en août (il avait été le seul ambassadeur à s'être démarqué du putsch, au troisième jour de celui-ci, il est vrai), a été nommé ambassadeur à Londres. Une façon d'adoucir la disgrâce de celui qui, de l'avis général, n'était pas à la hauteur de sa tâche. M. Gorbatchev a d'ailleurs pris la précaution de téléphoner lui-même à M. John Major pour lui demander s'il acceptait la nomination de M. Pankine et a reçu la réponse rapide qu'il demandait, la Grande-Bretagne participant au soulagement général en Occident de voir le retour de M. Chevardnadze.

L'agence Tass publiait alors le texte de la résolution du Conseil d'Etat - groupant les dirigeants des Républiques - adoptée jeudi dernier sur la création d'un nouveau « ministère des relations extérieures », qui hérite aussi de l'ex-ministère des relations économiques extérieures et doit achever la reorganisation de ses structures au premier janvier 1992.

Elle doit comprendre la réduction de 30 à 50 % des effectifs et un vaste mouvement, marqué dès mardi par une décision, attendue de M. Gorbatchev relevant de leurs fonctions plusieurs ambassadeurs mis en cause pour leur attentisme lors du putsch : M. Iouri Doukhine, à Paris, a été « nommé à d'autres fonctions » non précisées et M. Léonid Zamiatine, à Londres, a été mis à la retraite, de même que M. Lev Voronine, en poste auprès de la CEE à Bruxelles et M. Alexandre Barychev, en Guinée-Bissau. Sont aussi relevés les ambassadeurs en

Irlande, Grèce et Suède, alors qu'un libéral notoire, Iouri Pavlov, en poste au Chili, a démissionné.

« Stopper le processus de désintégration »

Dès jeudi dernier, la télévision russe donnait pour probable le remplacement de M. Pankine par M. Chevardnadze, qui avait notamment reçu la délégation algérienne à Moscou avant, et plus longuement, que le ministre en titre. Un remplacement qui « peut stopper le processus de désintégration et la montée en pouvoir du ministère des affaires étrangères de Russie », commentait mardi soir

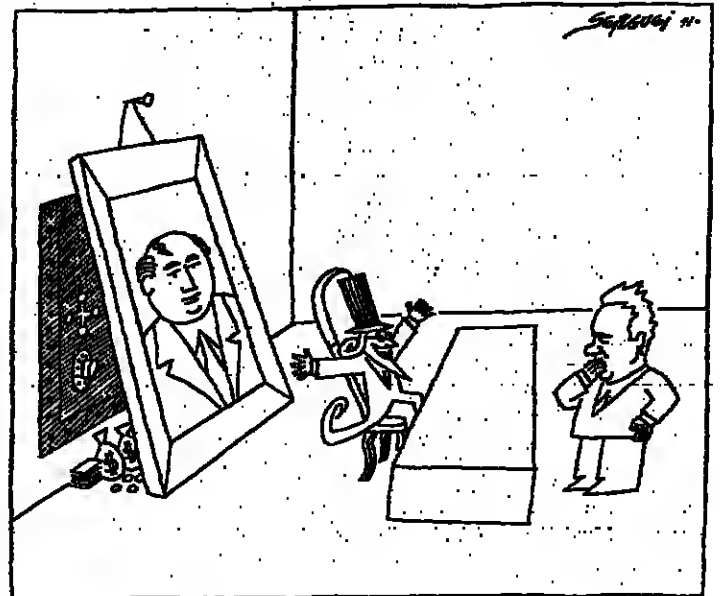
un responsable soviétique sous le sceau de l'anonymat. Le même jour, M. Boris Eltsine, qui avait bataillé pour que le nouveau ministère des relations extérieures ne soit qu'un organe de « coordination » des politiques menées par les Républiques, nommait son premier représentant à l'étranger. M. André Kolosovski est désormais « représentant plénipotentiaire spécial » de la Russie aux Etats-Unis, en poste, avec le rang de ministre conseiller, dans les locaux de l'ambassade soviétique de Washington, comme le prévoit la reorganisation du ministère.

Dans un entretien télévisé à Moscou, accordé avant sa nomination

et diffusé dès l'annonce de celle-ci, M. Chevardnadze soulignait le « professionnalisme » du personnel du ministère des affaires étrangères, un « patrimoine national (...) qu'il faut sauver ». Et il est revenu sur ses mises en garde contre « la plus grande menace » nucléaire actuelle « pour le monde entier (...) : les conflits à l'intérieur de l'URSS ».

S. Sh.

► La traduction française du livre de M. Edouard Chevardnadze *L'avenir s'écrit liberté*, avec un avant-propos inédit sur le coup d'Etat d'août 1991, est parue dans la collection « Points Actuels ».



Satisfaction à Washington, où se poursuit la controverse sur les investissements américains en Union soviétique

Souhaitant le maintien d'un « centre » dans l'ex-URSS - on ne dit pas encore l'Union des Etats souverains, - les Etats-Unis ne pouvaient que se féliciter du retour d'une personnalité de l'envergure d'Edouard Chevardnadze à la tête de la diplomatie « soviétique » (du moins de ce qui en reste).

WASHINGTON

de notre correspondant

Cette nomination paraît devoir conforter Mikhaïl Gorbatchev - objectif éminemment souhaité par George Bush, - au moment où nombre de soviétologues américains - compris dans l'administration - s'interrogent de plus en plus sur la réalité du pouvoir du président soviétique. Elle semble encore indiquer qu'un « politique » aussi fin que le Géorgien Chevardnadze

parie sur un certain avenir pour M. Gorbatchev et croit en la préservation d'une certaine forme de « pouvoir central » dans la future Union des Etats souverains.

Ce sont là autant de « signes » que l'oo accueille à bras ouverts à Washington, où M. Chevardnadze bénéficie depuis longtemps d'un crédit exceptionnel. « Nous avons un grand respect pour lui et travaillerons en étroite coopération avec lui », a déclaré le président Bush, soulignant que M. Chevardnadze disposait d'un « ami » en la personne de M. James Baker, le secrétaire d'Etat américain.

M. Chevardnadze, également titulaire du portefeuille des relations économiques extérieures, pourrait être notamment chargé de solliciter d'urgence une aide économique et financière accrue pour son pays. Le dossier est particulièrement d'actualité aux Etats-Unis où l'oo paraît traîner les pieds sur cette question. MM. Bush et Baker ont commenté la nomination de

M. Chevardnadze en recevant, mardi 19 novembre, à la Maison Blanche, un des plus proches conseillers du président soviétique, M. Alexandre Iakovlev, précisément venu aux Etats-Unis pour mobiliser - voire secouer - l'administration, le Congrès et les milieux d'affaires.

« Vous avez perdu le sens du risque »

M. Iakovlev est déçu. « Vous avez perdu le sens du risque », lançait-il la semaine dernière à un partenaire de banquiers et d'industriels américains réunis au siège d'une grande banque d'affaires new-yorkaise, Bear Stearns and Co. Leur reprochant de se désintéresser de son pays, il ajoutait : « Vous faites une erreur (politique) et vous avez tort car l'URSS est un bon risque ». Le même reproche était formulé cette semaine, et en termes tout aussi vifs, par l'ambassadeur des Etats-Unis à Moscou, M. Robert Strauss, ancien avocat d'affaires, et qui, lui aussi, regrette l'extrême timidité des investisseurs américains. Dans un entretien accordé à plusieurs correspondants

américains à Moscou, M. Strauss déclare notamment : « Si j'avais votre âge et si j'avais 100 000 dollars, je viendrais ici et j'investirais ces 100 000 dollars. L'ambassadeur est âgé de soixante-trois ans et possède une fortune qui doit se chiffrer en millions de dollars. »

Plus sérieusement, M. Strauss tire la sonnette d'alarme. Il évoque les tensions sociales croissantes en URSS, à l'approche d'un hiver plein d'incertitudes : « A coup sûr, ça peut facilement nous exploser au visage dans les six mois qui viennent ». M. Strauss stigmatise l'attitude du Congrès, tout aussi réservé que le secteur privé. Au début du mois, les parlementaires, sensibles à l'humour « isolationniste » de l'opinion, ont entériné, sans même en débattre, une proposition de deux de leurs chefs de file - un républicain et un démocrate - visant à accorder un milliard de dollars à l'URSS, pris sur le budget de la défense.

L'ambassadeur, qui détecte « un climat d'animosité latente dans la société soviétique », juge le comportement du Congrès irresponsable - « une incroyable injustice » - et a encore indiqué : « Dans l'intérêt de

notre pays, je préférerais risquer deux milliards de dollars ici (en URSS), même pour constater, in fine, que ça ne marche pas, plutôt que de ne pas le faire et d'avoir à observer la montée d'une situation de type vraiment fasciste et de se dire alors « Bon Dieu, si seulement on avait dépensé deux milliards de dollars. »

Lentement, les Etats-Unis mettent, cependant, en train une série de mesures d'aide. Le gouvernement a déjà donné sa garantie pour des prêts bancaires de 2,5 milliards de dollars destinés à financer des achats de produits alimentaires. Le porte-parole de la Maison Blanche, M. Martin Fitzwater, a indiqué, mardi, que l'administration étudie, en outre, l'octroi de crédits directs d'un montant de 1,5 milliard de dollars, là encore pour l'achat de produits agricoles. Un des problèmes encore à régler, a-t-il poursuivi, est la répartition des crédits entre le « centre » et les Républiques - précisément le genre de question à adresser au nouveau ministre des relations économiques extérieures, M. Chevardnadze.

ALAIN FRACHON

ALLEMAGNE

M. Boris Eltsine attend des retombées économiques de sa visite à Bonn

Le président russe, M. Boris Eltsine, devait arriver jeudi 21 novembre à Bonn pour une visite très attendue de trois jours en Allemagne, où il avait été invité par le chancelier Kohl après le putsch raté des conservateurs communistes en août dernier. Il s'agit de sa première visite à l'étranger depuis l'effondrement de l'URSS. Bonn espère obtenir des concessions sur deux questions importantes : l'expulsion de M. Honecker et la mise en place d'une République autonome pour la minorité allemande de la Volga.

BONN

de notre correspondant

Le retour de M. Edouard Chevardnadze à la tête de la diplomatie de l'Union soviétique, aux côtés de M. Mikhaïl Gorbatchev, au moment où M. Eltsine veut confirmer à Bonn que c'est désormais avec lui qu'il faut compter, n'est pas sans importance. M. Chevardnadze bénéficie d'un énorme prestige en Allemagne ; c'est lui qui avait mené toutes les négociations sur la réunification allemande et le désengagement de l'URSS de l'ex-RDA. Tout aussi inquiets que les autres capitales occidentales sur le vide laissé par l'effacement de l'ancienne Union, les Allemands souhaitent, eux aussi, que le désir de souveraineté des Républiques, à commencer par celle de Russie, s'accompagne néanmoins du maintien d'un « centre » capable d'opérer sur la scène internationale.

La visite du président russe n'est pas une visite d'Etat et se situe protocolairement un cran en dessous. Hôte officiel, non du président de la

République, mais de M. Helmut Kohl, il aura droit aux honneurs militaires à son arrivée, jeudi 20 novembre à la chancellerie. Son programme prévoit ensuite une série de rencontres avec le président Richard von Weizsäcker et le ministre des affaires étrangères, M. Hans-Dietrich Genscher.

L'affaire Honecker

Deux déclarations doivent être signées au cours de la visite. Un premier texte portera sur la coopération entre l'Allemagne et la République de Russie. Il traitera aussi bien des relations économiques et de l'aide que de la délicate question de la reconstitution d'une République autonome, sur la Volga, pour la minorité allemande de l'ex-URSS. Un deuxième texte devrait instituer un système de consultations entre les ministères allemand et russe des affaires étrangères. Certains critiques ont émis l'hypothèse que ce texte pourrait être interprété - par M. Eltsine et ses amis - comme un acte de reconnaissance formelle d'un Etat russe. Mais le porte-parole du gouvernement allemand, M. Dieter Vogel, a indiqué, lundi, que Bonn souhaitait le maintien d'une forme de relation avec l'ancienne Union et qu'il n'était pas question pour le moment de reconnaître officiellement la Russie.

L'affaire Honecker a donné prétexte au gouvernement russe, avant l'arrivée de M. Eltsine, de signaler à Bonn qu'il entendait désormais être l'« interlocuteur principal ». Le sort de l'ancien numéro un est-allemand fait manifestement l'objet d'une épreuve de force entre M. Eltsine et M. Gorbatchev, qui est hostile à sa remise à la justice allemande. M. Erich Honecker avait été secrètement transporté au début de l'année d'une base militaire soviétique

de l'ex-RDA en URSS. Bonn avait protesté officiellement contre sa « disparition ».

Porté aux nues lors de la tentative avortée de putsch, le président Eltsine est loin de disposer en Allemagne du capital de sympathie de M. Gorbatchev. On ne s'attend certainement pas à Bonn à un interlocuteur facile. L'affaire Honecker, mais aussi la question de la minorité allemande, incitent à la prudence. Après voir promis monts et merveilles, le président russe s'est montré beaucoup moins empressé ces dernières semaines à résoudre les problèmes que soulève la reconstruction de la République allemande de la Volga. S'il a besoin des Allemands pour résoudre son pari économique, M. Eltsine a aussi clairement déclaré qu'il ne venait pas à Bonn en médiant.

HENRI DE BRESSON

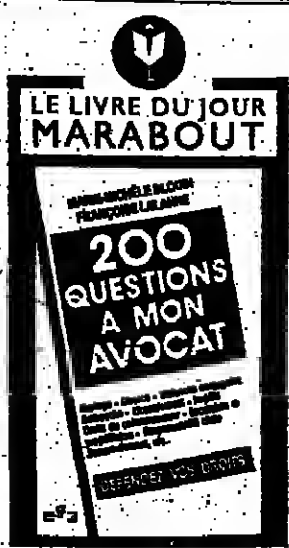
Vous voulez offrir des compact-disc pour Noël, vous préférez :

- Vous noyer dans tout Schubert à la recherche de la truite (p. 30)
- Ecouter votre petit doigt pour trouver la Mano Negra (p. 49)
- Lire la sélection des 140 meilleurs compact-disc dans Téléràma (p. 16 à 65).

Avant de vous mettre au diapason, lisez Téléràma cette semaine.

Téléràma

PRENEZ VOTRE CULTURE EN MAIN.



DIPLOMATIE

Le sommet de la francophonie à Paris

M. Mitterrand a concédé aux pays du Sud « le droit de fixer les modalités et le rythme de leur démocratisation »

Le quatrième sommet francophone a été ouvert mardi 19 novembre à Paris au palais de Chaillot par un discours-programme de M. Mitterrand, en présence d'une cinquantaine de délégations étrangères. Les travaux de la conférence ont ensuite commencé à huis clos au Centre des conférences internationales où ils doivent se poursuivre jusqu'au jeudi 21 novembre.

Méandres obscurs du protocole, ou exigence de tel ou tel dirigeant, ou ne sait trop ce qui a conduit les organisateurs de la séance d'ouverture, la seule sino publique du moins télévisée, à donner la parole - outre la nécessaire allocution d'accueil française - à sept chefs de délégation (Cameroun, Cap-Vert, Bénin, Côte d'Ivoire, Laos, Sénégal, Tunisie), dont les interventions proposent de convenance ont fait soupçonner plusieurs de leurs collègues.

Occasion ratée, pour une francophonie qui souffre d'être méconnue en France (le Monde du 19 novembre), de donner accès au petit écran aux invités les plus épiques : tels les présidents Jeleu de Bulgarie ou Hlasek de Roumanie, relégués, au contraire, à l'arrière-plan, ou même le simple ambassadeur délégué de Phnom-Penh par le prince Sihanouk, lequel mourait d'envie d'être là.

Absence des « mauvais élèves »

Les télespectateurs d'aujourd'hui ont droit qu'à des propos académiques. Quant aux milliers d'automobilistes parisiens retenus par de gigantesques encombrements (certains journaux télévisés ont fait leurs choux gras de ces bouchons, bon moyen de rendre populaire la francophonie) dans le triangle Chaillot-Elysée-Arc de triomphe (ce dernier site est proche du Centre des conférences internationales), nombre d'entre eux ont exprimé le simple bon sens en criant : « Versailles, à Rambouillet, à Fontainebleau ».

Faut-il signaler aussi ce faux pas, d'une autre nature, ayant consisté - lors du déjeuner offert mardi au Musée des monuments français à plusieurs dizaines de journalistes étrangers couvrant le sommet - à

servir du porc dans le plat de résistance alors que les deux-tiers des États francophones sont à majorité musulmane.

Et contrepartie, aucune fausse note parmi les rangs des délégués, puisque l'arrivée redoutée de « mauvais élèves » (non pas en matière de langue, mais de démocratie...), tels que l'amiral-président Didier Ratsiraka (Madagascar) et le maréchal-président Sese Selo Mobutu (Zaire) ne s'est pas produite. Le père An-

nide, président déchu d'Haïti, était en revanche présent, en bonne place parmi ses anciens pairs.

Après avoir exalté « l'ambition » et « l'avenir » francophones qui attirent de plus en plus de pays (50 participants de divers statuts, contre 42 au premier sommet en 1986) et salué « la passion pour le français, longtemps gardée secrète » par Cambodgiens, Roumains et Bulgares, M. Mitterrand s'est lancé dans un véritable discours-programme

pour la francophonie. Il a égrené les réalisations sur le point d'aboutir ou projetées : extension à l'Afrique noire de la chaîne internationale francophone TV5, fonds de soutien à « Images du Sud », université audiovisuelle par satellite, Institut informatique d'Haïti, Centre de recherches agroalimentaires ivoiriennes, etc.

Après s'être félicité que, lors de la réunion ministérielle de Tunis en avril 1991, les francophones aient adopté une attitude commune en matière d'environnement (1), en prévision de la conférence mondiale sur ce thème, fixée en 1992 à Rio-de-Janeiro, le président a annoncé une nouvelle mutation institutionnelle de la francophonie. Désormais, les divers « comités » existants seront remplacés par un « conseil ministériel annuel » et un « conseil permanent », dont l'intérêt apparaît peut-être après coup. M. Mitterrand n'a pas repris l'idée, agitée notamment en 1990 à la conférence franco-africaine de La Baule, d'une « prime à l'aide aux pays se démocratisant ». Il a préféré, cette fois, accorder à chacun le soin de fixer « en toute indépendance les modalités et le rythme qui lui conviennent ». Il a laissé à M. Malroux, premier ministre canadien, le soin de préciser, pour le compte d'Otawa, que « l'aide au développement doit être de plus en plus canalisée vers les États travaillant à développer les droits de la personne chez eux ».

Le numéro un français n'a rien annoncé de précis à propos d'une éventuelle augmentation des envois de Paris pour la francophonie, choisissant plutôt de fustiger « le saupoudrage des crédits » et d'inviter les gouvernements du « Sud » (le mot « tiers-monde » tend à disparaître du vocabulaire diplomatique depuis l'effondrement du « deuxième monde » communiste) à édicter des « mesures favorables à l'épargne locale et à son investissement sur place ».

Le côté « bon père de famille » l'a alors emporté sur l'utopie et le lyrisme, qui furent longtemps les deux manières les plus solennelles de la francophonie. Dehors, le concert de klaxons ramenait aussi à la réalité.

JEAN-PIERRE PÉRONCEL-HUGOZ

(1) Le même jour M. Cresson, parlant à huis clos devant les francophones, a souhaité qu'ils définissent une « position commune » avant les assises de Rio.

Cinquante Etats ou entités

Vingt chefs d'Etat assistent au sommet :

Bénin : M. Nicéphore Soglo ; Bulgarie (1) : M. Jeleu ; Burkina : M. Blaise Compaoré ; Burundi : major Pierre Buyoya ; Cameroun : M. Paul Biya ; Centrafrique : général André Kolingba ; Comores : M. Said Mohamed Djohar ; Côte d'Ivoire : M. Félix Houphouët-Boigny ; France : M. François Mitterrand ; Gabon : M. Omar Bongo ; Guinée-Bissau : M. João Bernardo Vieira ; Haïti : Père Jean-Bertrand Aristide ; Laos : M. Kaysone Phomvihane ; Liban : M. Elias Hraoui ; Mali : lieutenant-colonel Amadou Toumani Touré ; Mauritanie : colonel Mousouy Ould Sid-Ahmed Taya ; Roumanie (1) : M. Ion Iliescu ; Rwanda : général Juvenal Habyarimana ; Sénégal : M. Abdou Diouf ; Tchad : M. Idriss Deby.

Quatorze chefs de gouvernement sont présents :

Belgique : M. Wilfried Martens ; Canada : M. Brian Mulroney ; Congo : M. André Milongo ; Luxembourg : M. Jacques Santer ; Maldives : Sir Anwarud Juganah ; Niger : M. Amadou Cheiffou ; Nouvelle-Zélande : M. Frank McKenzie ; Québec (province canadienne) : M. Robert Bourassa ; Sainte-Lucie : M. John Compton ; Togo : M. Kokou Joseph Koffigoh ; Tunisie : M. Ahmed Karoui ; Vanuatu : M. Domeld Kalpokas ; Val d'Aoste : M. Gianni Bonazzi (2) ; Wallonie-Bruzelles : M. Vainry

Faux, ministre-président de la Communauté française de Belgique.

Seize autres chefs de délégation :

Cambodge (1) : M. Khuek Syvoda, ambassadeur itinérant du prince Sihanouk ; Cap-Vert : M. Enrico Montano, ministre de la Justice ; Djibouti : M. Moumina Bahdon Farah, ministre des affaires étrangères ; Dominique : absent à l'inauguration du sommet ; Egypte : M. Boutros Boutros-Ghali, vice-premier ministre pour les relations extérieures ; Guinée : colonel Jean Traoré, ministre des affaires étrangères ; Guinée-Equatoriale : M. Isidoro Ej Morsuy-Andeme, vice-premier ministre ; Louisiane (2) : M. Allan Barnes, sénateur ; Madagascar : M. Honoré Rakotonmanana, président de la Haute Cour constitutionnelle ; Maroc : M. Mohamed Benattou, ministre des affaires culturelles ; Monaco : M. René Novello, ambassadeur de la Principauté en Italie ; Nouvelle-Angleterre (2) : M. Paul Lafrenne, président de l'Action pour les Franco-Américains du nord-est des États-Unis ; Seychelles : M. Danielle de Saint-Jorre, ministre du plan et des relations extérieures ; Suisse : M. René Felber, vice-président de la Confédération ; Vietnam : M. Nguyen Huu Thieu, vice-président du Conseil d'Etat ; Zaire : M. Bukoni Bukari, ministre des relations extérieures.

(1) Etat ayant provisoirement le statut d'observateur.
(2) Communauté présente au sommet à titre d'invité spécial.

Le ministre allemand des affaires étrangères devant les députés français

L'intégration européenne doit franchir un pas « global et décisif », affirme M. Genscher

Le ministre allemand des affaires étrangères, M. Hans-Dietrich Genscher, a été entendu, mardi 19 novembre, par la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale française à laquelle s'étaient joints les députés de la commission de la défense et ceux de la délégation pour les Communautés européennes.

La rencontre entre le chef de la diplomatie allemande, M. Hans-Dietrich Genscher, et les députés fran-

çais a revêtu, à quelques jours du sommet européen de Maastricht, une portée symbolique que chacun s'est plu à souligner. C'est un événement « d'une grande charge symbolique », a souligné le ministre allemand au cours d'une conférence de presse.

Puissance invitante, le président de la commission des affaires étrangères, M. Michel Vasselle, a également insisté sur l'importance de cette rencontre, première du genre, alors que « l'Europe va franchir une nouvelle étape » les 9 et 10 décembre à Maastricht (Pays-Bas). Pour le

ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, il « était important de faire le point » à un moment où le couple franco-allemand semble retrouver une vitalité qui fait espérer aux plus européens qu'elle forcera les obstacles (notamment britanniques) encore accumulés sur la route du prochain conseil européen.

Les députés français, qui devaient, mercredi 27 novembre, entendre une déclaration du gouvernement sur ce sujet, ont salué, après l'audition, « l'intensité du lien franco-allemand ». L'impression fut d'autant plus positive, que les commissaires français ont pu constater que la complicité affichée entre MM. Dumas et Genscher traduisait une détermination politique dans les deux camps à travers l'intervention du ministre allemand.

« Si la division de l'Allemagne a été un élément de la division européenne, nous voulons que l'unité allemande devienne le ferment de l'unité de l'Europe », a affirmé M. Genscher en insistant sur l'importance du double volet « politique étrangère et sécurité commune » et « défense commune » qui sera au cœur de Maastricht : « sans une défense européenne, la politique étrangère et de sécurité européenne resterait incomplète ».

L'intégration européenne devra donc, selon lui, franchir dans quelques jours « un nouveau pas global et décisif ». Au passage, le ministre allemand a mis en garde ceux qui seraient tentés de rester sur le bord de la route : « La maxime selon laquelle celui qui arrive trop tard est puni par la vie vaut également pour les deux Etats qui se réuniront à Maastricht ».

Le ministre français s'est montré, quant à lui, raisonnablement optimiste quant aux chances de succès du sommet de Maastricht. « Je ne suis pas d'un optimisme béat. L'en-

jeu est grand. Un échec serait ressenti dans l'Europe tout entière comme quelque chose de cruel, de cuisant », a-t-il rappelé sans explicitement préciser que son message, comme celui de M. Genscher, était adressé tout particulièrement à Londres.

PIERRE SERVANT

o CEE : les citoyens pourront demander des dommages et intérêts en cas de non-respect du droit communautaire. — La Cour de justice de la Communauté européenne (Luxembourg) a accordé, mardi 19 novembre, aux citoyens européens le droit de réclamer des dommages et intérêts à leur Etat en cas de non-respect du droit communautaire. Jusqu'ici, les citoyens européens pouvaient seulement introduire un recours contre leur gouvernement.

o L'ambassadeur de France a présenté ses lettres de créance au président de Madagascar M. Didier Ratsiraka. — Le nouvel ambassadeur de France à Madagascar, M. Gilles d'Humières, a présenté, samedi 16 novembre, ses lettres de créance au président Didier Ratsiraka, ce qui implique un soutien de fait de Paris au compromis récemment conclu entre le chef de l'Etat malgache et ses opposants politiques et, a contrario, le refus de Paris de soutenir la fraction des contestataires, hostiles à cet accord aux termes duquel M. Ratsiraka demeure chef de l'Etat et le gouvernement de transition est chargé de préparer une réforme constitutionnelle et électorale. — (Reuters.)

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT
Le Monde DES LIVRES

Le conseil des ministres de l'UEO et l'Europe spatiale

L'Espagne accueillera la future agence d'observation militaire

En juin dernier, à Luxembourg, les ministres de l'UEO avaient décidé de créer, le 1^{er} janvier prochain, un Centre satellitaire, chargé, à titre expérimental, d'interpréter les données recueillies par des satellites d'observation militaire en orbite. C'est en quelque sorte la première étape de ce qui doit devenir une agence européenne d'observation spatiale à des fins de sécurité (gestion des crises, vérification des accords de désarmement, surveillance de l'environnement, etc.).

Réunis à Bonn, cette fois-ci, jeudi 18 novembre, les mêmes ministres de l'UEO ont choisi le site - il s'agit de la ville de Torrejón, en Espagne, qui était en compétition avec Toulouse (France) et Farnborough (Grande-Bretagne) - et le directeur - qui sera un Britannique nommé pour trois ans et sous l'au-

rité du Conseil de l'UEO. L'investissement consenti pour 1992 ne devra pas dépasser 38,25 millions d'euros (soit 265 millions de francs). En plus de ce budget, il a été réservé 5 millions d'euros (35 millions de francs) pour des études visant à préciser les besoins des pays de l'UEO dans le domaine du renseignement.

An cours de la première phase d'application de cet accord des Neuf, il est prévu de former une vingtaine de photo-interpréteurs des images et des données ainsi recueillies dans l'espace. La France a accepté de mettre à la disposition de cet organisme les détecteurs enregistrés par le satellite SPOT (aujourd'hui en service) et par le satellite Helios (prêt à partir de 1994) à la construction duquel participent l'Espagne et l'Italie.

J. I.

PIERRE GRIMAL de l'Institut

Le triomphe de Grimal, c'est le portrait de Marc Aurèle en stoïcien, en empereur et en homme. Grâce à une familiarité inégalée avec les textes, il reconstitue avec richesse et précision la personnalité de son héros, formée par l'exemple vivant plus que par les raisonnements théoriques, fait la part respective des lectures et des rencontres, dépeint sa vigilance et son souci de concorde, très romains, à l'extérieur, ses abandons, en grec, dans l'intimité. Voici un livre de sagesse - bel hommage au plus conscient des empereurs.

Pierre Chuvin, Le Monde



458 p.
150F

Du même auteur

Cicéron
Sénèque
Tacite

L'Histoire
chez
FAYARD

هذا من الكتب

هنا في الوطن

ASIE

CAMBODGE

Le prince Sihanouk reconnu comme chef de l'Etat

Le régime de Phnom-Penh a reconnu, mercredi 20 novembre, le prince Norodom Sihanouk comme chef de l'Etat. « Désormais, nous reconnaissons le prince comme le chef de l'Etat de tout le Cambodge (...). Jusqu'à la tenue, en 1993, de l'élection présidentielle libre et équitable », a annoncé le ministre des affaires étrangères, M. Hor Nam Hong. « Le Parti du peuple et l'Etat du Cambodge (...) déclarent solennellement que Norodom Sihanouk a toujours été le chef de l'Etat, légal et légitime du Cambodge, comme avant le coup d'Etat du 18 mars 1970 », a souligné le ministre, faisant allusion au putsch du général Lon Nol, qui avait provoqué le premier exil du prince.

M. Hong a appelé tous les Cambodgiens « à soutenir et plus tard à voter pour le prince comme président du Cambodge ». Il a toutefois précisé que M. Heng Samrin restait président du Conseil d'Etat de l'Etat du Cambodge, la faction de Phnom-Penh soutenue par les Vietnamiens.

Recevant les lettres de créances du chef de la mission diplomatique américaine, M. Charles Twining, le prince a demandé à

Washington de « ne pas le renverser à nouveau ». Espérant que « les Etats-Unis pourront éviter ce qui s'est passé en 1970 quand le président Nixon a soutenu Lon Nol contre Sihanouk », il leur a demandé « de ne pas s'ingérer dans la dispute entre les Cambodgiens », mais plutôt de les aider à reconstruire un pays dévasté tout en veillant à ce que l'argent n'aille pas « dans les poches d'officiels cambodgiens corrompus ».

D'autre part, tandis que deux dirigeants de la résistance khmère, le nationaliste Son Sann et le khmer rouge Khieu Samphan, étaient attendus à Phnom-Penh mercredi, un porte-parole khmer rouge à Bangkok a annoncé que M. Pol Pot avait regagné secrètement l'ouest du Cambodge. Il y a rencontré, la semaine dernière, M. Khieu Samphan. Cette annonce confirme les déclarations du ministre thaïlandais des affaires étrangères selon lequel l'ancien dirigeant khmer rouge, officiellement à la retraite mais qui reste le véritable chef du mouvement, avait récemment quitté sa maison en territoire thaïlandais. — (AFP, Reuters).

CHINE : après la visite de M. Baker à Pékin

Déception à la Maison Blanche à propos des droits de l'homme

La Maison Blanche a fait savoir, lundi 19 novembre, sa profonde déception que les derniers entretiens du secrétaire d'Etat James Baker en Chine n'aient fait apparaître aucun progrès sur la question des droits de l'homme (le Monde du 19 novembre). « Nous sommes très déçus », a déclaré le porte-parole, M. Martin Fitzwater. « L'une des principales tâches de James Baker était de tenter d'obtenir des progrès sur les droits de l'homme ».

Il a ajouté que M. Baker avait remis à M. Deng Xiaoping une lettre du président Bush dont l'objectif central était de favoriser des progrès sur les droits de l'homme. Pour sa part, M. Baker

a estimé que ses conversations sur cette question avaient été « difficiles » et que les progrès n'ont pas été « tels que nous l'espérions ».

Par ailleurs, l'une des deux dissidentes chinoises qui avaient disparu à la veille de la visite de M. Baker a réapparu dimanche soir après avoir été retenue deux jours dans la banlieue de Pékin. M. Hou Xiaotian est l'épouse du prisonnier politique Wang Jintao. L'autre opposante, la journaliste Dai Qing, a disparu samedi alors qu'elle se rendait à un rendez-vous avec un diplomate américain. Les autorités chinoises ont démenti son arrestation. — (Reuters, UPI, AFP).

o M. Alain Vivien « conteste » la conception des droits de l'homme de Pékin. — M. André Vivien, secrétaire d'Etat français aux affaires étrangères, en visite officielle en Chine pour une semaine, a évoqué, mardi 19 novembre, la question des droits de l'homme avec son homologue chinois, M. Tian Zengpei. Il a « contesté » le point de vue chinois selon lequel ces droits « seraient liés au degré de développement de chaque nation et aux spécificités nationales » et a qualifié « d'insuffisant » le « Livre blanc » présenté récemment par Pékin. — (AFP).

o Visite d'une délégation commerciale israélienne. — Une importante délégation d'hommes d'affaires israéliens est arrivée, mardi 19 novembre, à Pékin, pour une visite de onze jours destinée à promouvoir la coopération économique bilatérale. Ce voyage, une première pour les deux pays qui n'entretenaient pas de relations diplomatiques, est le signe d'une nouvelle étape dans le rapprochement entre Pékin et Jérusalem, entrepris dès février 1989 avec l'ouverture d'un bureau chinois de tourisme à Tel-Aviv. — (AFP).

PAKISTAN

Scandale politico-sexuel au « Pays des purs »

Le sénateur Sami Ul Haq, vice-président de l'Alliance démocratique islamique (IJI), la coalition au pouvoir au Pakistan, a démissionné de ses fonctions le 13 novembre, en raison d'un scandale auquel son nom était mêlé.

ISLAMABAD

de notre correspondant

Étonnante affaire au « Pays des purs » (telle est la signification du nom de Pakistan). Une des personnalités politico-religieuses les plus connues du pays, le sénateur Sami Ul Haq, auteur d'un projet d'application de la charia (loi coranique), a dû démissionner en raison d'un scandale mêlant sexe et politique, argent et islam.

La nomination du sénateur avait été faite par la presse à l'issue d'une maison close, fréquentée, selon plusieurs journaux, par la tout islamabadi : parlementaires, ministres, fonctionnaires, diplomates... Le scandale a éclaté à la suite des « confessions » de M. Tahira, animatrice présumée de cet établissement situé dans un quartier chic de la capitale. Cette femme avait affirmé à la police que le sénateur était un

habitué de la maison et qu'il venait régulièrement y chercher de jeunes femmes en échange de « coquettes » sommes d'argent.

Toujours selon les révélations de la presse, M. Tahira a ajouté qu'elle avait été protégée par des personnalités politiques influentes et des responsables gouvernementaux. « Si l'on ne vient pas à ma rescousse, pourquoi égarerai-je leur honneur ? », avait-elle déclaré pour justifier sa décision de « passer à table ». Une cassette vidéo de ses déclarations aurait été envoyée au premier ministre, M. Nawaz Sharif.

M. Sami Ul Haq n'est pas n'importe qui. Secrétaire général d'un parti religieux membre de la coalition au pouvoir, l'Alliance démocratique islamique, il était aussi vice-président de l'IJI. Ce mouvement — une sorte de docteur de sciences islamiques — a été à l'origine d'un projet d'application de la charia adopté par le Sénat en 1990. Très orthodoxe, son texte avait pourtant été abandonné au profit d'une version plus libérale au printemps dernier. La charia et les lois liées aux mœurs (pudicité) prévalent des peines allant de l'emprisonnement à la prison ferme, en passant par

la flagellation au public, pour toute personne fréquentant des maisons closes. La prostitution n'en est pas moins fort bien établie au Pakistan.

Les militants des droits de l'homme s'étaient emparés de l'affaire, dénonçant « l'hypocrisie de la société » : les dirigeants du pays « restent impunis, tandis que de nombreuses femmes innocentes croupissent en prison sous la fausse accusation d'adultère », avait déclaré une activiste féministe, M^{me} Aama Jehangir.

M. Sami Ul Haq n'en a pas moins assuré qu'il n'abandonnerait pas sa lutte pour « une stricte application des lois islamiques ». « Le gouvernement sait que c'est derrière cette campagne, a-t-il encore dit, s'estimant victime d'un « assassinat politique ». Selon certaines sources, les services de renseignement ont été très actifs dans l'organisation des fuites liées à ce scandale, survenu alors que M. Nawaz Sharif, le successeur de M. Benazir Bhutto, se trouve déstabilisé un an après son arrivée au pouvoir (le Monde du 8 novembre).

GAD SUTHERLAND

TIMOR ORIENTAL

Manifestation à Djakarta après le massacre de Dili

Environ deux cents personnes ont manifesté, mardi 19 novembre, dans le centre de Djakarta, pour protester contre le massacre perpétré le 12 novembre dernier par l'armée indonésienne à Dili, capitale de Timor oriental. Soixante-dix d'entre elles ont été arrêtées après avoir déployé des banderoles réclamant « l'autodétermination » de leur territoire et refusant « l'intégration » à l'Indonésie, en cours depuis l'annexion forcée de 1976.

Par ailleurs, le président Suharto a constitué la commission qui devra enquêter sur le drame, qui a fait dix-neuf morts selon Djakarta, soixante-douze selon l'évêque de Timor oriental, et de cent quinze à deux cents selon des organisations de défense des droits de l'homme. Cette instance sera présidée par un général à la retraite, juge à la Cour suprême, M. Jaelani.

Le 12 novembre, l'armée avait tiré sur une foule rassemblée dans un cimetière pour commémorer la mort, trois semaines plus tôt, d'un jeune indépendantiste. Le Portugal, à qui l'ONU reconnaît toujours la souveraineté sur le territoire, a observé un deuil national mardi. — (AFP, UPI).

VIETNAM :

détenue depuis avril dernier

L'écrivain dissident Duong Thu Huong a été remis en liberté

Le ministère de l'Intérieur vietnamien a annoncé, mercredi 20 novembre, sa décision de libérer l'écrivain dissident Duong Thu Huong, arrêté le 14 avril dernier. Ancien membre du Parti communiste, M. Huong avait été accusé d'activités « portant atteinte à la sécurité nationale » et « rommant des documents concernant la situation intérieure du pays et en tentant de les envoyer à l'étranger ».

Tout en maintenant ses accusations contre l'auteur des *Paradis aveugles* et *d'Histoire d'amour racontée avant l'aube* (le Monde du 29 juin), le ministère a justifié sa décision par la « politique humanitaire » du gouvernement.

Cette remise en liberté intervient à quelques jours de la visite de M. Roland Dumas. En mai dernier, M^{me} Danielle Mitterrand n'avait pas été autorisée à rencontrer l'écrivain pour la défense de laquelle plusieurs organisations des droits de l'homme et de nombreux intellectuels s'étaient mobilisés. — (AFP).

AFRIQUE

MAROC : dans la perspective des élections

Les deux principaux partis d'opposition décident d'agir ensemble en faveur d'une « démocratie authentique »

Les deux plus importants partis d'opposition, l'Union nationale indépendante, neutre et intégrée (UNII) et l'Union nationale pour le développement (UNPD), ont décidé, mardi 19 novembre, de créer un front commun pour l'instauration d'une « démocratie authentique ».

Au cours d'une conférence de presse à Rabat, ces deux formations ont annoncé leur volonté d'obtenir la refonte de la Constitution de 1972 dans le sens du « renforcement de l'Etat de droit » et la possibilité pour le Parlement de remplir pleinement son rôle dans la détermination des orientations politiques, économiques, sociales et culturelles. Elles ont réclamé la formation d'un gouvernement « représentatif de la majorité populaire », une « réelle séparation des pouvoirs » et une « indépendance effective du système judiciaire ».

L'Union nationale indépendante, neutre et intégrée (UNII) pour organiser et promouvoir les résultats des élections législatives prévues à la mi-1992. Ils ont, en outre, réclamé l'abaissement de l'âge du vote de vingt à dix-huit ans et celui de l'éligibilité de vingt-cinq à vingt et un ans. L'établissement de nouvelles listes électorales ainsi qu'un nouveau découpage électoral. Ils ont, enfin, appelé de leurs vœux un assainissement du climat politique et social, marqué par un « respect effectif » des droits de l'homme, une amnistie générale en faveur des détenus « incriminés pour leurs opinions et leurs luttes politiques et sociales » et le retour des exilés politiques. — (AFP).

ALGERIE : à l'approche des législatives

La candidature des chefs islamistes détenus a été rejetée

Statuant en référé, le tribunal d'Alger a rejeté, mardi 19 novembre, la candidature aux élections législatives du 26 décembre, des deux dirigeants du Front islamique du salut (FIS), parmi lesquels MM. Abassi Madani et Ali Benhadj, arrêtés le 30 juin et incarcérés à la prison militaire de Blida. Les juges se sont notamment appuyés sur une nouvelle disposition de la loi électorale qui oblige ceux qui briguent un siège à présenter en personne leur dossier de candidature. D'autre part, l'inter-

diction qui frappait, depuis le 15 août, les journaux du Front islamique du salut (FIS), *El Moudjahid* et *El Forqane*, a été levée, a annoncé, lundi 18 novembre, le bureau de presse de ce parti. *El Moudjahid* reparaitra dès la fin de la semaine tandis qu'*El Forqane* est en vente, depuis quelques jours, autour des mosquées intégristes. En dépit de cette interdiction, le FIS diffusait déjà un bulletin intérieur et ses militants utilisaient les colonnes d'un hebdomadaire en langue arabe, *El Balagh*. — (AFP).

KENYA : mis en cause dans un assassinat

Le numéro deux du régime a été limogé

Le président Daniel Arap Moi a limogé, mardi 19 novembre, le ministre de l'Industrie, M. Nicholas Biwott, numéro deux officiel du régime, mis en cause après l'assassinat en février 1990 de l'ancien ministre des affaires étrangères, Robert Ouko.

Lundi, un détective de Scotland Yard, chargé de l'enquête, avait déclaré que les deux principaux suspects de ce meurtre étaient, selon ses conclusions, M. Biwott et l'ancien secrétaire général pour la sécurité intérieure, M. Hezekiah Oyugi.

M. Tiny Rowland, propriétaire du groupe britannique Lonrho, avait également dénoncé les activités de M. Biwott dans une lettre au vice-président kenyan, M. George Saitoti, publiée par la presse locale. « Chacun sait au Kenya que M. Biwott a amassé des dizaines de millions », dans des affaires de corruption, avait écrit M. Rowland.

Membre de l'ethnie Kalenjin, comme le président Moi, nommé ministre d'Etat dans son cabinet en 1979, ministre de l'Énergie en 1982, M. Biwott — actuellement absent du Kenya — avait été « rétrogradé » à l'Industrie au cours du dernier remaniement ministériel (le Monde du 31 octobre).

Selon des sources diplomatiques, les bailleurs de fonds avaient fait savoir à M. Moi et Saitoti qu'il n'était pas question que des représentants du gouvernement participent à la réunion du groupe consultatif sur le Kenya, la semaine prochaine à Paris, si M. Biwott faisait toujours partie du gouvernement. — (AFP).

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT
Le Monde
DES LIVRES

Si vous deviez faire un petit programme sur-mesure, ce serait :

■ Le Couturier de ces dames, sur M6 (p. 194)

■ Givenchy au Musée de la Mode (p. 84)

■ Le Manteau de pluie, de Jean-Louis Murat (p. 53)

Avant de tout essayer, lisez Télérama cette semaine.

Télérama

PRENEZ VOTRE CULTURE EN MAIN.

ASIE

Les premiers feux de la Chine capitaliste

Suite de la première page

Si la Chine est saisie par le capitalisme, ce ne sont pas seulement les particuliers, petits entrepreneurs ou petits boutiquiers, qui en profitent. Les organisations du régime, les ministères, les collectivités locales, se sont lancées dans les joint-ventures avec des sociétés étrangères; les années pour construire des usines dont la production exportée est une source appréciable de devises, les autres pour bâtir des hôtels de luxe où les étrangers trouvent un confort aux normes internationales.

C'est ainsi qu'à Pékin par exemple, tel hôtel aux cinq cents chambres luxueuses, aux quatre restaurants où des serveuses accortées proposent la cuisine de tous les continents, est le résultat d'une association entre le ministère de l'intérieur et des capitaux américains, tandis que tel autre est le fruit d'une alliance entre l'armée populaire de libération et des Chinois de Taiwan.

Le « blanchiment » de l'argent

Dans cette aventure, Hongkong tient une place essentielle. C'est une source de financement irremplaçable : 80 % des investissements dans la province de Canton, soit la moitié des investissements étrangers en Chine. C'est une porte vers l'extérieur que le régime chinois ne pourra pas fermer sans danger quand, le 1^{er} juillet 1997, il prendra le relais de la couronne. C'est enfin un lieu de « blanchiment » de l'argent chinois : les devises gagnées à l'exportation y sont placées plus sûrement qu'à la Banque de Chine, mais surtout peuvent être réinvesties sur le continent à des conditions beaucoup plus favorables.

Si une entreprise chinoise, qu'elle appartienne à l'Etat ou à une collectivité locale, se lance directement, en Chine, dans une nouvelle activité, elle est traitée selon la loi commune : pas de conditions particulières pour les investissements, renversement de la totalité des profits à l'Etat. Si au contraire elle a fait le détour par

mique. Aussi est-il difficile de faire la part entre l'argent « étranger » qui s'investit en Chine à travers Hongkong, Taiwan ou Macao, et l'argent chinois qui retourne au bercail après un détour. Toujours est-il que dans la zone de développement économique et technique de Minhang, à 40 kilomètres au sud-ouest de Shanghai — qui ne bénéficie pas des mêmes avantages que les zones économiques spéciales de la province de Canton, — les investisseurs les plus nombreux viennent de Hongkong, Macao ou Taiwan, devant les Etats-Unis et le Japon, l'Europe étant réduite à la portion congrue. La Chine côtière est un énorme réservoir de main-d'œuvre que les industriels de

les nationalistes de Taipei! Plus de 80 % de l'industrie taiwanaise de la chaussure s'est installée sur le continent, pour profiter des bas prix de revient.

C'est ce qu'on appelle la « délocalisation ». Le capitalisme asiatique se répand comme une tache d'huile; parti du Japon, il a d'abord gagné les « quatre dragons », puis les zones économiques spéciales, avant de pénétrer le cœur même de la Chine.

Statistiques truquées

Les ouvriers chinois sont formés, avec plus ou moins de réussite, aux exigences de l'économie moderne, au-delà même des tâches répétitives de la confection ou de l'emballage. Dans les zones de développement ou dans les entreprises sino-étrangères, leurs rémunérations sont théoriquement plus élevées que la normale (deux à quatre fois). Les ouvriers sont mis à la disposition des employeurs par un organisme officiel chinois qui collecte les salaires et leur en reverse une partie. La productivité est en tout cas largement supérieure à ce qu'elle est dans les usines d'Etat.

Dans les grandes villes fleurit un petit commerce alimentant des boutiques où la production strictement locale ou à base de pièces étrangères est à la disposition de tout le monde. On est loin du spectacle désolé des villes soviétiques où des vitrines léguées ne proposent aux chalands que des rayonnages vides ou quelques poussièreuses boîtes de conserve.

Shanghai, avec 1 % de la population chinoise (13 millions d'habitants) représente 10 % de la production nationale et 15 % des revenus de l'Etat central. En dix ans, la production y a été multipliée par deux et le revenu par deux et demi. Bien sûr, toutes les statistiques chinoises sont faussées ou truquées. Mais les ordres de grandeur ne trompent pas et peuvent être vérifiés par les investisseurs étrangers. La province de Canton, grâce au voisinage de Hongkong et à l'interpénétration de plus en plus poussée avec la colonie britannique, a la croissance la plus élevée du monde.

Après la reprise en main consécutive à l'écrasement du mouvement démocratique, les vieux dirigeants de Pékin ont tenté de freiner le mouvement. Pour des raisons économiques, car l'inflation commençait à galoper; et pour des raisons politiques, car le développement d'un véritable pôle économique capitaliste dans le sud et l'est du pays n'est sans doute pas compatible, à terme, avec le maintien d'un régime totalitaire.

La gérontocratie régnante

Les raisons idéologiques jouent un rôle mineur. La référence au communisme est de plus en plus rare dans la bouche même des membres du bureau politique, qui, en recevant les visiteurs étrangers, paient plus souvent tribut à M. Deng Xiaoping qu'aux pères fondateurs du socialisme. La gérontocratie régnante peut bien se faire plaisir en regardant à la télévision les images mobilisatrices des brigades de choc ou en décrétant l'enseignement du marxisme-léninisme dès l'école maternelle, ses propres enfants sont déjà dans le business. La réalité du pays en effet est tout autre et, dans sa partie « utile » au moins, plus tournée vers l'Occident que vers la Cité interdite.

A Canton ou à Shanghai, l'impression prévaut que l'ouverture de la Chine vers le marché capitaliste extérieur a atteint un point de non-retour et que, quand bien même le voudraient-ils, les dirigeants de Pékin sont dans l'incapacité d'y mettre un terme. Leurs décisions risqueraient d'être purement et simplement ignorées par les dirigeants provinciaux, ces apparatchiks-entrepreneurs qui tirent un profit pas uniquement politique de leurs relations avec l'extérieur.

Leur souci principal est plutôt de sauver ce qui peut l'être de leur pouvoir, d'échapper à la contradiction de plus en plus flagrante entre une forme moderne de développement et un système politique figé. La décomposition de l'URSS a conforté la vieille garde dans son refus de toute évolution politique et sa volonté de maintenir un centre fort, sans lequel, disent-ils, la Chine retomberait dans l'anarchie. Contrairement à Mikhaïl Gorbatchev, ils ne veulent pas d'eux-mêmes ouvrir la boîte de Pandore, tout en sachant au fond qu'ils ne pourront pas éternellement rester assis sur le couvercle.

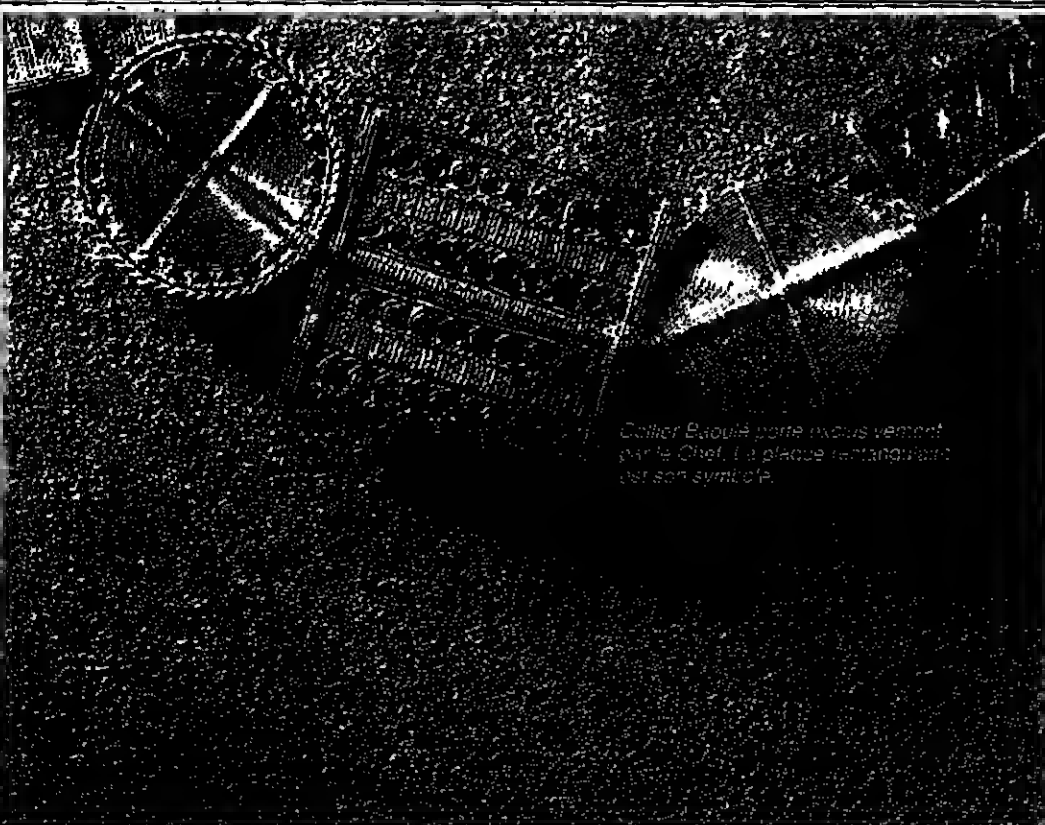
DANIEL VERNET



Hongkong et revient en Chine avec l'ambote de la société « étrangère », elle bénéficiera de nombreux avantages, dont le moindre n'est pas une imposition beaucoup plus favorable, taxes de 30 % dans la région côtière; de 15 % dans les zones de développement éco-

Hongkong, de Taiwan, du Japon, etc., regardent avec envie. Certains y voient déjà une nouvelle Corée, peuplée de 400 millions d'habitants.

Foie des divergences idéologiques ou des haines historiques entre les communistes de Pékin et



Collier Baoué pour vous remonter le moral. C'est la place d'un collier Baoué.

L'Afrique a toujours réservé à ses personnages importants des marques de reconnaissance.

Air Afrique crée aujourd'hui, le Club Préférence.

Vous voyagez souvent pour vos affaires.

Pour vous Air Afrique a créé le Club Préférence afin que vos nombreux voyages soient plus agréables et plus privilégiés.

Membre du Club Préférence, vous êtes prioritaire.

Vous bénéficiez pour vos réservations d'une réelle priorité et d'une garantie de place à bord. Vous avez aussi à votre disposition une ligne directe et personnelle de réservation.

Le Club Préférence, une marque de reconnaissance.



Membre du Club Préférence, votre fidélité est récompensée.

Vous obtenez des billets gratuits, des surclassements et des excédents de bagages en voyageant régulièrement sur nos lignes.

Membre du Club Préférence, vos privilèges font la différence.

Vous êtes enregistré au comptoir supérieur, vous avez accès aux salons Affaires ou Première, et vous bénéficiez d'une assurance bagages. Vous êtes enfin informé personnellement de l'actualité d'Air Afrique.

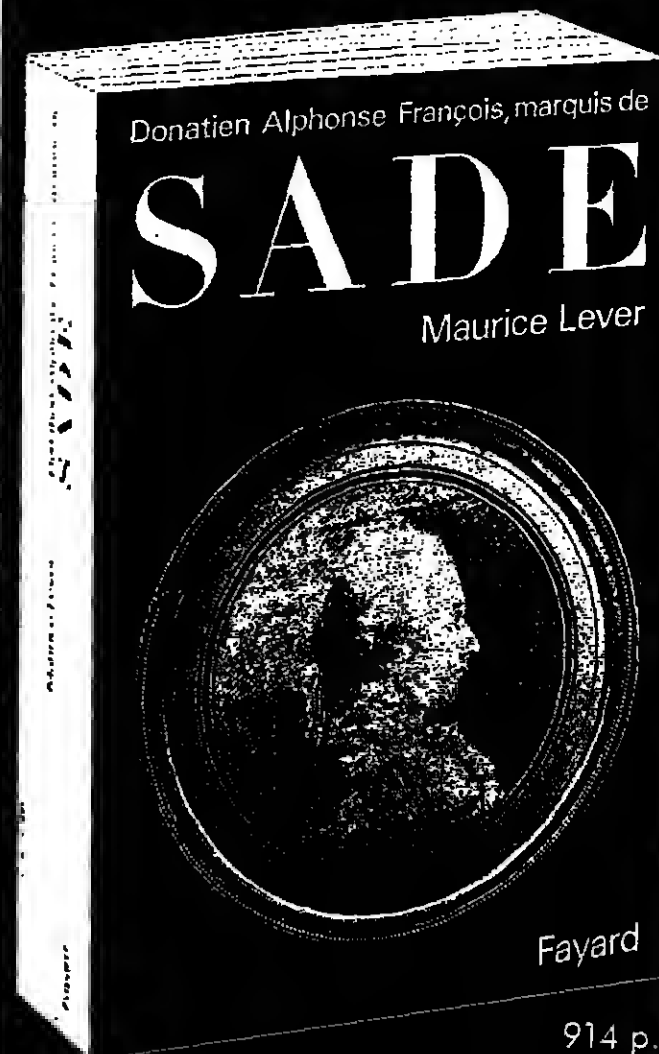
AIR AFRIQUE

NOUS EN FAISONS CHAQUE JOUR UN PEU PLUS

SADE

Un livre d'une touchante et constante beauté.

Emmanuel Le Roy Ladurie, L'Express



914 p.
198 F

À personnage unique, biographie exceptionnelle. Avec Maurice Lever, le marquis de Sade a enfin trouvé un portraitiste à sa mesure.

Olivier Sémel, Lire

Une biographie scrupuleuse.

Philippe Sollers, Le Monde

Répétons-le: cette biographie est un chef-d'œuvre.

Michel Crépu, La Croix

Une aventure des plus exceptionnelles survient aujourd'hui à Sade: 177 ans après sa mort, le voici non seulement fondu dans l'histoire mais expliqué par elle, par la volonté et le plaisir d'un historien. Maurice Lever.

Arlette Forge, Libération

La nouvelle biographie de l'auteur de "Justine" fera désormais autorité.

Pierre Enckell, L'Événement du Jeudi

FAYARD

كتاب من الأدب

PROCHE-ORIENT

Après la libération de MM. Terry Waite et Thomas Sutherland

Israël craint que ses soldats disparus soient oubliés

Pas de nouvelle de ses quatre derniers soldats disparus, aucune allusion aux quelque trois cents chétiens libanais qu'il détient par ailleurs, Israël ne peut se vanter de référence non plus au cheikh Obeid, ce prédicateur religieux pro-iranien que ses commandos ont enlevé en 1989, précisément pour constituer, le moment venu, une précieuse monnaie d'échange... C'est avec une certaine appréhension, liée à la possibilité de se retrouver écartés des grands marchandages en cours, qu'Israël a accueilli la libération de MM. Terry Waite et Thomas Sutherland.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Certes, selon M. Yohanan Bein, un haut fonctionnaire des affaires étrangères, les autorités d'Israël étaient « prévenues » de la bonne nouvelle concernant MM. Waite et Sutherland. Mais, pour la première fois depuis que le secrétaire général des Nations unies, M. Perez de Cuellar, s'est chargé de la question des otages en août dernier, l'Etat juif n'est absolument pour rien dans le heureux dénouement enregistré lundi. Et c'est l'inquiétude.

Le secrétaire général de l'ONU a bien tenté, mardi, de rassurer les autorités israéliennes, mais sans succès. Il a confirmé qu'il y avait un accord avec les preneurs d'otages du Liban pour la libération des six derniers Occidentaux avant Noël.

M. Perez de Cuellar a fait part de son « espoir » d'obtenir rapidement des nouvelles des disparus israéliens, mais ceci, a-t-il souligné, « n'est pas lié » à l'affaire des otages occidentaux. « D'intenses négociations » se poursuivent, a encore dit le secrétaire général, mais il s'agit « d'un problème complexe ».

M. Moshe Arens, ministre de la défense, n'a pas caché une certaine perplexité. « L'imagine-t-il est théoriquement possible » que l'affaire des otages se termine sans qu'Israël ait obtenu les informations qu'il réclame sur le sort de ses soldats disparus. « Il faut souligner que nous n'avons jamais demandé que les otages occidentaux ne soient pas libérés tant que les nôtres ne le seraient pas non plus »; cette grandeur d'âme mise en évidence, M. Arens a précisé que l'Etat hébreu « attend du secrétaire général des Nations unies qu'il agisse pour la libération de tous, y compris les nôtres ».

Cependant, on en Israël, que M. Perez de Cuellar, dont le mandat se termine à la fin de cette année, ait « oublié » la dimension israélienne du quadrilatère international en cours? M. David Lévy a évoqué la « discrimination » dont l'Etat juif ne veut pas être victime à propos du « traitement international » de l'affaire des otages. « Israël,

a ajouté M. Lévy, a suffisamment accompli de gestes généreux pour espérer du secrétaire général des Nations unies qu'il obtienne la libération de tous les prisonniers, israéliens compris. » M. Netanyahu, vice-ministre, est même allé plus loin que jamais mardi : « Nous sommes prêts à libérer tous nos prisonniers pour obtenir, ne parlons même pas de leur élargissement, mais de simples informations sur le sort de nos disparus, en particulier Ron Arad, qui se languit sûrement quelque part. » Sans jamais avoir officiellement obtenu l'assurance que cet aviateur, disparu au-dessus du Liban en 1986, est encore en vie, les autorités israéliennes en ont toujours été convaincues.

Jusqu'ici le Hezbollah pro-iranien, réputé servir de « parapluie » aux preneurs d'otages, n'avait jamais

manqué de réclamer la libération de son prédicateur. Cette fois, rien. Pas un mot sur le cheikh, pas un mot sur les autres chétiens détenus dans un camp du Liban sud par une milice aux ordres de Jérusalem.

De deux choses l'une, estime-t-on dans les milieux diplomatiques : ou bien le Hezbollah a décidé de tirer un trait sur son mollah kidnappé et ses militants et sympathisants prisonniers, ou bien le mouvement intégriste compte au contraire sur de futures pressions occidentales pour obtenir leur libération à tous.

On craint ouvertement en Israël qu'une fois tous les otages occidentaux libérés l'opinion internationale et les dirigeants de la planète se désintéressent définitivement du sort des éventuels prisonniers israéliens.

PATRICE CLAUDE

Un officiel saoudien évoque l'éventualité d'une reconnaissance de l'Etat juif

L'ambassadeur saoudien aux Etats-Unis, le prince Bandar Ben Sultan, a évoqué, lundi 19 novembre à New-York, l'éventualité de la reconnaissance d'Israël par l'Arabie saoudite au cours de sa première rencontre officielle avec des représentants de la communauté juive américaine, selon l'organisateur de cette rencontre, le président du Congrès juif américain, M. Henry Sigmund.

Le prince Bandar « n'a pas dit que l'Arabie saoudite était sur le

point d'établir des relations diplomatiques avec Israël, mais il a bel et bien dit que l'existence de l'Etat d'Israël n'était plus un problème pour l'Arabie saoudite », a précisé M. Sigmund, interrogé au téléphone par l'AFP.

La réunion a d'abord été limitée au Congrès juif américain, puis elle a ensuite été élargie aux vingt-cinq représentants de la conférence des présidents des principales organisations juives américaines, qui fédère la plupart des mouvements sionistes du pays. — (AFP)

Les mesures de rétorsion contre la Libye

M. Bush envisage de prendre une décision « prudente »

« Je serais étonné que d'ici lundi il n'y ait pas de nouveau sur ce plan-là », avait déclaré M. Mitterrand, vendredi 15 novembre, à Bonn, à l'issue du sommet franco-allemand.

Il n'en a rien été : les mesures de rétorsion contre la Libye auxquelles le président faisait allusion n'ont pas encore été prises. M. George Bush a simplement répété, mardi 19 novembre, qu'il n'excluait aucune option contre Tripoli, accusé d'avoir commandité les attentats contre un Boeing de la PanAm en 1988 à Lockerbie et contre un DC-10 de UTA en 1989 au Niger.

M. Bush a promis de prendre une décision « prudente ». « Je suis confiant que, lorsque ce sera fait, le peuple américain me soutiendra. C'est une question qui va bien au-delà de la politique partisane, a-t-il ajouté. Nous avons étudié des réponses possibles allant au-delà des tentatives de traduire en justice les

deux personnes accusées. Nous n'avons rien exclu. »

D'autre part, M. Mitterrand s'est entretenu, mardi à Paris, avec son homologue égyptien, de l'affaire libyenne. M. Hosni Moubarak a fait part de sa « préoccupation » face à la perspective d'une intervention militaire contre Tripoli. Le chef de l'Etat français a rappelé que la France, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne en savent « désormais assez pour estimer qu'il y a une responsabilité libyenne » dans les deux attentats.

Interrogé à l'issue d'une audition devant la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale française, le chef de la diplomatie allemande, M. Hans Dietrich Genscher, a admis, lui aussi, qu'il avait « des indices très nets » d'une responsabilité libyenne. A son avis, « on ne peut pas fermer les yeux sur de telles actions comme s'il s'agissait d'un simple accident de la circulation... ». — (AFP)

AMÉRIQUES

CANADA : une réunion d'Indiens du nord et du sud du continent

« Que faire de la sagesse des anciens ? »

Cinq siècles après avoir « découvert » l'Amérique, Christophe Colomb eura eu moins donné l'occasion aux Amérindiens du continent de se rencontrer et de s'unir dans la défense de leurs valeurs. Le thème — « Renouveler la force spirituelle » — a inspiré les quelques deux cent cinquante délégués indiens venus d'une vingtaine de pays du Nord et du Sud à Hull, près d'Ottawa, pour participer, du 10 au 14 novembre, à la première d'une série de trois conférences baptisées « Indigènes 500 » organisées par le Conseil mondial des peuples indigènes et par l'UNESCO.

OTTAWA

de notre envoyée spéciale

Les séances avaient à peine commencé que les « anciens », respectés comme il se doit, se sont plaints de l'organisation des travaux en quatre grandes tables rondes (sur les questions des femmes, des jeunes, des aînés et des dirigeants politiques). En quelques heures, la rébellion contre un « agenda imposé par les Blancs et portant sur une division artificielle fondée sur le sexe et l'âge » a pris de l'ampleur, sous les vœux toutes en courbes du Musée des civilisations de Hull, où se tenait la conférence. Les travaux ont été suspendus et les plus âgés ont pris les choses en main en organisant une cérémonie traditionnelle avec tambours et fumées de tabac pour élever les esprits d'une assemblée bégayée, où les jeunes étaient néanmoins beaucoup plus répandus que les plumes ou les ponchos. « Nous n'arriverons jamais à l'autonomie si nous nous laissons encore diviser », a tranché le

vieux Art Solomen, de la tribu des Ojibwas du Canada. « Elle tombe pesée dans les pièges qu'a tendus pour nous Christophe Colomb », a renchéri Salvador Palomino Flores, de l'Alliance inca du Pérou. Sous le regard un peu étonné des quelques trois cents observateurs présents, il fut alors décidé de travailler « unie », en séances plénières, plus conformes à la culture indienne.

Les débats n'en furent pas moins fructueux, autour de la volonté affirmée de sauver l'héritage et de faire valoir des droits trop souvent battus, à travers cinq cents ans de domination, de discrimination, de guerre, de maladies et de génocide culturel et physique.

Ecartelés

entre deux mondes

La proposition tenue par les Indiens du Sud et ceux du Nord témoignait de réalités bien différentes, les premiers dénonçant volontiers l'« impérialisme américain » ou les « positions dominantes de la bourgeoisie » dans certains de leurs pays où ils n'ont pas même la liberté de parole, tandis que les seconds mettaient l'accent sur la protection de la « mère nature » menacée par une déforestation écologique, l'accélération de négociations sur leurs revendications territoriales et la reconnaissance de leurs droits « innés » à l'autonomie gouvernementale, pour laquelle les quelque sept cent mille Amérindiens du Canada ont engagé une bataille constitutionnelle, en bonne voie d'être gagnée.

Les jeunes du Nord surtout ont exprimé leur détresse d'être écartelés entre deux mondes, perdant leur identité à passer sans transition d'une cérémonie traditionnelle à une soirée rock bien arrosée. « Que faire, dans le monde actuel, de la sagesse de nos

anciens ? » a lancé, au cours d'un témoignage émouvant, Janet August-Martin, une jeune indienne de vingt-deux ans, violée à huit ans par son instituteur, retirée de sa famille puis adoptée par des Blancs. Devenue très tôt alcoolique, elle s'en est sortie, dit-elle, par le travail et les études qu'elle poursuit actuellement à l'université, dans le domaine social. « Si y a aujourd'hui tant de jeunes indiens qui se suicident, qui ne veulent pas les prisons ou qui se droguent, c'est que nos structures familiales et notre mode de vie ont été détruits », a estimé la jeune femme, qui préside le Conseil des jeunes autochtones du Canada.

« Nous ne célébrerons pas 1992 mais nous ne nous mettrons pas en deuil et n'allons pas désespérer », a répliqué le grand chef de l'Assemblée des peuples autochtones du Canada, M. Ovide Mercredi, invitant ses « frères et sœurs » à se prendre en main. Il s'agit d'annoncer la création prochaine d'une Agence internationale pour le développement des premières nations d'Amérique, qui interviendrait directement pour améliorer les conditions de vie des Indiens, sans attendre les ressources des gouvernements.

Une « Déclaration des premières nations » a par ailleurs été adoptée par les délégués, qui demandent notamment l'intervention des agences bleues des Nations unies pour mettre fin aux conflits ou aux massacres au Guatemala, au Salvador, au Colombie et au Pérou, ainsi que l'approbation en 1992 par l'ONU de la « Déclaration universelle des droits des peuples autochtones » en cours d'élaboration. La prochaine conférence aura lieu en octobre 1992 à Mexico mais il ne sera pas, cette fois, établi de programme préalable.

MARTINE JACOT

ETATS-UNIS

Un juge suspend la décision du gouvernement de refouler 1 800 réfugiés haïtiens

A la demande du centre des réfugiés haïtiens de Miami, un juge

fédéral de Floride a ordonné, mardi 19 novembre, la suspension temporaire de la décision du gouvernement de refouler les quelque 1 800 réfugiés haïtiens, repêchés en mer ou arrivés aux Etats-Unis dans des embarcations de fortune depuis le coup d'Etat militaire du 30 septembre dernier à Port-au-Prince. Plus de dix cents « boat people » haïtiens ont déjà été ramassés à Port-au-Prince lundi et mardi, à la suite d'une décision que le département d'Etat avait justifiée, la veille, en affirmant : « Nous croyons que toute mesure prise par les Etats-Unis pour accueillir un grand nombre d'Haïtiens, qui ne remplissent pas les conditions pour obtenir l'asile, entraînerait un flot important de réfugiés, avec un

grand nombre de morts en mer ».

Avant le putsch, les Etats-Unis refoulaient systématiquement les émigrés haïtiens, nombreux étant ceux à qui l'asile était accordé. Washington a ensuite essayé de trouver d'autres solutions pour ces « boat-people », qui continuent de fuir la répression et la dégradation de la situation économique, particulièrement grave depuis l'application sévère de l'embargo décidé par la communauté internationale. Belize, le Honduras, Trinidad et Tobago et le Venezuela ont accepté de recevoir chacun une centaine de réfugiés, solution jugée « insuffisante » à Washington, où l'on ne « voit pas que les personnes réfugiées vers Port-au-Prince soient persécutées ».

Critiquée par le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfu-

giés de Genève, la décision du département d'Etat a suscité les vives protestations des parlementaires démocrates noirs, qui l'ont qualifiée d'« orientation raciste, inhumaine et cruelle ».

Par ailleurs, les représentants de l'Assemblée nationale haïtienne ont annoncé mardi, à Port-au-Prince, qu'ils ne rencontreraient pas le président élu Jean-Bertrand Aristide comme prévu à Carthagène (Colombie) le 19 novembre (voir page 10), à moins que l'Organisation des Etats américains n'ait levé l'embargo commercial décrété contre Haïti. Déclaré « indésirable » par les autorités de Port-au-Prince, l'ambassadeur de France dans ce pays, M. Jean-Raphaël Dufour, a quitté ce pays mardi pour Paris, où il a été rappelé « pour consultations ». — (AFP, Reuters, AP)

Vous pensez tuer l'ennui avec :

- Trompe la mort, des Pixies (p. 49)
- Panique à Needle Park, sur Canal + (p. 155)
- La Mort aux trousses, sur FR3 (p. 167)

Avant de tout éliminer,
lisez Téléràma cette semaine.

Téléràma

PRENEZ VOTRE CULTURE EN MAIN.

APPEL A CONCOURS PUBLIC NATIONAL ET INTERNATIONAL

COMMISSION NATIONALE DE TÉLÉCOMMUNICATIONS
DE LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE

On appelle à un concours national et international pour la fourniture, mise en service et opération d'un système de satellite dans le service fixe par satellite et radio-diffusion par satellite, dans les positions orbitales de 80 à 85 degrés de longitude ouest et bandes de fréquence associées, d'accord avec les publications anticipées effectuées par la République argentine auprès de l'Union internationale de communications (UIT) et pour la fourniture des services de satellites du système précité.

Le cahier de charges peut être acheté personnellement à Rue Sarmiento 151, 4° étage. Local 416 de la ville de Buenos-Aires (République argentine), des lundis aux vendredis, de 10 heures à 16 heures.

Par courrier : adressé à Commission nationale de télécommunications, rue Sarmiento 151, 4° étage, local 416, CP 1000, BUENOS-AIRES (République argentine).

Mode de paiement : en espèces, par chèque ou virement postal ou bancaire, à l'ordre de la Commission nationale de télécommunications.

PRIX DU CAHIER : vingt cinq mille dollars américains (US \$ 25 000).

RÉCEPTION DES OFFRES : à la commission nationale de télécommunications, des lundis aux vendredis, de 10 heures à 16 heures, du 1^{er} février 1992 jusqu'à la date et l'heure fixées pour l'ouverture des plis.

OUVERTURE DES PLIS : elle aura lieu dans la salle des fêtes de la commission nationale de télécommunications, rue Sarmiento 151, 4° étage de la Ville de Buenos Aires, le 31 mars 1992 à 11 heures, un acte public.

Le débat sur la réforme des institutions

L'opposition prépare sa réponse aux propositions de M. Mitterrand

Le bureau politique de l'Union pour la France se réunit, jeudi 21 novembre, sous la présidence de MM. Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Chirac, pour apporter une réponse aux propositions institutionnelles de M. François Mitterrand. S'ils acceptent d'envisager l'étude de certaines modifications de la

Constitution de 1958, les responsables des deux formations de l'opposition n'ont pas encore pris d'attitude commune concernant un éventuel quinquennat. Le RPR et l'UDF, dont les groupes parlementaires se sont réunis mardi, ont confirmé, d'autre part, qu'ils refusent toute réforme du mode de scrutin

avant les élections législatives de 1993. Les socialistes devaient discuter de cette réforme mercredi, alors que MM. Laurent Fabius et Michel Rocard, qui s'en sont entretenus le 16 novembre, sont hostiles au système proportionnel à deux tours envisagé par M. Pierre Mauroy.

Mieux définir les pouvoirs

par André Passeron

UNE sorte de révérence inattendue entoure aujourd'hui la Constitution, pourtant naguère tant critiquée, et nul n'ose dire ouvertement qu'il convient d'en changer. Hormis les lois de 1875 qui ont régi la France pendant soixante-cinq ans, jamais, il est vrai, le pays n'avait vécu aussi longtemps que depuis 1958 sous le régime de la même Constitution. Celle-ci est ainsi devenue une sorte de tabou. On préfère donc parler d'aménagement, de réforme, d'adaptation, de toilettage, qui respecteraient la carcasse de l'édifice tout en modernisant sa façade. Toutefois, si les retouches sont aussi importantes, c'est bien une nouvelle Constitution qui sera établie.

C'est une habitude bien française, et sans doute latine, que d'imaginer des constructions constitutionnelles. On s'inquiète aujourd'hui de la dérive des institutions. On accuse le président de la République de s'occuper de tout et de traiter également les grands problèmes et les petites affaires. Mais s'il a accentué la tendance, M. Mitterrand n'a pas innové. On juge aussi le premier ministre trop docile et trop dépendant du chef de l'Etat, au point qu'il a cessé d'être pour ce dernier un paravent ou un fusible.

La « vertu » républicaine

On constate enfin que le volet parlementaire des institutions s'est peu à peu érodé, moins en raison de l'existence d'une majorité qui soutient toujours le gouvernement que de l'usage maximaliste que fait le pouvoir exécutif de certaines dispositions de la Constitution. Les protestations des députés demeurent vaines et développent en eux le sentiment de leur inutilité. On cherche la cause de ce blocage dans la durée du mandat présidentiel, ou dans le mode de scrutin. On dénonce les défauts de la V^e République, on refuse les torts de la IV^e, on invente une VI^e mythique. Mais pourquoi choisir, alors qu'il faudrait inventer.

Aux élections consulaires

M. Trémège (PR) déloge M. Giacard (RPR) dans les Hautes-Pyrénées

TARBES

de notre correspondant

Expert-comptable, conseiller général et municipal de Tarbes, M. Gérard Trémège, quarante-sept ans, président départemental du PR, sort vainqueur des élections consulaires. Il a réussi à déloger M. Marc Giacard, soixante-dix ans, conseiller régional RPR, de la présidence de la chambre de commerce et d'industrie des Hautes-Pyrénées que ce dernier occupait depuis vingt ans.

L'opération de séduction que M. Trémège avait lancée avec le soutien de deux cents membres du conseil des chefs d'entreprise bigourdans, crée pour la circonstance par l'ex-député UDF, a parfaitement mobilisé l'électorat consulaire : il y a eu 60 % de votants à Tarbes, 50 % à Lannemezan et Lourdes, 42 % à Bagneres-de-Bigorre, 40 % à Vic-Bigorre. Tous les records de participation ont ainsi été battus par rapport à 1988, où il n'y avait eu que 28 % de votants. M. Trémège et ses quatre collègues ont été élus au terme d'une campagne marquée par de nombreux incidents et de vifs affrontements verbaux.

L'accession au perchoir de la chambre de commerce et d'industrie des Hautes-Pyrénées va permettre à M. Trémège de retrouver un nouveau souffle politique après sa défaite aux législatives de 1988 face à M. Claude Gais (MRG). Il bénéficiera d'une place de numéro trois sur la liste RPR-UDF aux élections régionales dans les Hautes-Pyrénées, ce qui le mettra en selle pour les autres échéances.

J.-J. R.

pourquoi exclure, alors qu'on pourrait mélanger ?

Plutôt que des retouches imposées par la conjoncture, pourquoi ne pas fonder une Constitution qui tienne compte de l'expérience et dont la mise en œuvre exigerait seulement cette qualité éminemment républicaine : le « vertu », au sens romain du terme que lui donnaient les philosophes politiques d'il y a deux siècles ? Un système dans lequel les pouvoirs retrouveraient leurs compétences respectives et seraient soumis au contrôle démocratique de leurs mandants, conformément à la formule de Montesquieu dans l'*Esprit des lois* : « il faut que, par la disposition des choses, le pouvoir arrête le pouvoir ».

On pourrait ainsi imaginer, comme le proposent certains spécialistes, que la président de la République soit élu pour cinq ans, renouvelable une fois (puis rééligible après un délai de cinq ans), quelques jours avant l'élection de l'Assemblée nationale (au scrutin majoritaire, tempéré d'une dose de proportionnelle). Le premier ministre, nommé pour cinq ans par le président de la République, devrait obtenir la confiance de

l'Assemblée nationale. Pour éviter la confusion des pouvoirs au sein même de l'exécutif, une précision plus grande devrait être donnée des compétences respectives du président de la République (article 5 de la Constitution) et du premier ministre (article 20) en s'inspirant des expériences faites au sujet de cette « dyarchie », notamment par de Gaulle, de façon à ne verser ni dans le présidentisme à l'américaine ni dans le parlementarisme à l'ancienne.

Le gouvernement, qui ne pourrait plus user de l'article 49-3 lui permettant de se passer des votes du Parlement, ne pourrait être renversé que par l'Assemblée nationale, et non « viré » par le chef de l'Etat, selon l'expression de M. Rocard. Toutefois, il ne pourrait être contraint à la démission que si l'hostilité de l'Assemblée à son égard était confirmée et ne résultait pas d'un simple accès de mauvaise humeur. Sa chute ne serait effective qu'après deux votes de censure obtenus à une majorité qualifiée et intervenant en un temps donné (soit au moins un an après le début de la législature, et au plus tard un an avant sa fin).

En contrepartie, la censure du

gouvernement entraînerait la dissolution de l'Assemblée nationale et de nouvelles élections. Ainsi les risques de blocage qui pourraient naître de la concomitance des deux mandats (celui des députés et celui du président) ne seraient-ils pas réduits.

L'Assemblée serait automatiquement dissoute à chaque élection présidentielle. On imagine mal — le cas ne s'est d'ailleurs jamais produit — qu'après l'élection du chef de l'Etat au suffrage universel le même corps électoral désigne une majorité parlementaire différente. Si toutefois cela survenait, le président de la République pourrait, soit s'accommoder en acceptant une « cohabitation », soit démissionner pour que son successeur soit en harmonie avec la volonté la plus récente du corps électoral.

Les principes d'une telle réforme peuvent permettre d'assurer à la fois l'autorité du pouvoir exécutif, la responsabilité du gouvernement, le contrôle des élus, le respect du vote populaire, l'efficacité du travail parlementaire, et un meilleur équilibre des institutions.

Lors d'une rencontre publique à Lyon

M. Poperen : « Nous ne nous résignons pas au libéralisme »

Vu de gauche, revue animée par M. Jean Poperen, a organisé, en novembre, huit rencontres publiques autour du thème « Repenser la gauche ». Cette série se conclut, mercredi 20, à Paris. Mardi, à Lyon, devant quatre cents personnes, le ministre des relations avec le Parlement a souligné que la gauche ne saurait « se résigner au libéralisme ».

LYON

de notre bureau régional

Faut-il du marxisme faire table rase ? Sans aucun doute, a répondu M. Poperen, mais en réfléchissant à « une stratégie du compromis social basée sur la dialectique du rapport de forces ». Bien évidemment, a expliqué M^{me} Blandine Barret-Kriegel, qui a résisté, en universitaire, les enjeux

« d'une démocratie et d'une République » inséparables. M. Pierre Bergé a trouvé « étrange de se poser la question après dix ans de gouvernement socialiste ». M. Bernard-Henri Lévy, dont « la biographie intellectuelle » a été marquée par cet « horizon indépassable », s'est félicité de l'écroulement de cette « religion ».

Mardi 19 novembre, à Lyon, les quatre orateurs ont ainsi tenté de « retrouver le goût du débat », « en ces temps de basses eaux politiques », selon l'expression du ministre des relations avec le Parlement. Devant près de quatre cents personnes, dont de nombreux socialistes proches de M. Poperen — il est l'un des chefs de file de la fédération du Rhône — M. Lévy a rangé, « sans honneur », les textes philosophiques de Karl Marx sur les rayons de sa bibliothèque, entre Aristote et Spinoza. M^{me} Barret-Kriegel a évoqué « la nostalgie de la « solidarité » que portait le marxisme. M. Bergé s'est bien gardé de tout regret, puisqu'il n'a jamais eu la moindre accointance avec cette idéo-

logie, ayant préféré, un temps, « l'anarchie ». Les orateurs ont surtout exprimé, avec des nuances, les risques de la période : la chute des régimes de l'Est leur fait craindre, en retour, des remontrances de nationalistes, des résurgences de fascisme ou l'étouffement dans un consensus qui ne pourrait que favoriser l'extrême droite. « Si nous nous écartons de la stratégie de rupture révolutionnaire nous ne nous résignons pas au libéralisme », a précisé M. Poperen, qui a ajouté : « Le champ de notre réflexion est large. La recomposition politique sera impossible sans une recomposition des idées ».

Le dialogue avec la salle s'est limité à trois interventions de « poperénistes » pas toujours très sensibles aux arguments de la tribune. Les propos de M. Bergé ont même été qualifiés de « démagogiques ». Mais M. Poperen a été très satisfait de cette soirée et de ses « éléments de stimulation intellectuelle ».

BRUNO CAUSSE

Un colloque autour du « projet » socialiste

La démocratie représentative touche-t-elle à sa fin ?

Les minoritaires de Socialisme et République, le courant de M. Jean-Pierre Chevènement, en désaccord avec ce dernier depuis la guerre du Golfe et réunis au sein d'Espace socialiste, ont fait de la rénovation de la doctrine du PS, à travers le « projet » actuellement soumis aux militants, leur point de ralliement. M. Michel Charzat, député de Paris, chargé de l'élaboration du « projet » ou secrétariat national du PS, a organisé, samedi 16 novembre, un colloque avec quelques-uns des intellectuels dont il avait sollicité l'avis dans la phase de consultation qui avait précédé la rédaction du texte. Cette réunion, dont le maître d'œuvre était Edgar Morin, était destinée à prolonger la réflexion, à un mois du congrès extraordinaire qui doit adopter le nouveau texte de référence du PS.

Les débats ont montré que la question des institutions, à laquelle le président de la République a annoncé qu'il donnera un débouché sous la forme d'un projet de révision constitutionnelle soumis à référendum, est la principale de celles qui se posent les intellectuels lorsqu'ils

s'intéressent à la politique, même si elle ne les résume pas toutes. Comment faire en sorte de soumettre au contrôle démocratique les nouveaux centres de pouvoir que sont les organismes financiers, économiques ou techniques, les lieux où s'élaborent et se prennent des décisions scientifiques ou technologiques, notamment en matière médicale ? Quel équilibre peut s'établir entre les experts et les citoyens, entre la science et l'opinion, puisque, comme l'a dit Cornelius Castoriadis, approuvé par Paul Ricoeur, la politique ne relève pas de la première, mais bien de la seconde ?

La critique du totalitarisme — commune à Cornelius Castoriadis, qui avait dénoncé le stalinisme dès la fin des années 40, à Edgar Morin, qui, à la même époque, s'en était détaché, et à des intellectuels comme Paul Ricoeur et Jacques Julliard, qui n'avaient jamais été sensibles à la séduction du marxisme — inspirait la plupart des propos tenus à la tribune.

Pour Cornelius Castoriadis, le « conformisme généralisé », qui se cache derrière un « individualisme de façade », procède d'un « totalitarisme

mou », toujours fondé sur la prétention des détenteurs de pouvoir à faire le bonheur de leurs semblables, prétention à laquelle doit s'opposer la politique, dont « l'objet n'est pas le bonheur, mais la liberté ». Edgar Morin a insisté, notamment, sur la « conflictualité nécessaire de la démocratie ». Paul Ricoeur sur la reconstitution d'un « espace public de discussion », où les citoyens puissent recouvrer la maîtrise des décisions dont la démocratie représentative les dessaisit.

« Tout le problème de la politique, aujourd'hui, c'est d'inventer des formes politiques nouvelles, compatibles avec la responsabilité », a résumé Jacques Julliard, après avoir diagnostiqué un déclin général des structures caractéristiques de la démocratie représentative : le Parlement, les partis, le suffrage universel. Le débat aboutissait alors à une question paradoxale : cela a-t-il un sens, aujourd'hui, d'adhérer à un parti et d'y élaborer quelque chose comme le « projet » socialiste, par exemple, afin de le proposer aux suffrages de ses concitoyens ?

PATRICK JARREAU

KLM vous propose davantage de vols entre l'aéroport d'Amsterdam-Schiphol et l'Extrême-Orient. Et vous pourrez désormais relier sans escale, en Boeing 747-400, Bangkok et Singapour, portes de l'Asie, Kuala Lumpur, Séoul et Tokyo.

KLM vous offre en outre des liaisons plus fréquentes avec 67 destinations européennes. Au total, le réseau KLM dessert maintenant 150 destinations dans 77 pays, sur cinq continents.

Pour plus de détails, appelez votre agence de voyages, votre bureau KLM Paris (+2 66 57 19) ou le centre de réservations internationales à Amsterdam, à votre disposition 24 heures sur (int) 31-6-8 747 747. Empruntez la voie royale KLM. Et vivez la différence.

La Ligne de Confiance:

هنا من الأصل

هنا من ليل

POLITIQUE

Les travaux de l'Assemblée nationale

A l'unanimité, les députés légalisent l'infiltration des réseaux de trafiquants de drogue

Les députés ont adopté à l'unanimité, mardi 19 novembre, le projet de loi renforçant la lutte contre le trafic de stupéfiants. Le texte, présenté par M. Michel Sapin, ministre délégué à la justice, met à l'abri de poursuites pénales les enquêteurs infiltrant les réseaux de trafiquants.

« Missions périlleuses », « procédés offensifs », « pratiques nécessaires », « méthodes dangereuses ». Après quelques formules allusives, M. Michel Sapin a fini par lâcher le mot : infiltration. Car on ne démantèle pas, selon lui, les réseaux de trafiquants sans prendre quelque liberté avec le droit commun. Encore faut-il que les enquêteurs - policiers, gendarmes ou douaniers - bénéficient de toutes les garanties. Les récentes affaires de Belfort, de Dijon et de Lyon avaient bien montré que tel n'était pas le cas.

Le projet de loi proposé par le gouvernement a précisément pour objet de combler ce vide juridique en apportant des retouches au code de la santé publique et au code des douanes. Il autorise ainsi les douaniers et les officiers (et agents) de la police judiciaire à « procéder à la surveillance de l'acheminement des stupéfiants et des produits du trafic. Il s'agit là d'un alignement sur les orientations édictées en matière de

« livraisons surveillées » par certains textes internationaux, tels la convention des Nations unies signée en décembre 1988 à Vienne et aux accords de Schengen.

Mais l'aspect le plus novateur du projet de M. Sapin est de permettre aux enquêteurs d'« acquiescer », de « détenir » ou de « transporter » les objets délictueux, à la condition expresse d'avoir préalablement reçu l'aval du procureur de la République et du magistrat instructeur saisi du dossier. Après l'approche passive, les méthodes actives : la gamme devient complète.

Ce dispositif a été bien perçu par les députés. M. Jean-Pierre Baldyck (PS, Nord) a considéré que le texte « conciliait rigueur et pragmatisme ».

tandis que M. François Asensi (PC, Seine-Saint-Denis) a estimé qu'il « donnait aux services de la lutte contre la drogue les moyens de son action ». L'opposition de droite - y compris la représentante du Front national - l'a également jugé favorablement, tout en émettant, ici et là, des réserves. M. Jacques Toubon (RPR, Paris) a regretté que les propositions de M. Sapin soient trop « circonstancielles » et plaidé pour davantage d'« ambition ». Il a ainsi proposé - sans succès - un amendement visant à alléger les sanctions encourues par les « repreneurs » dénonçant leur complicité.

Au sein du Front national, M. Marie-France Stirbois (non-inscrit, Eure-et-Loir) n'a évidemment

pas manqué l'occasion de réclamer le « rétablissement de la peine de mort pour les trafiquants de drogue ». De son côté, M. Francis Delattre (UDF, Val-d'Oise) a déploré le « décalage entre les déclarations et les actes » en matière budgétaire, avant d'appeler le gouvernement, d'une manière fort énigmatique, à la plus grande vigilance à propos... des joueurs de football colombiens transférés en France. Enfin, M. Jean-Jacques Hyst (UDC, Seine-et-Marne) a suggéré que la latitude concédée aux enquêteurs infiltrés dans les réseaux aille jusqu'à la « fourniture ».

Ce fut la seule véritable divergence entre M. Sapin et l'Assemblée. Si les députés ont estimé que les enquêteurs devaient se livrer à un double jeu total, seul moyen d'éviter d'être démasqués, le ministre s'est déclaré résolument hostile à toute idée de fourniture, ou de « provocation à la vente ». « Je ne peux pas accepter, a-t-il souligné, que les agents de l'État alimentent un circuit avec des quantités de drogue qui échappent ensuite à leur contrôle ». Les députés se sont finalement ralliés au mot de « livraison » proposé en guise de compromis par M. Jean-Pierre Michel (PS, Drôme). Fourniture, livraison ? Le Palais Bourbon est parfois le théâtre d'étonnantes batailles sémantiques.

FREDERIC BOBIN

Amnistie des enquêteurs en délicatesse

Les députés ne se sont pas contentés, mardi 19 novembre, de rendre hommage aux enquêteurs qui ont eu maille à parir avec la justice pour avoir poussé l'investigation jusqu'à infiltrer des réseaux de trafiquants. Joignant l'acte à la parole, la représentation nationale a adopté à l'unanimité un amendement au

projet de M. Sapin les amnistiant. A condition, bien sûr, que ces « officiers ou agents de la police judiciaire ou agents des douanes » aient agi « aux seules fins de constater et de rechercher les infractions à la législation sur les stupéfiants ». Voilà qui met un terme à quelques rocambolesques affaires.

Les parlementaires renforcent la prévention des risques professionnels

Les députés ont adopté, dans la nuit du 19 au 20 novembre, un projet de loi renforçant la prévention des risques professionnels en application de sept directives européennes.

Le moment était particulièrement bien choisi. L'Assemblée a été convoquée à se mettre à l'heure européenne en matière de prévention des risques professionnels au moment où tous les députés s'inquiètent de la hausse des accidents du travail, évaluée à + 4 % depuis trois ans. M. Alain Vidalies (PS, Landes), rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, a imputé cette dégradation de la sécurité dans l'entreprise à « la stagnation des contrôles de l'inspection du travail » et aux « formes d'emploi précaires », notamment le « fausse sous-traitance ».

Comme de coutume, les députés ont regretté que le Parlement ait été négligé dans l'élaboration du droit communautaire, mais ils ont soutenu les mesures présentées par le ministre du travail, à l'exception des communistes qui les ont jugées insuffisantes.

Ce texte fixe les obligations de l'employeur et du salarié en matière de prévention. Il prévoit également un renforcement de la mission des comités d'hygiène, de

sécurité et des conditions de travail (CHSCT) institués par les lois Auroux en 1982. Les députés y ont ajouté un amendement donnant à l'inspecteur du travail le pouvoir d'arrêter immédiatement un chantier de bâtiment et de travaux publics « en cas de risque grave et imminent ».

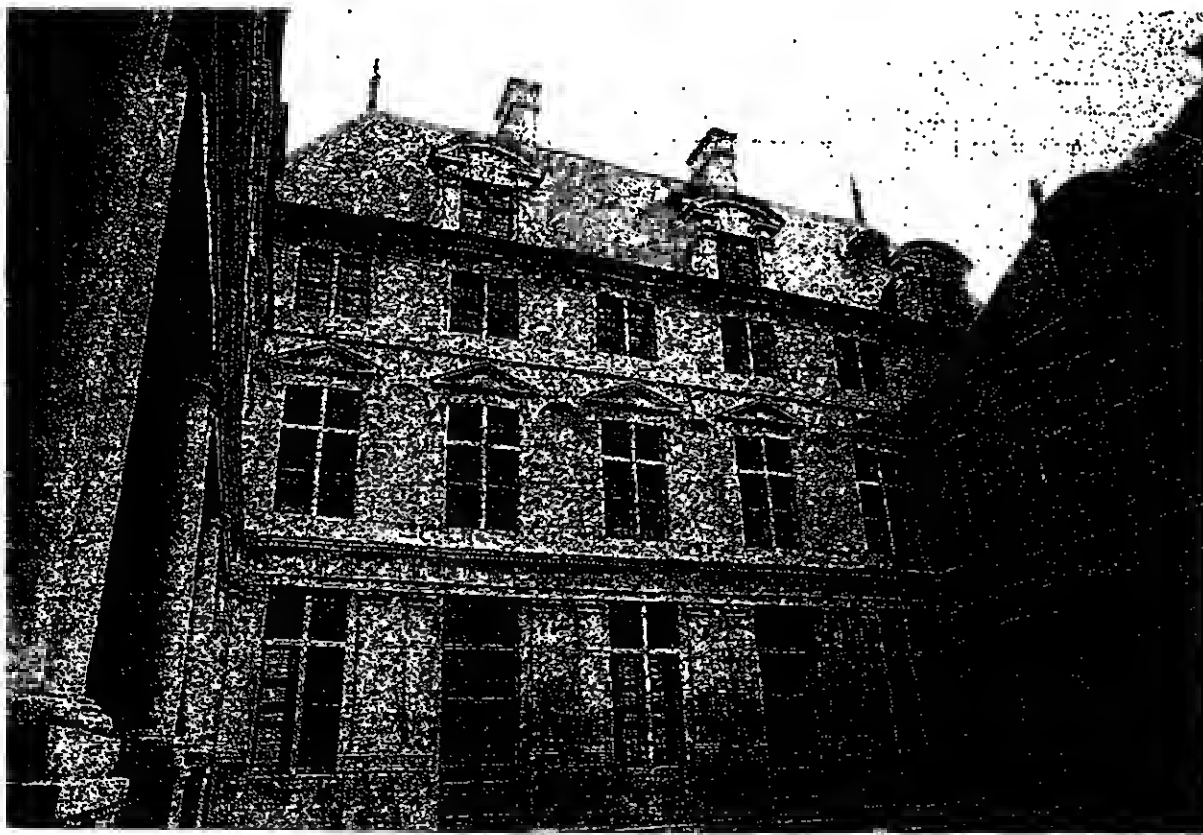
M. Aubry a indiqué que ce dispositif allait au-delà de la simple application des directives européennes puisqu'il renforçait le système existant en France. « L'année 1992 sera l'année européenne de la sécurité et de la santé, a-t-elle déclaré. J'espère qu'elle soit marquée dans notre pays par un net recul des accidents du travail et des atteintes à la santé ».

F. B.

□ Unanimité pour le renforcement de la protection sociale des pompiers volontaires. Les députés ont adopté à l'unanimité, mardi 20 novembre, le projet de loi visant à renforcer la protection sociale des sapeurs-pompiers volontaires en cas d'accidents ou de maladies contractées en service. Le texte, déjà adopté à l'unanimité par le Sénat (le Monde du 11 octobre), prévoit d'aligner le régime de protection sociale des 210 000 sapeurs-pompiers volontaires sur celui des 20 000 pompiers professionnels.

INVESTISSEMENT PIERRE

LE MARCHÉ DE L'IMMOBILIER D'ART EST IMPERTURBABLE.



Depuis 15 ans, nous guidons les investisseurs dans les placements les mieux adaptés à leur situation personnelle et à leur fiscalité.

Notre philosophie repose sur quatre principes : rentabilité immédiate, sécurité du placement, fiscalité avantageuse et constitution d'un patrimoine générateur de plus-value à terme.

Nous proposons des investissements dans des immeubles de qualité, situés dans les meilleurs emplacements de Paris et à des prix bien placés dans le marché (il suffit de les comparer).

Selon votre situation - imposition fiscale élevée, capacité d'investissement mal évaluée, volonté

de procéder à un arbitrage patrimonial - nous déterminons avec vous la solution la mieux adaptée et nous vous conseillons dans le choix financier le plus judicieux, avec une possibilité de crédit à 100 %.

Investissement immobilier avec garantie locative.

Nous vous faisons bénéficier : - d'un rendement de votre investissement, en vous assurant une rentabilité, adossée à une caution bancaire, pendant une durée de six ans, les loyers étant réévalués en fonction de l'évolution de l'indice du coût de la construction. Une garantie unique en France, - d'une plus-value à terme en raison du caractère exceptionnel des

placements immobiliers "haut de gamme" proposés à la vente.

Pour vous aider dans votre réflexion, nous avons édité une brochure présentant une vue d'ensemble de nos placements (investissement immobilier avec garantie locative, statut de locataire professionnel en meublé, opération de restauration réalisée dans le cadre de la Loi Malraux, placement bénéficiant des incitations fiscales de la Loi Méhaignerie).

Pour vous la procurer, envoyez-nous votre carte de visite.

JRH Conseil
4, rue de Castiglione 75001 Paris
Tél. 42615238 - Fax. 42660120.

JRH
CONSEIL

Notre Passion, l'Immobilier d'Art

M. Léotard en campagne

« En toute modestie... »

Depuis « Le grand jury RTL-le Monde » du 1^{er} septembre, François Léotard est officiellement candidat aux « primaires » de l'opposition pour l'élection présidentielle. Amiens a été, mardi 19 novembre, la première étape d'un tour de France d'un nouveau style.

Sans tambours ni trompettes, François Léotard a commencé de semer les premiers cailloux blancs sur son long chemin de présidentiable. Cela a été passé, mardi, dans la bonne ville de son bon ami Gilles de Robien, Amiens, première étape d'un tour de France qui le conduira la semaine prochaine à Rouen, puis à Poitiers.

Un an presque jour pour jour après s'être démis spectaculairement de la présidence du Parti républicain, François Léotard s'est mis en route, tel un nouveau missionnaire de la politique qui aurait fait vœu d'humilité et d'abstinence médiatique. En d'autres temps, on eût mobilisé micros et caméras, organisé maintes conférences de presse pour présenter la belle et grande entreprise, dressé sur place chapiteau pour mobiliser les troupes béates.

Mais pour François Léotard, ces temps-là sont vraiment révolus. Il ne croit plus « aux grand-messes avec laser et tam-tam », à ces déplacements mis en scène avec une musique médiatique accrochée aux basques du grand homme : « Les gens en ont marre de voir que l'on utilise leurs histoires pour notre propre histoire ».

Il croit au contraire que, « pour redonner corps et élan à cette société », il faut « retourner vers elle sans mentir », retrouver « les vertus du dialogue » et « un chemin de dignité », se persuader que « c'est à partir de la vie locale que la politique peut se restaurer » et persuader les autres que la politique n'est pas faite que « de manœuvres et de turpitudes ». Alors, avouant suivre l'exemple de Raymond Barre, celui de la période rose de 1982-1984, François Léotard a décidé, « en toute modestie », de labourer le grand champ de la France dans l'espoir de récoltes prometteuses.

Un seul collaborateur à ses côtés, des journalistes acceptés au compte-gouttes, la limousine que l'on cache par une pratique nouvelle de la marche à pied, une telle ascèse implique beaucoup de zèle... A Amiens, François Léotard a tenu à se présenter « comme un maire du

Sud visitant un maire du Nord ». La manière s'est passée entre les grandes berres HLM du quartier nord, mal servis de la flambée de violence de la semaine précédente. Trente mille personnes, des milliers d'innocents, une forte communauté harlée. François Léotard s'est surtout contenté d'écouter.

Durant plus d'une heure, les responsables des associations locales ont accepté de discuter avec lui. Echange simple et parfois éloquent. A la fin, un jeune bleu s'est tout de même inquiété. N'aurait-il pas récemment épaulé les propos de Giscard sur l'immigration ? « Oui, je l'ai applaudi au conseil national de l'UDF, parce que par rapport à son article du Figaro il venait de battre en retraite. Mais je ne regrette pas d'avoir parlé de lâchetés. J'ai reçu des milliers de lettres après cet article (1), mais sachez-le, le plus souvent pour m'injurier et me menacer de mort ».

Une bouffée d'oxygène

Ce sera le seul échange politique de la journée. Déjeuner confidentiel avec des jeunes chefs d'entreprise, balade dans les rues de la ville pour découvrir le nouveau secteur piétonnier, arrêt au stand des infirmières en grève, séance de travail avec les représentants des comités de quartier, dour sur le feu d'un minier causé par une explosion de gaz, François Léotard pourra épingler les potes phrases. Lui passant pour solliciter son avis sur le 49/3, la réforme constitutionnelle ou l'entretien de ses rapports avec Giscard.

En terre picarde, François Léotard a pris une bouffée d'oxygène. On a parlé de fiscalité locale, d'architecture, d'une nouvelle citoyenneté pour les immigrés, de culture, de tout et de rien. Il a engagé ses interlocuteurs à s'engager dans les associations, les parties, de gauche ou de droite, qu'importe, a-t-il répété « pourvu qu'on ne baisse pas les bras devant l'indivisme ». Dans la cathédrale d'Amiens dont la visite s'imposait, Jean, son dévoué gardien, a loué les mérites de ses bâtisseurs. « Ces gens qui avaient la foi, la motivation et la patience. Un ange est passé... »

DANIEL CARTON

(1) « Lâchetés » était le titre de l'article signé par M. Léotard dans le Monde du 24 septembre.

Tapie

POLITIQUE

L'ouverture de la discussion budgétaire au Sénat

M. Bérégovoy souhaite « rendre la croissance plus riche en emplois »

Achévé la veille au soir par le rejet de la motion de censure déposée par l'intergroupe de l'opposition de l'Assemblée nationale, l'examen du projet de loi de finances pour 1992 a commencé, mardi 19 novembre, au Sénat. A cette occasion, le ministre de l'économie et des finances, M. Pierre Bérégovoy, a justifié sa politique économique, en souhaitant toutefois qu'elle puisse davantage favoriser l'emploi.

Devenu une assemblée qu'il savait, par avance, largement hostile à la politique économique qu'il conduisait depuis trois ans et demi, le ministre d'Etat chargé de l'économie et des finances, M. Pierre Bérégovoy, s'est efforcé, mardi 19 novembre, au Sénat, de développer un long et patient plaidoyer en faveur des orientations qu'il défend, parfois même contre l'avis de ses propres amis politi-

ques. S'adressant directement à MM. Roger Chénouard (Rég. et ind., Paris) et Christian Poncelet (RPR, Vaucluse), respectivement rapporteur général et président de la commission des finances du Sénat, qui l'avaient interpellé, le ministre a aussi tenu à ramener la morosité ambiante à de plus justes proportions : « Ignorent-ils que la France est la quatrième puissance économique mondiale, qu'un Français exporte deux fois plus qu'un Japonais, que notre endettement public (...) est inférieur à celui de la Grande-Bretagne, des Etats-Unis, du Canada, que nous avons le niveau d'inflation le plus faible de la Communauté européenne, exception faite de la Belgique ? »

Et à tous ceux qui, plus nombreux encore, lui reprochent souvent son optimisme, M. Bérégovoy a répondu : « La récession est finie, mais la reprise est encore trop timide », si modeste même qu'elle a « du mal à s'imposer et à déclencher les décisions individuelles qui assureraient sa poursuite et son renforcement ».

« Faut-il pour autant remettre en cause l'idée même d'une reprise ? Je suis convaincu du contraire », a déclaré M. Bérégovoy. Concernant ce qui est plus directement dans sa sphère d'influence, il faut, a-t-il dit, le ministre, « rendre la croissance plus riche en emplois ». Il a alors annoncé que de nouvelles dispositions devraient être prises pour « favoriser notre force de vente à l'exportation ».

« Une interruption d'espérance »

Pour encourager l'émancipation de ce que le premier ministre a appelé « un complexe écolo-industriel », de nouvelles mesures fiscales seront d'urgence adoptées prochainement pour contribuer à la lutte contre le bruit, à la dépollution de l'eau et de l'air et aux économies d'énergie. Enfin, a assuré M. Bérégovoy, des décisions seront prises, avant la fin de l'année, pour favoriser l'épargne à long terme. Bref, Bercy est disposé à faire les gestes utiles, mais en toute clarté : « Ce qui est attribué aux agriculteurs, aux policiers, à telle ou telle profession qui a besoin de l'Etat ou en dépend, sort de la poche des Français. Il n'y a pas de trésor caché. » Puis, délaissant sa cassette, le grand argentier du gouvernement s'est laissé aller à ces confidences : « Les idéologies faites de certitudes ont vécu. Il y a comme une sorte d'interruption d'espérance (...). Nous subissons un déficit idéologique et le génératisme des mailles se trouve multiplié par le repli sur soi. Ne cessons pas d'espérer : il y aura toujours des utopies pour faire bouger le monde. (...) Arrêtons de nous chamailler sur l'accessoire. La paix, l'Europe, la solidarité, le progrès, c'est ce que nous oignons lorsque nous avons préparé le budget. »

« Dire la vérité aux Français »

Le ministre de l'économie et des finances n'emportera pas pour autant l'adhésion du Sénat. Dans sa critique de la politique du gouvernement, le rapporteur général de la commission des finances en est même venu à s'interroger sur le montant des crédits alloués au développement des pays du tiers monde : « 74 milliards de francs, une progression de 46 % en trois ans, c'est quasiment le montant de notre déficit budgétaire. Franchement, monsieur le ministre, la

France en a-t-elle aujourd'hui les moyens ? » M. Chénouard a eu également beau jeu d'ironiser sur ces politiques socialistes qui, il y a dix ans, préconisaient les nationalisations pour soutenir l'emploi, et qui, désormais, consentent à des cessations d'activités, toujours pour financer l'emploi. « Je salue la constance des objectifs », a affirmé M. Chénouard. Elle est à la mesure de l'échec des politiques conduites jusqu'à ce jour.

Le dernier reproche du sénateur de Paris porte sur la charge de la dette. « Nous sommes dans la situation paradoxale où ce n'est plus le déficit budgétaire qui alimente la charge de la dette, mais la charge de la dette qui crée le déficit budgétaire. (...) L'Etat doit emprunter pour rembourser les emprunts qui viennent à échéance et emprunter encore pour payer les intérêts de la dette. C'est le système qui prévaut dans les pays en voie de développement, donc nous sommes amenés à annuler les dettes. »

Cependant, après bien des critiques, le gouvernement recevra de façon indirecte cet encouragement d'un ancien ministre de l'économie de M. Raymond Barre. M. René Monry (Un. cent., Vienne) : « Cessons de consommer à tout va et de dire aux gens que tout est possible. Il faut qu'on change de discours, sinon on va tout se casser la figure. Il faut dire la vérité aux Français, même si elle n'est pas facile à entendre. Vous subissez le mouvement, c'est ce qui vous conduit à la catastrophe. »

JEAN-LOUIS SAUX

Le Sénat adopte quatre propositions de loi sénatoriales. - Au cours de sa séance du 18 novembre, le Sénat a adopté quatre propositions de loi d'origine sénatoriale. La première précise la réglementation des campagnes de promotion menées par les collectivités locales dans les six mois qui précèdent des élections générales ; la deuxième modernise le droit des sociétés ; la troisième établit les droits acquis des travailleurs non salariés non agricoles en matière d'assurance-maladie ; la quatrième, relative au RMI, autorise les départements à utiliser les crédits d'insertion non consommés qui sont actuellement reportés.

Les « mesures » du FN sur l'immigration suscitent la réprobation générale

Toutes les organisations de défense des droits de l'homme s'élevaient contre les « cinquante mesures concrètes » sur l'immigration présentées, samedi 16 novembre à Marseille, par le député général du Front national, M. Bruno Mégret (le Monde du 19 novembre), qui suscitent l'indignation générale, de la droite libérale à l'extrême gauche.

M. Charles Millon, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, relève une « idéologie raciste et xénophobe ». M. François Léotard, président d'honneur du PR, et M. Jacques Barrot, président du groupe UDC, évoquent respectivement « la honte » et « les heures les plus noires de Vichy ».

affirme que la France « se verrait mettre au ban des nations civilisées ». « Le FN et ses amis, en ne proposant rien d'autre que d'instaurer un régime d'apartheid, éclaboussent l'histoire et l'image de la France », renchérit M. Jean-Jack Queyranne, porte-parole, et Ahmed Ghayet, député national aux droits de l'homme. « C'est le retour d'une tradition nazi-fasciste, qu'on pensait oubliée », selon M. Jean Auroux, président du groupe socialiste de l'Assemblée.

M. Henri Emmanuelli, député des Landes et trésorier du PS, déclare : « Après une fête des bien-blanc-rouges se déroulant dans un décor muséologique, un colloque où l'on parle du danger de disparition des races



Panique artificielle orchestrée dans les médias

Ils découvrent que le Front national est dans la République le seul mouvement politique qui ne soit pas de tout de gauche « Réintroduisant le principe scandaleux de rétroactivité »

L'expression, la double mesure, la rétroactivité, ce sont des mots qui ont été utilisés par le Front national pour décrire la situation de la France. Ils ont été utilisés par le Front national pour décrire la situation de la France. Ils ont été utilisés par le Front national pour décrire la situation de la France.

Ils feignent la surprise



Un extrait de la « une » du quotidien « Présent » du 20 novembre

Pour le secrétaire général du RPR, M. Alain Juppé, « le discours des responsables du Front national balance entre l'ethnisme et le lynchage ». Ils ne sont pas fréquents, car ils sont généralement inspirés de thèses antérieures d'obédience, et racistes ensuite. « Preuve est faite aujourd'hui, pour ceux qui en doutaient encore, que le Front national n'est pas un parti de gouvernement. Comment peut-on accepter sans réagir ? », se demande M. Nicolas Sarkozy, secrétaire général adjoint. Même tonalité au PS, où le premier secrétaire, M. Pierre Mauroy,

humaines par mépris généralisé, le Front national se découvre chaque jour un peu plus. Pendant d'apartheid et d'idéologie vichyste, l'ancien ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, souligne qu'on ne peut pas répondre au Front national uniquement par l'indignation.

Seul M. Pontowski

M. Lajoinie, président du groupe communiste de l'Assemblée, dénonce « ces propositions racistes qui tombent sous le coup de la loi ». Pour M. Alain Krivine, dirigeant de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR, trotskiste), « la bête immonde jette le masque. Il s'agit tout simplement d'institutionnaliser un état raciste en s'inspirant des théories hitlériennes ».

Le Front national a des propositions « intéressantes à étudier », selon M. Michel Pontowski, président d'honneur du PR, qui se démarque de ce tollé en réitérant sa position favorable à des alliances avec l'extrême droite. Pour l'ancien ministre de l'Intérieur de M. Valéry Giscard d'Estaing, certaines d'entre elles sont « normales » et d'autres « stupides », comme celle qui remet en cause les naturalisations accordées depuis 1974.

Dans son édition du 20 novembre, le quotidien lepéniste Présent dénonce une « double imposture » car, selon lui, ni M. Mégret ni le Front national n'ont proposé l'introduction du « principe scandaleux de rétroactivité » de la loi : « Il s'agit de la question de réexaminer les naturalisations qui auraient été (illégalement) accordées », écrit notamment Jean Madiran à propos de M. Mégret.

M. Marchais hospitalisé

M. Georges Marchais, secrétaire général du PCF, a été placé « en observation », mardi 19 novembre, dans le service de cardiologie du professeur Robert Slama à l'hôpital Lariboisière à Paris. « A la suite de l'infarctus du myocarde qu'il a eu en 1975, Georges Marchais a de loin en loin un dérèglement de son rythme cardiaque. Ce type d'incident est bien connu et ne pose aucun problème inquiétant », a indiqué M. Slama. J'ai souhaité néanmoins le prendre en observation pour quelques jours pour faire le point de la situation et mieux préciser le traitement préventif de cette arythmie ».

M. Marchais, qui est âgé de soixante et onze ans et souffre de problèmes cardiaques depuis plusieurs années, a déjà été hospitalisé à plusieurs reprises à la suite de malaises.

Le transfert de l'Ecole nationale d'administration à Strasbourg

M. Lenoir : « On casse une institution qui contribue au prestige de la France »

La journée « portes ouvertes » organisée à l'ENA mardi 19 novembre a connu un grand succès d'affluence. Les élèves et le personnel y ont expliqué à leurs visiteurs les raisons de leur hostilité au transfert de l'Ecole nationale d'administration à Strasbourg, décidé par le gouvernement. M. René Lenoir, directeur de l'école, qui, atteint par la limite d'âge, devrait quitter ses fonctions fin janvier, a affirmé : « Par cette décision, on casse une institution qui contribue au prestige de la France. » M. Lenoir, selon le vœu du conseil d'administration de l'école, prépare pour le gouvernement une documentation montrant l'impossibilité de maintenir à Strasbourg un enseignement de même nature que celui dispensé à Paris.

POINT DE VUE

Tapie à l'ENA !

par Bernard Stasi

EN décidant de faire déguerpir l'ENA de la capitale, M. le premier ministre ne prenait guère de risques pour sa popularité, plutôt mal en point. La cote de popularité de l'ENA, dans le pays, n'étant pas non plus au beau fixe, elle pouvait facilement dévier d'une majorité de Français se réjouissant d'apprendre que cette école, souvent dénoncée comme responsable de tous les maux dont souffre la société française (y compris souvent par les hommes politiques qui se déchargent ainsi de leurs propres responsabilités), avait été prise de débarasser le pavé de la capitale pour aller s'installer en province.

On peut d'ailleurs penser que c'est, précisément, afin de susciter, pour une fois, les applaudissements du plus grand nombre, en rabaisant le coquet à des jeunes gens insolents, que M. le premier ministre a pris cette décision. S'il est vrai que le président lui a donné comme consigne de profiter de quelque sorte de son impopularité pour prendre des mesures impopulaires, on lui pardonnerait volontiers cette incartade (il ne doit pas être facile d'expliquer une défaillance une telle consigne... et en prend que l'on croise éprouve, de temps à autre, l'envie de pleurer) si les conséquences en étaient moins fâcheuses.

En tout cas, les arguments avancés, assez discrètement, il est vrai, pour justifier cette mesure, ne peuvent convaincre que ceux qui ignorent tout de l'école en question. Obliger les élèves à respirer autre chose que les mêmes débats et jacobins de la capitale ? Sans doute, mais sait-on que la moitié de la scolarité à l'ENA se déroule en province et à l'étranger ?

Comment croire, par ailleurs, que les meilleurs parmi les hauts fonctionnaires, les universitaires, les responsables économiques, qui, pour le plupart d'entre eux, travaillent à Paris, comment croire qu'ils accepteraient de se rendre régulièrement à Strasbourg pour continuer à faire bénéficier de leurs connaissances les élèves de l'ENA ?

Enfin, cette école, si décriée en France, est appréciée, et souvent enviée, dans de nombreux pays.

Elle accueille chaque année des étudiants et des fonctionnaires venus de tous les continents, venus d'Allemagne et des Etats-Unis comme des pays du tiers-monde. Sene vouloir sous-estimer les attraits de la très belle et très prestigieuse capitale alsacienne, on peut redouter que beaucoup de ces étrangers, destinés souvent à de hautes responsabilités dans leurs pays, ne préfèrent désormais se rendre à Londres, faute de pouvoir trouver à Paris, à proximité des centres de décision de notre pays, la possibilité de se former ou de se perfectionner. C'est un peu de l'influence française, du rayonnement français auprès des élites de nombreux pays qui risque de disparaître.

Ayant survécu à l'hostilité de la gauche dogmatique qui, avant 1981, manifestait sa volonté de supprimer une école dénoncée comme élitiste et comme servante docile de la classe dominante, ayant aussi résisté aux acrobies de poujadisme libéral qui évalurent à droite pendant la cohabitation, l'ENA paraissait enfin bénéficier d'un certain consensus.

Or voici que, de façon délibérée ou par démagogie, le gouvernement de M. Cresson vient de prendre la responsabilité d'affaiblir une institution qui, malgré ses défauts et malgré les défauts évidents de certains de ceux qui l'ont fréquentée, est un des plus hauts symboles de notre République : le symbole d'un Etat respecté et gardien de l'intérêt général, d'un Etat dont le service est une des formes les plus élevées du civisme.

Si le gouvernement ne croit plus à ce symbole, il serait plus simple, plus cohérent et plus économique (et encore plus populaire) de fermer l'ENA. Ou bien de nommer M. Bernard Tapie aux fonctions de directeur - ce qui, après tout, serait tout à fait dans la logique de l'évolution de la pensée socialiste en ces années 90...

► M. Bernard Stasi, ancien élève de l'ENA, est député CDS de la Maine.

2, place Vendôme

Modèle Voyager

W & H GIDDEN porte-feuille en exclusivité pour EBEL.

LONDON
MILANO
NEW-YORK
CRANS-SUR-SIERRE
ST. TROPEZ
MÜNCHEN

ملكو من لاند

هنا من اجل

SOCIÉTÉ

SCIENCES

A la conférence européenne de Munich

Accord politique minimal sur l'Europe spatiale

Les treize ministres réunis du 18 au 20 novembre à Munich pour la Conférence spatiale européenne sont, après des discussions épuisantes, parvenus à un « accord politique » minimal sur la poursuite de l'Europe spatiale, qui prévoit un examen annuel du budget. Une ultime réunion devait avoir lieu, mercredi 20 novembre, pour régler les derniers détails des deux résolutions finales.

MUNICH

de notre envoyé spécial

« Nous encourageons l'adoption d'un texte qui soit clair », disait, voici deux jours, le conseiller fédéral suisse René Felber lors de la séance d'ouverture de la Conférence spatiale européenne de Munich. Un texte qui se prononcera de manière ferme sur des déclarations immédiates de programmes. « Nous ne voulons pas, ajoutait un autre, d'un texte final creux qui, à terme, laisserait la voie ouverte au démantèlement progressif du plan d'activité à long terme » qui conditionne l'existence de l'Europe spatiale jusqu'en 2005.

Quant à la Belgique, bien que consciente des difficultés budgétaires de chacun, elle rappelle par la voix de son ministre, M. Viviane Demmeester-De Meyer, que « les programmes ne sont pas indéfiniment compressibles. Si nous devons prendre l'engagement de leur consacrer les fonds nécessaires ». Finalement, ils auront tous été partiellement entendus.

En demi-teinte

Certes, les treize ministres de l'Europe spatiale sont parvenus à un accord politique. Mais le résultat obtenu n'a rien de l'accord spectaculaire que la plupart d'entre eux rêvaient de signer il y a encore six mois. Un accord par lequel les États membres de l'Agence spatiale européenne (ESA) se seraient engagés

pour quatre ans sur trois ambitieux programmes (navette Hermes, station Columbus, satellites de télécommunication à haut débit DRS) avec rendez-vous pour en 1995 pour faire le point.

Soumis à la pression de l'instabilité budgétaire et confrontés aux réelles difficultés économiques d'une Allemagne en pleine réunification, les ministres ont dû faire la preuve de leurs capacités à trouver quand même un consensus. Le résultat est donc un peu en demi-teinte, mais sous le signe du plus grand réalisme. « Faire les choses sans froisser les Allemands », reconnaissait un des négociateurs.

Deux résolutions ont été retenues : la première, adoptée assez rapidement, autorise l'ESA à engager un important programme d'études de l'environnement d'environ 8 milliards de francs devant donner lieu au lancement en 1998 d'un satellite spécialisé (la plateforme polaire POEM, portée par les Britanniques) permettant de poursuivre les études menées avec les satellites radars ERS-1 et 2.

On poursuit sur la lancée

La seconde consisterait en un texte plus général reconnaissant le bien-fondé du plan d'activités à long terme (1997-2005) de l'Agence spatiale sans qu'il soit fait mention d'engagements spécifiques en faveur d'Hermès, de Columbus ou de DRS. Seule certitude, les travaux nécessaires seront engagés « selon la logique de développement des programmes », ce qui, en d'autres termes, signifie que les activités prévues pour 1992 démarreront. La fameuse « phase II » de démarrage des travaux pour quatre ans devient donc plus modestement une phase 1992 avec un butoir : la réunion des ministres en terre espagnole à la fin de l'année prochaine pour venir compte de la nouvelle donne mondiale et réajuster si nécessaire les programmes.

« Il n'est pas question de revoir chaque décision chaque année et de remettre en cause les programmes », a précisé M. Jean-Marie Lutun,

directeur général de l'ESA. Plus simplement, il s'agit, chaque année de faire le point en fonction de nouvelles informations. A commencer par ces possibilités de coopération avec d'autres pays qui, comme l'Union soviétique, pourraient apporter son savoir-faire dans bien des domaines (le Monde du 20 novembre). Il faut se pencher sur les éventuelles coopérations extra-européennes dès maintenant, et pas dans trois ans, quand la distribution des rôles de chacun sera figée, soulignent les industriels.

Toutes ces décisions ne vont pas de soi, et le directeur général de l'ESA a dû tenir compte déjà pour 1992 des difficultés financières d'un certain nombre de pays à honorer leurs engagements. Aussi, pour maintenir la cohésion, a-t-il été décidé de réduire de 5 % (840 millions de francs) le budget de l'Agence pour l'année prochaine. Ce difficile équilibre a pu être obtenu par un effort financier des « plus démunis » et par une réduction des ambitions de l'ESA.

Pour les industriels, la situation n'est guère confortable. « Une décision sur l'engagement pour quatre ans de l'Union spatiale Hermes ou de la station Columbus nous aurait facilité la tâche et aurait donné à nos équipes un réel coup de fouet, dit l'un d'entre eux. Il est toujours difficile de faire miroiter une belle aventure à de jeunes ingénieurs qui, avec le temps, se rendent rapidement compte que le grand dessin est devenu un boutot à la petite semaine ».

Malgré tout, « on s'accommodera de ces nouvelles procédures ». « On avait l'habitude en Europe d'avoir des décisions tous les dix ans sur les grands programmes spatiaux. Les temps changent. Nous pouvons le comprendre, mais que les politiques se souviennent qu'il faut quand même un certain élan et que les contrats à l'année pour des projets aussi ambitieux ne sont guère viables. L'ambition politique n'effraie à Munich doit donc être claire ».

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

DÉFENSE

Qualifiant son abandon « d'erreur majeure »

Un rapport du Sénat réclame la relance du projet de missile nucléaire S 45

En conseil de défense, M. François Mitterrand a indiqué récemment qu'il ne serait pas le président duquel on pourrait dire plus tard qu'il a pris l'initiative d'abandonner les missiles du plateau d'Albion. Il a souhaité qu'on lui propose une solution dans le cadre d'une nouvelle réflexion sur le sort de l'arsenal nucléaire français. Dans un rapport publié mercredi 20 novembre, le Sénat demande au chef de l'Etat de revenir sur l'abandon du missile stratégique S 45.

L'abandon, par la France, de son projet de missile nucléaire S 45 est « une erreur majeure », car il constitue l'outil d'une dissuasion européenne autonome, élargie – sous l'autorité du seul gouvernement français – au territoire des pays membres de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) et adaptée à la persistance et à l'élargissement géographique de la menace soviétique. Ce programme aura entité à ce jour entre 3 et 4 milliards de francs. Il devient urgent de relancer le projet dès lors qu'il n'est pas envisageable d'édifier une défense européenne – « pilier » de l'alliance atlantique – sans la dotation d'un « volet » nucléaire. Cette thèse est développée dans le rapport d'information que M. Xavier de Villepin, sénateur (centriste) représentant les Français de l'étranger, consacre, au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense du Sénat, à l'avenir des forces nucléaires françaises.

Dans ce document parlementaire de quatre-vingt-deux pages, M. de Villepin, dont les rapports sont connus pour faire état d'informations de la cour et du pouvoir, déclare, mardi 19 novembre, à l'AFP que cet avis « n'avait pas d'incidence sur la poursuite de l'information ». « Cela ne peut avoir d'incidence que sur la présence ou non de la partie civile Gérard Monnier-Besombes s'agissant de Michel Fuzet », a-t-il noté. Je ne compte pas, pour l'instant, prendre de nouvelles réquisitions dans cette affaire extrêmement délicate. Dans une lettre adressée mardi au vice-président du Conseil d'Etat, M. Marc Laro, M. Pierre-François Divier, l'évêque des Vents, demande au Conseil d'Etat, « avant que l'irréparable ne soit fait », de « reconsidérer sa position à la lumière des pièces qui lui auront été présentées et d'avoir participé à la chambre d'accusation de la cour d'appel de Lyon ».

EN BREF

o Affaire Urbain : un « avis personnel » du procureur général de Lyon. — Après l'avis de la section de l'intérieur du Conseil d'Etat sur le pourvoi de M. Fuzet, le procureur général de la cour d'appel de Lyon, M. Jean Regrobbier, émettant un « avis personnel », a déclaré, mardi 19 novembre, à l'AFP que cet avis « n'avait pas d'incidence sur la poursuite de l'information ». « Cela ne peut avoir d'incidence que sur la présence ou non de la partie civile Gérard Monnier-Besombes s'agissant de Michel Fuzet », a-t-il noté. Je ne compte pas, pour l'instant, prendre de nouvelles réquisitions dans cette affaire extrêmement délicate. Dans une lettre adressée mardi au vice-président du Conseil d'Etat, M. Marc Laro, M. Pierre-François Divier, l'évêque des Vents, demande au Conseil d'Etat, « avant que l'irréparable ne soit fait », de « reconsidérer sa position à la lumière des pièces qui lui auront été présentées et d'avoir participé à la chambre d'accusation de la cour d'appel de Lyon ».

MARC AMBROISE-RENDU

IMMIGRATION

Ancien ministre des affaires sociales

M. Philippe Séguin approuve le limogeage de M. Jean-Claude Barreau

M. Philippe Séguin, député des Vosges, ancien ministre des affaires sociales de 1986 à 1989, « approuve » la décision prise par M. Jean-Louis Bienne de démettre M. Jean-Claude Barreau de ses fonctions de président de l'Office des migrations internationales (OMI), après la publication, par celui-ci, d'un livre contesté sur l'islam (le Monde du 14 novembre). « Dans des circonstances identiques, j'aurais agi de même », nous a déclaré, lundi 18 novembre, M. Séguin, en précisant que « le devoir de réserve du serviteur de l'Etat est une nécessité absolue, trop souvent perdue de vue ». Ce devoir, a poursuivi M. Séguin, « qui est une condition de l'Etat impartial, s'applique à l'âme de l'importance des fonctions exercées et de la nature des responsabilités assumées ». « La meilleure illustration de cette réalité, selon M. Séguin, est que l'intéressé pourra continuer à exercer les fonctions de président de l'Institut national des études démographiques ».

Monde daté 21-22 juillet) le programme S 45 d'un missile sol-sol nucléaire à tir tendu, déplaçable le cas échéant et destiné à remplacer les actuels missiles S 3D du plateau d'Albion.

Le sénateur constate que « le débat sur l'avenir de notre défense sera tranché bien avant l'examen de la programmation militaire par le Parlement en avril 1992 ». Or, observe-t-il, l'abandon du S 45, le « gel » des missiles nucléaires préstratégiques Hadès stockés (sans déployés) à trente exemplaires et le retrait des bombes nucléaires AN 52 larguées d'avion ont pour effet de maintenir à moins de cinq cent cinquante le nombre des charges stratégiques et préstratégiques de la France face aux dizaines de milliers de têtes qui restent en service en Union soviétique et aux Etats-Unis en dépit des accords de désarmement START.

Il faut donc adapter – sans nécessairement bouleverser – la doctrine et les moyens de la dissuasion française, écrit M. de Villepin, en pensant davantage à une Europe qui ne doit pas se laisser dénucléariser unilatéralement sous la pression conjuguée et intéressée de Moscou et de Washington.

Un outil européen

Autrement dit, il convient, en France, de faire évoluer l'actuelle stratégie anti-cités en une stratégie anti-forces grâce à des armements plus sélectifs, d'allonger la portée des forces préstratégiques (à où se trouvent désormais les menaces potentielles à l'Est comme au Sud) et de composer, indépendamment seule ou de préférence avec le Royaume-Uni, le « pilier » européen d'une dissuasion atlantique que rendrait nécessaire le départ des GI et le « découplage » de la défense alliée d'avec le nucléaire américain.

Dans cette perspective, une défense européenne ne peut plus se cantonner aux simples armes classiques, et l'avenir dépendra de l'existence, ou non, d'un « volet » nucléaire de la dissuasion à vocation européenne. Après tout, remarque M. de Villepin dans son rapport, le traité de l'UEO prévoit « une assistance militaire autonome entre ses membres en cas d'agression de l'extérieur ».

Comment matérialiser cet écho européen de la dissuasion ? Par le moyen du S 45. C'est-à-dire un missile apte à « une frappe d'ultime avertissement, sélective mais décisive, sur le cœur du seul dispositif militaire menaçant l'Eu-

rope occidentale ». Pour le sénateur, en effet, le S 45, sur lequel la France a déjà dépensé 3 à 4 milliards de francs avant de l'abandonner, pourrait être déployé dans les sites du plateau d'Albion mais également sur d'autres bases de l'armée de l'air ou de l'armée de terre, pour être rendu déplaçable sur d'autres sites au cas de force majeure, à la manière des Scud irakiens, qui ont été si peu détectés même en plein désert. M. de Villepin situe « cet échelon dissuasif » à vocation européenne entre le « tout » apocalyptique et strictement national des sous-marins nucléaires lance-missiles et le « rien » vers lequel s'achemine la défense conventionnelle de l'Europe ».

Des options encore ouvertes

Le rapport du Sénat, par ses propositions, intervient alors que le chef de l'Etat ni son gouvernement – et à plus forte raison ni le ministre de la défense – n'ont déterminé, en conseil de défense, la panoplie française de dissuasion pour le siècle à venir. En ce sens, toutes les options demeurent ouvertes pour ce qui concerne la suite à donner aux missiles du plateau d'Albion, puisque c'est de leur relèvement qu'il s'agit pour l'essentiel.

Le sénateur est partisan du maintien de trois emplacements nucléaires, aux côtés du S 45. Le programme des sous-marins de nouvelle génération, de la classe le Triomphant, en service à partir de 1993 revient à 126 milliards de francs (six unités construites, avec deux missiles M 5). Le programme Rafale armé de ses missiles air-sol ASMP – et avec le futur missile ASMP de 1 000 à 200 kilomètres de portée en coopération égyptienne avec les Britanniques – est estimé à 8 milliards de francs dans le premier cas (pour quatre-vingt-dix vecteurs) et à 20 milliards de francs (sans l'aviation) dans le second cas (pour une soixantaine de missiles). Mais le Rafale a l'inconvénient d'être aux frontières du stratégique et du préstratégique. Le S 45 engagerait un total 30 milliards de francs sur douze ans, pour trente missiles, soit un investissement réalisable avec la suppression d'un des six nouveaux sous-marins.

JACQUES ISNARD

Suspendu depuis l'été

Le programme Hadès aura coûté 10 à 11 milliards de francs

Dans son rapport, M. de Villepin approuve le « gel » décidé cet été par M. François Mitterrand, du programme de missiles nucléaires préstratégiques Hadès, censés succéder aux Pluton en service dans l'artillerie jusqu'en 1993. Pour autant, il en a analysé le coût depuis le début.

Au départ, il était envisagé de produire cent vingt missiles en sixante véhicules-écreteurs. Progressivement, le projet a été réduit pour être aujourd'hui limité à trente missiles et à quinze lanceurs antérieurs, sans être déployés, dans les moins d'un régiment d'artillerie au camp de Suresnes (Seine). Un PC de transmissions sera installé à Lunéville (Meurthe-et-Moselle). Mais l'ensemble de la panoplie ne pourrait pas devenir opérationnelle avant six mois.

Crédité d'une portée de 350 kilomètres à 500 kilomètres, le Hadès avait été conçu pour embarquer une charge nucléaire dont la puissance est

réglable (de quelques kilotonnes à moins de 80 kilotonnes) selon l'effet recherché sur le terrain. La mobilité – en tirs solés – du système a été rendue possible par la mise au point de charges explosives de sécurité, dites « insensibles », à des chocs imprévus, à des accidents ou à l'épreuve du feu, qui sont le spécialité du Commissariat à l'énergie atomique (CEA).

A l'origine, le programme Hadès devait coûter 17,5 milliards de francs. Sa limitation actuelle ne ramène le prix à quelque 10 à 11 milliards de francs (hors les dépenses pour les transmissions). M. Mitterrand a justifié son initiative en soulignant que le Hadès était une monnaie d'échange dans des discussions sur le désarmement. Quant la France serait partie prenante. « Cela aura été cher payé », se contente de conclure M. de Villepin, qui rappelle que les trente missiles en question devraient être livrés en 1991 et 1992.

TOUT POUR REUSSIR en MEDECINE ou PHARMACIE

Classe préparatoire d'un an après le bac O ou C. Renforcement scientifique approfondi et étude du programme de 1ère année « à blanc ».

70% de réussite au 1er concours

CEPES 57, rue Charles Laffitte 92200 Neuilly 47 45 09 19

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
DES LIVRES

IUA
SAN FRANCISCO

INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA

California State Approved University - A.C.B.S.P. - Public Benefit Corporation

220 Montgomery Street ■ San Francisco CA 94104

MBA Master of Business Administration

- Université à San Francisco spécialisée en management international, associant une pédagogie active à l'expérience d'un projet personnel/professionnel ■ programme américain unique dans son concept habilité à délivrer le

Master of Business Administration for International Management

- Filière d'admission : 3^e CYCLE
- Diplômes de l'enseignement supérieur : Doctorats : sciences, lettres, droit, médecine, pharmacie - Ingénieurs - DEA - DESS - IEP - Grandes Ecoles - Magistères, Maîtrises
- Programme de 12 mois à San Francisco, en fonction de votre formation initiale et de votre niveau d'anglais, conduisant au :

M.B.A. en Management International

Informations et sélections pour l'Europe :
17-25 rue de Chaillot, 75116 Paris (Métro : Iéna)
tél. : (1) 40 70 11 71

IUA
SAN FRANCISCO

Communiqué par International University of America - San Francisco - CA
Programme accrédité en Asie - Pacific C. of HONOR - OING

SOCIÉTÉ

La réforme de la procédure pénale au conseil des ministres

La mise en détention sera décidée par un collège de magistrats

Le ministre délégué à la justice, M. Michel Sapin, devait présenter une communication sur la réforme de la procédure pénale, mercredi 20 novembre, au conseil des ministres. Après des mois de discussions, la chancellerie a renoncé à bouleverser l'ensemble du système : M. Sapin, qui a choisi de maintenir la fonction du juge d'instruction, propose plutôt de renforcer les droits de la défense et d'instaurer une collégialité pour la mise en détention. Sur ce dernier point, le projet s'inspire de la réforme engagée en 1985 par M. Robert Badinter, qui était garde des sceaux. La présence d'un avocat dès le stade de la garde à vue, souvent débattue, a en revanche été écartée.

Un projet de loi préparé sur ces bases sera présenté au Parlement à la session de printemps. Les nouvelles dispositions devraient entrer en vigueur le 1^{er} janvier 1993, soit quelques mois avant le nouveau code pénal.

Dans l'entretien qu'elle nous a accordé, M^{me} Mireille Delmas-Marty, regrettant la manque d'audace du projet retenu par le gouvernement.

Les gardes des sceaux qui se sont succédés place Vendôme, ces dernières années, ont tous rêvé, un jour ou l'autre, de remodeler l'instruction. M. Robert Badinter, constatant qu'*« elle ne répondait plus aux exigences de notre temps »*, avait choisi en 1985 de privilégier la collégialité à travers la création de « chambres d'instruction ». M. Alain Chandon, lui, avait proposé en 1987 de mettre en place des « chambres des demandes de mise en liberté provisoire ». Tous deux avaient échoué : faute de moyens, de conviction et de volonté politique, ces idées de réforme lancées au nom des libertés et de la limitation de la détention provisoire étaient restées lettre morte.

M. Michel Sapin, qui a promis, dès son arrivée à la chancellerie, une « grande et large » réforme de la procédure pénale, espère aujourd'hui conjurer le mauvais sort qui pèse depuis des années sur les réformes de l'instruction. Depuis le printemps dernier, il travaille sur les réflexions, projets et suggestions accumulés ces dernières années. Il dispose également d'un état qui n'existe pas encore lors des tentatives de réformes de ses prédécesseurs : les deux rapports de la commission Delmas-Marty (1). Mise en place par M. Pierre Arpaillange en 1988, cette commission avait proposé de bouleverser la procédure pénale en instaurant un « juge des libertés ». Les changements évoqués étaient ambitieux (le Monde du 29 juin 1990). Quelques mois après la remise du second rapport, lors des premières discussions sur le projet, M. Nallet puis M. Sapin s'étaient dit séduits.

La révolution proposée n'est

pas, pourtant, aujourd'hui, à l'ordre du jour. Plutôt que de bouleverser la procédure pénale, ce qui supposerait une modification du statut du parquet, la chancellerie a choisi d'adapter les structures existantes en en développant le caractère contradictoire. Le pari est clair : M. Sapin espère modifier les comportements et mentalités en multipliant les changements, petits ou grands, à chaque étape de la procédure pénale. La séparation des fonctions d'enquête et des fonctions juridictionnelles proposées par la commission Delmas-Marty a ainsi été abandonnée, comme a été abandonnée l'idée d'introduire l'avocat dès le stade de la garde à vue.

Travail en équipe

Le pivot de la réforme proposée par M. Sapin est donc la collégialité : d'inspiration du système envisagé en 1985 par M. Robert Badinter, le chancellerie propose aujourd'hui d'instaurer dans chaque tribunal de grande instance une collégialité comprenant le juge d'instruction, le président du tribunal ou un magistrat délégué par lui, et un autre magistrat du siège pour la mise en détention et la prolongation de celle-ci. Le « travail en équipe » des juges d'instruction sera en outre développé pour les « affaires complexes, difficiles ou dangereuses ». L'instauration de cette collégialité suppose des moyens : la chancellerie, qui refuse de donner un chiffre de créations de postes, estime toutefois que cette réforme sera moins coûteuse en effectifs que celle de M. Chandon, qui nécessitait 65 créations

de postes de magistrats, ou celle de M. Badinter, qui en prévoyait environ 150.

Cette réforme décevra sans doute tous ceux qui avaient espéré, ces dernières années, un véritable bouleversement de la procédure pénale (défense et partie civile ne peuvent actuellement le faire) et étend à l'ensemble de la procédure pénale le système actuel des dossiers criminels : la purge des nullités avant l'audience.

La suppression de l'inculpation : le projet dissocie la notification des charges et l'exercice des droits de la défense. Trois étapes sont donc prévues : une « mise en examen » qui ouvre les droits de la défense dès l'ouverture de l'information, une « mise en accusation » lors de la clôture de l'information. Le terme de « mis hors de cause » se substitue au terme de non-lieu. Sur les 73 649 inculpations prononcées en 1990, 7 762, soit 11,12 %, ont fait l'objet de non-lieu.

Le renforcement des droits de la défense : le projet propose d'étendre les droits de la défense et de la partie civile au cours de l'instruction. Toutes deux auront le droit de demander au juge d'instruction de procéder à certaines investigations (notamment les auditions et les expertises), ce qui leur est actuellement interdit, et les refus du juge d'instruction donneront lieu à une ordonnance motivée susceptible d'appel. Les décisions de placement sous contrôle judiciaire seront également susceptibles d'appel, ce qui n'est pas le cas actuellement.

La réforme du régime des nullités : le régime actuel, qui conduit parfois à des annulations de procé-

dures pour des problèmes de pure forme, ralentit et complique certaines instructions. Le projet ouvre aux parties le droit de soulever les nullités au cours de l'instruction (défense et partie civile ne peuvent actuellement le faire) et étend à l'ensemble de la procédure pénale le système actuel des dossiers criminels : la purge des nullités avant l'audience.

La suppression de l'inculpation : le projet dissocie la notification des charges et l'exercice des droits de la défense. Trois étapes sont donc prévues : une « mise en examen » qui ouvre les droits de la défense dès l'ouverture de l'information, une « mise en accusation » lors de la clôture de l'information. Le terme de « mis hors de cause » se substitue au terme de non-lieu. Sur les 73 649 inculpations prononcées en 1990, 7 762, soit 11,12 %, ont fait l'objet de non-lieu.

Le renforcement des droits de la défense : le projet propose d'étendre les droits de la défense et de la partie civile au cours de l'instruction. Toutes deux auront le droit de demander au juge d'instruction de procéder à certaines investigations (notamment les auditions et les expertises), ce qui leur est actuellement interdit, et les refus du juge d'instruction donneront lieu à une ordonnance motivée susceptible d'appel. Les décisions de placement sous contrôle judiciaire seront également susceptibles d'appel, ce qui n'est pas le cas actuellement.

L'instauration d'une collégialité

pour la mise en détention et la prolongation de celle-ci : constituée par le président du tribunal, elle sera composée du président ou d'un magistrat délégué par lui, du juge d'instruction chargé du dossier, et d'un magistrat du siège. La présence du juge d'instruction dans cette collégialité est justifiée, selon la chancellerie, par le fait qu'il est « le mieux à même » d'éclairer ses collègues sur l'affaire en cours. Les décisions de cette collégialité seront susceptibles d'appel devant la chambre d'accusation.

Le travail en équipe des juges d'instruction : dans le cas d'affaires « complexes, difficiles ou dangereuses », les juges d'instruction pourront travailler en équipe dès l'ouverture de l'information - le président nommé alors un, deux, ou trois juges, chargés de l'instruction - ou en cours d'instruction. L'accord du juge saisi étant alors nécessaire à la désignation d'autres juges.

La réforme de la garde à vue : le projet propose de déterminer un critère légal de placement en garde à vue en enquête préliminaire et d'harmoniser les conditions de fond du renouvellement de garde à vue, et en flagrance lors de l'enquête préliminaire. La personne placée en garde à vue pourra solliciter un examen médical dès le début de la mesure et avant toute audition. Les autorités judiciaires seront informées « sans délai » de la mesure de placement en garde à vue.

A. C.
(1) Ces deux rapports ont été publiés à La Documentation française, 29-31, quai Voltaire, 75384 Paris Cedex. La Mise en état des affaires pénales. Rapport 120 francs.

« La chancellerie semble avoir renoncé à une véritable réforme des structures »

nous déclare M^{me} Mireille Delmas-Marty
présidente de la commission Justice pénale et droits de l'homme

M^{me} Mireille Delmas-Marty, professeur à l'université Paris-I (Panthéon-Sorbonne), était à la tête de la commission Justice pénale et droits de l'homme instituée en 1988 qui avait rendu deux rapports sur la « mise en état des affaires pénales » à M. Pierre Arpaillange, alors garde des sceaux.

« Quel jugement portez-vous sur le projet présenté par M. Sapin ? »

« Ce projet contient des mesures qui sont bonnes en elles-mêmes, mais qui risquent de manquer leur objectif parce qu'elles se greffent sur des structures qui auront de grandes difficultés à s'adapter : plus le législateur a voulu renforcer les garanties de l'instruction en imposant un juge de nouvelles contraintes, plus la durée des procédures, source première du nombre excessif de détentions provisoires en France, s'est accrue, et plus le recours à l'instruction s'est trouvé marginalisé (1). La commission avait donc choisi une autre méthode : plutôt que de s'en tenir à des réformes ponctuelles sur les questions techniques les plus sensibles, nous avions commencé par définir l'esprit de la réforme par référence à des principes fondamentaux (2), dont nous avions déduit ensuite, et ensuite seulement, les structures, puis les règles techniques.

« La chancellerie a pourtant annoncé, lors du congrès du Syndicat des avocats de France, la reprise de certains de ces principes.

« C'est vrai, mais elle n'en a pas tiré toutes les conséquences. Prenons l'exemple du principe d'égalité. Il est contredit par les pratiques du classement sans suite : d'un parquet à l'autre, des affaires comparables sont traitées différemment, tantôt renvoyées à un médiateur. Il faut donc, si l'on entend promouvoir l'égalité, introduire une vraie transparence dans les directives de politique pénale, ce qui n'a pas été annoncé jusqu'à présent. De plus, certains de ces principes semblent avoir été oubliés. C'est le cas du principe de célérité, qui est pourtant indispensable : la France s'est trouvée plusieurs reprises condamnée à Strasbourg en raison de procédures d'une durée jugée excessive au regard de la Convention européenne.

« Le projet de réforme vous paraît donc décevant ? »

« J'ai surtout du mal à comprendre pourquoi la chancellerie semble renoncer à une véritable réforme des structures, si ce n'est en raison de résistances corporatives. Les conditions préalables exposées dans notre rapport sont pourtant en voie d'être remplies : la loi sur l'aide juridique a été adoptée et, malgré ses insuffisances, elle rend possible une réorganisation de la défense en matière pénale. En outre, est également envisagée la dépeuplement des débits de chaque, l'un des plus importants des « contentieux de masse » auxquels sont affectés des fonctionnaires à temps plein et des magistrats qui pourraient se voir confier d'autres tâches. Enfin, le président de la République vient d'annoncer une vaste réforme des institutions qui comporte « la relation entre les différents grands corps de magistrats, le siège, le parquet, et le gouvernement par le canal du garde des sceaux ». C'est dire qu'il devient possible d'instituer un « nouveau ministère public » dont la liberté d'action par rapport au pouvoir exécutif serait, comme il est indispensable, renforcée.

« La commission avait travaillé dans une perspective européenne. Avez-vous l'impression que ce souci est présent dans le projet de M. Sapin ? »

« En tout cas, il n'est pas très visible. Je suis pourtant convaincu que la France peut jouer un rôle pilote en proposant des principes susceptibles de devenir communs à toute l'Europe. Je peux témoigner de l'intérêt porté aux rapports de la commission : le texte va être prochainement publié en italien et traduit en anglais, et d'anciens membres de la Commission ont été invités dans divers pays pour présenter les grandes lignes de ces rapports.

« Par-delà les dix principes définis par la commission, cet intérêt me paraît lié à la volonté, qui émerge un peu partout en Europe, de dépasser l'opposition entre système accusatoire de type anglo-saxon et inquisitoire comme sur le continent, pour s'efforcer de retenir le meilleur de chaque système. Le meilleur du système inquisitoire, c'est la reconnaissance de l'importance de la phase préparatoire au procès et l'affirmation de règles strictes commandant, pendant cette phase, la recherche et la préservation des preuves. Et cela, les Anglais l'admettent aujourd'hui. Comme nous devrions admettre en France que le meilleur du système accusatoire, c'est de promouvoir le juge comme véritable arbitre neutre en séparant les fonctions juridictionnelles des fonctions d'enquête, ce qui permet un réajustement entre l'accusation et la défense. Telle est d'ailleurs la tendance qui se développe depuis une quinzaine d'années en Europe. Il ne faut pas manquer la chance d'une réforme suffisamment ambitieuse pour préfigurer un modèle européen de procédure pénale. »

proposé recueillis par ANNE CHEMIN

(1) La part des affaires portées à l'instruction par rapport aux affaires poursuivies est passée depuis 1960 de 20 % à moins de 10 %. Dans plus de 90 % des affaires pénales, l'enquête est donc menée par la police et le parquet, et directement portée devant le tribunal pour être jugée.

(2) Ces dix principes, qui se dégagent principalement du bloc de constitutionnalité (qui comprend la déclaration des droits de l'homme de 1789) et de la Convention européenne des droits de l'homme sont : la légalité, l'égalité entre les justiciables, la garantie judiciaire, la dignité de la personne humaine, la protection de la victime, la présomption d'innocence, l'accès, le respect des droits de la défense, l'équilibre entre les parties, la proportionnalité, et la célérité de la procédure.

POINT DE VUE

Libertés : une nouvelle avancée

par Michel Sapin

L'INSTRUCTION, définie par un dictionnaire usuel comme « la mise en cause d'une personne présumée coupable », est vécue comme infamante et attentatoire au principe de la présomption d'innocence. Or, pour bénéficier des droits de la défense, il faut être inculpé.

La lutte contre le trafic de drogue mobilise tous nos efforts, mais il suffit qu'une signature manuscrite au bas d'une pièce de procédure pour que des milliers de personnes soient libérées à l'audience.

Il faut trois jours pour condamner un voleur de pommes à 500 F d'amende, mais un juge d'instruction seul peut mettre une personne en détention provisoire pendant plusieurs mois.

Il faut des conditions précises pour que des policiers effectuent un contrôle d'identité, mais il suffit d'invoquer les « nécessités de l'enquête » pour placer quelqu'un en garde à vue pendant vingt-quatre heures.

Quatre exemples, quatre illustrations des contradictions de nos textes et de leurs insuffisances au regard des droits de l'homme ou du bon fonctionnement de la justice. On pourrait en citer bien d'autres encore.

Ces règles figurent dans le code de procédure pénale, qui se doit d'être le livre de la protection des libertés. Le temps est venu, au moment où le Parlement poursuit l'examen du nouveau code pénal, d'en modifier les principales dispositions.

La réflexion a été relancée en 1988, à l'initiative du gouvernement, sur ce qu'on appelle la mise en état des affaires pénales. Depuis, le débat se développe dans un climat d'écoute, de dialogue et d'effort. Il appartient aujourd'hui aux responsables politiques de décider.

Dans toute entreprise émbellie, il faut une boussole. La mission s'appelle Déclaration des droits de l'homme. C'est à la lumière des grands principes républicains que doivent évoluer nos textes, afin de mieux encore garantir les libertés, respecter l'égalité, la présomption d'innocence et les droits de la défense.

S'agissant de la structure même de l'instruction, cette réforme s'inspire de la loi préparée en 1985 par M. Robert Badinter : maintien d'une juridiction de l'instruction, travail en équipe des juges d'instruction, création d'une collégialité chargée de statuer sur la détention et dont fera partie le juge d'instruction.

L'architecture ainsi retenue est

complétée par un grand nombre de propositions issues des travaux de la commission présidée par M^{me} Delmas-Marty : réforme de la garde à vue, des privilèges de juridiction, des nullités, équilibre des armes entre les parties au cours de l'instruction.

J'y ai ajouté la suppression de l'acte et du mot même d'inculpation, que je propose de remplacer par une procédure plus respectueuse de la présomption d'innocence.

La dernière réforme portant sur l'ensemble des étapes de la procédure pénale, de la garde à vue à l'audience, remonte à 1897. Depuis cette date, la nécessité d'une nouvelle avancée est constamment restée à l'ordre du jour, mais, malgré plusieurs tentatives, seules des modifications ponctuelles ont abouti.

Les droits essentiels de la personne

Alors, ne rien faire ? Après tant de réformes avortées et de propositions contradictoires, grande était la tentation. D'autant que le débat a pris un tour théologique, entre les tenants de la pratique accusatoire anglo-saxonne et ceux de la tradition inquisitoire à la française.

Fallait-il au contraire, comme on l'a proposé, chambouler nos textes et nos structures, supprimer le juge d'instruction et transférer à la police le soin de mener les investigations judiciaires ? Je ne le pense pas.

A ceux qui regrettent qu'on ne mette pas à bas l'instruction et le juge qui en a la charge, je recommande de se pencher sur les exemples étrangers. Un bouleversement de cette ampleur équivaut à peu près à inverser les réacteurs d'un avion de ligne en plein vol. Or, pendant la réforme, notre justice pénale devra poursuivre ses missions.

Et si, en France, certains juristes défendent le modèle pénal anglo-saxon, il suffit de traverser le Rhin pour s'entendre dire par les plus hautes autorités judiciaires britanniques que les meilleurs juristes, là-bas, pensent du bien de nos juges d'instruction et de notre procédure inquisitoire. Ils voient même dans nos méthodes la possible réponse aux questions qu'ils se posent.

Dans le débat sur la procédure pénale, certains reconnaissent honnêtement n'avoir pas tranché. D'autres, qui n'ont pas moins réfléchi, ont des idées définitives, au point de préférer le statu quo à

toute réforme qui ne serait pas intégralement celle pour laquelle ils militent. Allons-nous voir des révolutionnaires du droit préférer le conservatisme à une réforme qui les rapproche tant de leurs objectifs ?

Le garde des sceaux, Henri Nallet, et moi-même sommes convaincus que c'est en modifiant profondément la procédure sous ses multiples aspects qu'on pourra transformer l'état d'esprit dans lequel se déroule l'instruction. C'est ainsi qu'on aboutira, en faisant l'économie d'une révolution, aux importants changements que tous les hommes de bonne volonté appellent de leurs vœux.

Que vaudra en fin de compte ce projet que j'ai la faiblesse de considérer comme ambitieux ? Ce sera au Parlement d'en décider. Un tel sujet, qui touche au plus profond l'organisation de notre société, mérite un débat d'ampleur devant l'opinion publique. C'est pourquoi je préteux une grande attention aux propositions que députés et sénateurs ne manqueront pas de faire.

Derrière ce terme de procédure pénale, peu familier du grand public, se cachent en réalité des questions qui touchent aux droits essentiels de la personne. Le débat n'est pas technique, il est politique au sens le plus noble du terme. Les principes fondateurs de la République, jamais entièrement accomplis, sont toujours actuels : il faut chaque jour en tirer de nouvelles conséquences. C'est ainsi que d'autres étapes seront franchies, pour que s'approfondissent encore les libertés et la démocratie.

► Michel Sapin est ministre délégué à la justice.

Recueil biographique de la Francophonie

512 pages, 430 F

Toute la Francophonie, les institutions, organisations, associations, jurys littéraires, académies et les 5 000 personnes qui les animent (noms et adresses).

Médiologie
72, rue Bonaparte, 75006 Paris.

Des prix à vous faire partir !

NEW YORK

à partir de

2690 F

+ Taxes aéroport

Aller et retour

Vol réguliers

D'abord, en vous conseillant...

Tél. : 40 53 07 11

181, bd Pereire, 75017 PARIS

سكنا من لاند

سكنا من لاص

SOCIÉTÉ

JUSTICE

L'affaire de la levée du boycottage de la société de cosmétiques par les pays arabes

L'ancien PDG de L'Oréal est inculpé de faux et de discrimination raciale

M. François Dalle, ancien PDG du groupe L'Oréal, a été inculpé, mardi 19 novembre, de « faux en écriture de commerce et usage, et discrimination raciale rendant plus difficile l'exercice d'une activité économique quelconque dans des conditions normales », par M. Jean-Pierre Gatti, juge d'instruction au Tribunal de grande instance de Paris. Ce dossier, ouvert au mois de décembre 1990 après le dépôt d'une plainte contre X... par M. Jean Frydman, associé de L'Oréal au sein d'une société de distribution et d'exploitation de films, Paravision, est le premier en France qui fasse jouer la législation interdisant aux entreprises de se plier au boycottage imposé par les pays de la Ligue arabe.

Au terme d'un affrontement qui dure depuis près d'un an, M. Jean Frydman a fini par gagner la première manche du combat sans merci qu'il mène contre celui qui fut son ami et partenaire en affaires, l'ancien PDG du groupe L'Oréal, M. François Dalle (le Monde des 6 et 7 juin). Quelles

soient les suites que la justice donnera à cette inculpation — non lien ou renvoi devant le tribunal correctionnel — cette première victoire, pour M. Frydman, est éclatante.

Non seulement l'inculpation pour faux et discrimination raciale est de nature à jeter l'opprobre sur un géant des affaires, mais c'est aussi une première judiciaire. C'est en effet la première fois que sont utilisés les lois ou circulaires en vigueur depuis 1977 et qui sanctionnent ceux qui acceptent, au nom de leurs intérêts économiques, de participer à la tentative d'isolement d'Israël organisée par les pays de la Ligue arabe.

De façon très pointilleuse et inquisitoriale, la Ligue arabe instruit depuis son bureau de Damas les dossiers des entreprises qui entretiennent des relations économiques avec l'Etat hébreu : celles-ci sont interdites de séjour dans les pays de la Ligue. Elles sont sommées de choisir entre leurs partenaires et ne peuvent obtenir leur « déboycottage » qu'au terme d'un long processus. La loi française interdit à quiconque de se plier à ce qui s'apparente à un chantage et prévoit des peines d'amende de 2 000 à 20 000 F et des peines d'emprisonnement de deux mois à deux ans.

Telle est la toile de fond du dif-

férénd qui oppose Jean Frydman et François Dalle, un conflit qui est aussi — et peut-être avant tout — personnel et moral. Tout a commencé au mois d'octobre 1988 lorsque Jean Frydman et François Dalle, qui, prenant sa retraite, vient de quitter la présidence du groupe L'Oréal, décident de monter ensemble une société de distribution et d'exploitation de films, la société Paravision. L'Oréal accepte de fournir 75 % du capital, le reste, 25 % étant apporté par Jean Frydman et des membres de sa famille.

Les menaces de la Ligue arabe

Quelques mois plus tôt, en février, mais personne ne semble alors s'en émuir, le numéro 1 mondial des cosmétiques avait été visé par les premiers menaces de boycottage de la Ligue arabe. A priori, ce ne devrait plus être l'affaire de François Dalle, qui se lance avec passion dans le cinéma. Mais François Dalle ne parvient pas à couper le cordon ombilical avec l'entreprise qu'il a contribué à hisser au troisième rang mondial : il entend parler des difficultés de L'Oréal avec la Ligue arabe et prend sur lui de s'en nourrir à son « ami » Jean Frydman. La présence d'un associé qui



est résident israélien au sein d'une filiale du groupe risque-t-elle de gêner L'Oréal ? Que se disent vraiment les deux hommes lorsqu'ils évoquent la question au cours d'un week-end du printemps 1989 à Marbella ?

Pour François Dalle, Jean Frydman aurait « spontanément » proposé de se retirer du conseil d'administration de Paravision, le temps que les choses s'arrangent avec la Ligue arabe. Pour Jean Frydman au contraire, il aurait été « démissionnaire » au cours d'un conseil d'administration fictif daté du 30 mars 1989. Pour l'ancien résident qu'il fut, pour le juif qui, adolescent, s'éleva du train qui le conduisit vers les camps de la

murt, la situation est d'autant plus choquante qu'il affirme que l'arisan de son éviction n'est autre qu'un certain Jacques Corréze, ancien dirigeant d'une filiale américaine de L'Oréal, mais surtout ancien responsable de la Cagoule avant-guerre et membre actif de mouvements pro-nazis pendant l'Occupation.

Avec la révélation de l'existence de Jacques Corréze, c'est le passé douteux du fondateur de L'Oréal, Eugène Schueller, mort en 1957, ancien esclave lui aussi et membre pendant l'Occupation du mouvement pro-allemand de Marcel Déat, le Rassemblement national populaire, qui ressurgit. Schueller, l'homme aussi qui « fit » François Dalle...

La démission de Jean Frydman

Il faut alors des mois pour que Jean Frydman, qui continuait à entretenir malgré tout d'excellentes relations professionnelles avec François Dalle, se décide à déposer une plainte pour faux et discrimination raciale. Après des négociations financières scabreuses, Jean Frydman a revendu ses parts de Paravision à L'Oréal. De chaque côté, un cri à l'escompte et plusieurs procès sont en cours ou l'on brasse des millions de francs.

Il faut alors des mois pour que Jean Frydman, qui continuait à entretenir malgré tout d'excellentes relations professionnelles avec François Dalle, se décide à déposer une plainte pour faux et discrimination raciale. Après des négociations financières scabreuses, Jean Frydman a revendu ses parts de Paravision à L'Oréal. De chaque côté, un cri à l'escompte et plusieurs procès sont en cours ou l'on brasse des millions de francs.

Ainsi fut-il de l'aventure de l'UDSR et de la FGDS (1) en 1981. Du reste, l'histoire de la gauche, à partir des années 70, s'écrit de ces chemins de traverses. Sa fidélité à « François » n'ira pas jusqu'à le faire voter pour lui et à faire son opposition résineuse aux communistes. En 1981, son bulletin de vote porte le nom de Valéry Giscard d'Estaing. Qu'importe ! Le président le promet tout de même commandeur de la Légion d'honneur en 1983.

Aujourd'hui théoriquement à la retraite, François Dalle refuse les présidences honorifiques d'amicales de golfiers mondains et préfère continuer d'alimenter sa réputation d'infatigable bourreau de travail. Car il n'a jamais accepté de « faire » l'histoire de L'Oréal. Le marketing sophistiqué et les bilans plantureux ne lui suffisent pas, il a toujours voulu être un acteur de la réflexion sur la vie

Mais le plus douloureux — ce sur quoi il n'est d'aucun côté question de transiger — reste l'instruction pénale conduite par le juge Gatti. La mort de Jacques Corréze, au mois de juin, n'arrête pas la justice. Car, au-delà de cette personnalité étrange, c'est bien sûr François Dalle qui est visé par la plainte déposée par Jean Frydman.

Le juge d'instruction continue son enquête, saisit quantité de documents traitant du déboycottage de L'Oréal. Il a bien tenté prudemment aux seules questions dont il est saisi : la démission forcée ou volontaire de Jean Frydman et ses motivations.

Dans un premier temps, le juge inculpe M. Michel Pietrini, ancien président de Paravision (le Monde du 24 octobre), qui dirige aujourd'hui Lanvin. Puis, trois semaines durant, il diffère celle de François Dalle après avoir reçu de nouveaux documents. L'ancien PDG de L'Oréal espère alors encore démontrer sa bonne foi, prouver que Jean Frydman était un démissionnaire consentant et éviter une inculpation qu'il avait pourtant en désespoir de cause, comme pour sauver la face, officiellement réclamée. Mais ce ne fut qu'un surris. Le juge d'instruction ne s'est pas laissé convaincre. Désormais, une nouvelle bagarre commence.

Ag. L.

François Dalle le « padre » paradoxal

Suite de la première page

Ainsi François Dalle vint-il à la rescousse du président après-guerre en lui proposant de venir s'occuper d'un département littéraire chez L'Oréal, éditant entre autres le magazine *Votre beauté*. L'effort fait marchait très bien, raconte François Dalle. Si François Mitterrand, avec son talent, était resté, aujourd'hui, on serait Gallimard. Mais comme l'on sait, « François » s'échappa en politique.

Etrange, atypique François Dalle, qui accepte mal de faire aujourd'hui parler de lui au gré de cette calamiteuse inculpation, lui qui depuis quarante ans détecte être pris en photo. « Je ne trouve laid », « Atteint jusqu'à la moelle par l'offense », selon le mot de l'un de ses amis, le grand patron ne peut accepter que les périodes judiciaires qu'il subit biffent d'un trait ce qu'il a été depuis près de cinquante ans : un entrepreneur visionnaire, hanté, dit-il, « par le futur », et qui a donné à son groupe une dimension internationale.

De la bonne bourgeoisie catholique-sociale, sous l'influence du Sillon, dont il est le fruit, une bourgeoisie varoise où la bibliothèque bien-pensante ne contenait ni les *Fleurs du mal* ni les sulfureuses *Chansons de Bilitis* de Pierre Louys, il garde le souvenir d'une austérité renforcée par une longue maladie d'adolescent. Cette dernière le tint alité des années durant, seul dans sa chambre du dernier étage de la maison familiale, d'où lui parvenaient les rires et les jeux de ses neuf frères et sœurs. Victime d'un accident sur un terrain de football (il repartit à douze ans un ballon sur le nez et souffrit d'infections à répétition, compliquées de crises d'asthme), il s'occupa à disputer seul des parties d'échecs.

L'art du fou

Bachelier, il descend à Paris, où sa mère a le « génie » de l'envoyer à la pension du « 104 », vivier d'une élite en gestation. C'est là qu'il se lie à François Mitterrand, dont les articles brillent dans la revue de la pension. François Dalle bûche la philo et le droit. Ses maîtres sont René Cassin et René Capitant. Il est lauréat de la faculté de droit de Paris, et aimerait passer l'agrégation de droit civil. Mais la drôle de guerre et l'Occupation arrivent, et bouleversent ses plans. Lorsqu'il évoque « sa » Résistance, François Dalle oscille entre l'émphase (« J'ai été un résistant de la première heure ») et l'humble description d'un jeune bourgeois franchissant une quarantaine de fois la ligne de démarcation en portant à bout de bras du courrier pour des familles séparées de leurs proches. « C'était d'abord casse-gueule, mais pas de la résistance », tranche-t-il aujourd'hui. Lorsqu'il se penche sur son passé, il trouve encore

matière à s'étonner : « J'ai toujours été débrouillard, et pourtant je ne suis jamais parvenu à trouver le moyen d'aller à Londres... »

Tout François Dalle est là, dans ces marges où la vérité tremble. On le croit, en 1942, avocat à la cour d'appel de Paris. Ses divers curriculum vitae tiennent le fait pour avéré ? Erreur, ce n'était qu'une illusion, un masque emprunté et aussitôt abandonné. « Je n'ai jamais plaidé. J'en ai eu assez au bout de deux mois. » Sa belle robe, offerte par la suite « à un ami pauvre », ne lui sert qu'à jouer les assistants judiciaires : « Il y avait des juifs qui souffraient. Je leur disais : « parlez ! » Moins c'était terrible, ils avaient confiance dans le moraliste Pétain. »

L'ombre d'Eugène Schueller

Chez lui, le récit, un peu flou, de ses aventures se pare fréquemment de quelque fantaisie. Il n'a pas débuté chez L'Oréal en 1943, comme il est écrit avec assurance dans sa biographie autorisée. Ni en 1945, comme l'indique sa notice du *Who's who in France*. Mais plus simplement, ce qu'il confirme bien volontiers, en juillet 1942, sitôt après avoir convoqué en de justes noces, Lector obligé des petites annonces, François Dalle avait coché celle de la société Monsavon, à la recherche d'un employé.

Le jeune licencié en droit se retrouve proposé « aux adhérents », puis promu directeur des ventes, et finalement directeur en 1943. Monsavon est alors une petite usine dans laquelle il pleut et où il y a trop de dettes. François Dalle s'y rend à vélo — de son domicile de... Clichy. Son ascension éclair, due aux circonstances et à son talent, se fait sous le patronage du fondateur de L'Oréal, Eugène Schueller.

Mais comment le médaillé de la Résistance François Dalle s'accommoda-t-il de la haute direction de Schueller, certes talentueux ingénieur chimiste mais aussi président en vue de la commission des affaires économiques du Rassemblement national-populaire, l'un des mouvements pro-nazis fondés en France ? Voilà qui reste un mystère.

Encore aujourd'hui, François Dalle reste en net retrait par rapport aux durs réalités de l'Histoire qui font de Schueller le financier de la Cagoule avant-guerre et le proche des collaborateurs Eugène Deloncle et Marcel Déat. « Il était anticomuniste point. Et je continue à penser qu'il n'a pas eu d'engagement politique sérieux. Je suis sûr qu'il n'a rien fait de mal et n'a pas persécuté les juifs. D'ailleurs, si à la Libération Schueller est passé à côté de l'épuration, c'est que ses fautes ont été légères », assure-t-il, peu soucieux de critiquer celui dont il fut « à la fois le fils spirituel et le souffredouleur ».

Les mœurs de François Dalle sont fulgurantes. Elevé dans la certitude qu'une femme ne saurait sous aucun prétexte se teindre les cheveux ou s'armer d'un bâton de rouge à lèvres, le voilà soudain promu industriel du shampooing et de la coloration. Alors que rien ne semblait devoir le conduire à la grande parfumerie, il devient l'apôtre de l'hygiène (ah ! les petits berlingots de Dap qui encourageaient à se laver les cheveux), l'artisan de la beauté des femmes, dont il comprend si bien l'aveuglement pour les rides, le roi de la laque, depuis qu'elle ne mettrait plus de chapeaux. Juriste de formation, il dirige maintenant les équipes de chercheurs recrutées par L'Oréal.

Avec quelques décennies d'avance sur le monde industriel, il privilégie parfois les littéraires en leur confiant de hautes responsabilités. Et son plaisir sera toujours de bousculer les idées reçues du patronat, dont il aimerait « secouer les paillettes de fleurs ». Ainsi lance-t-il avec revirement à ses pairs, au moment de l'élection de François Cyrac à la tête du CNPF : « Vous croyez que vous avez un statut. Vous n'avez qu'une fonction ! » Souvent perçu par ses homologues comme un « vendeur de savonnettes », il pousse l'essor des biens de consommation à un moment où l'industrie se conjugue avec sidérurgie et grands contrats. De l'entreprise qui employait 150

personnes quand il y est entré, il a fait le numéro 1 mondial des cosmétiques : 30,4 milliards de francs de chiffre d'affaires et 30 000 salariés. Amoureux des produits et passionné par la recherche, il visite aussi régulièrement les usines. Certains prétendent qu'il fut déstabilisé par mai 68, ce qu'il conteste.

Une brève escapade en politique

En revanche, on se souvient dans le groupe qu'il n'hésita pas, au beau milieu des événements, à envoyer un directeur chercher la paye des « papiers » à la banque : « 5 millions de francs en liquide. Aujourd'hui, les représentants syndicaux semblent témoins à l'idée de parler de ce père qu'ils n'ont jamais vu de près. Car ce patron incontesté et inimitable est aussi l'un des rares à avoir choisi un successeur, auquel il a laissé la place. Il valait mieux partir : « J'étais devenu prisonnier d'une maison que j'avais construite », commente-t-il. En garde-t-il une quelconque nostalgie ? « Je ne suis pas là pour toutes les moissons, mais je ne suis pas jaloux des succès de Lindsay Owen-Jones », répond-il sans que l'on parvienne tout à fait à le croire, à propos du jeune et brillant manager qui s'est installé dans le bureau présidentiel. Mais il reconnaît que « cela o-

Un « corbeau » condamné par la cour d'assises de l'Ain

Les mots qui tuent

La cour d'assises de l'Ain a condamné, mardi 19 novembre à Bourg-en-Bresse, Patrick Chambon à douze ans de réclusion pour le meurtre de sa compagne, Sylvie Dalmonte, tuée, le 4 novembre 1987, à Saint-Maurice-de-Beynost (Ain), d'un coup de revolver à bout touchant. Evelyne Poudevigne, auteur de plusieurs lettres anonymes colportées dans la région, a été condamnée à la peine maximale, de deux ans de prison. L'un et l'autre comparaissent libres.

BOURG-EN-BRESSE

de notre envoyé spécial

« Ce venin noir qui charge l'ail souffrant de la chienne brette... » Il y a eu de cette noirceur rimbalde dans le regard que filèrent les paupières laesées d'Evelyne Poudevigne. Du désespoir aussi, de la vacuité surtout. Inattaquable bloc de frustrations, monument d'intorsion. Son usage de la plume trempée dans le fiel l'empêcherait-il de s'exprimer autrement ?

Malgré les invites pressantes du président, celle qui est accusée d'avoir envoyé, en 1987, une

demi-douzaine de lettres anonymes dévastatrices à Patrick Chambon et à sa compagne, Sylvie Dalmonte, ne s'obstine pas. Y compris la plus évidente, succasivement anodine par trois excentriques graphologiques n'ayant pas leur pareil pour comparer la courbe des c dans le mot « cœur », commentant l'innocence d'un p dans le mot « péché » — les deux termes les plus usités dans une œuvre épistolaire d'une navrante hargne primaire, — débuisant un accent trop aigu ou décryptant les peines de « cœur », o, e dans l'n. Pour conclure, ici, à « l'exercice d'un même scripteur » à travers une vingtaine de missives.

Avant de s'en prendre au couple Patrick-Sylvie — par simple jalousie, sans doute, envers cette camarade d'usine qui « aimait mal Patrick », — Evelyne avait en effet exercé ses talents de prosatrice clandestine contre son ex-ami, l'épouse et le frère du celui-ci, un ex-beau-frère, la femme d'un ami et une autre collègue de travail. Variant les genres, et quitte à se trahir par des expressions familières ou quelques grief obsessionnels — plusieurs semaines avant le drame, Chambon l'avait ainsi démasquée et était venu « l'intimider » avec un revolver, — la peu honorable correspondante s'était également livrée à la menace téléphonique ou à l'expédition d'un faux faire-part de décès, allant jusqu'à s'adresser à

elle-même une lettre malveillante sans doute destinée à brouiller les pistes...

« Je maintiens que ce n'est pas moi... » comme si chaque mot lui brûlait les lèvres, Evelyne Poudevigne en prononce le moins possible. L'évocation même du délit, jugé ici, exceptionnellement, par une juridiction criminelle, lui semble insupportable. Et, pour revenir sur de précédents aveux détaillés, elle n'hésite pas à soutenir : « Devant les gendarmes, j'ai signé sans relâche ! » Un comble pour quelqu'un qui aurait plutôt tendance à relire sans signer. Nulle trace de fantaisie ou de malice, pourtant, chez cette jeune femme de trente-cinq ans au visage morne, qu'on a du mal à imaginer dévorée par des haines inexplicables, de sourdes rancœurs, une passion incandescente.

Epouse volage

Elle s'efforce plutôt sur un versant pervers, ce qui pourrait d'ailleurs expliquer « la négation de ses actes », induisant une sorte de « persévérance », ont avancé, à son sujet, les experts-psychiatres qui estiment que son éducation la « vouait à l'anonymat ». Elevée par ses grands-parents puis par son père, après le décès de sa mère, lorsqu'elle avait quatorze ans, Evelyne est une acolérité normale. On sait

encore d'alla qu'alla fut une épouse volage mais une employée de maison à travail- luse, souriante, discrète, puis une ouvrière sans histoires et une mère, de deux garçons, presque sans reproche. Villespées par ses deux balles-mères successives. « C'est un avertissement », n'appartient que le verdict, à la barre, — l'accusée restera globalement une énigme. Juequa dans son dernier rêve : conduire un poids lourd.

Le jury, qui aurait sans doute préféré comprendre, a refusé à Evelyne les circonstances atténuantes qu'il a accordées à Patrick Chambon, mieux identifiable. On sait qu'il aime la moto, les arts martiaux, les armes de collection et le dressage des gros chiens. Ce robuste mais pâle ouvrier polyvalent, impulsif, très possessif et violent, doublé d'un espart-pompier volontaire, « dévoué et efficace », a pu celle qu'il prétendait aimer mieux qu'il, cruyait-il, s'éloigner de lui. Un « drame de la jalousie » créé de toutes pièces par quelques torchons de papier ? Plusieurs années auparavant, Chambon n'avait eu besoin ni de lettres ni de motif sérieux pour tirer sur son beau-père avec un pistolet d'alarme. Mais cette fois, dira sa mère, c'est sûr, c'est le corbeau qui les a tous détruits...

ROBERT BELLERET

EDUCATION • CAMPUS

Sauve qui peut les profs...

I. - Le malaise

Amoureux de leur métier et malheureux de leur sort, partagés entre l'enthousiasme et l'amertume, passionnés et grincheux : les enseignants se sentent mal élimés, incompris, dévalorisés. Rendus responsables de mille maux, comme le chômage ou les banlieues en déshérence, bousculés par d'incessantes réformes, submergés par le vague grossissant des élèves, ils se retrouvent privés de repères sur leur mission, leur statut, leur identité. C'est pourquoi nous consacrons à ce malaise une série d'enquêtes et de reportages qui sera publiée au fil des prochaines semaines dans les pages « Education-Campus ».

FICHU métier. Mais si c'était à refaire... Ainsi vont les enseignants. Sur leur métier, leurs élèves, et l'évolution alchimique qui se noue dans la classe, ils se montrent souvent enthousiastes, presque totalisables. Evoquez, par exemple, le statut, le salaire, le poids de l'administration, les parents d'élèves et l'échec scolaire, alors rien ne va plus. Amertume, désarroi, inquiétude : la plupart des enseignants d'ont pas de mots assez durs pour dénoncer la médiocrité de leur condition sociale, l'indigence de leur salaire, le mépris dans lequel les tient l'administration de l'éducation nationale, la somme des mouscues frustrations et des grandes frustrations qui rythment leur quotidien de « profs » (1).

Les parents, la hiérarchie, le ministère

« Un enseignant, c'est une espèce de sucre lent, expliquait récemment Patrick Grainville, romancier-professeur au lycée de Sartrouville (Yvelines) devant un parterre d'inspecteurs généraux. Comme enseignant de français, le professeur, je sème, je nourris mes élèves. C'est cela mon plaisir. Ensuite, vague le navire, j'allais dire la galère. Mais sur l'aspect politique et social de l'école, en revanche, je me sens infirme. J'ai des doutes, je nage, je culpabilise. Alors, faute de comprendre le système général, je suis ramené à mon enseignement dont je fais avant tout une affaire personnelle ».

Le sondage effectué par la SOFRES pour le ministère de l'éducation nationale (voir encadré) illustre parfaitement cette double expérience des professeurs. Indivi-

duellement, ils sont le plus souvent satisfaits de leur sort, et les deux tiers recommanderaient si c'était à refaire. Ils sont heureux quand ils peuvent « tirer un élève et le sortir d'affaire ». Ils « assurent », aiment leur métier, leurs élèves et jugent même ces derniers plus mûrs qu'il y a dix ans.

Collectivement, en revanche, ils gémissent. Ils se sentent mal aimés, désignés comme boucs émissaires, perpétuellement mis à ou, pris dans un réseau de contradictions insurmontables, dépossédés d'un univers professionnel - l'école, le savoir, les apprentissages - dont ils étaient jusque-là les seuls maîtres. Alors les profs accumulent les griefs vis-à-vis des parents, de la hiérarchie, du ministère.

« Nous ne sommes ni des saints ni des héros, résume une enseignante de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis). C'est au moment où les structures de l'école vacillent, tirent à hue et à dia, qu'elle devient paradoxalement le lieu de tous les espoirs pour les familles. Face à cela, nous les profs, nous ne sommes plus sûrs de rien. » Les missions de l'école, la culpabilité d'avoir à trahir les élèves, le vacarme des réformes enfin, qui se succèdent et passent, quand eux restent à leur poste : pour la majorité des profs, tout cela reste flou, incertain, douloureux.

Leur image sociale est une source d'amertume plus forte encore. « Prof, c'est un métier qui réclame d'avoir le pêche, affirme une enseignante d'un collège d'Orly (Val-de-Marne). C'est un investissement, une tension constante. Je suis écartée quand j'entends dire en permanence que les profs se la coulent douce. » Mais qui le dit ? Deux enquêtes successives ont montré en 1988 puis en septembre 1991 (2) que les Français, au contraire, étaient dans leur immense majorité (81 %), satisfaits de leur école et qu'ils faisaient confiance aux maîtres. Alors que les enseignants sont une minorité (43 %) à estimer que le système se porte plutôt bien. Et ils ne sont que 6 % à conseiller à leurs enfants de devenir professeurs à leur tour.

La crise du recrutement les touche, les blesse. Ils l'invoquent fréquemment comme preuve parmi d'autres de la baisse « immense », « totale », « insurmontable » de leur prestige social, mais ils ne sont finalement l'ivoire des meilleurs agents, ou moins après de leurs propres enfants, voire de leurs élèves. « Qui renvoie, sinon les profs eux-mêmes, l'image d'un milieu professionnel frileux, orbé sur des principes, des prérogatives intouchables, s'exclame un agrégé de sciences économiques du lycée Turgot, à Paris. Il y a une

attitude de façade : pas touche à ma discipline, à mon statut, à mes horaires. Mais les mêmes travaillent autrement dans leur classe, ils allègent les programmes, ils soutiennent les élèves et travaillent sans compter leur temps. »

Tout le monde est certifié

Le sentiment d'avoir perdu leur magistère traditionnel est d'autant plus aigu que d'autres repères très forts s'estompent. L'augmentation considérable du nombre des enseignants, en accélérant l'unification

certifiée, commente une enseignante entrée par la petite porte dans l'éducation nationale : surveillante puis maître auxiliaire, puis PEGC, « versée » récemment dans le corps des certifiés. Les certifiés étaient en effet moins de trente mille à l'aube des années 60, ils sont près de cent mille aujourd'hui. Du coup, les clivages se déplacent : même si les agrégés restent une caste enviable, la vraie frontière entre « collègues » est moins aujourd'hui à l'intérieur du lycée ou du collège qu'entre profs du technique et profs d'enseignement général.

agents des collèges sont habitués depuis quinze ans à accueillir tous les élèves. Dans la plupart des collèges où se conjuguent difficultés sociales et échec scolaire, la solidarité, le travail en équipe et les heures supplémentaires sont, de toute façon, une question de survie pour les élèves comme pour les professeurs.

Néanmoins, l'ouverture massive des portes du lycée et la quasi-suppression du palier de fin de cinquième ont accru récemment difficultés et désarroi. La grogne est forte en particulier contre les nouvelles procédures d'orientation qui renforcent le pouvoir des chefs d'établissement et des familles. La plupart des enseignants vivent les nouvelles dispositions comme un renouveau supplémentaire, une nouvelle rupture de contrat. Il en va, à les écouter, de leur crédibilité, du sérieux de leur travail et, bien sûr, de leur pouvoir au sein d'une institution qu'ils veulent continuer d'incarner.

On ne sert plus à rien

Les syndicats de tous bords l'ont bien compris, qui ont promptement enfourché ce cheval de bataille en dénonçant dans un même élan, en juin dernier, sur fond de crise des banlieues, la politique volontariste du ministère et de certains recteurs, la limitation des redoublements et la montée de la violence dans certains établissements. « On a l'impression qu'on ne sert plus à rien dans les conseils de classe », explique un professeur de collège où les taux de passage en seconde sont passés, en deux ans, de 38 % à 60 %. Et il interroge, approuvé par ses collègues : « Combien d'élèves se casseront la figure ? Combien sont envoyés au casse-pipe au lycée ? »

Cette inquiétude est massive, unanime, spontanément évoquée par tous les enseignants de collège. Et l'enjeu dépasse d'ailleurs largement, pour certains, le débat sur l'allongement des études. « Si l'on ne peut plus trier, éliminer les élèves, dit crûment un enseignant de Vaux-en-Velin (Rhône), quel modèle de réussite donne-t-on aux adolescents ? Le passage à l'ancienne ? Pourquoi ne pas dire que dans certains collèges le redoublement a aussi une fonction de rappel de loi, des limites à ne pas franchir ? »

La revalorisation, notamment financière, entamée en 1988, devait « regonfler » le corps enseignant, atténuer son divorce - réel ou supposé - avec la société. Trois ans plus tard, il semble bien que le rendez-vous ait été manqué. Le milieu, en un tour de main, a absorbé et digéré un « plus » financier vécu par tous comme un rai-

QUAND JE PENSE QU'ON SE DONNE TOUT CE MAL POUR DE FUTURS PARENTS D'ÉLÈVES !



PESIN

des statuts, a fait voler en éclats les idéologies professionnelles.

Certifiés et agrégés représentent aujourd'hui trois enseignants sur quatre au lycée, un sur trois au collège, où le même des PEGC est encore important bien qu'en voie d'extinction.

Les enseignants du secondaire étaient 7 000 en 1930, ils sont 350 000 aujourd'hui, avec peu ou prou la même formation et le même niveau d'études. Les concours de recrutement, très sélectifs et prestigieux au moment où la plupart des enseignants en poste s'y sont affrontés, sont aujourd'hui largement ouverts, au moins en ce qui concerne le CAPES. Trop largement même, suggèrent bien des enseignants.

Traditionnellement atonisé en de multiples catégories et sous-catégories, chaque diplôme conférant grade, statut, salaire et horaire, le milieu enseignant s'agit sous l'effet du nombre. L'instauration de la voie interne pour l'accès aux concours du CAPES et de l'agrégation - ferocement combattue par la Société des agrégés - a fait partiellement sauter le verrou du concours.

« Tout le monde aujourd'hui est

Reste le syndicat comme ultime rempart pour la défense du statut. C'est un garde-fou rassurant qui rappelle inlassablement les limites à ne pas franchir, les « acquis » à préserver. « Mais les rôles ne sont pas figés, fait remarquer un principal de la région parisienne. L'évolution du métier, dans un collège difficile comme le mien, c'est devenu une évidence. Le plus actif pédagogue de l'établissement, c'est le délégué du SINES. Il y a les discours, les positions de principe et puis il y a l'effet d'entraînement du terrain. »

Les enseignants « se plaignent volontiers de l'interventionnisme autoritaire » de leur chef d'établissement ou de « leur repli frileux et irresponsable », écrit le sociologue François Dubet (3), « comme si l'administration ne trouvait jamais la bonne distance ». À écouter les enseignants, particulièrement ceux des collèges, l'ajustement est au moins aussi délicat avec les parents d'élèves.

Contrairement à leurs collègues des lycées qui découvrent une situation nouvelle, un public d'élèves moins homogène, plus rétif à la culture scolaire, les ensei-

gnants des collèges sont habitués depuis quinze ans à accueillir tous les élèves. Dans la plupart des collèges où se conjuguent difficultés sociales et échec scolaire, la solidarité, le travail en équipe et les heures supplémentaires sont, de toute façon, une question de survie pour les élèves comme pour les professeurs.

Néanmoins, l'ouverture massive des portes du lycée et la quasi-suppression du palier de fin de cinquième ont accru récemment difficultés et désarroi. La grogne est forte en particulier contre les nouvelles procédures d'orientation qui renforcent le pouvoir des chefs d'établissement et des familles. La plupart des enseignants vivent les nouvelles dispositions comme un renouveau supplémentaire, une nouvelle rupture de contrat. Il en va, à les écouter, de leur crédibilité, du sérieux de leur travail et, bien sûr, de leur pouvoir au sein d'une institution qu'ils veulent continuer d'incarner.

CHRISTINE GARIN

(1) La violence de l'abandon du courrier des lecteurs-enseignants du Monde est souvent stupéfiante.
(2) Voir le sondage CSA-Idf 11 : la Ligue de l'enseignement, décembre 1988 ainsi que le sondage SOFRES réalisé en septembre 1991 par le ministère de l'éducation nationale.
(3) Les Lycées, de François Dubet, Le Seuil, 1991.

818 600

Toutes catégories confondues, les enseignants des établissements publics sont aujourd'hui 730 600, dont les deux tiers sont des titulaires et 61 % sont des femmes. S'y ajoutent 88 000 enseignants du privé sous contrat.

Dans l'enseignement public, les 298 128 instituteurs, dont les trois quarts sont des femmes, représentent 41 % de l'ensemble. Dans la secondaire (collèges et lycées), on compte 351 000 enseignants, parmi lesquels 35 % sont certifiés, c'est-à-dire titulaires du CAPES ou du CAPET (enseignement technique), 19 % PEGC (professeurs d'enseignement général de collèges, parmi lesquels beaucoup d'anciens instituteurs), 15 % professeurs du technique, 11 % adjoints d'enseignement et 7 % agrégés.

Depuis trente ans, les différents corps d'enseignants n'ont pas suivi les mêmes évolutions. Les certifiés sont aujourd'hui quatre fois plus nombreux qu'au début des années 60, tandis que les agrégés sont seulement deux fois plus nombreux. Le nombre des PEGC, en forte augmentation jusqu'en 1977, où ils étaient 80 000, décroît fortement depuis 1985, date de l'arrêt du recrutement dans ce corps. Quant aux instituteurs, rebaptisés récemment professeurs des écoles, leur nombre s'est stabilisé depuis le début des années 1980.

La semaine prochaine :

II. - Les bizuts

L'amour du métier

DES classes plus hétérogènes, des élèves plus réticents, des parents d'élèves plus exigeants : le « métier de prof », depuis dix ans, est devenu plus difficile. C'est ce qui ressort d'un sondage réalisé par la SOFRES pour le ministère de l'éducation nationale en avril 1991 (1) dont les résultats détaillés n'ont pas encore été rendus publics.

Les enseignants du secondaire sont particulièrement sensibles à l'évolution du public scolaire : 72 % des enseignants de collège et 81 % de ceux de lycée considèrent, en effet, que l'hétérogénéité des classes a accru, depuis dix ans, les difficultés du métier.

La complainte sur la fameuse « baisse du niveau » apparaît généralement comme le corollaire de cette ouverture latérale et massive de l'accès aux études secondaires. Pourtant, toutes catégories confondues, les enseignants interrogés ne sont que 29 % à estimer que le niveau de connaissance de leurs élèves a reculé depuis dix ans et 36 % à juger, au contraire, qu'il a progressé.

Cette tendance - légère - à l'optimisme dissimule néanmoins des opinions très divergentes selon la fonction exercée. Les instituteurs sont, et de loin, les plus indulgents : pour la moitié d'entre

eux, le niveau de connaissance de leurs élèves a progressé depuis dix ans. Les enseignants des lycées et collèges sont plus méfiants. Un quart seulement sont d'accord pour dire que le niveau de connaissance de leurs élèves a progressé, cette proportion tombe à 18 % si l'on considère les seuls professeurs agrégés et à 10 % chez les enseignants travaillant dans un lycée professionnel.

Pas moins savants qu'il y a dix ans, plus mûrs mais ayant, en revanche, d'énormes difficultés en français : c'est ainsi qu'apparaissent les élèves du secondaire à leurs professeurs. Les compétences en expression écrite et orale seraient en chute libre : c'est l'avis, en tout cas, de 53 % des enseignants de collège, de 66 % de ceux de lycée et de 75 % des enseignants de lycée professionnel.

Malgré ces difficultés croissantes, les enseignants aiment leur métier et plus encore qu'il y a dix ans. Ils sont 80 % à s'estimer satisfaits ou très satisfaits d'exercer cette fonction (ils n'étaient que 72 % dans ce cas en juin 1980 (2)). Et cet indice de satisfaction varie peu d'une catégorie d'enseignants à l'autre.

Pourquoi choisit-on d'exercer ce métier ? D'abord, parce qu'il permet d'être en contact avec

les jeunes » (60 %), ensuite, par « vocation » ou simple « attirance » pour la fonction enseignante (52 %), enfin, pour l'autonomie que procure ce travail (41 %). Les enseignants qui mettent en avant le souplesse des horaires, les fameuses vacances et la garantie de l'emploi sont minoritaires (respectivement 21 %, 20 % et 15 % des réponses).

Le salaire, enfin, n'a été cité que pour... 1 % des enseignants interrogés.

Manque de reconnaissance

Les enseignants aiment leur métier, mais, quels que soient leur grade, leur âge, leur statut ou leur appartenance syndicale, ils ne se sentent pas reconnus. Leur salaire, bien sûr, insuffisant pour 86 % d'entre eux, mais surtout la « place qui leur est faite dans la société » (83 % de mécontentes) sont sources d'insatisfaction et de malaise.

Reste que, si c'était à refaire, et bien que la majorité (83 %) juge que les conditions de travail sont mauvaises, deux enseignants sur trois recommanderaient sans hésiter. Je me sens « très à l'aise » ou « plutôt bien » avec mes élèves, affirment le quasi-totalité d'entre eux (92 %), tandis qu'ils ne sont que 8 % à estimer qu'ils

sont du mal » et qu'aucun n'évoque avoir « de gros problèmes » avec les élèves. L'immense majorité déclare d'ailleurs n'avoir jamais de problèmes avec la drogue et la violence, plus d'un sur deux n'a jamais de problèmes de discipline.

Ce pourrait assez servir renvoyer finalement des enseignants une image plutôt positive. Au vu de ce sondage, ils semblent moins perdus, moins malheureux qu'on n'imagine ou qu'ils ne voudraient, parfois, le faire croire. Le jugement global qu'ils portent sur le système éducatif est loin d'être négatif, puisque, pour 43 % des enseignants interrogés, l'enseignement en France se porte plutôt bien. Les optimistes ne sont pas, bien sûr, encore majoritaires. Mais, en juin 1980, les enseignants n'étaient que 29 % à juger globalement positif l'état de santé du système éducatif.

Ch. G.

(1) Le métier d'enseignant : sondage effectué en avril 1991 sur un panel de 809 personnes représentatives de l'ensemble des personnels enseignants, membres du panel des enseignants de la SOFRES (non publié).
(2) Certaines questions avaient déjà été posées en juin 1980 lors d'une précédente enquête ministérielle de la SOFRES.

Les clefs du savoir

Tous les aspects de la politique et de l'économie : modes de gouvernement, institutions, relations internationales, idées politiques, syndicats et groupes de pression, police, environnement, collectivités locales, fiscalité, économie internationale...

Collection dirigée par Dominique Chénouard, Professeur à l'Institut d'études politiques de Lyon et Yves Mény, Professeur à l'Institut d'études politiques de Paris.

Volumes de 160 pages. Prix unique : 60 F

Le système politique français
Yves Mény

Montchrestien
2 rue Valenciennes
93014 Paris
Tél : (01) 43 33 01 47
Télécopie : (01) 43 36 07 42

كلنا من لاند

هكذا في الفصل

EDUCATION • CAMPUS

SOURCES

Marasme des musées

Le sort réservé aux rapports officiels est édifiant. Certains arrivant avant l'heure et sont rapidement versés au chapitre des utopies sans lendemain. D'autres après l'heure et sont rangés au magasin des accessoires. Certains confortant l'édifice des responsabilités politiques. D'autres brouillant un peu les pistes. Le rapport réalisé à la demande du ministre de l'éducation par M^{re} Françoise Héritier-Augué sur « Les musées de l'éducation nationale » réussit la prouesse de réunir toutes ces qualités.

S'il est une chose en effet que l'on ne peut reprocher à l'auteur, ethnologue et professeur au Collège de France, c'est de faire preuve de complaisance. Au terme d'une mission qui l'a conduite à arpenter de fond en comble les quatre grands établissements dépendant de l'éducation nationale (Palais de la découverte, Musée national des techniques du CNAM, Muséum national d'histoire naturelle et Musée de l'Homme) et quelques-uns des 187 musées d'histoire naturelle répartis en province et placés sous la tutelle du Muséum, le bilan est extrêmement sombre.

M^{re} Héritier-Augué n'a pas de mots assez sévères pour qualifier « l'état d'abandon, l'état de sinistre » dans lequel, depuis des décennies, le ministère de tutelle a laissé ces établissements. Pénurie et délabrement des locaux sont le symptôme le plus visible et le plus désolant. Le manque de personnel qualifié est aussi éloquent : « Aucun des musées que nous avons visités ne « tourne » avec un personnel suffisant, que ce soit en nombre ou en qualification. » Le nombre de missions indispensables qui ne peuvent être correctement assurées dans ces établissements laisse rêver : restauration et entretien des collections, renouvellement et présentation des objets, accompagnement pédagogique de pointe et la recherche. A quoi s'ajoute un inextricable enchevêtrement de statuts de personnels hétéroclites, à la limite de la cancanerie.

Le tout sur fond de budgets « dérisoires ». Ainsi la Musée nationale des techniques dispose d'un budget de fonctionnement environ cent fois inférieur à celui de la Cité des sciences et de l'industrie de La Villette. Une telle différence de traitement, estime M^{re} Héritier-Augué, est « socialement injustifiée, culturellement dommageable, et donc politiquement infondée ».

D'autant que, malgré cette situation affligeante, les musées de l'éducation nationale attirent, bon an mal an, quelque huit millions de visiteurs — dont un tiers

de scolaires — et répondent à un intérêt croissant de tous les publics et des jeunes en particulier pour toutes les questions liées à leur environnement naturel, humain et technologique. Or, malgré la vétusté des locaux et des conditions de présentation, ces établissements recèlent « d'immenses trésors » et des collections d'une richesse souvent unique en France.

Constat obsolète, diront certains, tant il est vrai que depuis deux ans le gouvernement — sous la houlette du président de la République — s'est engagé dans une réelle politique de réhabilitation. La restauration de la grande galerie du Muséum d'histoire naturelle devrait être achevée en 1993 (pour un budget de 500 millions de francs). De même la Musée nationale des techniques devrait bénéficier d'une sérieuse remise à flot et d'une extension en banlieue parisienne (250 millions de francs au total). D'autres projets concernent le Musée de l'Homme et le Palais de la découverte (le Monde du 26 avril 1991).

Entre la recherche et la pédagogie

Si ces initiatives récentes redonnent « espoir » à l'avenir du rapport, elles n'enlèvent rien à l'intérêt de bon nombre de recommandations. Ainsi la création d'agences régionales de concertation chargées de redynamiser et de coordonner les musées installés en province. Ainsi la nécessité d'un « dépoussiérage et d'égouttage », voire de fermer pour les réorganiser, certains de ces « anti-musées » qui risquent de décourager bien des curiosités plutôt que de les stimuler. Ainsi encore de la suggestion de couper en réseau « les musées de l'éducation nationale pour renforcer les échanges et les moyens ».

Au-delà de ces propositions concrètes enfin, le rapport développe un plaidoyer convaincant en faveur de la mission pédagogique de ces musées qui devraient constituer « un élément essentiel du système éducatif ». « Faire voir, mais aussi faire savoir », montrer mais aussi expliquer, apprendre à raisonner, faire comprendre, notamment aux jeunes, les contradictions des recherches, tout comme l'histoire des sciences et des techniques : autant de traits originaux qui devraient être à la base d'une véritable modernisation de ces établissements et de leur muséographie. Le risque est grand, rappelle-t-elle à demi-mots M^{re} Héritier-Augué, que tout cela soit occulté par de prestigieuses opérations architecturales.

GÉRARD COURTOIS

► Les Musées de l'éducation nationale. La Documentation française, 176 p., 115 F.

Après la publication du projet de réforme des collèges... pour comprendre et agir
ESF éditeur propose les livres clés

- Pédagogie différenciée, "groupe de besoin"...
- "L'école, mode d'emploi"
- "Apprendre, oui... mais comment"
- "Enseigner, scénario pour un métier nouveau"
- "Le choix d'éduquer"

... quatre ouvrages de Philippe MEIRIEU

- "Mini-collèges", suivi des élèves...
 - "Innové pour réussir"
- ... un ouvrage coordonné par Charles HADJI sur le collège expérimental de la Villeneuve à Grenoble.

- Référentiels, évaluation...
 - "Construire la formation"
- ... un ouvrage coordonné par Pierre GILLET et rédigé par les formateurs du CEPEC.

- Apprentissage au travail personnel...
- "Développer la capacité d'apprendre"

... Un ouvrage-outil de Jean BERBAUM

Collection "Pédagogies"
Les livres qui font l'actualité éducative
Disponibles chez votre libraire

L'école à la petite semaine

Deux mois après leur entrée en vigueur, les nouveaux rythmes hebdomadaires ne font pas l'unanimité dans le Rhône

LYON

de notre bureau régional

EST-CE à cause de son nom, qui semble faire écho à la « semaine des quatre jeudis » ? Deux mois et demi après son installation en fanfare dans plus de la moitié des écoles élémentaires du Rhône, la semaine scolaire de quatre jours fait de nouveaux adeptes. Sur les traces de Lyon et des 112 communes qui ont déjà opté pour cette formule, c'est Villeurbanne, à son tour, qui se penche sur la modification des rythmes hebdomadaires. Dans cette agglomération de 120 000 habitants, qui était restée à l'écart du grand chambardement de la rentrée, c'est par un vote que les parents d'élèves ont proclamé leurs préférences. Jeudi 14 novembre, après des semaines de débats et de consultations, plus de la moitié d'entre eux se sont prononcés en faveur d'un allègement de la semaine scolaire.

Les conseils d'école devront se prononcer dès le 7 décembre, puis donner leur avis sur la date d'application de cette mini-révolution. Car dans leur enthousiasme, près d'un quart des votants souhaiteraient sauter le pas dès le début de l'année prochaine. Fut-ce au prix d'un raccourcissement des vacances scolaires : toute médaille ayant son revers, la nouvelle formule ne peut libérer les mercredis et les samedis qu'en mordant assez sensiblement sur les congés (1).

Solution de facilité

Mais qu'importe ce léger nuage, pour ceux qui rêvent de ne plus se lever des potrons-minet le samedi. Ailleurs, dans les communes qui ont opté pour les quatre jours dès la rentrée, les sorties d'écoles fournissent de parents ravis. Ils évoquent les longs week-ends passés avec leurs enfants, l'impression d'avoir « retrouvé une vie de famille », la joie de voir leurs petits se reposer. Satisfaction aussi du côté des autorités catholiques, pour qui la nouvelle organisation règle l'épineux problème de la catéchèse, à un coût pris : « Cette formule accourt la civilisation des loisirs », explique Vincent Feroldi, directeur du service diocésain de catéchèse de Lyon. Les familles parent plus volontiers en week-end, au détriment des célébrations du dimanche.

Les enseignants, pour leur part, sont nombreux à se réjouir de cette

innovation qui les ramène à une vie plus ordinaire. « Personne ne travaille le samedi, hormis les enseignants et les commerçants », explique ainsi une institutrice : nous avons l'impression d'être marginalisés. » La semaine de quatre jours leur permet aussi de se sentir « plus détendus, plus calmes en classe » et, disent certains, d'affronter des hémisphères plus attentifs.

Une fois apaisées les premières frayeurs de ceux qui craignaient de « ne pas avoir le temps de tout faire », ce rythme de croisière les satisfait souvent. Le resserrement du temps scolaire aurait enfin l'avantage de couper court à une

s'est dessinée entre la mi-juin et le début juillet, à la grande frustration des conseils d'école. Les bonnes intentions de la ville de Lyon, qui a organisé une conférence d'information sur les rythmes scolaires à la mi-novembre, semblent arriver un peu tard. Et l'audit commandé par la municipalité à un professeur de physiologie pourrait mettre en lumière bon nombre de critiques. Celles, notamment, qui dénoncent une décision prise en fonction d'intérêts catégoriels, étrangers au bien-être des enfants. « C'est la solution de facilité », commente ainsi M. Francis Allard, responsable pour le Rhône de la Fédération des

ment, eux aussi, que le nouveau rythme ne sera pas forcément de tout repos pour leurs élèves. « La durée des vacances n'est pas modifiée au premier trimestre », constate M^{re} Elizabeth Claudy, directrice de l'école catholique du centre, à Saint-Foy-Lyon. Mais ensuite, les enfants n'auront que deux semaines de congé entre le 1^{er} janvier et le 10 juillet, ce qui est extrêmement peu.

Le troisième trimestre, traditionnellement difficile, risque donc de devenir une épreuve de force. Sans oublier que des formes nouvelles d'absentéisme peuvent faire leur apparition. « Les parents qui ont des enfants inscrits dans des cycles différents, avec des dates de vacances dissimilaires, seront tentés, par commodité, d'aligner les congés des petits sur ceux des plus grands », explique M^{re} Maryvonne Chapel, elle aussi directrice d'école élémentaire.

La disparition d'une matinée de classe est un autre travers du système. Bien des instituteurs estiment en effet que le meilleur travail s'effectue dans la première partie de la journée. Or la matinée supprimée du samedi permettrait de revoir calmement des leçons apprises durant la semaine. « Les enfants travaillent bien ce jour-là, ils étaient attentifs, ils étaient sérieux », souligne M. Gérard Dessertine, directeur du groupe scolaire Michel Serret, dans le premier arrondissement de Lyon.

Responsable d'un établissement situé au cœur d'une zone d'éducation prioritaire (ZEP), où sont inscrits beaucoup d'enfants issus de familles défavorisées, M. Dessertine s'inquiète enfin du sort de ses élèves en dehors de l'école. « Cela leur fait une matinée de plus dans la rue, à traîner leur ennui », observe-t-il, avant d'affirmer que le budget affecté aux activités périscolaires n'a pas été modifié par rapport à l'année précédente.

Dans ce contexte, quel sera l'avenir de la semaine de quatre jours ? Il est difficile d'établir le bilan d'une expérience encore fraîche, mais la tentation de généraliser la formule semble forte. Au risque d'occulter une partie de l'épineux débat sur les rythmes scolaires.

RAPHAËLE RÉROLLE

(1) Les congés d'hiver seront raccourcis de quatre jours, ceux d'avril de trois jours et la fin de l'année scolaire se fera avec deux jours de retard.

Saint-Fons en continu

Les adversaires de la semaine de quatre jours ne manquent pas d'idées. A ceux qui proposent des rythmes alternés (un samedi travaillé sur trois, par exemple), s'ajoutent les tenants de l'expérimentation menée à Saint-Fons depuis une dizaine d'années. Dans cette commune du sud-est lyonnais, les élèves des écoles vont en classe tous les jours, du lundi au vendredi, de 8 h 30 à 12 heures, puis de 13 h 30 à 15 h 30. Seule l'après-midi du mercredi est libérée. Soit en tout vingt-cinq heures de cours par semaine, sans modification des vacances scolaires.

Les instituteurs, de leur côté, doivent consacrer 18 heures par an à la concertation avec les dif-

férents partenaires de l'école élémentaire (parents, animateurs...). Et comme l'aménagement du temps scolaire doit, s'il est bien conçu, tenir compte du temps passé en dehors des salles de classe, les activités telles que le football, le tennis ou l'équitation sont gratuites pour tous de la fin des cours jusqu'à 17 h 30. Résultat : dans cette commune, qui compte plus de 65 % d'étrangers, la fréquentation de la bibliothèque municipale a augmenté et plus de la moitié des jeunes de six à dix-huit ans participent à la vie associative. Le tout pour un coût de 3,5 millions de francs par an, sur les 120 millions que comprend le budget de l'agglomération.

R. R.

forme bien connue d'absentéisme. « Les enfants manquent moins », affirme une maîtresse. Avant, les parents prenaient des libertés avec le samedi matin, et je le supportais mal, car cela perturbait la classe.

Ce concert de louanges ne vient cependant pas à étouffer les voix de ceux qui dénoncent le système. Car la semaine restreinte ne fait pas l'unanimité, loin de là. Elle inquiète même beaucoup, à commencer par les associations de parents d'élèves et les syndicats d'enseignants, qui n'ont toujours pas digéré le caractère expérimental des décisions prises par les municipalités. Il est vrai que les modifications dans l'ordonnancement de la semaine scolaire ont été mises en place au grand galop. « A la hussarde » murmurent d'aucuns. Tout

conseils de parents d'élèves de l'enseignement public (FCPE). Cela permet aux collectivités locales de ne pas remettre en cause leur fonctionnement dans le domaine de la petite enfance, aux parents de partir en week-end et à des instituteurs en difficulté de passer une demi-journée de moins dans les classes.

Des journées trop longues

Rejoint par les responsables du Syndicat national des instituteurs (SNI) et par certains enseignants, M. Allard déplore surtout que ce débat en masque un autre, beaucoup plus important à ses yeux : la durée de la journée scolaire, jugée trop longue par beaucoup. Sur le terrain, les directeurs d'écoles esti-

Droits de l'homme en amphithéâtre

Cette discipline cherche à sortir du carcan juridique pour répondre aux enjeux actuels

Au moment où Amnesty International fête son trentième anniversaire et rappelle l'actualité de son combat, les mouvements démocratiques qui s'étendent à l'Est et cherchent leur voie au Sud reprennent la question des droits de l'homme et de leur contenu. Les anciens satellites de l'URSS réfléchissent aux moyens de garantir les libertés conquises. En Afrique, on s'interroge sur leur mise en œuvre. Ainsi, le 8 novembre, réunis pour la première fois lors de la conférence sur la démocratie et le droit au développement à Dakar, les jeunes mouvements africains de défense des droits de l'homme ont suggéré la création de « cours » de formation.

Or l'enseignement apparaît encore mal armé pour aider au développement des droits de l'homme. Traditionnellement cantonné dans le domaine juridique, l'étude des droits de l'homme ne répond pas aux nouvelles interrogations. Comment assurer le passage vers la démocratie après des décennies de régime autoritaire ? Comment garantir la cohésion nationale lorsque le pouvoir central renonce à la dictature ? Comment permettre l'expression de chacun lorsque les relais ne sont pas encore mis en place ? De la même façon, elle ne permet pas aux démocrates de résoudre de nouveaux problèmes dans des domaines aussi divers que l'éthique biomédicale ou celle des affaires.

De cours de droit international public en séminaire de libertés publiques, de dissertation sur la Déclaration universelle en adhésion à la Convention européenne, les droits de l'homme ont fini par paraître réservés aux étudiants en

droit et en sciences politiques. « L'enseignement reste à dominante juridique et a beaucoup de mal à dépasser le cadre étatique », note M. Jean-Bernard Marie, directeur de recherche au CNRS. On étudie comment tel ou tel Etat garantit les libertés publiques, très peu leur internationalisation.

Une approche pluridisciplinaire

Le résultat n'est pas neutre. La défense et la mise en œuvre des droits de l'homme semblent affaire de spécialistes, inaccessible au commun des mortels.

Virage à 180 degrés. « Désormais, l'enseignement des droits de

l'homme repose sur une approche pluridisciplinaire », souligne-t-on volontiers à l'UNESCO. L'organisation internationale soutient le projet de troisième cycle universitaire d'un historien français, M. Marc Agi. Ce diplôme d'études approfondies (DEA) en droits de l'homme et démocratie, qui espère démarrer dès la rentrée prochaine, bouscule les habitudes. Tout d'abord parce qu'il serait ouvert à tous les titulaires du niveau bac + 4, quelles que soient leur discipline d'origine et leur nationalité, pourvu qu'ils puissent suivre un enseignement en langue française. Ensuite, parce qu'il demanderait à plusieurs universités de collaborer. Basé dans un

établissement d'enseignement supérieur (vraisemblablement Paris-1), ce DEA supposerait la circulation des étudiants afin d'assurer l'interdisciplinarité.

« Il n'existe aucune discipline spécifique aux droits de l'homme. L'histoire, le droit mais aussi la médecine, l'archéologie, la biologie ou la théologie sont concernés. Leur développement est lié à cette pluralité. Ainsi, ils s'intègrent à la culture. » La barbe courte et les lunettes cerclées de fer, M. Agi se défend d'être un intellectuel. Auteur d'une thèse sur René Cassin, qu'il a rencontré durant dix années, il se définit comme un homme d'action dont la vie est au service de la justice, certes abstraite, des droits de l'homme.

Fondateur de la Librairie des libertés, qui diffuse durant les années 80 des ouvrages sur les droits de l'homme dans les pays de l'Est, ce membre de la Commission nationale consultative des droits de l'homme sait que son projet est novateur. Seule l'université catholique de Lyon dispense pour l'instant une formation pluridisciplinaire dans le cadre d'un Institut des droits de l'homme. Pour M^{re} Pascale Boucard, qui le dirige, cette singularité est due à la difficulté de faire coopérer différentes universités dans le secteur public.

Mais M. Agi n'est pas homme à se laisser décourager. Il travaille à une encyclopédie des libertés depuis... vingt ans. « J'ai terminé le sommaire. Il me reste dix ans de travail », explique-t-il, les yeux rieurs. Mais si nous sommes dix sur le projet, nous pourrions le terminer en un an.

MICHELLE AULAGNON

Former les maîtres

La Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) a examiné, vendredi 15 novembre, avec le ministre de l'éducation nationale, les moyens de mettre en œuvre un avis de cette commission, placé auprès du premier ministre, sur l'éducation aux droits de l'homme en France. Indiquant que « le respect et la mise en œuvre des droits de l'homme nécessitent, pour que chaque être humain les assume et les défende, une éducation », l'avis de la commission met en exergue un « certain nombre d'obstacles restant à vaincre ».

Déplorant que l'éducation aux droits de l'homme ne soit pas considérée comme une des

fonctions de l'école, la CNCDH demande que ce domaine soit pris en compte lors de la formation initiale et continue des enseignants. Concrètement, la commission souhaite que les instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM) dispensent un savoir « au moins minimum » des textes relatifs aux droits de l'homme. Les missions académiques de formation des personnels de l'éducation nationale (MAFEN) sont invitées de leur côté à organiser des stages de formation continue dans ce domaine. Lors de cette rencontre, les représentants du ministère ont déploré l'usage de termes « sévères dans l'avis, alors que nous cherchons à atteindre les mêmes objectifs ».

EDUCATION • CAMPUS

La mer fait ses classes

En plein développement, les classes de mer veulent renforcer leur image de marque et créer un label de qualité

PONT-L'ABBÉ

de notre envoyé spécial

Le grand Jef, d'un trait de coquillage sur le sable, s'est inventé un tableau. Trente paires d'yeux convergent sur l'animateur au ciré jaune et le petit tas de crustacés au centre du tableau, dont on cherche à distinguer les formes, la texture, les familles. Ici, point d'odeurs de poisson, point de sonnerie. Le vent seul, iodé à s'en battre les poumons, et le ressac, pour ponctuer la classe.

Oubliés les horaires et la routine scolaire. Au centre Rosqueno de Pont-l'Abbé, c'est la météo qui commande. Hier, jour de tempête, les enfants de CM1 ont scruté à la longue-vue l'hypothétique envol des canards migrateurs et des oies du Grand Nord. Aujourd'hui, borborygmes aux pieds et pieds dans l'eau, ils découvrent tout à la fois la mer et l'écran, s'inventant à deux encablures du petit port de Locudy, des pêches miraculeuses et prennent pour le large la rivière de Pont-l'Abbé. Demain, ce sera le manège de la crêpe, le ballet des chalutiers rentant au port, le chant des sirènes, des mouettes et des goélands.

Dans ces conditions, qu'importe le froid sur le thermomètre, l'humidité sur l'hygromètre et la pression sur le baromètre — qu'on observe tous les jours, — on pense aux kungs, ces épaisses crêpes bigoudènes, qu'on savourera en fin d'après-midi, avant la classe, la vraie, celle du tableau noir, des cahiers et des lignes faites pour ne pas oublier, de retour chez soi.

Depuis 1964, date de leur création par un instituteur breton, M. Jacques Kerghoas, les classes de mer n'ont cessé de se multiplier. Trois mille classes environ, soit soixante-quinze

mille enfants, partent ainsi chaque année, la plupart du temps avec l'aide financière des collectivités locales (communes en tête), à la découverte du milieu marin. On compterait actuellement deux bonnes centaines de centres d'hébergement, toutes côtes confondues. Et un projet de classe de découverte sur cinq serait aujourd'hui consacré à la mer, deux fois plus qu'il y a dix ans.

Une émotion, un défi

A l'inverse des classes de neige, qui sont à 85 % le fait des municipalités, les classes de mer demeurent encore le fruit d'une démarche majoritairement enseignante : 80 % des initiatives viennent des instituteurs, qui choisissent eux-mêmes leur point de chute. Contrairement aux classes de neige qui trop souvent dans la pratique se confondent avec de simples classes de ski — poids de la Fédération française de ski oblige, — les classes de mer ne sont pas que des classes de voile, même si dans la pratique elles incluent toutes dans leur programme une activité nautique (voile, canot et plus rarement sentiers sous-marins).

Les artisans des classes de mer insistent bien sur la notion de classes de découverte axée sur le milieu marin, qu'il soit entrevu sous l'angle économique (le pêche), humain (les métiers, les traditions locales), écologique (découverte de la faune et de la flore) ou culturel (découverte du patrimoine). « On ne demande pas aux enfants de connaître le détail du milieu marin, précise M. Kerghoas. Pourvu seulement qu'il y ait une émotion, un défi, et que celui-ci permette à certains élèves de se révéler. »

« Comme toute classe de découverte, explique M. Chevrier, instituteur à Bourg-la

Reine (Hauts-de-Seine) et inconditionnel des classes de mer depuis trois ans, il faut tirer profit d'une rupture. C'est la première séparation d'avec le milieu familial. Les enfants gagnent rapidement en autonomie (habillage, travail), le groupe en cohésion. » Et l'initiative est d'autant plus appréciée qu'elle s'opère dès septembre. De retour en classe, ses élèves de CM2 exploiteront leurs expériences de la mer... et leurs émotions. Lancement d'un journal-souvenir, fabrication d'une maquette de bateau mise en bouteille, exploitation philatélique, approche de la peinture de Gauguin, reprise à Rungis de la chaîne de distribution des produits de la pêche commencée à la criée de Concarneau et qui échoue invariablement sur l'étal du poissonnier. « Pour les enfants, confie M. Chevrier, c'est un investissement sur plusieurs années. »

Une formation mieux adaptée

Convaincu qu'au travers de ces « classes de vie » se jouait une phase-clé de l'apprentissage des élèves du primaire, l'Association de promotion des classes de mer (APCM), parrainée par « Thalassa » et la Fédération des industries nautiques, vient de publier une charte nationale pour l'organisation des classes de mer. Objectif : créer un vaste réseau de centres d'accueil dont les membres s'engageraient à respecter le label de qualité. Si aujourd'hui l'agrément délivré par l'éducation nationale porte sur la conformité des bâtiments et les garanties de sécurité, rien en revanche n'atteste de la qualité des animations dispensées.

L'APCM a donc engagé le fer sur deux terrains : l'harmonisation d'une réglementation vague et souvent contradictoire du fait de la kyrielle d'administrations dont dépendent les classes de

mer (éducation nationale, jeunesse et sport, affaires maritimes...) et dont la mission interministérielle pour la mer s'est déjà saisie. Mais aussi la formation des personnels des centres d'accueil, qui prennent en charge sur place les enfants en collaboration avec les enseignants. L'APCM souhaite conduire systématiquement ces intervenants au niveau du récent brevet d'Etat d'animateur de l'éducation populaire et de la jeunesse (BEATEP), option technique du milieu marin, plus solide (900 heures) et mieux adapté que l'ancêtre brevet d'aptitude à la fonction d'animateur (BAFA).

Les collectivités locales ont déjà emboîté le pas. Le conseil général du Finistère par exemple, premier département d'accueil en France, relayé sur le terrain par l'active association Nautisme en Finistère (NEF), devrait renouveler bientôt son plan triennal de rénovation et de construction des centres d'hébergement (10 millions de francs). En trois ans, celui-ci a permis de doubler les capacités d'accueil et de mettre au point des formations d'animateurs sanctionnées par le BEATEP.

Reste à convaincre cependant, pour parfaire cette louable « défense de la qualité », l'un des principaux intéressés : l'administration centrale de l'éducation nationale, dont l'absence, lors du premier congrès des classes de mer organisé fin octobre à Rochefort, n'est pas passée inaperçue.

JEAN-MICHEL DUMAY

Association pour la promotion des classes de mer, Port de la Bourdonnais, 75007 Paris. Tél. : (1) 45-55-10-49.

REPÈRES

ARTOIS ET LITTORAL. Annoncées depuis plus d'un an, les deux universités nouvelles du Nord-Pas-de-Calais sont enfin formellement créées par deux décrets publiés au Journal officiel du 14 novembre. L'université d'Artois, dont le siège est à Arras, sera multipolaire puisqu'elle regroupera l'institut universitaire de technologie de Béthune, un pôle en sciences humaines, lettres et langues à Arras, des sciences économiques et de la technologie à Béthune, du droit à Douai et des sciences à Lens. L'université du Littoral, dont le siège est à Dunkerque, exercera ses activités sur les sites de Boulogne-sur-Mer, Calais, Dunkerque et Saint-Omer.

Les universités d'Artois et du Littoral sont dotées de statuts provisoires, dérogatoires de la loi de 1984 et prévoyant la mise en place de deux instances de gouvernement : d'une part un conseil d'orientation où les représentants des collectivités locales et des milieux économiques sont majoritaires et d'autre part un conseil d'université dominé par les enseignants et personnels de l'établissement.

FRANCO-ALLEMAND. Lors du sommet franco-allemand qui s'est déroulé à Bonn les 14 et 15 novembre, MM. Jospin et Lafontaine ont examiné la coopération franco-allemande en matière d'éducation. Plusieurs actions nouvelles sont envisagées pour favoriser le développement de l'enseignement du français dans les nouveaux Länder de l'Est (accueil d'enseignants en France, affectation de VSNA sur des postes d'enseignants dans les nouveaux Länder, contribution de la France au développement de l'université européenne de Francfort sur l'Oder, créée par le Land de Brandebourg). En outre, les deux ministres ont envisagé le développement de la coopération entre les responsables d'IUP (instituts universitaires professionnalisés) et de Fachhochschulen ainsi que l'organisa-

tion d'une conférence européenne sur les conditions de vie des étudiants.

IUP. Cela avait été indiqué à l'origine et un peu oublié depuis : les instituts universitaires professionnalisés mis en place cette année e l'instigation du ministère de l'éducation nationale ne seront pas cantonnés dans les formations à bac+4. Ils pourront conduire à deux diplômes : soit au titre d'« ingénieur-maître », à bac+4, soit au titre d'« ingénieur-docteur » après un travail de recherche de deux années supplémentaires, incluant la participation active au dépôt d'un brevet. M. Jospin l'a précisé, le 12 novembre, lors de l'inauguration de l'IUP de Rouen.

UNIVERSITÉ-VILLE. Les ministères de l'équipement et de l'éducation nationale organisent, du 26 novembre au 20 décembre, dans la chapelle de la Sorbonne, une exposition sur « L'Université et la ville ». Cette exposition présentera les projets des 231 équipes d'architectes et urbanistes — et en particulier des quinze équipes retenues ou citées par le jury — qui ont participé, au printemps dernier, au concours du programme d'architecture nouvelle sur « L'Université et la ville ». Ces projets témoignent, parallèlement au plan Universités 2000, du renouveau de la réflexion des architectes sur ce thème.

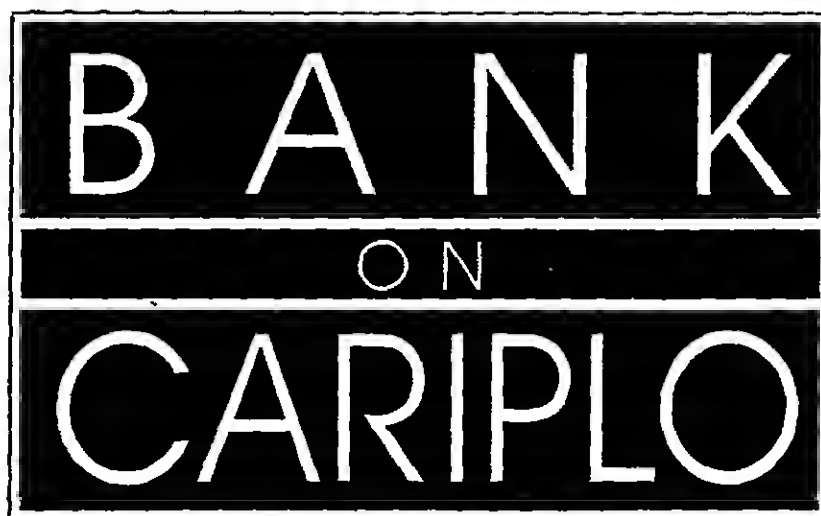
► Exposition du lundi au samedi de 12 à 19 heures et le jeudi jusqu'à 22 heures.

VIDEO. L'association Festival des jeunes reporters sur Paris, créée à l'initiative d'étudiants de l'institut supérieur de gestion, organise pour la deuxième fois un concours de vidéo amateur pour des reportages et fictions ayant la Ville de Paris pour thème : Ouvert aux jeunes de 18 à 25 ans, ce concours donnera lieu à un festival, les 16 et 17 mai prochain à la Vidéothèque de Paris.

► Inscriptions avant le 15 janvier 1992. Rens. : 40-56-35-38.



FOR YOUR BUSINESS



Vous pouvez compter sur Cariplo pour toute opération bancaire, financière et commerciale, pour une assistance complète ainsi que pour un ensemble de prestations tout aussi rapides qu'efficaces. Vous pouvez compter sur l'expérience d'une banque née et grandie à Milan, banque qui aujourd'hui est connectée en temps réel à 450 succursales dans toute l'Italie. Vous pouvez compter sur la solidité de ses fonds propres qui se chiffrent à 5.099 millions de dollars. Vous pouvez aussi compter sur le professionnalisme d'un réseau présent à Berlin, Bruxelles, Budapest, Chicago, Francfort, Grand Cayman, Hong Kong, Londres, Luxembourg, Madrid, Moscou, New York, Paris, Pékin, Séoul, Tokyo et qui est en contact avec plus de 1800 banques correspondantes. Pour toute question ou même seulement pour un avis vous pouvez toujours compter sur Cariplo en toute confiance et tranquillité.

CARIPLO
CASSA DI RISPARMIO DELLE PROVINCE LOMBARDE
SINCE 1823 WE KNOW HOW.

لبنات في الحليب

هنا من الأول

18 Le Monde • Jeudi 21 novembre 1991 •

DANS LA VIE, IL Y A TOUJOURS EU LES PREMIERS ET LES AUTRES.



Partout dans le monde, la Visa Premier,
c'est 320 000 guichets bancaires et 80 000 distributeurs Visa.
Retrait de 10 000 francs par semaine en monnaie locale.



Assurance, assistance médicale pour toute votre famille
et envoi d'une carte de dépannage en 48 heures
en cas de perte ou de vol à l'étranger.
Accueil privilégié dans les plus grands hôtels.
Ne soyez pas le dernier à avoir une Visa Premier.

VISA PREMIER.
SOYEZ PREMIER PARTOUT.

ARTS • SPECTACLES

RENCONTRE AVEC HENRI CARTIER-BRESSON



Le photographe, dont une photo d'identité de 1938 nous restitue les traits de sa jeunesse et tel qu'un autoportrait dessine en 1990 nous décrit la maturité.

La jouissance de l'œil

INTOUCHABLE en France, où il a fondé la prestigieuse agence Magnum, chef de file d'un style humaniste et géométrique dont on ne compte plus les adeptes, auteur d'une vingtaine de livres, prosélyte convaincu du Leica, auréolé aux États-Unis depuis sa rétrospective au Musée d'art moderne de New-York (MOMA) en 1947, régulièrement célébré aux quatre coins de la planète, Henri Cartier-Bresson est un personnage secret qui déteste être photographié et qui s'exprime rarement, mais avec force.

Nous avons rencontré cet « écologiste libertaire » séduit par la « philosophie bouddhiste » dans son atelier, qu'il occupe depuis 1937, près du marché Saint-Honoré à Paris, où il dessine tous les après-midis. Parquet blanc, une grande bibliothèque, un sofa, une photo de toits de Paris intitulée *Nagère*, quelques toiles aux murs dont une de son oncle – son « père mythique » – un grand chevalier au milieu du séjour.

Il y a un paradoxe Cartier-Bresson. Considéré, à quatre-vingt-trois ans, comme l'un des plus importants photographes vivants, le plus connu du grand public, il ne fait pratiquement plus de photos depuis près de vingt ans, préférant se consacrer au dessin. Et si cette légende vivante n'a « jamais appartenu à la famille de la photo », son nom revient régulièrement dans l'actualité. Comme en cette fin d'année 1991, où deux livres et une exposition lui sont consacrés. Ses images des États-Unis sont rassemblées dans l'Amérique furtive et sont exposées à la FNAC-Étoile, à Paris (lire l'article de Patrick Roegiers, page XX). Son album, *Premières photos*, qui couvre les années 1929-1934, est préfacé par Peter Galassi, le nouveau responsable de la photographie au MOMA. Assagi, « HCB », comme beaucoup le surnomment affectueusement ? Surtout pas. L'homme est toujours indocile et la voix s'empare lorsque la question le ramène à la photographie.

« A regarder l'ensemble de votre travail, on n'aperçoit rien de votre personnalité. On s'aperçoit seulement que vous n'avez jamais tenu en place. »

– C'est vrai, il faut éviter de se faire mettre le grappin dessus, et sauve qui peut. J'ai aussi beaucoup de mal à écouter. Regarder, je ne m'en lasse pas, mais c'est difficile de faire deux choses à la fois. Parler et chanter, écouter et regarder... Ce que j'ai retenu du surréalisme, c'est une révolte, une remise en question permanente, le pouvoir de l'imagination. Quant à savoir qui je suis à travers mes images, ça n'intéresse personne.

– Dès votre adolescence, vous étiez révolté ?

– Oui. Comme je n'ai pas voulu entrer dans les affaires textiles de mon père, il m'a dit : « Tu feras ce que tu voudras, mais tu ne seras jamais un fils à papa. » Il ne me donnait presque pas d'argent, et il avait bien raison. Ça voulait dire que si je sortais une fille au cinéma, j'étais obligé d'économiser sur mes cigarettes. Quand j'avais quinze ans, sur la glace en bois doré de ma chambre, j'avais découpé ces mots : « D'où vient l'argent ? » La question me préoccupait encore.

– Comment avez-vous acquis cette indépendance ?

– Par la lecture et la peinture. Quand j'étais à l'école Fénélon, qui nous conduisait au lycée Condorcet, j'ai lu en première tout ce qui me tombait sous la main : tout Proust, les romans russes, Joyce, Freud, Mallarmé, Romain Rolland... Rimbaud évidemment, que je place au sommet et que je relis toujours. Saint-Simon plus tard. En ce moment, je lis Nietzsche – *le Gai Savoir* – et pour palier le déluge de courrier publicitaire, la *Correspondance* de Flaubert. Et toujours de la poésie. Mon surveillant général, un laïc ami des poètes symbolistes, était heureux de voir « mal tourner » un jeune bourgeois, car, à seize ans, je passais mon temps au Louvre et dans les galeries : Kahnweiler rue d'Astorg et Barbazange, Percier, etc. J'avais de

qui tenir. Mon père et mon oncle – mon « père mythique » – dessinaient très bien. Et, plus tard, chaque fois que je me retrouvais dans un nouveau pays pour faire des reportages, ma récompense, c'était d'aller au musée. Toute ma vie, j'allais au musée. J'ai joué à un jeu idiot avec Alberto Giacometti : « Quels sont les trois peintres que tu préfères ? » On est tombés sur deux noms qui étaient les mêmes : Van Eyck, le premier peintre à l'huile, et Cézanne. Nous étions divisés sur Uccello et Piero Della Francesca. J'ai été élevé dans le culte du Quattrocento. J'ai une passion pour Degas, Bonnard, Matisse, Goya, le Velasquez des *Ménines*. J'ai toujours vécu dans ce monde-là, et dans d'autres, pas particulièrement dans celui de la photo. La photo est un instrument merveilleux, mais ce n'est qu'un instrument.

– Cette formation vous a servi dans votre activité de photographe ?

– Evidemment. Tant de gens qui prennent des photos ne sont pas visuels ! Ils ne regardent pas. Ils enregistrent, mais ce n'est pas ça un regard ! C'est très difficile de regarder, de saisir les proportions. C'est une interrogation perpétuelle, une jouissance de l'œil, une exaltation merveilleuse. Les gens ont des yeux qui ne jouissent pas. C'est leur cerveau qui jouit.

– Mais on apprend aussi à regarder en dehors des livres et des tableaux.

– Bien sûr. J'ai fréquenté très jeune les cercles surréalistes, à « la Dame Blanche ». Il y avait un retour en bout de table. J'étais là, je regardais, j'étais un gamin, je n'avais rien à dire. J'y allais avec Pierre Josse, qui a été un merveilleux sculpteur et grand ami des Giacometti. On passait les nuits à s'amuser ensemble. J'ai été introduit vers mes vingt ans par Jacques-Emile Blanche au salon de Marie-Louise.

Propos recueillis par MICHEL GUERRIN

Lire la suite pages 20 et 21

CINÉMA 22
Les voies nouvelles du cinéma iranien

DISQUES 29
Keltia Musique, un label breton

DANSE 30
Joëlle Bouvier et Régis Obadia à l'heure de la consécration

Lire pages 24 à 28 notre sélection des rendez-vous de la semaine

THEATRE

NANTERRE

Enfant du Siècle

FANTASIO

Les Caprices de Marianne

Alfred de Musset

Mise en scène
Jean-Pierre Vincent

du 15 octobre
au 20 décembre

AMANDIERS

46 14 70 00

لکڑی می لکڑی

هكذا من الوجد

20 La Monde • Jeudi 21 novembre 1991 •

PHOTOGRAPHIE

RENCONTRE AVEC HENRI CARTIER-BRESSON

La jouissance de l'œil

Suite de la page 19

Bousquet, rue Boissière, une femme remarquable qui jouait un rôle important dans le monde politique et académique. Là encore, je n'ouvrais pas la bouche, regarder les gens me suffisait.

— Votre premier grand voyage, c'est l'Afrique en 1930, à l'âge de vingt-deux ans. Pourquoi partez-vous ?

— Parce que je suis un aventurier et que j'en avais assez de l'Europe. J'avais beaucoup appris pendant mes deux ans à l'atelier du peintre André Lhote, mais son côté théoricien m'ennuyait. Ajouté à cela une histoire sentimentale, et je suis parti comme le Bardamu de Céline, avec Rimbaud, Laytrémont et l'Anthologie nègre de Cendrars sous le bras. L'Afrique que j'ai connue, c'est celle, mot pour mot, du *Voyage au bout de la nuit*. C'était une époque de voyageurs et non de touristes. J'avais un appareil bricolé mais je n'ai pas fait de photos. Je chassais avec un fusil à un coup et je vendais moi-même la viande que je salais. J'ai gagné de l'argent, mais je suis tombé malade, une bilieuse hématurie. On dit que 95 % des gens en meurent. Mon urine était noire. Je n'avais qu'un médicament contre la gueule de bois. Heureusement, Doua, le Noir avec qui je chassais, connaissait bien les plantes médicinales. Il s'en était même servi pour empoisonner une femme blanche arrogante...

— En rentrant, au lieu de poursuivre votre activité de peinture, vous détruisez toutes vos toiles et vous vous mettez à la photographie. Comment se fait ce passage ?

— En rentrant d'Afrique et pour guérir ma nostalgie, retrouver un peu de chaleur, éviter Paris et le passé, j'ai été à Marseille — les Goudes et la rue Bouterie — et Barcelone — plaza Macia et le Barrio, — nouvelles forêts vierges pour moi, avant de passer à autre chose. Et puis j'ai vu une photo de Martin Muncaszi, trois posées noires qui se jettent dans les vagues, au Congo. J'étais émerveillé ! Je me suis dit : « Bon Dieu, on peut faire ça avec un appareil ! » Et je suis sorti dans la rue. La photo de Muncaszi, c'est comme un lanceur de fusée qui vous met sur orbite, c'est d'ailleurs la seule photo accrochée au mur chez moi, dans ma chambre...

— Dans son texte de présentation à vos *Premières photos*, Peter Galassi, le conservateur de la photo du Musée d'art moderne de New-York, trouve des références à Eugène Atget. Qu'en pensez-vous ?

— Je ne connaissais pas l'œuvre d'Atget. Je ne vivais pas dans le monde de la photo et je voyais peu de photographes avant guerre : Capa, Seymour, Doisneau, Eli Lothar, qui était mon copain. J'avais un 6x9 et il se trouve que j'ai photographié, place Deferet-Rochereau, un cheval en carton-pâte, grandeur nature, sur le tréteau d'un cirque, et je n'ai vu la photo d'Atget que longtemps après. Est-ce suffisant pour faire des correspondances ? Non. Je ne crois ni à Dieu ni au diable, mais aux coïncidences. C'est fou le nombre de coïncidences qui jalonnent la vie !



« L'homme aux chaussures », Santa-Clara, Mexico (1934). L'une des deux photos sur lesquelles « HCB » est intervenu pendant la prise de vue.

— Vous voyagez ensuite en Roumanie, Italie, Espagne, et enfin au Mexique. Toujours l'aventure ?

— Toujours. Je voyageais de façon précaire. Le tourisme en cobote est une pollution contagieuse. J'ai eu la chance d'être le premier photographe européen à pouvoir se rendre en URSS après la mort de Staline. En 1954, grâce au metteur en scène Youkevitch, qui m'a livré d'images à la sauvette sous le bras, m'a fait obtenir mon visa. Je demandais partout à recopier les photographes pour mieux comprendre le pays. Un dentiste qui va rendre visite à un autre dentiste en Birmanie comprendra très rapidement la Birmanie. Le Mexique en 1934 était une belle aventure. J'avais une amie à Mexico et une fiancée à Juchitan. La fiancée,

c'est la jeune fille avec qui on dansait. Elle s'appelait Lupe Cervantes et ne parlait que le zapotèque. Le privilège du danseur était de pouvoir passer le bras en dansant sous sa blouse, c'est-à-dire sur son torse nu et surtout d'être son unique partenaire de danse. Simou « sas te malto », « je te tue ». Un an plus tard, j'ai reçu via Renato Ledue, mon ami (qui avait été télégraphiste dans les troupes de Pancho Villa) de l'ambassade mexicaine à Paris, de grandes gallettes faites par ma fiancée. Je suis retourné à Juchitan, trente ans plus tard. Elle était là, sans mari, comme tant de femmes de cette société matriarcale, entourée de ses enfants. J'avais apporté des cadeaux. Elle avait appris l'espagnol. En me voyant arriver après trente ans, elle me dit sans surprise : « Comment sais-tu que je ne suis pas au Panthéon ? » Le Panthéon, c'est le nom du cimetière.

— Peter Galassi montre très bien la densité de vos *Premières photos* qui n'ont rien à voir avec de simples œuvres de jeunesse. Le Mexique marque la fin de ces *early works*. Et tout de suite votre conception de la photographie est en place : le tir, la géométrie, l'instant, l'émotion. Vous n'avez jamais varié ?

— Jamais. Pour moi, la photo ne s'apprend pas. Quand Braque m'a offert le *Zen dans l'art chevelure* que du tir à l'arc de Herzigel, je me suis dit : « Mais c'est un manuel de photographie ! » La photo, c'est d'abord le tir : faire le vide et viser juste, être la plaque sensible et se fondre complètement. Ensuite, il y a la préoccupation du regard, mettre les choses en place. La géométrie est une joie, la base de tout. C'est pour ça que je ne recadre pas. Une photo est bonne si elle est proprement cadrée. Si elle ne l'est pas, je ne la tire pas. Le cadrage préoccupe beaucoup de photographes, alors que ça doit être instinctif. Le Leica a été et reste une invention merveilleuse qui tient dans la main, sans télémètre ni cellule, avec un seul objectif 50 mm f/3,5 qui ne se dévissait pas de l'appareil. La photo était comme un coup de crayon dans un instant. Enfin, je me suis aperçu que la photo n'était qu'une direction dans la vie. Il y a l'instant et l'éternité. Prendre, c'est saisir intuitivement. On ne peut pas tout expliquer. Comme s'il fallait expliquer une photo ! C'est pour ça que gloser sur la photo ne m'intéresse pas. De Gaulle disait : « Les photographes doivent viser juste, tirer vite, comme les artilleurs, et foutre le camp. On vous a assez vus ! » Il avait raison !

— Vous avez toujours adhéré à l'éthique surréaliste. Mais n'y a-t-il pas une contradiction entre cette révolte et la mise en place d'une géométrie dans les images ?

— La géométrie, c'est la reconnaissance d'un certain ordre qui existe. Elle est là, ce n'est pas quelque chose qu'on impose. Que dirait-on d'un chef d'orchestre qui ne serait pas sensible au rythme ? Je n'ai pas d'appareil avec moi, mais je vous regarde, et je vois que vous venez de bouger : votre doigt était là, il était en rapport avec la verticalité de la bibliothèque. « Ça collait. »

— Peter Galassi affirme que vous êtes intervenu sur deux images alors que vous avez la réputation de ne pas bousculer le réel ?

— Je suis intervenu sur la photo de l'homme aux chaussures au Mexique (*voir ci-dessus*), et sur celle du bordel, à Alicante, en 1933, où on voit la maquerelle, la bonne et un homosexuel. Ils me disaient : « Ho, et la photo ? vous ne faites pas de photo ? Et comme ça ? », en changeant de pose. En général, quand les gens m'interpellent, je fuis. En 1955, j'ai photographié, place du Tertre, un monsieur qui déjeunait en face de son chien. J'attendais que « ça se cadre », et juste après avoir déclenché, je l'ai entendu grogner : « Il commence à me courir cet Américain ! » J'ai tourné la tête et je suis parti.

— Du Mexique, vous allez à New-York, où vous vous installez pendant un an, en 1935, pour étudier le cinéma avec Paul Strand. Comment pouvez-vous stopper net la photographie alors que vous êtes reconnu et que vous avez déjà fait l'objet de plusieurs expositions ?

— Une fois de plus, c'est une rupture. Comme lorsque j'avais détruit ma peinture. Comme lorsque j'ai coupé net avec le reportage photographique vers 1973. Je n'ai jamais été marié avec la photographie. On oublie aussi qu'au début de la photo « comme ça » dans les années 30. C'était un à-côté. Brassai et Lartigue ont fait des déclarations qui vont dans ce sens. Jacques Boiffard, surréaliste, peintre, photographe, faisait, je crois, aussi sa médecine. Ça n'a guère de rapport avec l'époque actuelle. En arrivant à New-York, j'avais envie de faire du cinéma, la photo ne m'intéressait plus beaucoup.

— Pas de tout, puisque vous devenez professionnel après la guerre avec la création de l'agence Magnum, en 1946. Comment s'est faite cette évolution ?

— Un jeune bourgeois qui a passé trois ans de captivité à bourrer les traverses de chemin de fer et à faire d'autres travaux de ce genre — les KG, *Kriegsgefangener*, prisonniers de guerre, étaient une main-d'œuvre bon marché — change d'attitude. Quand je me suis évadé en 1943 avec Claude Lefranc après deux échecs et après avoir travaillé avec des copains dans une ferme près de Loches, je me suis occupé dans la clandestinité d'aider aux prisonniers évadés (KG était un peu ma nationalité). J'ai fait quelques portraits de peintres à Paris — Braque, Matisse, Bonnard... — et quand je suis retourné à la planque, à la Libération, tous mes copains avaient été dénoncés et tués. Aujourd'hui, je n'ai aucun problème avec les Allemands plus jeunes que mes quatre-vingt-trois ans !

— Dans mon travail aussi il y a eu une rupture. Dès le début de la guerre, j'ai découpé toutes mes photos une par une, j'en ai détruit les trois quarts et j'ai conservé les bonnes dans une boîte à biscuits que mon père a mise à la banque. Il reste, à peu de choses près, ce qui est publié dans le livre *Premières photos*. Je n'ai même pas gardé les amorces des négatifs qui précédaient et suivaient les « bons », ce qui ne facilite pas le tirage pour mes amis de Picto chargés des agrandissements. Après guerre, les préoccupations ont changé avec l'espoir d'un monde différent. Le reportage m'a alors passionné, cette envie de flâner, mais toujours avec la même attitude, car pour moi, être

La Belle Noiseuse
dans la version du Festival de Cannes - 4 heures
Seul au Saint Germain des Prés

La Belle Noiseuse
dans la version "Divertimento" 2 heures
Gaumont Ambassade
Gaumont Les Halles
Gaumont Parnasse

Courte ? Longue ?
Desormais, on aura le choix entre deux versions.

PHILIPPE ROYER / LA CROIX

PHOTOGRAPHIE

photojournaliste, ça voulait dire tenir son journal. Lorsque j'ai eu mon exposition dite « posthume » au Musée d'art moderne de New-York, Capa m'a dit : « Si tu as une éthique surréaliste, tu vas devenir un photographe. » Je déteste le maniérisme de notre époque. Aujourd'hui encore, quand je pense aux photographes, j'ai une affection pour les reporters. Il y a en général chez eux une réserve, un respect de la vie.

— Magnum, c'était aussi une volonté de se retrouver avec des photographes ?

— De ne pas être isolé, oui, tout en restant solitaire, car le reportage est un travail de solitaire. « Chim » Seymour et moi étions amis, nous partageons les mêmes livres, les mêmes préoccupations philosophiques. Capa était un camarade. On s'était rencontrés tous les trois avant la guerre, à Ce soir, où Aragon nous fichait une paix royale. On s'entendait parfaitement, bien que nous étions très différents. Capa était le vif-argent. Je le retrouvais le matin à l'hôtel Lancaster, où il prenait son bain en lisant la presse. « Chim » était son contraire : plus profond, une sorte de professeur Nimbus, toujours sensible et pessimiste. Il est devenu très bon photographe à la fin de sa vie. Au début, il me semble qu'il réfléchissait beaucoup à l'appareil. Chim est injustement méconnu par rapport à mes travaux et à ceux de Capa. On se demandait avec Chim : « Comment faire vivre Capa ? », tant il menait grand train. Sa générosité était légendaire. En fait, c'était lui qui, de Kitzbühel ou d'un autre endroit chic, nous décrochait du boulot en jouant au gin-rummy avec un propriétaire de magazines. Quand je suis revenu d'Orient en 1951, après trois ans de voyages, une grosse somme pour l'époque, en dollars, m'attendait mais Capa m'a dit : « On est à la veille de la faillite. J'ai dû prendre ton argent. » Devant mon étonnement, il disait toujours « Gigote pas ! » et me proposait dix idées : huit ne valaient rien, la neuvième était bonne et la dixième excellente. Je prenais mon appareil et je filais.

— Ernst Haas de Magnum a écrit que vous avez fait prendre conscience aux autres photographes de l'importance de la planche de contact.

— C'est passionnant, la planche, mais c'est très indiscret. Tout y est ! C'est comme si on avait enregistré ses propres paroles, toute une vie durant ! On peut reconstituer, dit-on, la vie intime d'un photographe à partir des planches, voir par exemple quand il change de compagnie. Il faut donc savoir trier, éliminer. La planche est très dangereuse car pleine d'épiphanyes. C'est très facile de démolir l'importance quel photographe en sélectionnant les photos épouvantables.

— Pourrait-on donner une autre philosophie de votre travail en faisant un autre choix d'images sur les planches ?

— Pour finir, mes amis qui ont étudié mes planches de contact sont arrivés aux mêmes choix. Que ce soit Teriade, Delpire, Roger Théron de Paris-Match, Peggy Sargent de Life et tant d'autres.

— Vous avez quitté Magnum en 1966. Que représente aujourd'hui l'agence qui diffuse toujours vos photos ?

— Un cordon ombilical. Je souhaite que Magnum cooerve le côté aventureur d'une petite affaire. Je pense aussi que les gens qui y travaillent ont une communauté de vision, tout ce restant différents les uns des autres, heureusement.

— Vous avez dit : « Si je suis connu, je le dois à l'Amérique », faisant référence à votre première grande rétrospective au Musée d'art moderne de New-York en 1947. Comment voyez-vous les États-Unis ?

— Une critique du New York Times a écrit que ma vision de l'Amérique était celle d'un étranger qui regarde les étrangers. « Est-ce qu'il nous aime ou pas ? » se demandait-il. Le problème n'est pas là. J'ai bien dû passer cinq ans aux États-Unis depuis 1947. J'ai toujours trouvé là-bas un aspect pionnier, d'entraide, qui contraste avec nos côtés très durs. J'y ai rencontré des gens merveilleux dans leur travail mais qui, sortis de leur spécialité, sont moins à l'aise dans les idées générales : le bien et le mal, le noir et le blanc. Ils n'ont pas cette subtilité des Napolitains. Mais je ne vais pas faire des photos pour expliquer cela.

— J'ai passé quinze jours dans le bureau de Robert Kennedy, quand il était ministre de la justice. Il me demandait : « Vous avez votre tasse de thé, votre whisky ? » J'ai entendu dans ce bureau des conversations qui étaient loin de m'être destinées. C'est une question de confiance. J'ai aussi photographié, pour Life, le Sénat de Lincoln, Nebraska, dont les membres passaient leur temps à mettre au point un règlement pour jouer au loto. Et ils me demandaient sans cesse : « Hello, Frenchie ! Do you want an ice cream ? » Difficile de faire un livre sur un pays aussi contradictoire.

— Votre portrait de Marilyn Monroe ?

— Pratiquement tous les photographes de Magnum se sont succédés sur le tournage des *Misfits*. J'y étais avec Inge Morath. Invité pour le dîner, je pose mon Leica sur la chaise vide. Marilyn Monroe, qui était tout le temps en retard, arrive, me regarde et remarque l'appareil. Je lui demande : « Voulez-vous lui donner votre bénédiction ? » Et elle a juste effleuré le Leica en faisant semblant de s'asseoir.

— Dans « votre » Amérique, il n'y a pas une volonté critique ?

— Je n'ai jamais mis mon travail au service d'une idée, d'un parti, et j'ai horreur des pièces à thèse, à

message. Vouloir « penser » quelque chose, non, non et non. De toute façon, les photos n'expliquent rien, ne prouvent rien.

— On vous oppose souvent à Robert Frank...

— C'est bête, tant nos visions sont proches. Nous vivons de la même façon et avons la même joie visuelle. C'est ça qui compte. Ça l'emporte sur nos différences de sensibilité. Sa vie et la mienne ont été bien différentes.

— Depuis près de vingt ans, vous vous consacrez au dessin. Pourquoi avoir arrêté la photographie ?

— La nécessité de se remettre en question. Et d'autant plus si on est connu. Le danger du pouvoir. J'avais dit ce que j'avais à dire. Tériade l'avait compris : « Arrête la photo, tu ne peux que dégringoler. » Saul Steinberg aussi m'a écrit après ma première exposition de dessins au Musée d'art moderne de Paris : « Je vois que pour toi la photographie a été un appauvrissement, une gymnastique et un obstacle pour ton vrai truc, le dessin. »

— Beaucoup ont interprété votre passage au dessin comme une rupture. Vous y voyez une continuité linéaire. Comment l'expliquez-vous ?

— Pour moi, qu'on se serve de l'appareil photo ou du crayon, peu importe, c'est la même chose car seul le regard est important. Il y a à que les instruments qui changent. La photo est un instrument du regard qui saisit merveilleusement l'intuitif immédiat alors que le dessin est plus une méditation, une graphologie. Est-ce qu'on reproche à un peintre de faire de la sculpture ? La photographie n'est donc, pour moi, qu'un moyen de dessiner. Ça va pas plus loin. Jean Clair l'a fort bien défini dans sa préface de mon

seul qui n'a pas osé dire que pour ses baigneuses il avait besoin de corps de femmes. » Toujours ce point de vue moral. Passons. Mais après, il m'a dit pis que pendre d'Alberto Giacometti. Alors, c'était fini. Alberto était mon maître à penser.

— Vous connaissez la critique des gens d'images : le photographe le plus célèbre du monde nous trahit en arrêtant la photo. Il nous laisse tomber !

— Quand je me suis mis à dessiner, ça a choqué certains photographes, comme si je crachais dans la soupe. Ce n'est pas mon problème. Quand j'étais photographe, on me laissait la paix. Maintenant que j'en suis sorti, pourquoi donc toujours m'interroger sur la photo ? C'est la vie qui m'intéresse. Dessiner, rechercher, voir. Sinon, c'est la pierre tombale.

— Pourtant, vous avez dans le passé défendu le statut des photographes...

— C'est vrai. Quand on est célèbre, il faut redonner. C'est pour ça que j'avais accepté d'être président de l'Association des photographes. Aujourd'hui, il est de plus en plus difficile de photographier dans la rue car tout le monde se dit « propriétaire de son image ». C'est préoccupant. Si on n'a pas un avocat accroché à son Leica, on risque des procès au nom du respect de la vie privée. Ce sens de la propriété est monstrueux ! C'est peut-être pour ça que tant de photographes se lancent dans la photo conceptuelle...

— Que vous n'affectionnez guère...

— Ce qui m'intéresse, c'est la réalité. C'est toujours un point d'interrogation : de quoi s'agit-il, qu'est-ce que c'est ?

— Vous faites encore des photos ?

— J'ai un appareil tout le temps. Je l'utilise rare-

porte comment, que Pierre Gassmann lavait dans sa cuvette pour servir plus vite les magazines, et qu'on oubliait le plus souvent de récupérer. Cette époque n'avait vraiment rien à voir avec notre monde. J'ai le chance de gagner ma vie en vendant des photos que je vendais difficilement quand j'étais gosse. Mais pour rien au monde je n'avalais mes négatifs pour faire grimper la valeur des tirages. Le vintage, c'est du marchandage pur. Les seuls tirages que j'ai faits, au Mexique en 1934, et avant, valent une fortune, mais ils sont pitoyables. Pour moi, ça ne vaut rien ! Je ne sais pas bien tirer ! J'ai dit à un marchand trop empressé : « OK, on va prendre rendez-vous, je vais préparer les tirages et on frotera les photos avec tous les ingrédients qu'il y a dans le ruisseau, et vous les aurez vos vintage... »

— Vous ne photographiez plus, mais deux livres vous sont consacrés ainsi qu'une exposition. Vous préparez un nouveau voyage ?

— Des Japonais, très aimablement, ces jours-ci, voulaient m'inviter pour une exposition. Je leur ai dit que si l'on faisait encore un effort technologique et que l'on puisse voyager par le fax, alors, je viendrais. Je n'ai pas reçu de réponse. Mais j'ai repris mon ticket de Carte orange il y a deux jours. Je prends beaucoup le métro. J'aime aussi beaucoup le fax, c'est une réhabilitation de l'écrit, important avant d'une technologie qui nous enseigne et qui permet de réfléchir avant de répondre.

Propos recueillis par MICHEL GUERRIN

L'Amérique d'un libertaire

« On dirait que les photographes d'HCB découragent le discours critique des gens qui quittent la célébration pour l'analyse », écrit Gilles Mora en exergue du numéro spécial des *Cahiers de la photographie* consacré au maître de l'instant décisif. Ce point de vue sous-tend son approche de l'Amérique de Cartier-Bresson qu'il aborde en observateur complice, ayant accès, entre autres, au sacro-saintes planches-contact que Pierre de Fenoyl fut un des seuls à pouvoir consulter avant lui.

L'originalité de la démarche de Gilles Mora est d'avoir osé mettre sur un même plan l'Amérique qu'il connaît bien et le mythe Cartier-Bresson en les considérant chacun comme « une chose familière, presque privée » et en jugeant les tirages sans préjugé, pour ce qu'ils sont d'abord : des pièces visuelles. Ayant pour but avoué de rafraîchir le regard qu'inspire un pays « travaillé par l'image », Mora opère dans les marges et vise non pas à vider les images de leur contenu mais à déplacer la poids de leur force visuelle. L'arranca géographique, l'indécision de l'instant, la désagrégation du banal, l'abandon des gestes et des attitudes, le dilettantisme de l'approche, l'à-côté des événements révélant la face cachée d'une Amérique trop souvent montrée comme vaillante et héroïque. L'attente, le misère et le chômage, l'attention accordée aux Noirs, restituent les sentiments de frustration et d'étrangeté qu'il a lui-même ressentis.

A côté des instantanés classiques

tel que celui de la vieille femme drapée dans la bannière étoilée à Cap Cod (1947) ou le prisonnier du New-Jersey brandissant le poing, on découvre près d'un tiers d'inédits comme le vue panoramique des gosses jouant dans une décharge de l'Upper East Side (1959) ou ces spectateurs en contre-plongée dans un stade à New-York (1947) qui pourraient faire songer à Robert Frank. Sans briser ni même entamer le monolithisme d'une œuvre monumentale et rigoureuse, nourrie par un appétit visuel constant, sur laquelle son auteur veille jalousement, ces instantanés sans enjeu laissent filtrer la vision d'un Cartier-Bresson saisi par l'incongruité d'une Amérique humaine, complexe, parfois insignifiante, qu'il arpente et parcourt en tous sens, en « libertaire ».

A l'image du portrait de Marilyn à Reno, en 1961, prise lors du tournage des *Misfits*, Mora dévoile l'invisible charpente de l'œuvre et assouplit l'impérialisme de la géométrie, l'agencement soigneusement ordonné des lignes et des formes, leur intriquante fermeté qui permettent à Cartier-Bresson de composer intuitivement ces images. Ainsi que le suggère un texte de présentation brillant, résolument autobiographique, cet album dont on ne critiquera que le découpage arbitraire en six sections, insufflé une dynamique inattendue à cette œuvre étonnamment jeune et trop souvent momifiée.

PATRICK ROEGERS



Portrait de Marilyn Monroe à Reno, Nevada (1961).

livre de dessins *Trait pour trait*. Je dessine d'après nature : paysages, nus, natures mortes. La nature est tellement plus riche que tout ce qu'on peut imaginer. Il y a une continuité totale entre la photo et le dessin. Je dessine tous les jours l'après-midi, tant qu'il y a de la lumière. Il y a une grande tradition de photographes-dessinateurs. Boiffard était photographe, peintre et surréaliste. Izis, quel peintre ! Bischoff était un merveilleux dessinateur.

— Comment jugez-vous l'art contemporain ?

— Il y a de tout, des merveilles ainsi qu'un nouvel académisme, de nouveaux pompiers. Parfois, la forme et l'émotion ont été remplacées par le concept et le marché. J'apprécie beaucoup Duchamp et sa pirouette : « L'art est mort. » C'était un homme intelligent, fin, drôle, qui ne se prenait pas au sérieux. Je ne sais pas s'il se reconnaîtrait à travers certains de ses enfants spirituels. J'ai toujours adhéré à l'éthique du surréalisme (*Nadja*, *L'Amour fou*), moins à son esthétique, qui bécote souvent, en peinture, n'est que la résolution d'une anecdote littéraire. Breton par exemple, la dernière fois que je dinai avec lui, d'un grand geste me dit : « Vous aimez Cézanne ? Ce mon-

ment car je ne me concentre pas. Le secret, c'est de se concentrer. Le reportage, c'est fini, mais je fais des paysages de temps à autre, pour m'amuser. J'ai surtout une grande joie à faire un portrait. C'est la chose la plus difficile car c'est un duel sans règles, un viol délicat. Un portrait, c'est comme une visite de politesse de quinze, vingt minutes. On ne peut pas déranger les gens longtemps comme un moustique qui va piquer. Je cherche surtout un silence intérieur, à traduire la personnalité et non une expression. Et en même temps, il faut la géométrie.

— Comment jugez-vous le phénomène photographique ?

— Il y a une telle folie avec la photo ! Tout le monde est photographe maintenant. Pourquoi pas ? Mais c'est tellement rare une bonne image vivante et rigoureuse.

— Pourquoi n'avez-vous jamais joué le jeu du « vintage », les tirages d'époque que le marché de la photo a mis en place pour donner de la valeur aux images ?

— Je trouve choquant de limiter les tirages à partir du moment où la pellicule ne s'est pas comme c'est le cas de la plaque de cuivre pour la gravure. On veut aujourd'hui glorifier des images tirées un peu n'im-

★ *Premières photos, de l'objectif hasardeux ou hasard objectif*, une étude de Peter Galassi traduite par Pierre Leyris. Arthaud, 152 p., 395 F. Cette étude a d'abord été publiée en 1987, dans le cadre d'une exposition au Musée d'art moderne de New-York.

★ *L'Amérique furivement*, texte de Gilles Mora. Le Seuil, 150 p., 390 F. Exposition à l'occasion de l'ouverture de la nouvelle FNAC Étoile, 24-30, avenue des Ternes, 75017, Paris. Jusqu'au 18 janvier.

★ Gilles Mora est également le rédacteur en chef des *Cahiers de la photographie*, dont le n° 18, consacré à Henri Cartier-Bresson (162 p.), vient d'être réédité au prix de 120 F.

★ *Le Bon Plaisir d'Henri Cartier-Bresson*, précédé de *Renseignements généraux*, par Vera Feyder, coffret de quatre disques compacts reprenant une émission diffusée le 14 septembre dernier sur France-Culture (coédition Radio France et la FNAC). 260 F jusqu'au 1^{er} janvier. 300 F ensuite. Vente exclusive à la FNAC Étoile.

★ A paraître : *la Sente étroite vers tout*, texte d'Yves Bonnefoy, lithographies d'Henri Cartier-Bresson. Éditions La Sétérée, Jacques Clerc, 4, rue de Cromer, 24400 Crest. Tél. : 75-25-06-48.

هنا من ليله

هنا من اجل

CINÉMA

LES VOIES NOUVELLES

Entre les lignes du Coran

La récente sortie parisienne de deux films remarquables, «Close-up» et «Devoirs du soir», réalisés par Abbas Kiarostami, a confirmé ce qui, de festivals en distributions plus ou moins confidentielles, se dessinait depuis quelque temps : l'Iran a rejoint le «concert des nations» du cinéma. Presque un siècle d'histoire et les censures, politiques ou religieuses, ont instauré un cadre rigide dans lequel quelques auteurs ouvrent des voies originales.

COUPE de théâtre, il y a quelques mois, sur la scène culturelle iranienne. Le film *Au-delà du miroir*, de l'enfant chéri du cinéma depuis la révolution, Mohsen Makhmalbaf, est interdit par le ministère de l'orientation islamique, sur l'insistance du puissant groupe de presse pro-islamiste Keyhan. Celui que l'on a salué pendant toutes les années 80 comme l'un des plus talentueux chantres de la cause révolutionnaire est aujourd'hui vivement pris à partie par des médias d'obédience religieuse qui, pour la première fois, enlèvent au gouvernement l'initiative de la censure cinématographique. Et tout cela «à cause, à cause d'une femme», aurait pu dire Verlaine, l'héroïne du film, déchirée entre un mariage arrangé et l'expérience du sentiment amoureux.

Le cinéma n'a pas la vie facile en Iran. Les censures se suivent et ne se ressemblent pas. A peine commençait-on à s'habituer à l'une, à l'appropriation, qu'une autre vient imposer des règles du jeu complètement différentes. Pendant le règne du shah, le contrôle était particulièrement strict sur les thèmes politiques et sociaux. Il était impossible de dévaloriser, dans un scénario, un personnage dont la profession dépendait de l'Etat. Impossible de remettre en question l'architecture de la société et en particulier le principe de la royauté.

La censure bloqua ainsi en 1974 le premier film d'Abbas Kiarostami, *Le Passager*, sous prétexte que le portrait du shah, obligatoirement présent dans tous les livres scolaires, était montré à l'envers. Nombreux furent les films occidentaux caviardés sans complexe, parce qu'ils traitaient de la vie de la cour et des souverains, même aux siècles lointains (la diffusion du *Jules César* de Mankiewicz, d'après la pièce de Shakespeare, fut longtemps interdite sous prétexte que l'empereur y finit assassiné!).

LE SHAH IMPORTE LE CINÉMA

Les réalisateurs issus de l'intelligentsia entretiennent à cette époque des relations ambiguës avec la censure. La plupart d'entre eux ignorent les problèmes sociaux pour privilégier une recherche esthétique formelle. On chercherait en vain en leur sein un pendant à cette littérature engagée dont l'un des plus illustres représentants est Ali Akbar, qui prend le pouls tout au long des années 60-70 d'une crise politico-religieuse croissante. Il faut dire que leurs films, jamais rentables, sont souvent subventionnés par l'Etat. Il est toujours difficile de critiquer un bienfaiteur... si ce n'est sous le masque d'un langage symbolique assez hermétique, qui ne touche guère le grand public iranien.

Une solution fut de réaliser, sciemment ou non, des films séduisants pour le public international. Parce qu'ils flattaient le pouvoir établi en assurant un certain prestige culturel au pays, ces films peuvent se permettre plus de liberté : leur diffusion est interdite ou différée en Iran s'ils sont jugés trop dangereux, mais leur inscription sur la liste des festivals étrangers est en revanche acceptée. En 1972, le très beau *Voyage de Bahrām Beyzāi* connaît ce sort paradoxal : né grâce aux subsides de l'Etat, il met en évidence diverses injustices sociales... et suggère que la censure en Iran n'est finalement pas si terrible.

Aujourd'hui, les cinéastes doivent se plier aux lois de l'islam. La critique des faiblesses sociales est plus facilement admise, celles-ci apparaissant alors comme un héritage de la politique des Pahlavi. Il est toujours possible d'utiliser une astuce relativement simple : situer le scénario à l'époque encore récente et connue de Mohammad Reza Pahlavi. Le film *Les Locataires*, de Dariush Mehrjui, qui met cruellement l'accent sur la crise du logement à Téhéran, est le type même du film dont la projection eût été prohibée pendant le règne du shah. Il a réalisé depuis sa sortie en 1987 un nombre d'entrées encore jamais atteint en Iran.

Le cinéma actuel dispose ainsi d'une gamme de sujets théoriquement plus vaste : aux innombrables situations susceptibles de se dérouler sous le régime du shah s'ajoutent les scénarios relatifs à la guerre Iran/Irak. Les bouleversements socioculturels impliquent un contexte nouveau où le statut du personnage féminin (qui n'est pas à confondre avec celui de la femme) est traité avec plus de sérieux. La figure de la paysanne intègre ainsi le monde du cinéma, et Beyzāi, dans son film *Bashu*, le

petit étranger (1990), donne pour la première fois presque tout l'espace dramatique à une seule femme.

Mais ces scénarios doivent s'intégrer dans un carcan formel - contraintes vestimentaires, obligation de laisser dans le champ de la caméra un espace d'au moins «une main» entre personnage féminin et personnage masculin - qui frustre les réalisateurs de toute la dimension privée de l'existence : si, dans la réalité, les femmes peuvent enlever leur voile une fois rentrées à la maison, elles ne sauraient s'en départir sous aucun prétexte à l'écran. Dans *Hamoun*, Mehrjui est ainsi obligé de ruser pour remplacer, l'espace d'une séquence, voile et foulard traditionnels par un curieux drap de bain érigé en turban.

La plupart des réalisateurs ont accepté, bon gré mal gré, les nouvelles règles imposées par la République islamique, puisque sur les quelque vingt cinéastes majeurs d'avant la Révolution seuls trois ou quatre ont choisi de s'exiler et que la plupart des autres ont continué à travailler. Pourtant, aujourd'hui comme hier, il paraît difficile de parler d'un cinéma iranien possédant sa propre esthétique, au sens où l'on peut parler d'un cinéma japonais par exemple. Le cinéma en Iran n'a, semble-t-il, toujours pas trouvé son identité. Par la faute de l'omniprésence de la censure et ses volte-face? La réponse n'est pas si simple.

Alors que le cinéma, aussitôt né, est largement populaire en Occident, il fait une entrée très prudente sur le territoire perse, dans le cercle prestigieux mais étroit de la cour royale. C'est Mozaffar al-Din Shah, grand amateur de curiosités en tout genre, qui découvre les joies du cinématographe en 1905, alors qu'il prend les eaux à Contrexéville. Séduit d'emblée par cet appareil grâce auquel, selon ses propres termes, «les hommes bougent sur le mur», le souverain en achète un modèle et, lors de son retour au pays, organise des projections privées



Cinéma commercial volontiers paillard de l'époque du shah («Mon cher mari est amoureux», de N. Vahdat, 1976), cinéma islamiste («Le Camelot», de M. Makhmalbaf, 1987), cinéma du conte («Au-delà du feu», de Kiarostami, 1987).



de films français (transitant par la Russie). Des films comiques essentiellement, dont l'effet burlesque dut être pour les aristocrates de la dynastie Qadjar singulièrement décapité par les vertus de l'exotisme.

Mais, au début du siècle, les ulémas sont encore nombreux à réprouver la pratique de la photographie. La transgression, au nom de l'art, de l'interdit religieux de la représentation des êtres animés n'a jamais été acceptée. Difficile alors d'imaginer qu'elle le soit au bénéfice d'une technique venant de l'Occident et tributaire de la «machine» - a priori suspecte aux yeux des religieux, - qui reproduit en outre plus fidèlement que jamais le réel en mouvement. Fait révélateur, ce sont des non-musulmans, juifs ou arméniens, qui profitent en 1906 de la trêve libérale d'une monarchie parlementaire, plus favorable au «progrès occidental», pour ouvrir les premières salles de cinéma à Téhéran.

Les «sources d'imitation» (1) consignent explicite-

ment leur opposition au septième art. Pendant les décennies suivantes, les Iraniens musulmans continueront donc à s'en désintéresser. Il y aura bien, en 1932, l'arrivée remarquée des films tournés à Bombay par le réalisateur Sepantā. Mais les compagnies américaines, redoutant que le dynamisme de la production en Inde coloniale ne fasse tache d'huile en Iran, freinent à cette époque délibérément l'essor d'un cinéma national.

Il faut attendre la fin de la seconde guerre mondiale, et par là même la fin des occupations russe et anglaise, pour que l'Iran commence à produire ses propres films de fiction, à l'intention d'un public exclusivement urbain. Des films essentiellement commerciaux et populaires, souvent bourrés de fautes techniques grossières. Mauvais raccords et erreurs de synchronisation ne perturbent guère les producteurs, qui manifestent une prédilection certaine pour les bagarres au couteau, les scènes de café et les personnages marginaux : prosti-

tutes ou «chapeau de velours», type de voyou vaguement chevaleresque parodiant quelque Robin des Bois de la ville. Ces films ne risquent pas de réconcilier l'art cinématographique avec l'islam iranien.

D'autant que la censure du shah se révèle relativement souple à leur égard. Bien qu'interdisant officiellement de mettre en cause les préceptes éthiques de la religion musulmane, elle tolère pour les besoins du marché de séquences entières à l'orthodoxie chûite. Elle accepte notamment des personnages féminins dont l'intérêt dramatique est purement érotique, des femmes presque toujours exagérément fardées, conformément aux exigences des producteurs. Cette façon d'attirer le regard sur la femme ne peut que rencontrer la désapprobation des musulmans convaincus.

Jusqu'à la révolution, ce cinéma commercial sera marqué, aux yeux des religieux et des couches les plus traditionnelles de la société, d'une image vulgaire et amoraliste ineffaçable. L'apparition, dès les années 60, d'un cinéma artistiquement plus ambitieux ne modifie en rien cette attitude hostile. Les œuvres d'intellectuels formés dans les écoles étrangères (*La Brique et le Miroir*, d'Ebrahim Golestan, 1964, *Siavach à Pérsepolis*, de Freydoon Rahmani, 1964) sont plastiquement irréprochables, mais leurs dialogues compliqués et leurs décors austères les rendent très hermétiques. Ils démentent par ailleurs dépourvus de toute référence à l'héritage religieux du pays.

Même l'autodidacte Massoud Kimiaï, qui, avec la sortie de *Queisser*, en 1969, rompt pour la première fois le clivage installé entre cinéma commercial et cinéma intellectuel pour réunir dans une même salle bourgeois, gens du peuple et mandarins, n'attire pas cette composante importante de la population que forment les traditionalistes.

La révolution islamique, prenant en main des moyens de production devenus considérables, légitime en quelque sorte aux yeux des plus réticents le genre cinématographique. Et il est vrai que jamais public si hétérogène ne s'est précipité avec autant d'ardeur devant les guichets que depuis ces dernières années. Mais les réalisateurs, eux, ont-ils réconcilié leur art avec l'islam? De ce point de vue, l'arrivée de Mohsen Makhmalbaf avec *Boycott* (1985), puis surtout *Le Camelot* (1987), constitue un phénomène sans précédent.

Alors que, dans une Union soviétique communiste et sans dieu, un Tarkovski et un Paradjanov ont permis aux Russes ou aux Géorgiens croyants de trouver leurs références, le cinéma iranien doit attendre Makhmalbaf pour se découvrir une tendance authentiquement musulmane. Cependant, le tumulte déclenché par son dernier film montre que le vieux débat théologique entre «loi» et «voie», entre dogme et interprétation mystique, frappe aussitôt à la porte d'un courant de ce type.

L'HÉRITAGE DE LA MINIATURE

En l'absence du cinéma américain et d'une grande partie du cinéma européen, la sortie chaque année d'une soixantaine de films nationaux garantit à peu près la politique d'autosuffisance de l'Etat. La rareté des modèles occidentaux et la résurgence, dans la vie réelle, de valeurs ancestrales conduisent insensiblement ce cinéma national à s'inventer une expression différente. L'art de l'image iranien par excellence, celui de la miniature, pourrait bien fournir un cadre de référence.

Afin de respecter l'interdit divin d'une représentation humaine et animale, les miniaturistes persans, plutôt que de se priver du sujet des êtres animés, élaborèrent une esthétique pour le contourner. Absence de réalisme imitateur dans son ensemble, absence de jeux d'ombre et de lumière, d'individualisation et de perspectives conventionnelles, qui leur permirent de créer un contexte très singulier, sans commune mesure avec le monde réel.

Les réalisateurs actuels sont peut-être en train de renouer avec l'esprit de cette peinture ancienne, alors même que le genre cinématographique est mieux accepté par le clergé chûite. En choisissant le conte comme support narratif, les films de Beyzāi ou Kiarostami (*Au-delà du feu*) ne participent-ils pas en effet de cet effort pour créer un espace artistique indépendant de la réalité? En accordant une présence très importante à l'enfant, moins déterminé socialement et sexuellement, plus proche que ses aînés du concept de l'humain, ils s'inscrivent dans le droit fil de la miniature persane.

L'enjeu d'une telle filiation esthétique est important. Il touche à l'existence d'une singularité iranienne à l'intérieur d'un langage cinématographique par essence typiquement occidental.

S. HASHEMI et C. CHERIGNY

* *Close up* et *Devoirs du soir* sont projetés au cinéma Utopia, 9, rue Champollion (59) à Paris. Tél. : 43-26-34-65.

(1) Traduction littérale des mots persans *mardjah taahid*, qui désignent les grands ayatollahs dont les prises de position fondent une jurisprudence religieuse.

CINÉMA

DU CINÉMA IRANIEN

Ces films dont les princes sont des enfants

Les films avec des enfants, les films pour les enfants (et les jeunes adultes) constituent une part importante du cinéma iranien. Les réalisateurs y trouvent la possibilité de s'exprimer plus librement qu'avec des personnages adultes, plus naturellement confrontés aux tabous religieux et sexuels. Mais ce « genre », qui date d'avant la révolution islamique, traduit aussi les préoccupations d'un pays dont plus de la moitié des habitants ont moins de vingt ans.

ISPAHAN

de notre envoyé spécial

Le septième art iranien a développé, dès avant la révolution islamique de 1979, un genre où il excelle : les films pour enfants, sous l'égide en particulier du Centre pour le développement intellectuel des enfants et des jeunes adultes. Créé à la fin des années 60, financé par l'Etat jusqu'à la fin des années 80, il a produit, surtout depuis dix ans, près de sept cents films dans cette veine, toutes catégories confondues : longs-métrages de fiction, dessins animés, films courts.

Destinée à un public âgé de 50 % de quinze à vingt ans, cette production était le thème du 7^e Festival international du film pour enfants et jeunes adultes d'Ispahan, qui s'est tenu du 6 au 12 octobre dernier. Grand rendez-vous, convivial et libre d'esprit, de toutes les composantes de la profession iranienne, il présentait des films d'Europe occidentale et orientale (et, cette année, un brillant hommage à l'animation hongroise), du Japon, de Taiwan, etc., et même un hommage très suivi à Walt Disney, malgré le ban quasi total mis sur les films américains dans le pays.

Pour la première fois, un jury d'enfants, venu de tout le pays, a élu « meilleur » ses prix. Le cinéma iranien était à l'honneur, en particulier le vénéérable Akbar Sadeghi, qui a cessé de produire depuis la révolution : son œuvre, marquée par une grande virtuosité technique et esthétique (dessins, décors, costumes), parfois par une vision d'un monde dévastateur, s'inspire largement de légendes iraniennes pré-islamiques et du *Shah Nameh* de Ferdowsi (onzième siècle) : ainsi *Tempêtes de fleurs*, *Déjà le Rokh*, *Malek Khorshid*, *Zal et le Simourgh*.

Un des jeunes érudits de Sadeghi, dans le domaine de la marionnette cette fois, Abdollah Alimorad, a vu couronner le *Perroquet* et le *Marchand*, époustouflante reconstitution de la vie urbaine traditionnelle persane. Les longs-métrages, qui s'adressent autant aux adultes qu'au jeune public, avaient déjà été vus en France, grâce



Le réalisateur Abbas Kiarostami avec deux élèves de « Devoirs du soir ».

aux efforts du Festival des trois continents de Nantes, du Festival de Dunkerque, et du cinéma Utopia, à Paris (qui a récidivé au mois d'octobre et continue en novembre).

Les films de cette veine obéissent peu ou prou aux impératifs de la censure islamique (*lire l'encadré ci-dessous*) et tout autant à l'autocensure des créateurs. Ils se déroulent dans un cadre réaliste, mais se résolvent généralement sur un mode magique, grâce à la vertu du héros, son esprit de sacrifice l'emportant sur les instincts mauvais. Rares sont les méchants qui n'y connaissent pas la rédemption !

Caractéristique de cette tendance est le grand prix (Papillon d'or) iranien (1) de cette année : *la Nécéssité*, d'Alireza Davoudnizhad. Solidement construit et bien interprété, il conte l'histoire de deux adolescents contraints de subvenir aux besoins de leur famille respective et qui se trouvent mis en compétition sur l'unique poste disponible dans une imprimerie : le plus doué, découvrant finalement que son rival est encore plus désolé que lui (les « désolés » constituent un thème récurrent de l'idéologie islamique), décide de lui céder la place et prend un emploi plus dur. Cette issue, bien éloignée de notre *struggle for life*, est perçue

comme normale par le public iranien qui y reconnaît une de ses vertus cardinales, le *hissar*, le sacrifice pour autrui.

Les deux films les plus caractéristiques du genre cinéma des enfants sont certainement *le Coureur* et *Bashu, le petit étranger*. Le premier, réalisé en 1985 par Amir Naderi (et découvert au Festival de Nantes en 1986) met en valeur la détermination salvatrice d'un gosse solitaire et marginal. Habitant d'un port du golfe Persique, il s'inscrit aux cours du soir pour comprendre le fonctionnement de ce qu'il voit quotidiennement, les navires et les avions. Il substitue ainsi une course pour le savoir à celle, physique, à laquelle il était contraint pour assurer sa subsistance au jour le jour.

Quant à *Bashu*, également réalisé en 1985, il est dû à un vétéran du cinéma iranien, déjà célèbre avant la révolution, Babram Beyzaei. Interprété par la sublime Susan Tashimi (qui s'est exilée en Suède, « pour ne pas porter le voile »), c'est une merveilleuse parabole sur la tolérance : l'histoire d'un petit iranien arabophone du Khuzistan, jeté, orphelin de la guerre avec l'Irak, sur les routes du pays et qui se retrouve dans la riche province sub-tropicale du Guilan, près de la mer Caspienne. Sa langue incompréhensible pour les habitants, sa couleur foncée trahiraient des préjugés des villageois grâce à sa dignité et au combat de sa mère adoptive, dont le mari travaille en ville, et qui l'élève avec ses propres enfants.

Sur un registre moins unanime, il faut voir l'époustouflant *la Gale* (1988) d'Abdolhaziz Jahili, plongée dans l'univers d'une maison de correction téhéranaise. Un adolescent pris en train de vendre des publications subversives (contre la République islamique) y est incarcéré. Si des solidarités naissent entre les adolescents, le jeune prisonnier, qui s'estime innocent, finira par refuser de coopérer avec les autorités judiciaires et restera derrière les barreaux. La rédemption est ici moins évidente.

Mais le maître du film sur et avec les enfants est

incontestablement Abbas Kiarostami. Fin et anticonformiste, habile à jouer avec la censure, maître du « documentaire-fiction » (il refuse de trancher entre les deux genres), il est l'auteur d'une quinzaine de courts-métrages et de sept longs-métrages, tous tournés avec des acteurs non professionnels et situés dans le monde de l'enfance à l'exception de trois (dont cette magistrale interrogation sur la vérité et le mensonge qu'est *Close-up*).

Depuis son premier film, *le Passager* (1974) – les mille-rues d'un petit cancre de province pour prendre le bus de nuit vers Téhéran (la ville des merveilles) afin d'assister à un match de football – jusqu'à celui qu'il vient d'achever, *la Vie et rien d'autre*, hymne à l'appétit de vivre des enfants (et des adultes) atrocement frappés par le tremblement de terre de 1990 dans le nord de l'Iran, toute son œuvre témoigne d'une immense tendresse pour un monde d'enfants-individus, nettement démarqué de celui des adultes, dans une société patriarcale dont les gosses subissent la brutalité, ouverte ou feutrée.

Ainsi *Où est la maison de mon ami ?* (1987), ou l'un de ses films les plus forts, *Devoirs du soir* (1989), qui vient de sortir à Paris. En apparence documentaire pédagogique sur le vécu des écoliers, il se révèle film-réquisitoire contre l'endoctrinement scolaire et religieux (ce qui lui valut une interdiction temporaire et cinq minutes de coupe) et sur les responsabilités non assumées des parents et des éducateurs.

Caractéristique du cinéma iranien, cette importante production destinée à la jeunesse, malgré un certain angélisme, est riche d'enseignement pour nos propres pratiques dans nos nations vieillissantes, où le cinéma tend à considérer les jeunes comme de futurs consommateurs ou comme des adultes en réduction, sans véritables valeurs et mobiles qui leur soient propres.

YVES THORAVAL

(1) Deux autres Papillons d'or ont récompensé deux films britanniques, de Colin Cragg et Gavin Miller.

Censure, censures

La censure iranienne est régie par des textes, mais aussi par des usages que les cinéastes ont appris à anticiper. Jusqu'en 1988, un court synopsis devait être soumis au Comité de contrôle des scénarios, puis un scénario complet. A chaque étape, ce comité accordait ou refusait son visa. Le film achevé était soumis au comité ad hoc de la Fondation Farabi pour le cinéma (organisme dépendant du ministère de la culture et de la conformité à l'islam, animé par des religieux réputés « conservateurs »), qui donnait des avis, discutait mais pouvait également interdire l'œuvre.

Depuis trois ans, la première instance a été supprimée (considérant que les cinéastes ont désormais assimilé ses principes), la seconde, seule, touche du destin des films. Mais lorsqu'un film concerne un organisme public, tel que la police ou l'école, il doit de surcroît recevoir l'aval du ministère de tutelle.

Certains films interdits ont fait l'objet de projections de « contrefilms », organisées par la Fondation Farabi devant des assemblées nombreuses de professionnels. Si plusieurs d'entre eux, « blacklistés » pour leur faiblesse, ont finalement été autorisés, d'autres, qui transgressaient les règles, ont vu leur condamnation confirmée.

Il est recommandé d'éviter les actrices trop jolies, et les réalisateurs doivent s'abstenir de cadrer de trop près les jeunes femmes. Aucune vedette féminine célèbre avant la Révolution ne peut apparaître à l'écran. Les personnages féminins doivent porter des habits simples, de préférence sombres, et qui ne révèlent pas les courbes du corps. Seules les interprètes de personnages négatifs peuvent porter des vêtements colorés et à la mode.

En aucun cas les cheveux d'une iranienne ne doivent être visibles, même si le film se déroule avant la Révolution et donc avant que cette pratique soit devenue obligatoire – au cas où il serait vraiment impossible de respecter cet interdit, pour certains films en costume d'époque, les cheveux visibles doivent être des perruques.

Si deux époux vont se coucher, ils auront des lits séparés. Aucun contact n'est autorisé entre eux – sauf

si les deux acteurs sont, dans la vie, mari et femme, auquel cas il est toléré qu'ils se touchent le main.

Les danses et les chansons sont interdites, à deux exceptions près : des danses traditionnelles peuvent être montrées, mais uniquement interprétées par des hommes ; des chansons traditionnelles ont également été parfois utilisées, à la condition qu'on ne voie jamais leur interprète. Sur ce sujet, il subsiste un désaccord entre les autorités islamiques, aussi est-il recommandé d'éviter la question.

Il arrive que le refus d'un projet de film repose sur des considérations plus abstraites, telles que « structure dramatique faible », « personnages mal définis », « manque de motivations claires ». Les cinéastes iraniens se sont élevés contre de tels jugements, qui outrepasseraient les compétences des instances de censure.

Commentant le peu de films sur la Révolution et sur la guerre Iran-Irak, Mohammad Beheshti, président de la Fondation Farabi, affirme avoir espéré que de tels événements engendreraient des œuvres magnifiques, mais que tout ce qui a été réalisé était nul. Désormais il recommande aux cinéastes de raconter des histoires intimistes, citant en modèle... *Oui*.

Après une période relativement ouverte juste après la Révolution, beaucoup de films étrangers ont été interdits ou coupés. Toutes les scènes d'amour ont ainsi disparu, et il faut, après de longs débats, un « décret islamique » pour statuer sur l'épineux problème des cheveux : « Si la représentation des cheveux d'une femme musulmane est un péché, montrer les cheveux d'une non-musulmane est licite dans la mesure où elle n'est pas exhibée de manière lascive. »

Tout ce qui ressemblait à de la propagande étrangère, en particulier sur des thèmes religieux ou philosophiques, a également été supprimé... ou modifié, transformant en fervents islamistes des personnages qui n'avaient rien à voir avec l'islam, parfois même d'ardents militants communistes. Mais de grands cinéastes européens ont récemment reçu des offres de production en provenance de l'Iran. Theo Angelopoulos vient ainsi de décliner la proposition d'une superproduction adaptant l'*Amélie* à l'écran.

IL Y A DES FILMS
QU'ON AIME VOIR,
PUIS REVOIR,
PUIS REVOIR,
PUIS REVOIR.

LA DISCRETE enfin en cassette vidéo. En vente partout.



سکرت می ایستاد

سنة من الفن

LA SÉLECTION

CINEMA

Tous les films nouveaux

Arthur Rimbaud, une biographie

de Richard Dindo, avec Christian Cohendy, Madeline Marie, Bernard Bloch, Albert Dolé. Français (2 h 21).

Portrait en creux du poète, qui n'apparaît jamais à l'écran mais dont les proches et connaissances, joués par des acteurs, viennent reconstituer le cours de sa vie uniquement à partir de textes d'époque, avec des extraits de poèmes en contrepoint.

Reflet Logos I, handicapés, 5- (43-54-42-34).

La Belle Noiseuse, Divertimento

de Jacques Rivette, avec Michel Piccoli, Jane Birkin, Emmanuelle Béart, Marianne Denicourt, David Suess, Gilles Arbons. Français (2 h).

«Version courte» du beau film de Jacques Rivette, c'est en vérité un autre film : les personnages sont les mêmes mais la tonalité, la distance ont changé, l'importance de chacun s'est modifiée. Maître des manipulations, le réalisateur de *Céline et Julie jouent* en virtuose de ces variations.

Gaumont Les Halles, 1- (40-26-12-12) ; Gaumont Ambassade, 5- (43-59-19-08) ; Gaumont Parnasse, handicapés, 14- (43-35-30-40).

L'Halluciné

de Roger Cornan, avec Francis F. Coppola, Jack Nicholson, Mark Griffin, avec Boris Karloff, Jack Nicholson, Sandra Knight, Richard Miller. Américain (1 h 30).

Grand jongleur de la production cinématographique, Roger Cornan a tourné cette pochade horrifique en une semaine dans le décor d'un de ses précédents films promis à la démolition. Cette sombre affaire de château maudique vaut surtout pour les noms des jeunes coréalistes, qui n'allaient pas rester longtemps des inconnus.

VO : Action Écoles, 5- (43-25-72-07) ; Elysées Lincoln, 8- (43-59-36-14) ; Sept Parnasse, 14- (43-30-32-20).

J'embrasse pas

d'André Téchiné, avec Manuel Blanc, Philippe Noiret, Emmanuelle Béart, Hélène Vincent. Franco-italien (1 h 55).

Sur un canevas proche de celui de *Rendez-vous*, la montée à Paris d'un adolescent, André Téchiné suit avec une jeunesse tendue, bouleversante, les découvertes cruelles ou tendres, les déceptions et les expériences du garçon, interprété par un nouveau venu extraordinaire nommé Manuel Blanc.

Ciné Beaubourg, handicapés, 3- (42-71-52-38) ; 14 Juillet Odéon, 6- (43-25-69-68) ; U.G.C. Montparnasse, 8- (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier, handicapés, 9- (43-87-35-43) ; U.G.C. Cinéma, 3- (45-62-20-40) ; U.G.C. Opéra, 9- (45-74-94-94) ; 14 Juillet Bastille, 11- (43-57-90-81) ; Les Nations, 12- (43-43-04-67) ; U.G.C. Bobine, 13- (45-61-94-56) ; Miraval, 14- (45-39-52-43) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15- (45-75-79-79) ; U.G.C. Maitre, 17- (40-58-00-10) ; Pathé Wexler II, 18- (45-22-47-94).

Pensées mortelles

d'Alan Rudolph, avec Demi Moore, Glenn Headly, Bruce Willis, John Parkow, Harvey Keitel. Américain (1 h 44).

Comme il aime et sait le faire, Alan Rudolph détourne les règles d'un genre, l'enquête policière, pour tracer deux portraits de femmes, amies qui en viendront à se détester après la mort du mari de l'une d'elles.

VO : Gaumont Les Halles, 1- (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 6- (43-25-69-68) ; Gaumont Champs-Élysées, 8- (43-59-04-67) ; Gaumont Alésia, handicapés, 14- (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15- (45-75-79-79) ; U.G.C. Maitre, 17- (40-58-00-10).

VF : Gaumont Opéra, 2- (47-42-80-33) ; Rex, handicapés, 2- (42-86-83-53) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12- (43-43-01-58) ; Fauvette bis, 13- (47-07-55-88) ; Miramar, 14- (43-20-89-62) ; Gaumont Convention, 15- (48-28-42-27).

Poison

de Todd Haynes, avec Edie Mackie, Larry Maxwell, Scott Rensler, Susan Gayle Norman, James Lyons. Américain (1 h 30).

Trois «nouvelles» entremêlées consacrées à des formes différentes de déviance composent cet hommage cinématographique à Jean Genet.

VO : 14 Juillet Parnasse, 9- (43-28-58-00).

Proof

de Jocelyn Moorhouse, avec Hugo Weaving, Genevieve Picot, Russell Crowe, Heather Mitchell, Jeffrey Walker. Australien (1 h 30).

L'étrange histoire d'un photographe aveugle, partagé entre son amour pour un serveur de restaurant et l'annexion envahissante de la femme qui prend soin de lui, traverse d'étonnantes accents de justesse, entre chronique sentimentale et parabole.

VO : Forum Horizon, handicapés, 1- (45-08-57-57) ; Pathé Hautesalles, 6- (46-33-79-38) ; Gaumont Ambassade, 8- (43-59-19-08) ; Escorial, 12- (47-07-55-88) ; Gaumont Parnasse, 14- (43-35-30-40).

Rage

de Stephen Cythenhael, avec Dennis Hopper, Barbara Hershey, Ed Harris. Américain (1 h 30).

Violence raciste et paranoïa d'un petit Blanc constituent les thèmes de ce portrait cauchemardesque d'une petite ville du sud des États-Unis, centré sur des figures aussi caractéristiques que caractéristiques.

VO : Forum Horizon, handicapés, 1- (45-08-57-57) ; George V, 9- (45-62-41-48) ; Pathé Hautesalles, 6- (46-33-79-38) ; Pathé Hautesalles-Concorde, 8- (43-59-19-08) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12- (43-43-01-58) ; Sept Parnasse, 14- (43-30-32-20).

VF : Pathé Impérial, handicapés, 2- (47-42-80-33) ; Pathé Montparnasse, 14- (43-20-12-08) ; Pathé Wexler II, 18- (45-22-47-94) ; Le Gambetta, THX, 20- (48-36-10-96).

La Thune

de Philippe Gollard, avec Idée, Christophe N'Da, Maymoun Gerraiah, Les Crueker, Mahinoud Zemmouri. Français (1 h 30).

Prends l'oselle et tombe les filles aurait pu être le titre de cette comédie sur un zozur beur qui décide de devenir un puissant capitaliste pour dragger.

Forum Horizon, handicapés, 1- (45-08-57-57) ; George V, 9- (45-62-41-48) ; Pathé Hautesalles, 6- (46-33-79-38) ; Pathé Hautesalles-Concorde, 8- (43-59-19-08) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12- (43-43-01-58) ; Sept Parnasse, 14- (43-30-32-20).

Pathé Hautesalles, 6- (46-33-79-38) ; Pathé Hautesalles-Concorde, 8- (43-59-19-08) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12- (43-43-01-58) ; Sept Parnasse, 14- (43-30-32-20).

Pathé Hautesalles, 6- (46-33-79-38) ; Pathé Hautesalles-Concorde, 8- (43-59-19-08) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12- (43-43-01-58) ; Sept Parnasse, 14- (43-30-32-20).

Pathé Hautesalles, 6- (46-33-79-38) ; Pathé Hautesalles-Concorde, 8- (43-59-19-08) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12- (43-43-01-58) ; Sept Parnasse, 14- (43-30-32-20).

Pathé Hautesalles, 6- (46-33-79-38) ; Pathé Hautesalles-Concorde, 8- (43-59-19-08) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12- (43-43-01-58) ; Sept Parnasse, 14- (43-30-32-20).

Pathé Hautesalles, 6- (46-33-79-38) ; Pathé Hautesalles-Concorde, 8- (43-59-19-08) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12- (43-43-01-58) ; Sept Parnasse, 14- (43-30-32-20).

Pathé Hautesalles, 6- (46-33-79-38) ; Pathé Hautesalles-Concorde, 8- (43-59-19-08) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12- (43-43-01-58) ; Sept Parnasse, 14- (43-30-32-20).

Pathé Hautesalles, 6- (46-33-79-38) ; Pathé Hautesalles-Concorde, 8- (43-59-19-08) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12- (43-43-01-58) ; Sept Parnasse, 14- (43-30-32-20).

Pathé Hautesalles, 6- (46-33-79-38) ; Pathé Hautesalles-Concorde, 8- (43-59-19-08) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12- (43-43-01-58) ; Sept Parnasse, 14- (43-30-32-20).

Pathé Hautesalles, 6- (46-33-79-38) ; Pathé Hautesalles-Concorde, 8- (43-59-19-08) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12- (43-43-01-58) ; Sept Parnasse, 14- (43-30-32-20).

Pathé Hautesalles, 6- (46-33-79-38) ; Pathé Hautesalles-Concorde, 8- (43-59-19-08) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12- (43-43-01-58) ; Sept Parnasse, 14- (43-30-32-20).

Pathé Hautesalles, 6- (46-33-79-38) ; Pathé Hautesalles-Concorde, 8- (43-59-19-08) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12- (43-43-01-58) ; Sept Parnasse, 14- (43-30-32-20).

Pathé Hautesalles, 6- (46-33-79-38) ; Pathé Hautesalles-Concorde, 8- (43-59-19-08) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12- (43-43-01-58) ; Sept Parnasse, 14- (43-30-32-20).

Pathé Hautesalles, 6- (46-33-79-38) ; Pathé Hautesalles-Concorde, 8- (43-59-19-08) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12- (43-43-01-58) ; Sept Parnasse, 14- (43-30-32-20).

Pathé Hautesalles, 6- (46-33-79-38) ; Pathé Hautesalles-Concorde, 8- (43-59-19-08) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12- (43-43-01-58) ; Sept Parnasse, 14- (43-30-32-20).

Pathé Hautesalles, 6- (46-33-79-38) ; Pathé Hautesalles-Concorde, 8- (43-59-19-08) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12- (43-43-01-58) ; Sept Parnasse, 14- (43-30-32-20).

Pathé Hautesalles, 6- (46-33-79-38) ; Pathé Hautesalles-Concorde, 8- (43-59-19-08) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12- (43-43-01-58) ; Sept Parnasse, 14- (43-30-32-20).

Pathé Hautesalles, 6- (46-33-79-38) ; Pathé Hautesalles-Concorde, 8- (43-59-19-08) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12- (43-43-01-58) ; Sept Parnasse, 14- (43-30-32-20).

Pathé Hautesalles, 6- (46-33-79-38) ; Pathé Hautesalles-Concorde, 8- (43-59-19-08) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12- (43-43-01-58) ; Sept Parnasse, 14- (43-30-32-20).

Pathé Hautesalles, 6- (46-33-79-38) ; Pathé Hautesalles-Concorde, 8- (43-59-19-08) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12- (43-43-01-58) ; Sept Parnasse, 14- (43-30-32-20).

Pathé Hautesalles, 6- (46-33-79-38) ; Pathé Hautesalles-Concorde, 8- (43-59-19-08) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12- (43-43-01-58) ; Sept Parnasse, 14- (43-30-32-20).

Pathé Hautesalles, 6- (46-33-79-38) ; Pathé Hautesalles-Concorde, 8- (43-59-19-08) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12- (43-43-01-58) ; Sept Parnasse, 14- (43-30-32-20).

Pathé Hautesalles, 6- (46-33-79-38) ; Pathé Hautesalles-Concorde, 8- (43-59-19-08) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12- (43-43-01-58) ; Sept Parnasse, 14- (43-30-32-20).

Pathé Hautesalles, 6- (46-33-79-38) ; Pathé Hautesalles-Concorde, 8- (43-59-19-08) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12- (43-43-01-58) ; Sept Parnasse, 14- (43-30-32-20).

Pathé Hautesalles, 6- (46-33-79-38) ; Pathé Hautesalles-Concorde, 8- (43-59-19-08) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12- (43-43-01-58) ; Sept Parnasse, 14- (43-30-32-20).



Norman McLaren, génie de l'animation, au Palais de Tokyo

Sélection Paris

Les Amants du Pont-Neuf

de Léos Carax, avec Juliette Binoche, Denis Lavant, Chus Michael Gilber. Français (2 h 05).

Alex aime Michèle, Michèle aime Alex. C'est tout ? Oui, c'est tout. Mais par la splendeur d'un cinéma inspiré, généreux, inventif, c'est amplement assez pour déchaîner un ouragan de beauté, de douleur et d'espoir.

Gaumont Les Halles, 1- (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2- (47-42-80-33) ; Espace Saint-Michel, 9- (44-07-20-49) ; 14 Juillet Odéon, 6- (43-25-69-68) ; Gaumont Ambassade, handicapés, 14- (43-27-84-50) ; 14 Juillet Bastille, 11- (43-57-90-81) ; Fauvette bis, 13- (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14- (43-27-84-50) ; Sept Parnasse, 15- (45-75-79-79) ; Gaumont Montparnasse, 16- (45-44-25-02) ; Pathé Wexler, 18- (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20- (48-36-10-96).

Barton Fink

de Joel et Ethan Coen, avec John Turturro, John Goodman, Judy Davis, Michael Lerner, John Mahoney. Américain (1 h 56).

Dans les convulsions du carreau d'un scénariste en panne d'inspiration, dans les méandres d'un hôtel de cauchemar, dans le labyrinthe d'Hollywood, une dérive ironique et angoissante aux frontières du réel et du fantasme sous la houlette de deux des auteurs les plus prometteurs du cinéma américain.

Forum Horizon, handicapés, 1- (45-08-57-57) ; George V, 9- (45-62-41-48) ; Pathé Hautesalles, 6- (46-33-79-38) ; Pathé Hautesalles-Concorde, 8- (43-59-19-08) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12- (43-43-01-58) ; Sept Parnasse, 14- (43-30-32-20).

Pathé Hautesalles, 6- (46-33-79-38) ; Pathé Hautesalles-Concorde, 8- (43-59-19-08) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12- (43-43-01-58) ; Sept Parnasse, 14- (43-30-32-20).

Pathé Hautesalles, 6- (46-33-79-38) ; Pathé Hautesalles-Concorde, 8- (43-59-19-08) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12- (43-43-01-58) ; Sept Parnasse, 14- (43-30-32-20).

Pathé Hautesalles, 6- (46-33-79-38) ; Pathé Hautesalles-Concorde, 8- (43-59-19-08) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12- (43-43-01-58) ; Sept Parnasse, 14- (43-30-32-20).

Pathé Hautesalles, 6- (46-33-79-38) ; Pathé Hautesalles-Concorde, 8- (43-59-19-08) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12- (43-43-01-58) ; Sept Parnasse, 14- (43-30-32-20).

Pathé Hautesalles, 6- (46-33-79-38) ; Pathé Hautesalles-Concorde, 8- (43-59-19-08) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12- (43-43-01-58) ; Sept Parnasse, 14- (43-30-32-20).

Pathé Hautesalles, 6- (46-33-79-38) ; Pathé Hautesalles-Concorde, 8- (43-59-19-08) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12- (43-43-01-58) ; Sept Parnasse, 14- (43-30-32-20).

Pathé Hautesalles, 6- (46-33-79-38) ; Pathé Hautesalles-Concorde, 8- (43-59-19-08) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12- (43-43-01-58) ; Sept Parnasse, 14- (43-30-32-20).

Pathé Hautesalles, 6- (46-33-79-38) ; Pathé Hautesalles-Concorde, 8- (43-59-19-08) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12- (43-43-01-58) ; Sept Parnasse, 14- (43-30-32-20).

Pathé Hautesalles, 6- (46-33-79-38) ; Pathé Hautesalles-Concorde, 8- (43-59-19-08) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12- (43-43-01-58) ; Sept Parnasse, 14- (43-30-32-20).

Pathé Hautesalles, 6- (46-33-79-38) ; Pathé Hautesalles-Concorde, 8- (43-59-19-08) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12- (43-43-01-58) ; Sept Parnasse, 14- (43-30-32-20).

Pathé Hautesalles, 6- (46-33-79-38) ; Pathé Hautesalles-Concorde, 8- (43-59-19-08) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12- (43-43-01-58) ; Sept Parnasse, 14- (43-30-32-20).

Pathé Hautesalles, 6- (46-33-79-38) ; Pathé Hautesalles-Concorde, 8- (43-59-19-08) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12- (43-43-01-58) ; Sept Parnasse, 14- (43-30-32-20).

Pathé Hautesalles, 6- (46-33-79-38) ; Pathé Hautesalles-Concorde, 8- (43-59-19-08) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12- (43-43-01-58) ; Sept Parnasse, 14- (43-30-32-20).

Pathé Hautesalles, 6- (46-33-79-38) ; Pathé Hautesalles-Concorde, 8- (43-59-19-08) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12- (43-43-01-58) ; Sept Parnasse, 14- (43-30-32-20).

Pathé Hautesalles, 6- (46-33-79-38) ; Pathé Hautesalles-Concorde, 8- (43-59-19-08) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12- (43-43-01-58) ; Sept Parnasse, 14- (43-30-32-20).

Pathé Hautesalles, 6- (46-33-79-38) ; Pathé Hautesalles-Concorde, 8- (43-59-19-08) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12- (43-43-01-58) ; Sept Parnasse, 14- (43-30-32-20).

Pathé Hautesalles, 6- (46-33-79-38) ; Pathé Hautesalles-Concorde, 8- (43-59-19-08) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12- (43-43-01-58) ; Sept Parnasse, 14- (43-30-32-20).

Pathé Hautesalles, 6- (46-33-79-38) ; Pathé Hautesalles-Concorde, 8- (43-59-19-08) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12- (43-43-01-58) ; Sept Parnasse, 14- (43-30-32-20).

Pathé Hautesalles, 6- (46-33-79-38) ; Pathé Hautesalles-Concorde, 8- (43-59-19-08) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12- (43-43-01-58) ; Sept Parnasse, 14- (43-30-32-20).

Pathé Hautesalles, 6- (46-33-79-38) ; Pathé Hautesalles-Concorde, 8- (43-59-19-08) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12- (43-43-01-58) ; Sept Parnasse, 14- (43-30-32-20).

Pathé Hautesalles, 6- (46-33-79-38) ; Pathé Hautesalles-Concorde, 8- (43-59-19-08) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12- (43-43-01-58) ; Sept Parnasse, 14- (43-30-32-20).

Pathé Hautesalles, 6- (46-33-79-38) ; Pathé Hautesalles-Concorde, 8- (43-59-19-08) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12- (43-43-01-58) ; Sept Parnasse, 14- (43-30-32-20).

Pathé Hautesalles, 6- (46-33-79-38) ; Pathé Hautesalles-Concorde, 8- (43-59-19-08) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12- (43-43-01-58) ; Sept Parnasse, 14- (43-30-32-20).

Pathé Hautesalles, 6- (46-33-79-38) ; Pathé Hautesalles-Concorde, 8- (43-59-19-08) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12- (43-43-01-58) ; Sept Parnasse, 14- (43-30-32-20).

Pathé Hautesalles, 6- (46-33-79-38) ; Pathé Hautesalles-Concorde, 8- (43-59-19-08) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12- (43-43-01-58) ; Sept Parnasse, 14- (43-30-32-20).

Pathé Hautesalles, 6- (46-33-79-38) ; Pathé Hautesalles-Concorde, 8- (43-59-19-08) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12- (43-43-01-58) ; Sept Parnasse, 14- (43-30-32-20).

Pathé Hautesalles, 6- (46-33-79-38) ; Pathé Hautesalles-Concorde, 8- (43-59-19-08) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12- (43-43-01-58) ; Sept Parnasse, 14- (43-30-32-20).

Pathé Hautesalles, 6- (46-33-79-38) ; Pathé Hautesalles-Concorde, 8- (43-59-19-08) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12- (43-43-01-58) ; Sept Parnasse, 14- (43-30-32-20).

Pathé Hautesalles, 6- (46-33-79-38) ; Pathé Hautesalles-Concorde, 8- (43-59-19-08) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12- (43-43-01-58) ; Sept Parnasse, 14- (43-30-32-20).

Pathé Hautesalles, 6- (46-33-79-38) ; Pathé Hautesalles-Concorde, 8- (43-59-19-08) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12- (43-43-01-58) ; Sept Parnasse, 14- (43-30-32-20).

Pathé Hautesalles, 6- (46-33-79-38) ; Pathé Hautesalles-Concorde, 8- (43-59-19-08) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12- (43-43-01-58) ; Sept Parnasse, 14- (43-30-32-20).

Pathé Hautesalles, 6- (46-33-79-38) ; Pathé Hautesalles-Concorde, 8- (43-59-19-08) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12- (43-43-01-58) ; Sept Parnasse, 14- (43-30-32-20).

Pathé Hautesalles, 6- (46-33-79-38) ; Pathé Hautesalles-Concorde, 8- (43-59-19-08) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12- (43-43-01-58) ; Sept Parnasse, 14- (43-30-32-20).

Pathé Hautesalles, 6- (46-33-79-38) ; Pathé Hautesalles-Concorde, 8- (43-59-19-08) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12- (43-43-01-58) ; Sept Parnasse, 14- (43-30-32-20).

Pathé Hautesalles, 6- (46-33-79-38) ; Pathé Hautesalles-Concorde, 8- (43-59-19-08) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12- (43-43-01-58) ; Sept Parnasse, 14- (43-30-32-20).

Pathé Hautesalles, 6- (46-33-79-38) ; Pathé Hautesalles-Concorde, 8- (43-59-19-08) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12- (43-43-01-

MUSIQUES

Sélection Paris

Mercredi 20 novembre

Mozart

Sonate pour piano n° 7

Beethoven

Sonates pour piano n° 1, 2 et 3

Melvin Tan (piano-forte)

Le piano-fortiste de Roger Norrington, vraie star outre-Manche, se produit pour la première fois à Paris.

Auditorium du Louvre, 20 h 30. Tél. : 40-20-52-29. 100 F.

Dutilleul

Timbres, espaces, mouvement

Chausson

Symphonie

Beethoven

Triple Concerto

Brigitte Engerer (piano),

Odette Chailion (violin),

Orchestre philharmonique

des Pays de la Loire,

Marc Soustrot (direction).

Comme chaque année, l'Orchestre philharmonique des Pays de la Loire prête ses talents à la cause des Petits Frères des pauvres. Bon programme. Bons solistes.

Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 45-83-88-73. De 70 F à 250 F.

Jeudi 21

Mozart

Sonate pour piano n° 16

Granados

Goyescas

Chopin

Valère

Jean-Marc Lukacs (piano).

Par le jeune espoir français de l'époque jeune, le cycle de Granados, jamais donné par des pianistes non hispaniques, et que Lukacs va bientôt enregistrer. Schumann reconnaît, l'interprète s'efforcera de souligner les filiations, et reviendra à Chopin en conclusion, ces Valère qu'il vient d'immobiliser sur CD.

Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 45-83-88-73. De 70 F à 250 F.

dans une interprétation qui doit beaucoup à Alfred Cortot. Il y a toujours du nouveau chez Lukacs.

Auditorium des Halles, 19 heures. Tél. : 40-28-28-40. 100 F.

Varèse

Intégrales

Arca

Busoni

Breveuse théâtrale

Strauss

Scène finale de Salomé

Secundus Gensdorff (soprano),

Orchestre national de France,

Kent Nagano (direction).

Retour de Nagano dans des esthétiques bien antinomiques, à la tête d'un orchestre qu'il faudra calmer après Varèse. Busoni a dû être prévu à cet effet. Et puis Strauss, qu'on pourrait, pour cette scène finale de Salomé, rattacher à l'art pompier. L'épreuve vocale et orchestrale que l'on sait, néanmoins. Un défi de plus pour le jeune chef, après les Guerres de Schoenberg au Châtelet.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37. De 40 F à 180 F.

Haydn

Sonates pour piano n° 38, 47, 62

Melvin Tan (piano-forte).

Auditorium du Louvre, 12 h 30. Tél. : 40-20-52-29. 80 F.

Rachinovich

Libellés

Rachmaninov

Suite n° 1

Mozart

Sonate pour deux pianos

Saint-Saëns

Variations sur un thème de Beethoven

Dukas

L'Apprenti Sorcier

Ravel

La Valse

Martin Argerich,

Alexander Rabinovitch (piano).

Second volet d'un diptyque commencé la veille. Au programme une pièce de Rabinovitch qui, gageons, déclenchera encore une fois les passions, des œuvres connues et une rareté à qui ces deux pianistes ébouriffants vont faire prendre l'air : les Variations sur un thème de Beethoven, de Saint-Saëns, sur l'allégresse de la Septième Symphonie, une de ces partitions dont Cortot disait qu'elles « pasteurisent les rythmes et stérilisent l'émotion ».

Salle Gaveau, 20 h 30. Tél. : 49-53-05-07. De 160 F à 210 F.

Johansen

Suite pour violoncelle et piano op. 24

Haendel-Halvorsen

Passacaglia pour violon et alto

Grig

Sonate pour violon et piano n° 1

Dances paysannes norvégiennes

pour piano, extraits

Brahms

Quatuor pour piano et cordes n° 3

Hakon Austbo (piano),

Arve Tveit (violin),

Lars Anders (violin),

Ango Kvalheim (violoncelle).

Le pianiste Hakon Austbo s'était fait connaître, il y a une quinzaine d'années, par un disque Ravel et un disque Janáček, deux bien Parisiens s'était fait bien connaître. Il revient en première ligne dans un programme où il associe, en compagnie de quelques amis, des œuvres d'humour nordique.

Musée d'Orsay, 20 h 30. Tél. : 40-48-48-27. 120 F.

Vendredi 22

Mozart

Sonate pour violon et piano KV 379

Brahms

Sonate pour violon et piano n° 2

Debussy

Sonate pour violon et piano

Ravel

Trigone

Augustin Dumey (violin),

Maria José Pires (piano).

Ensemble, ils viennent de publier un disque de sonates de Mozart chez Deutsche Grammophon. Un modèle de conversation en musique. Pour Médéric sans frontières, Pires-Dumey ont puisé dans leur répertoire de quoi concocter un récital qui doit attirer beaucoup de monde.

Salle Gaveau, 20 h 30. Tél. : 45-82-69-71. De 120 F à 270 F.

Maderna

Hypérion

Peter Eitner,

Jacques Zoon (ténor),

Pénélope Wellesley-Clark (soprano),

Ensemble Asta,

les Jeunes Solistes,

Rachid Sefi (direction).

Le roman de Hölderlin auquel l'œuvre emprunte son nom a donné lieu au plus célèbre work in progress du siècle. « Une représentation de l'affrontement implacable qui oppose la voix du Poète et une réalité froide et hostile interdisant toute aspiration lyrique ». On est bien loin de l'opéra, donc, même si le grand Orber a été chargé de la mise en scène. L'auteur a mis à disposition des interprètes

Salle Gaveau, 20 h 30. Tél. : 45-82-69-71. De 120 F à 270 F.

potentiels ou ensemble de matériaux musicaux (pour formations variables) et d'éléments scéniques (une machine érotique) pour un assemblage laissé à la décision de chacun. Le montage de cette récitation et sa direction ont été confiés à Peter Eitner.

Opéra-Comique, Salle Favart (les 22 et 23, 20 h 30 ; la 24, 17 heures). Tél. : 42-86-88-83. De 120 F à 200 F.

Mozart

La Clémence de Titus

Gösta Winbergh (ténor),

Françoise Pollet (soprano),

Anne-Marie Blais (soprano),

Cornelius Hauptmann (baryton),

Chœur de Radio-France,

Orchestre philharmonique de

Paris.

S'il est un opéra qui permette de faire travailler un orchestre pupitre par pupitre, c'est bien le dernier Opéra-Comique de Mozart, dont la majesté et les exotisme romantiques sont dans la manière de Janowski. Espérons qu'il n'y aura pas de brutalité. Et espérons beaucoup de Polet.

Salle Pleyel, 20 heures. Tél. : 45-63-88-73. De 60 F à 150 F.

Samedi 23

Schumann

Romance pour piano n° 2

Sonate pour piano n° 1

Clara Schumann

Pièces pour piano

Brahms

Klavierstücke op. 118

Centre Line Collard (piano).

Les riches heures d'une pianiste inventive et parfois déconcertante, dans un cadre chargé d'histoire, et un programme lourd de passions réciproques.

Conservatoire d'art dramatique, 18 heures. De 70 F à 110 F.

Moussorgski

Aube sur la Moscova

Rachmaninov

Concerto pour piano et orchestre n° 2

Dvorak

Symphonie n° 8

Suzanne Rudy (piano),

Orchestre philharmonique de Saint-

Pétersbourg.

Yuri Temirkanov (direction). Tout à une fin ! Evgeny Mravinsky est mort après avoir légué au monde un opéra après avoir légué au monde un plus virtuose, celui dont la sonorité était la plus signée. Et puis, le mur est tombé, les frontières se sont ouvertes et de nombreux musiciens ont préféré s'exiler. Rebatiste Orchestre de Saint-Pétersbourg, la Philharmonie de Leningrad a

dû se refaire une saut. A son chevet : Yuri Temirkanov et Mariss Jansons. Si l'on en juge par le dernier disque que cet orchestre a publié, le premier pour un éditeur occidental (en l'occurrence EMI), il n'a rien perdu de sa superbe.

Michael Rudy retrouve Paris, où il s'était fait plus rare depuis un ou deux ans (son nouveau port d'attache est Londres). Le 25, l'orchestre jouera la Cinquième de Tchaïkovski et des extraits de Casse-Noisette.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37. De 250 F à 850 F.

Dimanche 24

Beethoven

Sonates pour piano n° 11 op. 22

et 29 « Hammerklavier »

Georges Pludermacher (piano).

Georges Pludermacher revient à Beethoven, à la Hammerklavier (cette terreur des pianistes), après avoir joué et enregistré Debussy (chez Erato, avec Jean-François Heisser), et l'intégrale des sonates de Mozart seul, comme un grand, chez Harmonia Mundi. A 11 heures du matin, jouer cette sonate de Beethoven relève de l'exploit sportif.

Théâtre des Champs-Élysées, 11 heures. Tél. : 47-20-36-37. 90 F.

Régions

Bordeaux

Enesco

Rhapsodie roumaine

Sibelius

Concerto pour violon et orchestre

Dvorak

Symphonie n° 8

Gil Shaham (violin),

Orchestre national de Bordeaux-

Aquitaine.

Lawrence Foster (direction). Les Bordelais sont doublement chanceux. Ils le sont parce que leur orchestre s'améliore de saison en saison depuis que Lombard l'a repris en main. Ils le sont parce que Gil Shaham en est à un stade de sa carrière où jouer en province est une quasi-obligation dont beaucoup de ses confrères se défient dès qu'ils grimpent dans les chars. Et Shaham ne saurait tarder à devenir une star du violon.

Les 20 et 21, Palais des Sports, 20 h 30. Tél. : 56-48-58-54. De 70 F à 85 F.

Fontevraud

Mozart

Sonate pour piano n° 11 « Alla turca »

Beethoven

Sonate pour piano n° 31

Prokofiev

Visions fugitives

Marche de l'Amour des trois oranges

Chopin

Balade n° 4

Nocturne op. 9 n° 3

Scherzo n° 4

Nelson Freire (piano).

Mozart et Beethoven pour commencer : deux sonates à la forme chaotournée, mais superbement pensées, deux pièces qui s'achèvent de façon « optimiste ». Le pianiste brésilien les joue depuis longtemps, en maîtrise la forme et sait faire surgir la lumière des lignes de l'Opus 110 après avoir plongé au cœur de la douleur beethovenienne des deux arioso. Sans jamais rien appuyer.

Les 20 et 21, Palais des Sports, 20 h 30. Tél. : 56-48-58-54. De 70 F à 85 F.

Lille

Carnicer

Ouverture du Barber de Séville

Halffter

Concerto pour piano et orchestre

Falla

L'Amour sorcier

Maria Manuela Carro (piano),

Marta Senn (mezzo-soprano),

Orchestre national de Lille,

Cristobal Halffter

et Jean-Claude Casadesu (direction).

MUSIQUES DU MONDE

75 F



LUN. 25 NOV. 20H30

TRIO ERIK MARCHAND

ET QUINTET CLARINETTES

Bretagne

avec la participation de Yann Fanch Kemener

LOC. 42 74 22 77

2 PL. DU CHÂTELET PARIS 4^e

DU 7 NOV AU 7 DEC



PASOLINI

Bête de style

CRÉATION

mise en scène de Stanislas Nordoy

42 43 17 17

CRÉATION

Chorégraphie : Daniel Larrieu

GRAVURES

Pièces pour 6 écrivains

21, 22, 23 novembre-21h

Location : 64 62 77 77

La Ferme du Buisson

(Publicité)

Le Monde

« Culture : les équipements de demain »

JEUDI 5 DÉCEMBRE 1991

9 h 30 : Les villes et leurs projets culturels : conception, gestion, animation, promotion des nouveaux équipements.

Président de séance : Françoise de Panafieu, adjoint au maire de Paris, chargé de la culture.

10 h 15 : Un siècle d'équipements culturels en France : 1880-1980.

Président de séance : Emmanuel Le Roy Ladurie, administrateur général de la Bibliothèque nationale.

Animateur : Thomas Ferenczi, le Monde.

14 h 30 : Une nouvelle génération d'équipements culturels : les grands exemples français et étrangers.

Président de séance : Robert Batscha, président du Museum of Television and Radio de New-York.

Animateur : Lionel Duroy, l'Enfermement du Jeudi.

16 h 15 : Les projets d'équipements culturels en France et à l'étranger.

Président de séance : Josep Ramoneda, directeur du Centro de Cultura Contemporània de Barcelone.

Animatrice : Pascale Charpenier, France-Culture.

Ce colloque se tiendra à la Vidéothèque de Paris : Porte Saint-Eustache - Forum des Halles - 75001 Paris.

Programme et inscriptions : Vocatif

Tél. : (1) 43-55-33-60 Fax (1) 43-55-38-31

Avec la participation de France-Culture, la Parthénos des Hautes et Paris TV Câble

كنا من الحلو

LA SÉLECTION

à la Backhaus plutôt qu'à la Brendel. Prokofiev et Chopin pour finir, les très « françaises » visions fugitives du premier, et la *Quatrième Ballade* de Chopin. Tout *Tristan et Isolde* en dix minutes, disait Heinrich Neuhaus.

Le 23. Abbaye royale de Fortevraud, 21 heures. Tél. : 16-41-51-73-52. 100 F.

Metz

Ohana

Llanto por Ignacio Sanchez Mejias Syllabaire pour Phédo Ensemble Musicatraz, Roland Hayabedian (direction). Créé en 1950, enregistré une dizaine d'années plus tard, le *Llanto por Ignacio Sanchez Mejias* de Maurice Ohana est vraisemblablement l'une des œuvres contemporaines qui se sont le mieux vendues avant la *Sinfonia* de Berio et la *Messe pour le temps présent*. Œuvre forte, incantatoire, aux harmonies dures, cette cantate met en musique le célèbre poème de Federico Garcia Lorca. Syllabaire pour Phédo est un opéra de ébène qui date de 1968.

Le 24. Arsenal, 18 heures. Tél. : 67-74-16-16. De 115 F à 150 F.

Montpellier

Wagner

Le Vaisseau fantôme Ekkehard Wlaschka (baryton), Lohrén Batslev (soprano), Thomas Bontz, Heiki Sukola (ténor), Odjorn Tennfjord (basse), Chœurs et Orchestre de l'Opéra de Montpellier, Siegfried Kurz (direction), Tobias Richter (mise en scène). Distribution « nordique » pour la reprise de cet opéra maritime, coproduit par les Opéras de Lyon et de Montpellier.

Les 22 et 26, 20 heures ; le 24, 15 heures. Opéra Berlioz, Corum, Palais des congrès. Tél. : 67-66-00-92. De 115 F à 250 F.

Jazz

Alain Brunet Quartet

On peut être haut fonctionnaire et trompettiste, en vérité. Alain Brunet ne défaisait jamais l'instrument. La musique n'a rien d'un passe-temps, d'un délassement, d'un repos de guerrier administratif : c'est une manière d'être. Son jeu est particulièrement clair, moderne et dynamique.

Le 21. La Coupole, 21 heures. Tél. : 43-20-14-20.

Yves Robert Quartet

Le plus original, le plus technique, le plus débridé, le plus prometteur des jeunes musiciens actuels. Qu'il joue du trombone est assez secondaire, puisqu'il le fait sonner comme à peu près tous les instruments, sauf le trombone. Particulièrement recommandé à ceux qui aiment, dans une dizaine d'années, avoir découvert Yves Robert.

Le 21. Dunois, 20 h 30. Tél. : 45-64-72-00.

Philippe Petit Philippe Lacarrière

La guitare, c'est aussi cela, cette précision de conférence (Montaigne) que l'air s'efface, pique et relance. Six cordes pour Philippe Petit, quatre pour la contrebasse de Philippe Lacarrière, le résultat est une sorte de jazz de chambre sans prétention, sans référence classique, sans autre allusion qu'à l'intimité du



Klaus-Michael Grüber met en scène « Hypérion », de Bruno Maderna, à l'Opéra-Comique.

son. Le répertoire est très reconnaissable, la lecture franchement moderne.

Les 25 et 26. Bar du Potager, 22 heures. Tél. : 40-26-50-96.

Rock

The Inmates

Les Inmates ont tout donné au rythme blues, qui leur a rendu la mise en kilomètres sur les routes, en nuits blanches, en mésaventures discographiques. C'est pour ça qu'ils n'ont pas dévié d'un pouce, fidèles à la musique de Bo Diddley, des Rolling Stones, des Jumbles.

Le 20. New Morning, 20 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Timbuk 3

Trois concerts pour enregistrer un album live, en compagnie de Timbuk 3, néo-folklores, fantasistes, version électrique et déjantée de Peter Paul and Mary.

Du 20 au 23. Espace Orano, 19 h 30.

Lenny Kravitz

La popularité de Lenny Kravitz ne cesse de croître. Le voilà à Bercy, dernière étape avant le Parc des Princes. Espérons que la halte sera longue, assez pour que le surdoué se débarrasse de ses affections, de cette étrange timidité qui lui fait cabrer son originalité sous le masque des grands anciens, Marvin Gaye, Jimi Hendrix ou John Lennon.

Le 22. Palais omnisports de Paris-Bercy, 20 heures. Tél. : 40-02-60-02. 160 F.

Tournées

Supreme NTM

Le rap qui crie, qui insulte, qui moque et agresse. Et parfois, au-delà de la fureur, émerge une énergie, un appétit communicatifs, irrésistibles.

Le 22 novembre, Nantes, l'Olympie, 20 h 30, 70 F. Le 23, Nantes, salle Geoffroy-Martel, 22 heures, 66 F. Le 24, Bordeaux, salle Bellegrove à Pessac, 19 heures, 40 F.

Les Objets

Objets de notre considération pour leur intelligence, leur sens mélodique, leur culture discrète, il leur reste à devenir Objets de désir en donnant beaucoup de concerts, en apprenant à se rapprocher du public. Les Objets sont doués, la

journée est longue, on se rapproche de l'objectif à chaque date.

Le 22 novembre, Nice, le Dynamo, 21 heures. Le 23, Marseille, la Maison hantée, 22 heures. Le 26, Besançon, l'Underground, 22 h 30. Le 27, Dijon, le Walkid, 22 heures, gratuit. Le 28, Mulhouse, le Calypso-Club, 0 heure.

FFF

La Fédération française de fonek a besoin de vous. En vue des prochains championnats du monde, Marco Prince et sa bande ont l'ambition de faire accéder la France au rang de grande nation du débâchement, un peu comme les Samoa lors de la dernière Coupe du monde de rugby. Si quelqu'un peut y arriver, c'est bien FFF.

Le 22 novembre, Toulouse, le Gitan, 22 h 30, 80 F. Le 23, Angoulême, JALC Ma campagne, 20 heures, 70 F. Le 24, Nantes, l'Olympie, 18 heures. Le 26, Paris, le Batocin, 19 h 30, 90 F. Le 28, Nice, le Capitole, 21 heures.

Calvin Russell

Texas qui ressemble au frère caché d'Harry Dean Stanton, Calvin Russell emporte à la semelle de ses bottes pointues la poussière de la plaine, le goudron qui fond au soleil et, sous l'odeur du whiskey, on distinguera même le parfum bon marché d'une serviette à choucroute blonde.

Le 22 novembre, Toulouse, le Gitan, 22 h 30, 80 F. Le 23, Angoulême, JALC Ma campagne, 20 heures, 70 F. Le 24, Nantes, l'Olympie, 18 heures. Le 26, Paris, le Batocin, 19 h 30, 90 F. Le 28, Nice, le Capitole, 21 heures.

Chanson

Charles Aznavour

Liza Minnelli

Charles et Liza, le charme du passé retrouvé, du music-hall de grand charme et de la chanson reine des soirées brillantes.

Les 20, 21, 22, 23 et 26, 20 h 30 ; le 24, 18 heures. Palais des congrès. Tél. : 40-68-00-72. Location FNAC. De 150 F à 450 F.

Romain Didier

Un homme, un piano, un accordéon, un talent sobre et plein d'humour à tenir une salle en haleine avec des chansons en forme d'histoires d'un jour, de sentiments passagers.

Les 20, 21, 22, 23 et 26. Théâtre de Die-Haures, 20 h 30. Tél. : 46-06-10-17. De 80 F à 100 F.

Jacques Mahieux

Colette Magny

Deux passionnés de jazz décalés vers la chanson. Colette Magny à la voix toujours aussi splendide et Jacques Mahieux, batteur passé à la chanson avec originalité.

Le 22. Bagneux, Théâtre Victor-Hugo, 20 h 30. Tél. : 47-35-58-78. Location FNAC, Virgin, 80 F.

Isabelle Aubret

Isabelle Aubret vient de sortir un nouvel album tout en charmes anglo-saxons. Une quinzaine de mélodies posées dans les standards élingoniens ou chez Cole Porter, superbement chantées. Première en scène.

Les 25 et 26. Petit Journal Montparnasse, 21 heures. Tél. : 43-21-56-70.

Tournées

Charlène Couture

Un concert bien mené avant la pose, prédis de longue date, du rockeur-cerveur-critique passé depuis peu à l'Académie. Retour sur le passé, avec *Un avion sans aile*. Menuiserie de métier, le *Loup dans la bergerie*, nouveautés extraites du dernier album (*Victoria Spirit* chez EMI), tel le caustique *Media Paula* écrit pendant la guerre du Golfe. Avant d'assourir son rêve d'adolescent, la mise en scène de cinéma, Couture passe en revue ses talents de chanteur (voix, textes, mélodies).

Le 22 novembre, Grenoble, Théâtre municipal, 20 h 30, de 130 F à 160 F. Le 27, Rouen, Espace Duchamp-Villon, 20 h 30, 130 F.

Bernard Lavilliers

Rien de très nouveau sur la planète Lavilliers, l'Asie ne lui ayant pas donné le second souffle espéré après l'époque brésilienne. Mais le reggae n'est pas mort, les belles chansons restent belles, fusent-elles inspirées par d'autres latitudes et réécrites cent fois. Moins mobile, plus solide, Lavilliers a travaillé dur avant l'Olympie.

Le 23 novembre, Strasbourg, Palais des congrès, 20 h 30, 140 F et 100 F. Le 27, Marseille, Palais de la Méditerranée, 20 h 30, 150 F. Le 28, Marseille, Palais de la Méditerranée, 20 h 30, 150 F.

Jane Birkin

Frêle, forte, chanteuse de style, actrice à fleur de peau, Jane Birkin, Gainsbourg *for ever*, avec pudeur, délicatesse et savoir-faire.

Le 22 novembre, Joux-la-Tour (près de Tours), Espace André-Malraux, 20 h 30. Le 23, Châteauroux, Hall des expositions de Belle-Île, 20 h 30. Le 24, Montargis, l'Athénor, 18 heures. Le 26, Saint-Etienne, Palais des sports, 20 h 30, 145 F et 100 F. Le 27, Marseille, Palais des sports, 20 h 30, 150 F. Le 28, Toulouse, Palais des sports, 20 h 30, 158 F.

Musiques du monde

Africa Fête

Salif Keita, Manu Dibango, Human Spirit, Zao, Donk : belle affiche, classique cependant, pour cette treizième édition d'Africa Fête, à la Cigale. Impérissable, car plus rare, Ramata Kouraté et son mari Dieli Seckou Sacko, grands griots venus de Gambie, l'une avec une voix sans pareille, l'autre avec sa kora magique.

Le 21. La Cigale, 20 heures. Tél. : 42-23-38-00. 100 F.

Parveen Sultana

Les pentes vertigineuses du *khayal* chanté par une des deux grandes voix féminines de l'Inde actuelle (avec Lashkari Shankar). Le lendemain, à la même heure, Suthi Laya, ensemble de percussions de l'Inde du Sud.

Le 22. Auditorium des Halles, 19 heures. Tél. : 40-28-28-40.

Monica Passos et Les Étoiles

Monica Passos aime les entrées de cantatrice, les arcs et les audaces appliqués à la musique populaire brésilienne. Elle raconte sa vie en s'amusant, et nous fait beaucoup rire. Toilettes abusives, voix amplifiée, distorsions mélodiques, ça passe ou ça casse. Dans cette nuit des dix ans du New Morning, elle devrait relever un don tombé dans la caricature, les Étoiles.

Le 22. New Morning, 21 h 30. Tél. : 45-23-51-41.

Trio Erik Marchand Quintet clarinettes

Deux spectacles en un : Erik Marchand, d'abord dans le rôle du chanteur, puis dans celui du musicien au sein du Quintet clarinettes. Dans la première version, Erik Marchand, grand praticien du *Kor-hu-dikan* breton, s'est adjoint les services d'un jeune joueur de tabla, Hameed Khan, et d'un musicien traditionnel passé au luth, Thierry Robin. Le résultat est d'une grande subtilité, Marchand chante à merveille et les genres s'imbriquent sans se nuire. Le Quintet clarinettes dégage la pratique traditionnelle de cet instrument en Centre-Bretagne, en travaillant sur la base de styles différents : la clarinette classique et la clarinette traditionnelle à trois clefs.

Le 25. Théâtre de la Ville, 20 h 30. Tél. : 42-74-22-77. 75 F.

Festivals

Verdun

Festival des cultures noires de la francophonie

On Verdun revêt et corrige, recentrée en ville pluriethnique, le 24, le Sénégalais Lamine Kouty, au milieu d'un gentil fouillis africain-antillais.

Les 22, 23 et 24 novembre. Renseignements et réservations, tél. : 23-93-44-22.

Lille

Hispanica

Le groupe Juyango, six artistes noirs et noirs de la côte Pacifique, de l'Équateur, pour un concert inconnu au milieu du Festival de Lille, consacré cette année à l'Espagne.

Le 24 novembre, à 17 heures, à Maro-en-Barcel.

La sélection

« Classique » a été établie par Alain Lompech et Anne Rey.
« Jazz » : Francis Marmande.
« Rock » : Thomas Sotinel.
« Musique du monde » : et « Chanson » : Véronique Mortaigne.

DANSE

Ballet de l'Opéra de Paris

Jerome Robbins

Dances et « Gathering

En Sol

Glass Pieces

Une soirée Robbins, c'est le festin de danse le plus raffiné qu'un puisse déguster aujourd'hui. Accompagné d'un menu musical pas dédaignable non plus : Chopin, Ravel, Phil Glass. *Dances et a Gathering*, que Robbins chérit particulièrement (nous aussi), assure un répertoire de Garnier avec *Glass Pieces*. En Sol y figurait mais s'y faisait trop rare.

Opéra de Paris-Garnier, les 20, 21, 22, 23, 26, 27, 28, 29 novembre et 1^{er} décembre à 19 h 30, le 24 novembre à 14 h 30, le 20 à 14 h 30 et 20 heures. Tél. : 47-42-53-71. De 30 F à 250 F. De 30 novembre en matinée, de 25 F à 220 F.

Jean-Pierre Perreault

Joe Un chorégraphe à découvrir - c'est l'un des plus importants de la nouvelle « école montrealaise », une pièce qui a marqué, nous dit-on, l'histoire de la danse canadienne. Aux douze danseurs québécois sont associés dix-huit danseurs franciliens recrutés pour la circonstance par Jean-Pierre Perreault.

Grande Halle de La Villette, du 26 au 30 novembre à 21 heures. Tél. : 40-03-39-03. 120 F.

Dana Reitz

Les Ondes sur l'Evang Une chorégraphie minimaliste américaine, à laquelle le Festival d'automne est fidèle. Avec la collaboration de Jennifer Tipton, star new-yorkaise de l'éclairage, et du compositeur Hans Peter Kuhn, complice de Bob Wilson pour *Dani Defamation* au Théâtre de la Ville.

Centre Georges-Pompidou, du 20 au 23 novembre à 20 h 30, le 24 à 16 heures. Tél. : 42-96-96-94. 85 F.

Sceaux

11^e Rendez-vous chorégraphiques Des rendez-vous à ne pas manquer : avec Hervé Robbe et sa nouvelle création, *En espérant l'éclipse* (le 26) ; avec Daniel Latrieux et ses ravissantes *Gravures* (le 29), puis en décembre avec Nicole Mosson, Mathilde Monnier et Odile Duboc.

Les *Géométries*, du 21 novembre au 19 décembre, 20 h 30. Tél. : 49-81-36-47. 110 F.

Toulouse

Joseph Nadj. General public. Sept Peux de rhinocéros. Comedia Tempio. Voilà une initiative intelligente qui devrait être imitée : au lieu de céder comme tout le monde à la rage d'afficher une création, le Théâtre Garonne permet à son public de mieux connaître l'univers d'un chorégraphe contemporain avec une rétrospective de ses œuvres. *Canard* les 22 et 23, *Sept Peux* les 26 et 27, *Comedia Tempio* les 2 et 3 décembre.

Théâtre Garonne, de 22 novembre au 3 décembre à 21 heures, le 27 à 19 h 30. Tél. : 61-42-33-95. 100 F.

Cannes

7^e Festival international de danse Le Ballet Gubekian avec des pièces de Nacho Duato, Jiri Kylian et Olga Roriz (le 21), le Ballet Cullberg avec l'icône-claude et passionnant *Luc des cygnes* de Mats Ek (le 22), l'Atterballeto avec le *Roméo et Juliette* d'Amadeo Amadeo, dansé par la divine Alexandra Ferry (les 23 et 24), Sankai Juku avec *Des anges debout par curiosité* (le 25) et le Teatro de Danza Espanola avec des chorégraphes de Luisillo (le 26). Au menu des *Après-midi de danse contemporaine*, le jeune Ballet international de Cannes, l'Ensemble Sinopia, Nicole Mosson, Danzmakers et Tandem.

Palais des festivals, du 21 au 26 novembre, 17 h 30 et 20 h 30. Tél. : 92-98-62-77. De 70 F à 250 F.

La sélection « Danse »

a été établie par Sylvie de Nassac.

Le Monde EDITIONS

Voyage avec Colomb

Edwy Plenel

Quel fut hier le monde qui enfanta la découverte ? Quel est aujourd'hui le monde qui en résulte ? Une chronique métissée, à l'instar de son héros, où le présent se dévoile à la lumière du passé.

Le feuillet de l'été du Monde disponible en livre

AULNAV

28 novembre 91

21h

BARBARA

(Publicité)

ORCHESTRE NATIONAL BORDEAUX-AQUITAINE

ALAIN LOMBARD

SAISON 91/92

AU THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT

8 décembre à 15 h

ALAIN LOMBARD

VIKTOR TRETIAKOV

PROKOFIEV

L'amour des trois oranges (suite)

Concerto pour violon n° 1

Symphonie n° 1

RENSEIGNEMENTS : 47-27-81-15

Maison des Arts

du 15 nov. au 18 déc.

LES GUERRES MICROCHOLINES

D'APRÈS RABELAIS

MISE EN SCÈNE PIERRE PRADINAS

LOCATION 49 30 18 88

FNAC Virgin Megastore

Histoire de la presse des jeunes

et des journaux pour enfants

Par Alain FOURMENT

Édition Éole

150 F

Distributeur Distique

TGP

DANSES DE SAINT DENIS

Francesca Lattuada

Hilarotragedia

CREATION

20.22.23.24 novembre

42 43 17 17

DE LA SEMAINE

THEATRE

Spectacles nouveaux

Les Clefs

d'Alain Esnary, mise en scène d'Arlette Bonnard, avec Arlette Bonnard, Mireille Delcroix, Alain Esnary et Jean-Claude Girardot. Certains héritages ne tombent pas tout crus dans la bouche des légataires. Pour pénétrer dans son nouveau domaine, un homme doit résoudre une énigme, chercher loin, très loin une solution qui, bien sûr, est à portée de main. Un conte.

Cartoucherie Théâtre de la Tempête, route de Champ-de-Manœuvre, 12. A partir du 24 novembre. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-28-36-36. De 50 F à 110 F.

Combat de nègre et de chiens

de Bernard-Marie Koltès, mise en scène de Guy Delannoy, avec Robert Ouhagui, Didier Castello, Véro Darnet et Pierre Fay. Koltès, que l'on joue beaucoup cette saison, pour cette façon furieuse qu'il avait de dire la solitude, la nuit, le désespoir.

Cartoucherie Théâtre de la Tempête, route de Champ-de-Manœuvre, 12. A partir du 22 novembre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 43-28-36-36. De 50 F à 110 F.

Contes et Exercices

d'Eugène Ionesco, mise en scène de Claude Confortis, avec Maurice Rappet, Nathalie Mazzoni, Brigitte Defranco, Sonia Patrocinio et Koda Tchénko. Ionesco, toujours, mais dans une œuvre peu connue, avec Koda Tchénko.

Théâtre Paris-Pierre, 13, rue du Général-Guillaumet, 15. A partir du 28 novembre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 40-43-01-82. De 50 F à 100 F.

Des siècles de paix

d'Olivier Perrier, mise en scène de l'auteur, avec Abdellah Badis, Georges Biond, Dominique Héraudet, Frédéric Kunze, Simone Lepoutier, Florence Linoges, Olivier Perrier et Simone Sadin. Une vie de paysans, paisible et laborieuse de 1800 à aujourd'hui. Une paix qui sera troublée par un voisin inattendu mais très respecté : le cochon.

Théâtre de la Commune, 2, rue Edouard-Poisson, 93000 Aubervilliers. A partir du 20 novembre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 48-34-67-67. De 70 F à 120 F.

Dieu grammairien

de Marcelle Morguine, mise en scène de l'auteur, avec Philippe Clévenot. Dissertation et variations sur les mots. Et le retour de Philippe Clévenot est toujours un plaisir.

Bastille, 75, rue de la Roquette, 11. A partir du 26 novembre. Du lundi au samedi à 19 h 30. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-67-42-14. De 55 F à 90 F.

L'Empire ; Ion

de Michel Deutsch, mise en scène de Michaël Foucher, avec Hélène Lapower, Christiane Millet, François Berleand, Christiane Millet, Jean-Jacques Moreau et Christian Tisserand. Concours d'éloquence entre Ion, premier prix de la poésie d'Homère, et Socrate qui veut mettre à bas certitudes et illusions.

Théâtre des Américains, 7, av. Pablo-Picasso, 92000 Nanterre. A partir du 26 novembre. Du mardi au samedi à 21 heures. Tél. : 48-14-70-00. De 12 F à 120 F.

Opéra bulles

Voyage en quatre actes dans l'univers de la bande dessinée. Est-ce qu'il y aura des puns de Tintin, Astérix, Gaston Lagaffe ou Black et Mortimer ?

Grande Halle de La Villette Salle Sorbier, 211, av. Jean-Jaurès, 19. A partir du 26 novembre. Les mardi, mercredi, jeudi, vendredi, samedi et dimanche à 12 heures. Tél. : 42-43-77-22. 50 F et 90 F.

Rémonkeno

d'après Raymond Queneau, mise en scène d'Henri Collet, avec le Théâtre Gobelins. Un spectacle composé de textes de Ray-

mond Queneau : le Chien, Zazie dans le métro, Pierrot mon ami, Loin de Rueil. Une compilation orchestrée par des comédiens du monde entier. De l'université de Queneau.

Américains de Paris, 110, rue des Américains, 20. A partir du 24 novembre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-66-42-17. 70 F et 90 F.

Une envie de tuer sur le bout de la langue

de Xavier Durringer, mise en scène de l'auteur, avec Jean-Claude Bonifait, Daniel Brique, Claude Desdès, Gilles Legay, Gérard Laroche et Marie-Paule Simon. Comment séduire la femme sur laquelle on a jeté son dévolu lorsque l'on s'est fait jeter de l'unique boîte de nuit de la ville et qu'elle est dedans. Traces et aléas des octambules par un jeune auteur-metteur en scène dont les mots semblent sortir d'une boîte à malice.

Théâtre 13, 24, rue David, 13. A partir du 28 novembre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 45-88-62-22. 70 F et 100 F.

Y a pas que les chiens qui s'aiment

de Marie Trintignant et François Chazot, avec Marie Trintignant et François Chazot. Tous deux, ils ont écrit et interprètent ce texte sur l'amour. De cet amour qui vous tombe sur la tête comme une encombre, une « catastrophe naturelle », disent Marie Trintignant et François Chazot.

Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadéro, 16. A partir du 20 novembre. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 47-27-81-15. Durée : 1 h 15. De 100 F à 140 F.

Sélection Paris

Bête de style

de Pier Paolo Pasolini, mise en scène de Stenislav Nordy, avec Laurent Schilling et Stéphanie Schumacher. Des personnages allégoriques et d'autres, très concrets : c'est Pasolini.

Théâtre Gérard-Philippa, 59, bd Jules-Guesde, 93000 Saint-Denis. Du mardi au samedi à 20 heures. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 42-43-00-59. 100 F.

Les Caprices de Marianne

d'Alfred de Musset, mise en scène de Jean-Pierre Vincent, avec Claude Bouchery, Clotilde de Beyer, François Clavier, Eric Elmosnino, Estienne Lafont, Madeleine Marion, Nicolas Pignon, Patrick Pineau et Philippe Uchou. La femme porte en elle toutes les ambiguïtés de la jeunesse. Les hommes sont moins complexes : d'un côté le jousseur, de l'autre l'idéaliste. Et une éternelle histoire d'amour impossible.

Théâtre des Américains, 7, av. Pablo-Picasso, 92000 Nanterre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 48-14-70-00. De 12 F à 120 F.

Cent millions qui tombent

de Georges Feydeau, mise en scène de René Luyon, avec Carlos Chénine, Aristide Demontico, Sylvie Faivre, Didier Kerkasert, Jean-François Lapalus, Jean-Philippe Lo Crasto, Anne Marano, Ghislain Mondel, Charles Muret, Michel Raskine, Alain Rimoux, Isabelle Védie et Marie-Aude Weiss.

Le metteur en scène a demandé à trois auteurs de compléter ce vaudeville inachevé de Feydeau, qui aurait sûrement apprécié ce cadavre exquis.

Théâtre 41, av. des Gratiolles, 92000 Garches. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 47-93-26-30. 60 F et 110 F.

Cœur ardent

d'Alexandre Ostrovski, mise en scène de Bruno Besson, avec Annie Aleno, Pascal Bongard, Jean-Noël Brouté et Jean-Charles Fontana. Une satire de la nouvelle bourgeoisie russe, au XIX^e siècle - on s'y croirait vraiment - dans un étrange paysage de formes molles en voie de métamorphose. Impressionnant.

Maison des arts, place Salvador-Allende, 94000 Créteil. Les mardi, mercredi, vendredi et samedi à 20 h 30, le dimanche à 15 h 30. Tél. : 49-80-18-88. 90 F et 110 F.



Denise Gence et Isabella Karajan, dans les *Comédies barbares*, mises en scène par Jorge Lavelli au Théâtre de la Colline.

Comédies barbares

de Ramon del Valle-Inclán, mise en scène de Jorge Lavelli, avec Claude Aufaure, Michel Aumont, Philippe Blancher, Maria Casarès et Denise Gence.

Dans l'Espagne du XIX^e siècle, la Galice est connue comme une terre aux coutumes médiévales. Le seigneur y possède un pouvoir que seule l'Eglise peut lui disputer. Valle-Inclán invente des personnages picaresques et monstrueux, dans un monde convulsif, où le rire explose comme une décharge de dynamite.

Théâtre national de la Colline, 15, rue Maite-Brun, 20. Du mercredi au dimanche à 20 heures. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-66-43-60. Durée : 2 h 45. De 110 F à 220 F.

La Fausse Suivante ou le Fourbe pmi

de Molière, mise en scène de Jacques Lassalle, avec Geneviève Casella, Alain Pralon, Gérard Girardot, Richard Fontana, Marie Mayotte, Jean-François Rémi, Jean-Baptiste Malatre, Christophe Liden et Bénédicte Demachy.

Une jeune fille se travestit en chevalier pour mettre à l'épreuve l'homme qu'elle doit en principe épouser. Du pur Molière, mis en scène et interprété avec la plus troublante des anamnèses glacées.

Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1. Les lundi et samedi à 20 h 30, le mercredi à 14 heures. Tél. : 40-15-00-15. De 45 F à 195 F.

Les Guerres picrocholles

d'après Rabelais, mise en scène de Pierre Pradinas, avec Dominique Baker, Patrick Cambon, Pascal Elze, André Gaudel, Thierry Ginepro, Pit Goulet, Marianne Groves, Denis Lavant, Alain Lenglet, François Marini, Huy Phong Doan, Nar Seno, Michel Vuillemin et Canon Ball.

Le metteur en scène promet : de combats de géants, des grandes bouffes. Des ruses énorces, des joies personnelles. Des prises de châteaux-forts, des stratégies piques. Le monde de Rabelais qui a dit que le rire est le propre de l'homme.

Maison des arts, place Salvador-Allende, 94000 Créteil. Les mardi, mercredi, vendredi et samedi à 20 h 30, le dimanche à 15 h 30. Tél. : 49-80-18-88. 90 F et 110 F.

Les Guerriers

de Philippe Minyana, mise en scène de Robert Cantarella, avec Jany Gastaldi, Christophe Huisman, Madalène Rogiani et Aladin Reibel.

Des guerriers revenant très abîmés de campagne, rencontrent une jeune femme folle, ou rusée. D'eux, elle n'attend qu'une chose : qu'ils s'entrevoient. Et, naturellement, qu'ils lui vouent un amour éternel.

Théâtre ouvert-Jardin d'iver, cité Véron, 94, boulevard de Clichy, 19. Du mardi au samedi à 21 heures. Tél. : 42-62-69-49. 75 F et 95 F.

Le Haut-de-Forme, Stk-Stk

d'Eduardo de Filippo, mise en scène de Jacques Nichet, avec Jean-Claude Friaux, Chantal Joblon, Robert Lucibella, Louis Morino, Isabella Candellier et François Toumard.

Eduardo de Filippo, enfin reconnu pour son talent d'impitoyable satiriste, arrive progressivement sur nos scènes.

Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, 4. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-74-22-77.

Les Atrides

d'Eschyle, mise en scène d'Arturo Mouchkine.

Du meurtre d'Iphigénie, sacrifiée aux dieux pour que les vents se lèvent et que son père puisse aller faire la guerre aux Troyens, jusqu'au meurtre de Clytemnestre par son fils Oreste... C'est la terrible histoire des Atrides, en musique, en danses, en paroles.

Cartoucherie Théâtre du Soleil, route du Champ-de-Manœuvre, 12. En alternance. Tél. : 43-74-24-08. 110 F et 135 F.

Les jours se traînent, les nuits aussi

de Léandre-Alain Baker, mise en scène de Gabriel Garin, avec Isach de Bankolé, Nathalie Cerda et Jean-Daniel Laval.

Deux Noirs et un Blanc. « On ne sait pas si l'auteur (congolais) louche du côté de Pasolini (Théorème), de Frank Capra ou de Boris Vian, toujours est-il que le texte est ouvert à une métaphore sur quelques notions fortes comme l'ordre et le désordre », écrit le metteur en scène.

Studio des Champs-Élysées, 15, av. Montaigne, 8. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée samedi à 17 h 30, dimanche à 15 heures. Tél. : 47-20-08-24. Durée : 1 h 40. De 100 F à 200 F.

Le Météore

de Friedrich Dürrenmatt, mise en scène de Georges Wilson, avec Jacques Dufré, Georges Wilson, Paola Lami, Jean-Pierre Dravel, Serge Fouillard, Jacques Jacquemin et Pierre Vol.

Quand un Prix Nobel hors d'âge et mourant s'obstine à ne pas mourir, il met en difficulté son entourage, qui est vaste. Qui devient fou, tout au moins loufoque. Un délice pour les comédiens et les spectateurs.

Enfer, 55, rue de Clichy, 9. Du mardi au samedi à 20 h 45. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 48-74-42-52. Durée : 2 heures. De 50 F à 250 F.

Les Misérables

d'Alain Boublil et Claude Michel Schönberg, d'après Victor Hugo, mise en scène de Jean Coirad et Trevor Nunn.

avec Robert Marien, Patrick Rocca, Louise Pire et Stéphanie Martin. Il n'est plus besoin de présenter les *Misérables*. Il y a eu d'abord la grandeur et le lyrisme achevé de Victor Hugo. Puis les films. Puis Hossain. Puis ce spectacle de légende, l'un des plus gros succès mondiaux, fidèle à sa légende.

Mogador, 25, rue de Mogador, 9. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée, samedi et dimanche à 15 heures. Tél. : 48-76-04-04. De 100 F à 250 F.

Opéra équestre

de Barabas, mise en scène de l'auteur. Affrontement d'hommes et de femmes, des chais et des chevaux. Progressivement apparaît le monde enchanté, le monde barbare et sophistiqué des Centaures, sur lequel règne Barabas, l'homme au noir.

Théâtre équestre Zingaro, 178, av. Jean-Jaurès, 93000 Aubervilliers. Les mardi, jeudi, vendredi et samedi à 20 h 30, le dimanche à 17 h 30. Tél. : 48-04-38-48. Durée : 2 h 30. De 110 F à 210 F.

Le Temps et la Chambre

de Elio Strauss, mise en scène de Patrice Chéreau, avec Bernard Verley, Pascal Gregory, Anouk Grinberg, Marc Betton, Bulle Ogier, Roland Blanche, Jean-Pierre Moulin, Laurence Côte et Marc Cid. Femme-fragile, femme-dévoise, femme-errante, femme de tous les temps, Anouk Grinberg, incandescente, est la brûlure de la vie, de la mort. C'est le spectacle le plus littéralement magique de Patrice Chéreau. On en demeure marqué.

Théâtre national de l'Odéon, 1, place du Champ-de-Manœuvre, 12. En alternance. Tél. : 43-25-70-32. Durée : 2 heures. De 30 F à 150 F.

Timon d'Athènes

de William Shakespeare, mise en scène de Dominique Pitoiset, avec Hervé Pierre, Julian Negulescu, Dominique Laidet, Nadia Fabrizio, Olivier Dodard, Marjolaine Delmonno, Edmond Vuilloud, Raoul Teuscher, Gilles Fissau, Daniel Melier, Jean-Philippe Meyer et Yves Pavier. Sa pièce, qui n'est pas la plus connue de Shakespeare, met en scène la grandeur et la décadence d'un général grec, qui se retire dans le désert. Le modèle d'Athènes, en quelque sorte. Dominique Pitoiset s'intéresse aux misanthropes.

Athènes-Louis Jourvat, 4, square de l'Opéra-Louis-Jourvat, 9. Du mercredi au samedi à 20 h 30, le mardi à 19 heures, Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 47-42-67-27. Durée : 2 h 20. De 65 F à 130 F.

Un mari

d'Halo Svavo, mise en scène de Jacques Lassalle, avec François Selmer et Simon Elze. C'est l'étrange histoire d'un avocat qui autrefois, par jalousie, a tué sa femme. Or il doit défendre un homme accusé de crime passionnel, et met en doute la fidélité de sa femme. C'est un portrait pénétrant de la bourgeoisie triestine.

Théâtre national de la Colline, 15, rue Maite-Brun, 20. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 18 heures. Tél. : 43-66-43-60. De 110 F à 220 F.

Un prénom d'archiduc

d'après Charles-Ferdinand Ramuz, mise en scène de Michel Soutter, avec Martine Pascal et Claude Guyonnet. Il a imaginé toutes les vies dans ses romans et ses rêves. Elle a tout compris de la vie. Leurs souvenirs se croisent, leurs mots dansent ensemble. Il y a des rires et de la mélancolie. Il y a la chaleur de la vie.

Théâtre Renaud-Barraut, av. Franklin-Roosevelt, 8. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-56-60-70. Durée : 1 h 30. De 50 F à 150 F.

Une des dernières soirées de carnaval

de Carlo Goldoni, mise en scène de Jean-Claude Panchenat, avec Nadine Alari, Jean Albert et Gilbert Baugnot.

Histoire de couples, « uns se détestent, les autres se forment, les pères se marient, les enfants aussi. Un homme s'en va, quitte ses amis. La fête se finit dans les rires et les chansons.

Théâtre Renaud-Barraut, av. Franklin-Roosevelt, 8. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-56-60-70. Durée : 3 heures. De 50 F à 150 F.

Volière Dromesko : dernier chant avant l'envol

Cette volière sous sa coupole translucide abrite un monde étrange, celui des animaux et des hommes qui savent voler non seulement sur les ailes de la poésie, mais sur celles de l'humour. Qui savent traverser les airs, et défont la pesanteur. Un monde encastré.

Parc de La Villette (sous chapiteau translucide), 211, av. Jean-Jaurès, 19. Du mardi au samedi à 20 h 30. Tél. : 40-03-39-03. 120 F et 140 F.

Régions

Marseille

Les Paravents

de Jean Genet, mise en scène de Marcel Maréchal, avec Dora Doll, Coco Folgerolles, Michèle Grallier, Michèle Marquis, Lucie Médite et Jean-Paul Bordes.

L'une des pièces les plus fortes de Genet, qui, à travers l'histoire d'une famille rejetée, a certainement su toucher au vif là où on a mal.

La Criée, 30, quai de Rive-Neuve, 13000 Marseille. Du mardi au samedi à 20 heures, le mercredi à 19 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 91-54-70-54. 80 F et 120 F.

Villeurbanne

Roberto Zucco

de Bernard-Marie Koltès, mise en scène de Bruno Boëglin, avec Hélène Surgère, Judith Hanry, Christiane Cohendy, Philippe Faure, Guy Nalgeon, Gilette Barbier, Hubert Gignoux et Myriam Boyer.

C'est Bruno Boëglin qui, en France, a la tâche exaltante de faire vivre le héros suicidaire de Bernard-Marie Koltès qui tue pour s'approcher de la mort. Une pièce étrange, énigmatique, magnifique.

Théâtre national populaire, 8, place Lazare-Goujon, 69000 Villeurbanne. Les mercredi et jeudi à 19 h 30, les vendredi et samedi à 20 h 30. Tél. : 78-03-30-50. De 90 F à 140 F.

Dernière représentation le 23 novembre.

La sélection « Théâtre » a été établie par Bénédicte Mathieu

VOICI
LA PREMIERE
CASSETTE VIDEO
AVEC UN GRAIN
DE BEAUTE.

LA DISCRETE enfin en cassette
vidéo. En vente partout.



مكتبة من الكتب

هكذا من الفن

LA SÉLECTION

ARTS

Nouvelles expositions

Elégances et modes en France au XVIII^e siècle

En quatre-vingts robes, l'histoire du costume féminin de la Régence à la Révolution. Les matériaux sont fastueux, les modèles d'une éblouissante complexité. Ces raretés sont prêtées pour quelques mois par leur propriétaire, l'Institut de la mode de Kyoto.

Musée des arts de la mode, galerie de pierre, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél. : 42-60-32-14. Tous les jours sauf lundi et mardi de 12 h 30 à 18 heures, dimanche de 12 heures à 18 heures. Du 22 novembre au 31 mars 1992. 25 F.

Harcourt oblige

Écrivains connus, chanteurs de variété, comédiens et acteurs de cinéma, hommes politiques, sportifs, se précipitent au célèbre studio créé en 1934 et, livrés par l'éclairage, maquillés, retouchés, offrent une image idéalisée d'eux-mêmes. Un panthéon fameux qui va de Julien Gracq à Arletty, Catherine Deneuve, Yves Montand et Alain Delon.

Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris 16^e. Tél. : 47-23-35-53. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 17 heures. Du 20 novembre au 1 mars 1992. 25 F (entrée du musée).

L'Art pour l'art, hommage à Mozart

Plus de trois cents objets, lettres, manuscrits, gravures, portraits retracent les trois séjours parisiens de Mozart. Jolie exposition, hélas ! éclairée trop faiblement parfois.

Salle Gaveau, 45, rue La Boétie, Paris 8^e. Tél. : 42-74-18-13. Tous les jours de 9 h 30 à 19 heures. Du 25 novembre au 14 décembre. 30 F.

Les Chefs-d'œuvre de la photographie dans les collections

Cent-vingt photographies originales éclairent d'un jour nouveau l'existence d'une collection peu connue comprenant 70000 pièces réunies entre 1860 et 1914 à des fins pédagogiques et documentaires. Elles sont prises par des pionniers prestigieux : Atget, Baldus, Marville, Nègre ou les frères Bisson, et complétées par les travaux de seize élèves de l'École des beaux-arts.

École nationale supérieure des beaux-arts, 11, quai Malaquais, Paris 6^e. Tél. : 42-60-34-57. Tous les jours sauf mardi de 13 heures à 19 heures. Du 20 novembre au 5 janvier 1992.

Rops et la Modernité

On connaît Étienne Rops symboliste et satiriste. On connaît moins ses représentations de la vie moderne, intérieurs bourgeois, drames sentimentaux, appétits inavouables. À travers des gravures et des dessins rarement montrés, l'exposition tente de rendre à son œuvre toute sa diversité.

Centre Wallonie-Bruxelles à Paris, Beaubourg, 127-129, rue Saint-Martin, Paris 4^e. Tél. : 42-71-28-18. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 11 heures à 19 heures. Du 22 novembre au 23 février 1992. 20 F.

Paris

Photographies de François-Marie Bannier

Un ensemble oscillant entre le « *people* » et le portrait de rue, dont se détachent quelques trouvailles. Éric Rohmer défilant une partition, Horowitz au piano et surtout Samuel Beckett en 1989 à Paris, isolé sur un banc, de profil, figure hiératique et inoubliable, appuyé sur une canne et capté au vol entre deux sorties de l'hopital.

Centre Georges-Pompidou, galerie du forum, 1^{er} et 2^e étages, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 27 janvier 1992.

Bronzes bouddhiques et hindous de l'antique Ceylan

Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél. : 42-60-32-14. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 8 mars 1992. 20 F.

Les musées de Sri-Lanka prêtent leur chefs-d'œuvre au Musée Guimet : cinquante-trois bronzes bouddhiques et hindous datant, pour les plus anciens, des premiers siècles de notre ère, et pour les plus récents, du treizième siècle.

Musée national des Arts asiatiques - Guimet, 8, pl. d'Iéna, Paris 16^e. Tél. : 47-23-61-85. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 h 15. Jusqu'au 24 février 1992. 23 F.

Géricault

C'est le deuxième centenaire de la naissance de Théodore Géricault, peintre de l'épopée napoléonienne certes, et de chevaux, mais aussi, on le sait moins, de portraits d'enfants, de paysages, et auteur de lithographies au noir envahissant. Tableaux, esquisses, dessins retracent sa brève et fulgurante carrière, qu'on ne saurait résumer à un seul tableau : le *Radeau de la Méduse*, trop fragile pour quitter le Louvre, dont la genèse est retracée en une cinquantaine de dessins et d'esquisses admirables.

Grand Palais, galeries nationales, av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. G. Eisenstein, Paris 8^e. Tél. : 44-13-17-17. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 6 janvier 1992. 37 F.

René Lalique

Orfèvre, ciseleur, émailleur, dessinateur, sculpteur et surtout verrier, René Lalique, cette figure majeure de l'Art nouveau fut un grand explorateur de matériaux, qu'il a mêlés à ses caprices stylistiques. Naturellement ! À signaler, en prime, une réunion de 100 vases de sa période Art déco, galerie Doria (4, rue Bourbon-le-Château, 75006), à partir du 4 novembre.

Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél. : 42-60-32-14. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 8 mars 1992. 20 F.

Les Dubuffet de Dubuffet

C'est au Musée des Arts décoratifs qu'il faut aller pour voir les œuvres de Jean Dubuffet, la première rétrospective Dubuffet. Le peintre, en remerciement et par amitié, fit au musée, en 1967, une importante donation. Celle-ci y est présentée en permanence, mais partiellement. L'acrostiche d'aujourd'hui permet de la voir tout entière.

Musée des Arts décoratifs - Palais du Louvre, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél. : 42-60-32-14. Tous les jours sauf lundi et mardi de 12 h 30 à 18 heures, dimanche de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 29 mars 1992. 20 F.

Les Vaudoyer, une dynastie d'architectes

Le portrait d'architectes qui, de 1756 à 1947, près de deux siècles, aura contribué à assurer la diversité, la tradition, mais aussi l'enrichissement d'une architecture bien française, capable avec autant d'enthousiasme de servir dans la « noblesse » des beaux-arts que de s'engager sur des chemins pionniers.

Musée d'Orsay, quai Anatole-France, Paris 7^e. Tél. : 40-43-48-14. Mercredi, vendredi, samedi, dimanche de 10 heures à 18 heures, jeudi de 10 heures à 21 h 45, dimanche de 9 heures à 18 heures.

Fermé le lundi. Jusqu'au 12 janvier 1992. 27 F (billet d'accès du musée).

Agnès Martin

Au point extrême d'épuration de l'abstrait, aux confins du vide, les œuvres de l'artiste américaine cherchent à tirer de la réflexion sur la peinture une poésie zen.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris 16^e. Tél. : 47-23-61-27. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 10 heures à 17 h 30, mercredi jusqu'à 20 h 30. Jusqu'au 5 janvier 1992. 25 F (possibilité de billet groupé : 40 F).

Nouvelles routes de l'architecture au Venezuela

Venue du musée de Caracas, cette exposition présente les projets d'une quinzième habitation vénézuélienne selon un schéma inhabituel en France. Le tropique de Cancer y apparaît comme une donne susceptible d'influer sur la forme, comme la ville, et comme le paysage. Une exposition-voage, dans le seizième arrondissement.

Maison de l'architecture, 7, rue Chailot, Paris 16^e. Tél. : 40-70-01-65. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 13 heures à 18 heures, samedi de 11 heures à 17 heures. Jusqu'au 1^{er} décembre.

Paris-Haussmann

Il n'aurait fallu à cette exposition qu'un peu plus de lisibilité et un peu moins de couleur « fluo » pour être tout à fait passionnante. Il reste que c'est, avec le très solide ouvrage qui l'accompagne, une véritable découverte du baron Haussmann, préfet de la Seine. A qui l'on doit l'essentiel du « nouveau Paris » au dix-neuvième siècle.

Pavillon de l'Arsenal, 21, boulevard Morand, Paris 4^e. Tél. : 42-76-33-97. Tous les jours sauf lundi de 10 h 30 à 18 h 30, dimanche de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 5 janvier 1992.

Picasso, jeunesse et genèse

Que Picasso eut le don et très tôt la maîtrise du dessin, on le savait depuis longtemps. Pouvoir le vérifier encore n'est pas désagréable pour autant. Sur tout quand on nous promet plus de cent feuilles en tout genre (dédié), dont certaines n'ont encore jamais été exposées au public.

Musée Picasso, hôtel Salé - 5, rue de Thorigny, Paris 3^e. Tél. : 42-71-25-21. Tous les jours sauf mardi de 8 h 15 à 17 h 15, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 25 novembre. 33 F.

Martin Schongauer

Des cent seize gravures connues du « *Beau Martin* », premier grand maître du burin, le Petit Palais en conserve cent une. Et les expose pour célébrer à son tour, dans la foulée du Musée de Colmar, le cinquantième centenaire de la mort de l'artiste.

Musée du Petit Palais, av. Winston-Churchill, Paris 8^e. Tél. : 42-65-12-73. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 10 heures à 17 h 40, mercredi jusqu'à 20 h 30. Jusqu'au 18 février 1992. 30 F.

Un âge d'or des arts décoratifs (1814-1848)

Comment, sous la Restauration et la monarchie de Juillet, roi, princes et bourgeoisie montante ont comblé leurs demeures de somptuosité : lits et fauteuils en acajou et bronzes dorés, bureaux marquetés, tapisseries des Gobelins, vaisselle en argent ou porcelaine de Sèvres... On n'est pas obligé de tout aimer.

Grand Palais, galeries nationales, av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. G. Eisenstein, Paris 8^e. Tél. : 44-13-17-17. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 30 décembre. 34 F.

Un certain Derain

Des gravures sur bois jamais montrées, des dessins inédits, des copies d'après les maîtres : ce sont les débuts de Derain qu'explique Michel Hoog. Il a rassemblé un beau lot de curiosités.

Musée de l'Orangerie des Tuileries, place de la Concorde, près des Tuileries, Paris 1^{er}. Tél. : 42-07-48-16. Tous les jours sauf mardi de 8 h 45 à 17 h 15. Jusqu'au 20 janvier 1992. 25 F, dim. : 13 F.

Louis Visconti, architecte

Deux raisons pour se ruer aux Archives de Paris : le contenant, l'architecture d'Henri Gardin ; et le contenu : la redécouverte d'un architecte documenté de Visconti, l'un des acteurs les plus significatifs de la ville pré-haussmannienne.

Archives de Paris, 18, bd Sévigné, Paris 19^e. Tous les jours sauf dimanche, les 25 déc. et 1^{er} jan. de 9 h 30 à 17 heures, lundi de 14 heures à 17 heures. Jusqu'au 7 janvier 1992.

Galleries

Gérard Garouste

Les peintures, les dessins, les sculptures récents. Des grands tableaux acariâtres, lustrés ou sataniques, chargés de pictorialité, émergent des semblants d'êtres hybrides plus ou moins formés. Que les sculptures en terre cuite et fer forgé concrétisent. Garouste n'a pas changé.

Galerie Durand-Ossert, 28, rue du Lappe, Paris 11^e. Tél. : 48-06-82-23. Mercredi, jeudi, vendredi, samedi de 11 heures à 18 heures et de 14 heures à 19 heures, samedi de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 30 novembre.

Eugène Leroy

« En peinture, disait volontiers Jacques Villon, ce sont les soixante-dix premières années les plus dures. » La carrière d'Eugène Leroy vérifie cette maxime. Après des décennies d'indifférence, la mode s'est emparée de ses tableaux riches de couleurs et de matières jusqu'à en paraître saturés. Avec Leroy, l'expressionnisme abstrait a trouvé une nouvelle jeunesse.

Galerie de France, 50-52, rue de la Vierge, Paris 4^e. Tél. : 42-74-38-00. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 19 heures et lundi de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 7 décembre.

Bernard Rancillac

Avec la galerie Krief et la galerie Thierry Salvador, la galerie 1900-2000 rend hommage à Bernard Rancillac. C'est une bonne idée car voilà longtemps que l'on n'avait vu par-ci par-là de ce peintre qui, depuis les années 60, regarde son époque d'un œil froidement ironique.

Galerie 1900-2000, 8, rue Bonaparte, Paris 6^e. Tél. : 43-25-94-20. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 19 heures, lundi de 14 heures à 18 h 30. Jusqu'au 30 novembre.

Colmar

Martin Schongauer

C'est l'année du cinquantième centenaire de la mort de ce grand maître que l'on situe généralement à égale distance de celui des Flamands et des Allemands. Le musée de Colmar, sa ville natale, en profite pour exposer ses gravures et ses dessins. Une bonne et juste initiative.

Musée d'Unterlinden, 88000. Tél. : 89-41-89-23. Tous les jours sauf mardi de 8 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures. Visite sur rendez-vous au 89.41.02.29. Jusqu'au 1^{er} décembre. 45 F.

Nîmes

Walker Evans, Edward Steichen

Des débuts pictorialistes de Steichen au retour à la rigueur et à l'objectivité précis par Walker Evans, la confrontation fertile des deux géants de la photographie américaine. Ce rapprochement dynamique est complété par la présentation des collections photos du musée : Ruff, Struth, Calte, Michaels, Le Gac, Fagenbaum, Rousse, Boltanski.

Galerie des Arènes, boulevard des Arènes, 30000. Tél. : 66-76-70-78. Tous les jours sauf dimanche, matin de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 5 janvier 1992.

Reims

Tibet

En puisant dans les collections du Musée Guimet et dans la donation Fournier, Gilles Béguin a rassemblé une anthologie tibétaine qui met en lumière les relations inépuisables entre peinture, sculpture, art décoratif, d'une part, et bouddhisme, d'autre part. C'est une leçon d'ethnologie religieuse doublée d'un hommage aux anonymes des monastères himalayens.

Musée des beaux-arts, 20, quai Emile-Zola, 55000. Tél. : 39-29-55-85. Tous les jours sauf mardi et jours fériés de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 3 février 1992.

Strasbourg

Giuseppe Penone

Cet excellent artiste italien, issu de l'Arte Povera, expose à l'Antenne Doune quelque 500 « *dessins* » réalisés depuis vingt ans : traces, empreintes, frottages et autres procédés, sur papier, tissu, adhésif... Une main qui a de belles façons d'absorber, les choses de la nature.

Antenne Doune, 1, rue du Vieux-Marché-aux-Poissons, 67000. Tél. : 86-32-48-95. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 19 janvier 1992.

Villeneuve-d'Ascq

Victor Burgin

Un Anglais qui depuis trente ans, combinant images et textes, développe une œuvre plastique à caractère critique, parmi les plus intéressantes qui soient. Une rétrospective, la première, où l'on pourra remarquer qu'au cours des années 80 le travail issu de l'art conceptuel a pris une tournure nettement plus esthétisante.

Musée d'Art moderne, 1, allée du Musée, 59600. Tél. : 20-05-42-46. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 4 janvier 1992.

La sélection « Arts » a été réalisée par Geneviève Breccetti et Frédéric Edelmann. Photo : Patrick Rogiers.

VOTRE TABLE CE SOIR

DINERS	
RIVE DROITE	
L'ALSACE AUX HALLES 16, rue Coquillière, 1 ^{er}	42-36-74-24
RELAIS BELLMAN 57, rue François-I ^{er} , 8 ^e	47-23-54-42 F. sam. dim.
TY COZ 35, rue Saint-Georges, 9 ^e	F/dim. Lundi soir 48-78-42-99/34-61
LE CORSAIRE 1, bd Eschmann, 16 ^e	45-20-87-85 et 45-25-53-25
RIVE GAUCHE	
NOS ANCIENS LES GAULOIS 39, rue Saint-Louis-en-Tile, 4 ^e	46-33-66-07 et 66-12 Climatisé
LE MAHARAJAH Platz à emporter : moins 30 %	43-54-26-07
LE SYBARITE 6, rue du Sabot, 6 ^e	F. sam. midi et dim. 43-22-21-36
YUGARAJ (Salle climatisée) 14, rue Dauphine, 6 ^e	43-26-44-91 F. lundi
RESTAURANT THOUMIEUX 79, rue Saint-Dominique, 7 ^e	47-85-49-75
SOUPEURS APRÈS MINUIT	
ALSACE A PARIS 9, pl. Saint-André-des-Arts, 6 ^e Salons CHOUROUTTES, grillades, POISSONS DÉGUSTATION D'HUITRES ET COQUILLAGES Pâtisserie - Grands crus d'Alsace.	
LES GRANDES MARCHES AU PIED DE L'OPÉRA-BASTILLE La bonne adresse du quartier. HUITRES toute l'ANNÉE. POISSONS DU MARCHÉ Plus traditionnels. Vins à découvrir. DÉCOR « Bresse de l'ère » JARDIN D'HIVER T.l.j. de 11 h 30 à 2 heures du matin. 6, place de la Bastille. 43-42-90-72.	

GALERIE COARD 12, rue Jacques-Callot, 75006 PARIS - 43-26-99-73 PIERRE LESIEUR jusqu'au 6 janvier 1992

Actuel Acteurs

FERDY DURKE

Witold Gombrowicz

*« L'Homme d'aujourd'hui se voit plus que jamais
mué par la sphère inférieure
des sensuels instincts indomptés. »*

Théâtre du Chaudron
Cartoucherie de Vincennes

12 NOV. - 21 DEC. 43 28 97 04

LA GALERIE LOUISE LEIRS
à
50 ANS
PICASSO
80 estampes
23 Octobre - 23 Novembre
47, rue Monceau, 75008 PARIS
Tél. : 45 63 28 85 et 37 14

17, 23 et 24 novembre
LEO KATZ
Intégrales
L.C. SIRIACO
Création Avignon 91

LES GEMEAUX/SCEAUX
Scène Nationale
(1) 46 61 36 67

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
DES LIVRES

DANSE

JOËLLE BOUVIER ET RÉGIS OBADIA A L'HEURE DE LA CONSÉCRATION

Amours d'eau et de feu



Deux séquences de « la Lampe », dernier court métrage des deux jeunes chorégraphes et danseurs, devenus apprentis cinéastes.

Onze ans qu'ils dansent. Joëlle Bouvier, Régis Obadia, une compagnie, l'Esquisse, qui leur vaut une reconnaissance internationale et la direction prochaine du Centre national de danse contemporaine d'Angers. En attendant : nouveau spectacle à Rouen et un livre qui les raconte.

Le genou pourrait être le point d'articulation de la danse de Joëlle Bouvier et de Régis Obadia. Saut cambré après élan, et bop, chute sans amorti sur les rotules. « Être sur les genoux » pour eux n'a rien de voir avec la fatigue, mais avec l'énergie. C'est leur position d'attaque. La chute brutale sur les ménisques leur accroche des ailes au dos. Ils aiment aussi courir comme si la forêt brûlait derrière eux. Mais là encore, leur course se déroule les genoux fléchis, la cuisse quasiment à l'horizontale.

Les créatures inventées par Bouvier et Obadia, à leurs débuts, celles de *Terre battue* et de *Tête close*, hésitent entre l'animal et l'homme, avant que le primate ne se redresse définitivement, bico droit sur ses jambes. Il y a dans ce travail la nostalgie du corps archaïque, intuitivement intelligent. Mais également la nostalgie que les chorégraphes ont de leur propre enfance.

Gestuelle brute, primaire, haillonne, terre, argile, pénombre ou lumière blanche accompagnent cette exploration de la mémoire corporelle. Avec *Tête close*, on pense que le sujet de cette archéologie est clos. Fermeture au noir, comme on dit au cinéma. Noir comme le désespoir d'un corps autiste.

Ce n'était qu'un foetus enchaîné destiné à aborder la dramaturgie. Corps aux abois d'un Velickovic, déformés d'un Francis Bacon, couleur de la chair d'un Dado. La peinture que les chorégraphes ont l'habitude de regarder, le cadre qu'elle suppose, les amènent à planter dans des décors leur sujet favori : « l'homonisation ». Les danseurs ne se fracassent plus dans le *no man's land* du plateau, mais dans des cités imaginaires nées du sable et du

désert. C'est l'époque de *Verte*, du *Royaume millénaire*, et du magnifique *Derrière le mur*. Pièces majeures qui assoient leur réputation, et font taire ceux qui voyaient dans leur gestuelle primitive la limite même de leur création. Force est de reconnaître que Joëlle Bouvier et Régis Obadia ont le métier dans le sang. Que leur force — leur innocence ? — est de ne pas intellectualiser le processus chorégraphique, habitude bien française plutôt inhibante. On oublie souvent que, à côté de l'enseignement reçu à l'école des Dupuy, ils ont été formés à l'expression théâtrale chez Jacques Lecoq. Entraînés à puiser en eux-mêmes la matière de leurs productions, ils inventent des gestes inédits, magiques, comme le fameux baiser qu'un couple échange à travers une main (*Verte*, 1984), les femmes accrochées au mur dont les ennuies claquent l'air (*Derrière le mur*, 1986). Après avoir conquis le corps, ils maîtrisent l'espace. Bref, les voilà à la tête du Centre chorégraphique national de Haute-Normandie.

Le Havre, les tankers de port, la reconstruction monotone de la ville bombardée en 1945, la présence du ciosiste Raoul Ruiz qui réalisera un film à partir de *Derrière le mur*, agissent comme des révélateurs : ils quittent les créatures des sables pour l'asphalte des villes et le cinéma. Ils jouent les *Heures défilées* (1987), chorégraphie reçue à l'époque avec une certaine résistance. Décor métallique, noir, gris, ruisselant d'eau dans lequel les évolutions des danseurs ont retrouvé la dureté des débuts. Avec en prime et pour la première fois la projection, au cours du spectacle d'un film en noir et blanc, *l'Étreinte*, qui reprend en images une action dansée sur le plateau, celle où un couple rebondit sans fin, enlacé sur un sofa.

En même temps que *l'Étreinte* qui s'insérât dans une évocation de la modernité des villes et des rapports déshumanisés, Bouvier et Obadia filmaient *la Chambre*, qui apparaît comme leur adieu à ces hommes et à ces femmes, surgis de leur imagination, et qu'ils ont tant aimés. Primés à tous les festivals, ces deux courts-métrages attirent l'œil du *show-biz*. Le couple réalise le clip de *Casser la voix*,

de Patrick Bruel et de *Heuroche Caravan*, de Dee Dee Bridgewater.

Pour se relaxer, poussés par le désir d'un clin d'œil en mélodrame flamboyant du cinéma américain des années 50, ils créent *Welcome to Paradise*, une histoire d'amour qui renoue avec leurs premiers duos, *Regard perdu* (1980) et *Noces d'orgile* (1981); histoire de vérifier les effets du temps qui passe sur les sentiments d'un homme et d'une femme. Succès fondroyant qui draine un public nouveau et néophyte vers la compagnie. L'érotisme soutient l'ensemble de l'œuvre. Certains ont même parlé d'exhibitionnisme. Dans *Noces d'argile*, une séquence dans laquelle l'un et l'autre enfilent des chaussettes ressemblait à un strip-tease inversé. Les corselets moulants, les robes mouillées plaquées sur le corps, la façon qu'ont parfois les danseurs de tomber en bord de l'évanouissement, créent un environnement sensuel qui trouve son

plein épanouissement dans les deux derniers films : *la Lampe* et *la Noce*. Le cinéma permet aux chorégraphes de laisser libre cours à leur goût pour les éléments comme l'eau et le feu. Difficiles à maîtriser sur une scène, ils deviennent les décors de leurs images.

Depuis 1989, année de *Welcome to Paradise* et d'*Un imprudent bonheur*, les chorégraphes ont délaissé la douleur des chutes sur les genoux, sans toutefois les abandonner complètement. On parie qu'elles ne leur ont jamais fait vraiment mal, tant elles leur étaient nécessaires. Elles sont plutôt le symbole du prix qu'il leur fallait payer pour avoir eu l'audace de se dire chorégraphes à dix-neuf ans, sans être passés chez les grands maîtres. Joëlle Bouvier et Régis Obadia viennent d'avoir trente ans.

DOMINIQUE FRÉTARD

La nuit, les corps

UNE femme chaque nuit voyage en grand secret... Ce beau titre, emprunté à Paul Eluard, est celui de la dernière pièce de Joëlle Bouvier et Régis Obadia. Récentement créée, avec l'aide de l'Association française d'action artistique, à Londres puis à La Haye, elle sera donnée en première française au Théâtre des Arts de Rouen les 22 et 23 novembre. Simultanément sort leur second livre, simplement appelé *Esquisse* — le nom de leur compagnie, — magnifique anthologie photographique sur leur travail pour la scène et pour l'écran depuis 1986 (1) : images arrachées au temps et portant les traces vives de cet enracinement.

Peu de chorégraphes auront su dire avec autant de force que Bouvier/Obadia, et par la seule vertu de la danse, la fatalité tragique de la passion qui enchaîne les êtres. Une femme chaque nuit... ne fait pas exception, où s'affrontent sans répit, pendant une heure, trois garçons et trois filles, possédés, déchirés, enragés de douleur et de jouissance. Les corps se débattent comme s'ils étaient en train de se noyer, roulent sur le sol comme fauchés en pleine course par un coup de feu, se fient, s'empoignent, et nous sommes cloués sur nos fauteuils comme par le plus angoissant des suspenses. Les hommes portent les femmes comme des proies penelantes ou comme des enfants endormis ; ou bien accrochées comme des oiseaux sur une longue perche descendue des cintres. Une pluie de terre noire fait écho, comme en négatif, aux fantasmagoriques nuages de talc de *Welcome to paradise*. Il y a un baiser, un long baiser de cinéma que les autres danseurs contemplent, immobiles...

« La violence de l'amour flamboie dans toutes vos œuvres. Y pensez-vous toujours lorsque vous entreprenez une nouvelle pièce ? »

— Elle est en effet le moteur profond de nos pièces et de nos films, mais nous partons souvent d'images ou d'éléments tout à fait autres. Par exemple, ici, nous sommes partis de l'idée de blancheur (d'où la toile de fond et le sol blancs), de l'idée de naufrage et aussi de Shakespeare, les *Sociétés de Macbeth* sur la lande... Nous avons utilisé la perche parce qu'elle était là, il y avait aussi des frigos, des postes de TV qui ont disparu. Construire une pièce, c'est savoir reconnaître dans tout ce qui vous entoure ce qu'il vous faut. De même nous ne répétons pas sur la musique qui sera élaborée pour la spectacle : ainsi, pour cette pièce, nous avons beaucoup travaillé sur le *Sacre du printemps* de Stravinski dont il ne reste rien que quelques minutes dans la bande son finale.

— Des quatre films que vous avez réalisés jusqu'ici, le plus long dure onze minutes, le plus court cinq. Pourquoi cette différence avec vos pièces scéniques qui durent autour d'une heure ?

— Parce qu'au cinéma nous débutions ! Et que la durée y est différente. Nous avons appris ces techniques sur le tas, nous nous lançons, sans rien y connaître. Nos courts-métrages sont pour nous de petits poèmes, ou des nouvelles par rapport à des romans. Nous commençons à rêver de développer un scénario sur une plus longue durée, mais il faut avoir sans cesse quelque chose à dire. Le cinéma et la scène sont pour nous deux pratiques qui s'enrichissent mutuellement. Nous ne pourrions pas renoncer à la scène, mais il faut avouer que le film offre un avantage grisant pour des danseurs, c'est qu'on n'a plus besoin de défendre physiquement le spectacle chaque soir comme au théâtre, il vit sans nous, il voyage sans nous...

— Vous avez en projet une création pour 1992 ?

— Oui, faute d'avoir trouvé un titre nous l'appelons pour le moment *Événement 92* : sur le thème de l'Espagne, avec pour la première fois douze danseurs et cinq ou six musiciens « live ». En principe il sera donné uniquement au Festival d'Avignon, à l'Exposition de Séville, à la Biennale de Lyon et à l'Octobre en Normandie. Mais si nous l'aimons nous le garderons peut-être...

— Vous avez déjà réfléchi à ce que vous ferez à Angers ?

— Notre implantation au Havre nous a permis de grandir, mais Angers ajoute à cet avantage la présence d'une école, ce qui est très excitant : nous sommes trop, pour l'avoir constaté lors d'auditions, qu'il manque aux danseurs contemporains une formation sur le plan de l'interprétation. Nous envisageons des échanges avec d'autres écoles, par exemple celle d'Essen. Il sera aussi très stimulant pour nous de recevoir des compagnies en résidence, pendant deux ou trois mois, car finalement les créateurs sont très isolés. En tout cas, nous ne voulons pas y faire « du Bouvier/Obadia », mais y développer une direction artistique, un esprit, une philosophie.

Propos recueillis par SYLVIE DE NUSSAC

(1) Édité par leur propre maison de production, les Films Angle d'Ailes. 190 pages. 200 francs.

Réunion des Musées Nationaux

« un certain regard sur l'art... »

Collection Enjeux-culture, 10 ans d'enrichissement dans tous les domaines de la culture. Chaque album, 30x24cm comporte 120 illustrations, 450p.

Les Musées en chantier, avec un texte de Jean Lacouture, la France et ses nouveaux musées à travers le plus beau des guides.

La Commande publique, avec un texte de Michel Nardosany, un florilège de tous les aspects de la création contemporaine.

Le Patrimoine écrit, avec un texte de Pierre-Marc de Biasi, manuscrits, cartes, incunables, estampes, 180 documents choisis pour illustrer l'enrichissement de ce domaine.

Titres à paraître en 1992 : La Photographie, Le Patrimoine.

COMMUNE

des siècles de paix

livre de poche

tournois pour acteurs, bestiaux et musiciens

du 20 novembre au 15 décembre

Aubervilliers 48 34 67 67

هكذا من الأصل

هنا من اجل

DE LA SEMAINE

DISQUES

Classique

Rags et Tangos

Œuvres d'Ernesto Nazareth,
James Scott et Joseph Lamb
Joshua Rifkin (piano).

Des rags et des tangos dans la rubrique classique? Il ne faudrait pas être plus dédaigneux que Stravinsky, qui aimait bien le tango, que Darius Milhaud, qui en a « volé » un à Alexandre Levy (*Tango brésilien*) pour en faire le thème du *Bœuf sur le toit*, sans parler de Chopin, des Strauss (voire de Bach!), qui ont composé beaucoup de danses plus ou moins stylisées.

Il faudrait donc être bête sectaire pour refuser d'écouter ces œuvres admirablement jouées par Joshua Rifkin. Un interprète que l'on connaît mieux en Europe comme un relecteur minimal et radical des cantates de Bach (disques de l'Oiseau-Lyre), mais qui aux États-Unis s'est également fait connaître comme accompagnateur de Jean De Gaetani, une sorte de Cathy Berberian à la mode américaine. Et puis, quelle musique inventive, si nostalgique parfois, toujours captivante et entraînante! Une leçon de liberté anti-académisme.

1 CD Decca 425 225-2.

Berlioz

Harold en Italie; Ouverture
du Benvenuto Cellini et Waverley, Grande
Ouverture op.
Gérard Caussé (dir.). Orchestre national
du Théâtre du Capitole de Toulouse,
*Michel Plasson (direction).

Il y a quelques années, Gérard Caussé avait enregistré *Harold* avec François-René Duchable dans la transcription pour piano de Franz Liszt (Erato). Un joli disque, hélas! frustrant dans la mesure où la musique de Berlioz sonne au piano avec à peu près autant d'à propos que la musique de Chopin à l'orchestre. Même transcrite par Liszt. Cette fois-ci, l'altiste a eu droit à un orchestre dont on sait qu'il s'est fait une spécialité du répertoire français (cette réputation vient de se voir consacrer par une série d'enregistrements qui paraîtront dans les mois à venir chez Deutsche Grammophon).

Cette œuvre de Berlioz a été abondamment enregistrée. Ces disques sont-ils pour autant réussis? Nobuko Imai et Davis en ont donné une splendide version (Philips), Bashmet et Inbal également (Denon), ainsi que Rudolf Barshai dirigé à Moscou par le violoniste David Oistrakh (Melodyia, introuvable) et Carlton Conley avec Toscanini (extraordinaires mais son bien précieuse, RCA). Oubliions les autres.

L'Orchestre de Toulouse s'impose pour ce sonnet transparent, sveltesse, une individualité de ton, des cordes irréprochables (début de la *Marche des pèlerins*), un lyrisme contagieux et des vents légers et chantants. Un modèle d'orchestre pour le répertoire du dix-neuvième siècle (ce que vient de confirmer un enregistrement de *Faust* de Gounod, le plus abouti sans doute de la discographie, malgré des points de détail contestables). Un orchestre que l'on aimerait entendre dans un programme Mendelssohn.

Caussé et Plasson, personnages hauts en couleur, gentiment narcissiques comme tant d'artistes, réussissent le prodige de faire oublier toutes les longueurs d'une œuvre hybride (mi-concerto, mi-symphonie) qui n'en manque assurément pas (la naïveté de la « Sérénade »).



Le Sexteto Habanero dans les années 20.

mieux, à les habiter comme peu d'interprètes ont su le faire. Excellente prise de son, mais, curieusement, le début de la première plage souffre comme si ce disque avait été enregistré en analogique, ce que dément le DDD imprimé sur la pochette.

1 CD EMI CDC 7 54237-2.

A. Lo.

Jazz

Eric Dolphy

The Uppsal Concert,
volume 1

Retrouvé par le saxophoniste Thierry Bruneau à Stockholm en 1989, cet enregistrement d'Eric Dolphy (1928-1964) date de 1961. L'histoire en est belle et douloureuse comme celle d'un manuscrit perdu. Il s'agit donc d'un des coconcerts que Dolphy a donnés en Suède en 1961. Celui-ci fut organisé par le Jazz club d'Uppsala dans une des salles appartenant à l'Université. La section rythmique est composée de Kurt Lindgren à la basse, Ronny Johansson au piano et Rune Carlsson à la batterie. Un micro d'emprunt, ce léger décalage entre la puissance de feu de Dolphy et la discrétion de ses accompagnateurs européens pourtant très présents, une curieuse ouverture sur un thème de Cole Porter (*What is this thing called love?*), la belle interprétation de *Laura*, un *Bag's groove* très inattendu, et les treize minutes d'anthologie où Dolphy développe sa composition 245, treize minutes de pure fusion, font de cette publication un inédit très précieux. En outre c'est un document brut, homogène, sur l'invention en passe de se réaliser en 1961, celle du free jazz.

1 CD Sereno SER 03.

Philippe Petit

Guitar Reflections

A force d'être besogneuse, martelée, pilonnée, o'importe quelle musique devient inaudible et injouable. C'est le cas très constatable des premières notes de *Rolfsen* assassiné par Pivrot en générique de son « Bouillon de culture ». Manouchisé, *Nuages* de Django Reinhardt court le même risque. Mais la chance du jazz est de ne jamais répéter que dans la différence. De ne jamais répéter donc. L'interprétation de *Nuages* par Philippe Petit dans son *Guitar Reflections* donne la mesure du disque : allusive, violemment dévouée, rôdant sciemment autour des harmonies, en plein cœur du sujet pour le rejoindre. *Nuages* n'est pas joué une fois de plus, mais *Nuages* est remis en jeu, rejoué. Nuance. De *Blues for Wes* à la polka finale, en passant par *Pantoux*, tout est de la même eau.

1 CD EPM 982 262.

F.M.

Rock

Red Hot Chili Peppers

Blood Sugar Sex Magik

Séance de rattrapage obligatoire pour ce disque sorti il y a quelques semaines. Les piments rouges très forts (natis de Californie et non de Grande-Bretagne, comme on l'a récemment écrit dans ces colonnes) ont en effet franchi les obstacles qui ont empêché leurs collègues de fusion-funk-rock-rap (Urban Dance Squad, Fishbone) de tout à fait réussir leurs récents albums. *Blood Sugar Sex Magik*, aussi bouillonnant, débordant, excessif que les deux disques cités, trouve la diversité et la cohérence qui leur faisaient défaut. La séance est longue (70 minutes), encore une caractéristique du genre, mais les Red Hot Chili Peppers ont su doser exactement *Blood Sugar Sex Magik*. Du coup le risque de migraine (qui peut danser le pogo en hurlant pendant 70 minutes?) est écarté. Le quatuor est capable de jouer aussi vite et fort que d'importe qui mais peut aussi prendre le temps – pour le sucre – de *Breaking the Girl*, ballade romantique et lascive, qui évoque vaguement le *Ruby Tuesday* des Stones ou – pour la magie – le très britannique et psychédélique *Sir Psycho Sexy*. Quant au sexe et au sang, on savait depuis longtemps que l'on pouvait faire confiance aux Red Hot Chili Peppers.

Warner Bros/WEA 7599-26681-2.

Southside Johnny and the Asbury Jukes

Better Days

Un titre dangereux qui se retourne contre son utilisateur. C'est vrai, Southside Johnny (Johnny Lyons, chanteur de rhythm'n'blues natif de Asbury Park, New-Jersey) a connu de meilleurs jours. Pour retrouver la magie de la fin des années 70, au moment où, entraînés dans le sillage de Bruce Springsteen (chanteur de rock important, natif d'Asbury Park, New-Jersey) Southside Johnny et les Jukes étaient presque en haut de la montagne, on a procédé à une réunion d'anciens élèves : Miami Steve Van Zandt (dit Little Steven, guitariste de rock natif d'où vous savez) est revenu prendre le pupitre qu'il occupait aux débuts du groupe et a recruté quelques-uns des musiciens de Springsteen licenciés par le Boss.

Si l'on a un peu suivi la carrière en solo de Van Zandt (qui signe ici la plupart des morceaux), on sait déjà qu'il a un important compte à régler avec Springsteen (eo toute pitié filiale, sûrement). Pour *Better Days*, il avait à sa disposition un chanteur superbe (Lyons), des musiciens superbes (le E Street Band de Springsteen, les Jukes première manière, comptent parmi les plus grands groupes du rock américain). Autant d'excellentes raisons pour ne pas essayer de faire l'album de

Springsteen que l'on attend depuis quelques années : du Boss (qui a donné une chanson et vocalise sur *All The Way Home*), il a gardé l'émphase et l'amour du mélodiste. Southside Johnny porte avec élégance la simplicité, la sensualité, le plaisir. Ici, il étouffe dans des vêtements trop grands.

Impact American/EMI CDP 74025-2.

T. S.

Chansons

Kent

Tous les hommes

Il y a dans ce drôle d'album du meilleur et du pire. Kent, chanteur de rock issu des Starshooters, dont l'ambition affichée n'était pas de défendre la tradition française, à proprement parler, prend aujourd'hui les sentiers de la chanson. La reconversion n'est pas si facile, et voilà Kent Cokenstock, encore embarrassé d'une voix à la Dick Rivers, qui s'attaque à des chansons de facture très classiques par lui-même composées. Elles sont souvent jolies, et à ce titre Kent est une bonne surprise de l'année. Mélodies dénouées autour d'idées de gosses, de voyage, de tristesse parfois, coostat d'un monde gentil et d'apparence, cruel au fond, puisqu'il nous prive très vite de l'enfance. *Tous les hommes* est un album assez mal ficelé, un bricolage construit avec quelques inuités (*Au revoir, adieu*, un peu téléphonique, un peu indochinoise), mais qui contient des instants délicieux et prometteurs. L'absence de jeunes auteurs-compositeurs français est actuellement trop aiguë pour que l'on néglige Kent au prétexte d'un manque de maturité ou d'une naïveté parfois agaçante. Au moins trois morceaux de l'album, *Je suis un kilomètre*, *Illusion d'optique*, *L'Homme est une erreur*, demandent qu'on s'y arrête. Parallèlement, douze titres regroupés dans un album live, *Kent 90*, hors commerce, témoignent d'une immense envie de chanter.

CD Barclay 511-240.

Arthur H

Cool Jazz, Homage

Arthur H est un jeune homme résolument moderne, qui, après un beau premier disque, et une tournée très fournie, aurait pu, pour satisfaire la curiosité, se payer un joli live, à défaut d'un *Arthur H Tour 90*, que sa popularité naissante ne lui accorde pas encore. Arthur, son piano et ses musiciens (Brad Scott à la contrebasse, Paul Jothy à la batterie, David Coulter à la corne *djérid*, David Lewis à la trompette) avaient introduit suffisamment de variantes dans leur jeu, sobre, acoustique, intimiste, même dans les grandes occasions (une section de cuivres en plus).

Arthur H a choisi la version

contemporaine : le « remix » avec complexités anglaises. Nous voilà donc gratifiés de cinq exercices de style sur un même morceau, *Cool Jazz*, nantis de noms de code : *Louder Mix*, la rencontre miraculeuse avec Dee Nasty, *Judas Mix*, l'abandon de l'acoustique et l'approche d'Alan Cross, *Verdun Mix*, le combat de la nature et de la technologie, etc. Exercices gratuits, sans intérêt majeur. *Cool Jazz*, juxtaposé à d'autres, avait du relief. Répété cinq fois d'affilée, il est simplement lassant, car ce morceau « à texte » ne saurait se laisser traiter comme de la *dance music*. Mais les DJ des clubs sauront y retrouver leurs petits. Et puis Arthur s'est bien amusé et il prépare un nouvel album pour le printemps prochain...

1 CD Polydor 511553.

V. Mo.

Musiques du monde

Sexteto Habanero

Son Cubano (1)

Lecuona Cuban Boys

Volume Two (2)

Xavier Cugat

Xavier Cugat and his orchestra, 1940-1942 (3)

Enregistrés entre 1924 et 1927, les quatorze titres de *Son Cubano*, album tout en raretés, mais malheureusement d'une qualité technique à la limite de l'acceptable, retracent la petite enfance d'un des plus célèbres orchestres cubains, le Sexteto Habanero, né à La Havane en 1920. Felipe Nery Cabrera aux maracas chante en duo avec Gerardo Martinez (piano), Antichambre de la salsa, base de départ du chacha, cette musique cubaine a bon pied, bon œil, avec ses flânes de guitare et de tres (plus petite), ses clarinettes en plume fine.

Dans les années 30, les Lecuona Cuban Boys, qu'Ernesto Lecuona, le leader et pianiste, avait déjà abandonnés pour repartir à Cuba, faisaient les belles heures du Sporting Club de Mooto-Carlo, sillonnaient l'Europe à travers ses clubs chics et ses grands hôtels. Puis, pendant la guerre, les quatorze musiciens émigrèrent l'Amérique latine, avant de se séparer à New-York en 1946 pour cause de désertion du pivot du groupe, l'excellent pianiste Armando Orefiche, et de son frère Chiquito, le saxophone ténor. Il en reste de brillants moments, du latin jazz avant l'heure, avec une excellente section de cuivre (et la trompette d'Ernesto Jarnaco Vasquez). Celle-ci a été puisée chez les collectionneurs sans entre précision de dates.

Bien sûr, Xavier Cugat versa dans la comédie musicale américaine de la pire espèce, kitsch, doré, bêtifiant. Bien sûr, poseur idiot entouré de girls désabillées, le compositeur et chef d'orchestre d'origine espagnole devint le symbole d'un Cuba décadent et vendu aux dollars. Mais il fut aussi un grand musicien, premier violon de l'Orchestre national symphonique cubain à douze ans, ami de Caruso, avant de devenir le chef de file du chacha, de la rumba, du tango, du boléro à la cubaine. Cugat, flûte, ambiance de comédie musicale et orchestrations jazz appuient cette série d'enregistrements réalisés entre 1940 et 1942, qui sont aussi l'occasion d'entendre les très bons chanteurs de l'Orchestre de Cugat à l'époque : Miguelito Valdes, Maduño, Tito Rodriguez.

(1) 1 CD Tumbao TCD-001 distribué par Media 7.
(2) 1 CD Harlequin HQ CD 07 distribué par Media 7.
(3) 1 CD Tumbao TCD 002 distribué par Media 7.

V. Mo.

VIENT DE
PARAITRE



Léo FERRE / RIMBAUD

"Une saison en enfer"

Disponible en compact, multicassette et album 2 disques 30cm

chez votre disquaire



32 La CEE favorable à un apport de 2 milliards de francs au capital d'Air France

33 Les illusions perdues de la SMN
— Un rapport sur les bénéficiaires du RMI

34 Time Warner rachèterait Erato
39 Bourse de Paris

BILLET

La Poste et les pauvres

A force de vouloir devenir une banque comme les autres, la Poste se met à les singler... Elle a décidé de ne plus octroyer de chèques aux bidasses et aux clients gagnant moins de 4 000 francs par mois. Le tollé provoqué par ce qui est apparu comme une négation du « service public » a été tel qu'elle vient de décider — piteusement — de supprimer cette notion de revenu minimum.

Cette ségrégation par l'argent aurait pu se faire en secret, puisque cette nouvelle politique était contenue dans un bulletin à usage interne. Tranchant avec la pratique antérieure — l'octroi automatique d'un carnet de 25 chèques — elle permettait aux chefs des bureaux de ne proposer qu'un compte sans chèque (et avec des capacités de retrait en liquide limitées) aux « personnes qui ne sont pas en mesure de justifier de revenus jugés suffisants ».

FRANÇOISE VAYSSÉ

La Maison Blanche s'efforce de corriger l'effet désastreux de la « bataille des cartes de crédit »

En léger progrès la veille après sa forte chute du 15 novembre, le New York Stock Exchange a de nouveau fortement baissé mardi 19 novembre sous le poids des incertitudes économiques, que ne parviennent pas à dissiper les propos rassurants de l'administration. Une réunion des conseillers de la Maison Blanche n'a pas permis de dégager des solutions à la crise de confiance dont pâtit l'économie américaine.

NEW-YORK

de notre correspondant

« Il y a d'abord eu cette histoire de réduction d'impôts, annoncée un jour par la Maison Blanche, démentie le lendemain, reprise sous une nouvelle forme par le Congrès, et finalement sans doute enterrée.

des allègements fiscaux destinés à la classe moyenne, — sans en retirer aucun.

Des taux de 18 % à 19 %

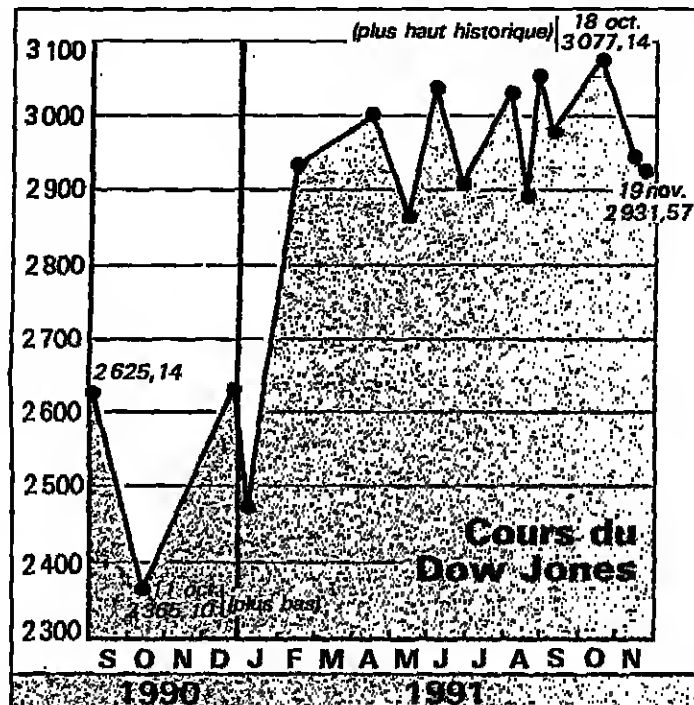
La seule décision du conseil de politique économique a consisté à renforcer l'action de communication du président pour expliquer encore et encore que la bonne santé de l'économie américaine n'est pas un vain mot. Ce que les spécialistes des marchés financiers ont aussitôt interprété comme l'imminence d'une escalade supplémentaire sur ce thème jusqu'à ce que de timides dispositions soient incluses dans le traditionnel « Message sur l'état de l'Union » que prononce le président à la fin du mois de janvier. En attendant, les boursiers escomptaient à plus court terme une éventuelle décision de la Mai-

son commission ad hoc du Sénat était en train d'examiner et aussitôt voté à l'initiative de M. Alfonse D'Amato, sénateur républicain de l'état de New-York et très soucieux de sa réélection, l'année prochaine.

Ce texte fixait autoritairement un plafond de 14 % pour les taux de ces découverts, provoquant un vent de panique dans les banques et chez les organismes émetteurs de cartes de crédits qui, sans attendre, invoquaient le préjudice irréversible porté à leurs comptes d'exploitation et à une industrie qui concerne des dizaines de millions d'Américains.

20 % des bénéfices

Aux Etats-Unis, où chaque portefeuille débordait de plastic money,



Ensuite cette affaire de cartes de crédit qui flaque le marché par terre. A qui faut-il s'attendre la prochaine fois? Comment voulez-vous que Wall Street s'y retrouve dans tout ça? bougonne ce familiar du New-York Stock Exchange en contemplant la chute de 1,5 % de l'indice Dow Jones, mardi 19 novembre. « Ce qui est sûr, c'est qu'on ne peut plus faire confiance à Washington pour s'occuper de l'économie américaine ».

Pourtant, l'administration s'est efforcée de réagir à la situation. Réunis en conseil mardi sous la présidence du secrétaire au Trésor, M. Nicholas Brady, les principaux conseillers du président ont passé en revue les éventuels remèdes à la crise — y compris, à nouveau,

son Blanche sur un dossier brûlant : la polémique à propos des taux d'intérêt applicables aux cartes de crédit, polémiques suspectées d'avoir suscité le plongeon de Wall Street.

Sur ce point, le débat reste ouvert, y compris parmi les proches de M. Bush, lequel avait involontairement allumé la mèche, le 12 novembre dernier, en faisant remarquer combien il était normal que les détenteurs de ces cartes se voient imposer des taux de 18 % à 19 % pour leurs découverts alors que, dans le même temps, les banques émettrices appliquent un taux de 7,5 % pour les opérations de crédit accordées à leurs meilleurs clients. On connaît la suite : un amendement subitement glissé le lendemain dans la loi bancaire que la

plus de 120 millions de cartes sont en circulation, générant un marché de 100 milliards de dollars. Elles représentent moins de 4 % des actifs bancaires mais environ 20 % des bénéfices (quand il y en a). Mais la crise a, là aussi, fait des dégâts. Selon une publication spécialisée, le *Nelson Report*, le montant des transactions réalisées grâce à ces cartes est actuellement inférieur de moitié à celui de l'année dernière avec la rétention des dépenses de consommation. Dans le même temps, les défauts de paiement ont atteint des niveaux record.

Ce qui n'a pas empêché la profession bancaire de lancer une intense campagne de lobbying et d'acheter des pages entières dans les journaux pour expliquer que la décision du Sénat pourrait « mettre

l'économie américaine K.O. ». Pour sa part, l'American Bankers Association, affirme que 60 millions de porteurs seraient privés de leurs cartes du jour au lendemain si le Congrès persistait, en raison des conditions que seraient contraints de leur appliquer les établissements pour respecter leurs exigences de rentabilité.

Face à cette situation, l'administration a déjà fait savoir à M. George Bush opposer son veto à toute tentative d'instaurer un plafond sur les taux d'intérêt applicables aux cartes de crédit. De son côté, M. Brady, soucieux de préserver ce qui reste de son projet de réforme bancaire, a demandé à réfléchir lors de la réunion du 18 novembre.

Selon lui, un veto présidentiel ferait mauvaise impression. Tant auprès des parlementaires, soucieux de leurs prérogatives, que des particuliers, lesquels n'ont toujours pas compris pourquoi ils continuent à payer des agios exorbitants tandis que radios et télévisions leur rappellent régulièrement les bienfaits de la baisse des taux.

SERGE MARTI

Le déficit commercial américain a augmenté en septembre. — Le déficit commercial des Etats-Unis a légèrement augmenté en septembre, s'établissant à 6,79 milliards de dollars (38 milliards de francs), contre 6,53 milliards en août. Les exportations ont progressé de 2,9 % (à 35,4 milliards de dollars), et les importations de 3,2 % (à 42,2 milliards). Selon M. Robert Mosbacher, secrétaire américain au commerce, qui présentait ces résultats mardi 19 novembre, cette tendance indique une reprise de l'activité aux Etats-Unis. Mais les marchés financiers ont réagi négativement à l'annonce du creusement du déficit commercial.

La Bourse de Paris au bord des « terres inconnues »

Une fois de plus, les intervenants sont restés sans voix devant leurs écrans en regardant la chute de Wall Street déclenchée le vendredi 15 novembre se propager à l'ensemble des places financières internationales. « Pourquoi Paris tient-elle compte des mauvaises nouvelles américaines et s'interroge-t-elle sur les bonnes? », s'interrogeait mardi 19 novembre un responsable du marché en regardant, attentif, la dégringolade des cours (-5,26 % en deux jours).

Pourtant, lundi, le sentiment était plutôt à la résistance. Pas question de rééditer le coup du mini-crash d'octobre 1989, en se laissant impressionner par la glissade des valeurs américaines. Pour la majorité des boursiers, la baisse était due à un phénomène ponctuel et local lié au plafonnement des taux sur les cartes de crédit. Forte de cette conviction, la place parisienne réagissait par une baisse modérée. La hausse des taux d'intérêt décidée en début d'après-midi par les autorités monétaires pour défendre le franc la prenait à contre-pied. D'où les 2,95 % de baisse en fin de journée. Simultanément, outre-Atlantique, comme pour narguer les marchés et donner raison aux défenseurs de la thèse de l'éphémère phénomène américain, le Dow Jones se ressaisissait de 1 %.

L'unanimité de façade s'effritait lors au fil des heures le mardi 9 novembre tandis que les tenants d'une crise beaucoup plus profonde, minoritaires jusque-là, recommençaient à se faire entendre. D'autant que la Bourse new-yorkaise repiquait du nez (-1,41 %) emportant avec elle sa petite sœur parisienne (-2,39 %). Du coup, les bureaux d'études corrigent leurs prévisions de croissance tout en essayant de ne pas tomber dans la « sinistrose ». Selon M. Jérôme Labini, analyste chez Finatone, une correction totale de 7 % à 8 % des cours, « n'est pas à exclure. Au-delà on entrerait « en terre inconnue ».

DOMINIQUE GALLOIS

Touchant surtout les éleveurs et les viticulteurs

Le revenu agricole devrait baisser de 7,3 % en 1991

Selon des résultats, encore provisoires, fournis par l'INSEE, le revenu brut moyen agricole devrait baisser de 7,3 % en 1991. Cette chute générale cache des évolutions contrastées selon les secteurs. Ainsi, après deux années euphoriques, les viticulteurs voient leurs revenus baisser de 23 % alors que le secteur du maraîchage connaît une progression de 6 %.

Les excédents persistants (en 1991 la récolte de céréales atteindra un record proche du niveau de 1984), les accidents climatiques et la réduction des soutiens communautaires engagés depuis plusieurs années sont à l'origine de cette baisse, notamment pour la viande de bœuf, le lait et les oléagineux (coûts, tournois).

C'est le secteur de l'élevage des gros bovins qui a le plus souffert par les paysans, extrêmement endet-

tés, ont enregistré une chute des cours de la viande de 8,5 % qui s'ajoute à une baisse de 7 % en 1990.

L'INSEE ajoute que, après plusieurs années de hausse, l'excédent commercial agro-alimentaire devrait nettement chuter en 1991. Fin août, il était de 27 milliards de francs contre 35 milliards en 1990 pour la période correspondante.

Les quatre principales organisations professionnelles agricoles indiquent en commentant ces résultats, que « sans une forte décapitalisation en chèque et en stocks de vins, la baisse du revenu aurait été beaucoup plus importante encore (-18 %) » et estiment que « des mesures d'accompagnement nationales et une ferme défense des intérêts agricoles au niveau communautaire s'imposent plus que jamais ».

ALAIN FAUJAS

Les suites de l'affaire de Havilland

Les entreprises publiques européennes contre-attaquent à Bruxelles

M. Jacques Delors, président de la Commission des Communautés européennes, a reçu, le 19 novembre, M. Jacques Fournier, président du Centre européen de l'entreprise publique (CEEP) et de la SNCF, venu plaider le cas de l'économie mûre, au moment où les principes de la libre concurrence monopolisent l'attention des responsables de Bruxelles.

Les entreprises publiques de la CEE ne sont pas satisfaites de la Commission de Bruxelles. Elles qui représentent, dans les secteurs des transports, de l'énergie, des télécommunications et de la banque, 7,4 millions de salariés des Douze et plus de 17 % des investissements de l'économie marchande non agricole de la CEE, commencent à trouver obsessionnelle et, pour tout dire, franchement dangereuse, la recherche

à tout prix de la concurrence et le libéralisme de type britannique défendu par l'un des commissaires européens, Sir Leon Brittan.

En interdisant, en octobre, à deux entreprises publiques — l'italienne Alenia et la française Aero-spaziale — de racheter l'avionneur canadien de Havilland, pour le motif qu'elles avaient détenu alors une position dominante sur le marché des avions de trente à quatre-vingt places, Sir Leon a fait apparaître la nécessité d'une réponse cohérente du secteur public, tenu en suspicion.

M. Jacques Fournier, qui, outre la SNCF, préside le Centre européen de l'entreprise publique (CEEP), rassemblant le secteur public des Douze, à l'exception de celui de la Grande-Bretagne, défend un modèle de développement qui, dans tous les pays d'Europe, a fait coexister, d'une part, l'économie de marché, où la concurrence est la loi et, d'autre part, des politiques nationales irénées par l'intermédiaire d'entre-

prises publiques. « Or, accuse-t-il, nous constatons que la CEE se construit exclusivement sur la notion de concurrence. L'Europe n'est pourtant pas seulement un marché ».

Ainsi les chemins de fer sont-ils parvenus à faire entendre raison à l'administration bruxelloise. Celle-ci voulait, tout d'abord, obliger à séparer la question du rail de celle de la locomotive. « Nous leur avons démontré que c'était irréalisable du point de vue de la sécurité et peu rationnel, au moment où l'Etat du Texas achète un TGV complet, rail, rames et système d'exploitation compris ». Bruxelles a accepté que la séparation ne soit pas obligatoire.

D'autre part, la direction de la concurrence s'est mis dans l'idée de permettre à plusieurs exploitants — privés ou publics — d'utiliser les mêmes rails. « Nous sommes parvenus à un compromis uniquement sur le plan international, explique M. Fournier : un exploitant ne pourra s'opposer au passage de trains

formés par un regroupement de sociétés de chemins de fer étrangers. Nous avons étendu cette possibilité au transport combiné ».

La question de la compatibilité entre les principes de la concurrence et les nécessités de la coopération constitue une autre pomme de discorde entre la Commission et les entreprises. Elle a surgi à propos de ce transport combiné qui consiste à acheminer des semi-remorques par le rail. Système encore embryonnaire (4 % du transport ferroviaire), peu rémunérateur mais très demandé par un autre commissaire européen — celui des transports, M. Karel Van Miert, désireux de réduire les nuisances routières, — le combiné avait besoin d'une organisation protectrice, autrement dit d'un monopole commun à tous les chemins de fer et à leurs filiales interconnectées. « A la demande du commissaire à la concurrence, M. Leon Brittan, qui nous a envoyé une lettre de grief, nous allons mettre fin à ce mono-

pole », déclare le président de la SNCF. Mais nous ne pouvons pas renoncer à la possibilité de nous organiser pour faire vivre le transport combiné. Même si la direction de la concurrence y est opposée, nous proposerons collectivement nos tarifs de façon à ce que le client ait une réponse immédiate et globale, qu'il s'adresse à la Deutsche Bahn ou à la SNCF. Nous nous battons pour préserver ce droit ».

Enfin, le CEEP juge insupportable la suspicion de la Commission, qui, emmenée, une fois encore, par Sir Leon, a adopté, en septembre, une communication sur les aides des Etats aux entreprises publiques, soupçonnant ces entreprises de fausser la concurrence en recevant des aides étatiques. M. Brittan entend contrôler a priori aussi bien les augmentations de capital que l'absence de versements de dividendes par ces entreprises ou les garanties de prêts.

« La Commission s'est résignée à un contrôle a posteriori », souligne

سکتا ہے اس کے لئے

هنا في الحظ

(Publicité)

PREFECTURE DE LA SARTHE PREFECTURE DE L'ORNE PREFECTURE D'INDRE-ET-LOIRE

AVIS AU PUBLIC

AUTOROUTE A 28 - Section ALENÇON - TOURS

Par arrêté interpréfectoral du 5 novembre 1991, les préfets des départements de la Sarthe, de l'Orne et de l'Indre-et-Loire ont prescrit l'ouverture d'une enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique du projet de construction de la section ALENÇON-TOURS de l'autoroute A 28.

Cette enquête portera également sur :
- le classement de l'autoroute A 28 de la déviation d'ALENÇON de la RN 138 entre la RN 12 et la RD 166 bis ;
- le retrait du caractère de route express de la section de la RN 224 incorporée à l'autoroute ;
- la mise en compatibilité des plans d'occupation des sols des communes de :

• dans le département de l'Orne : VALFRAMBERT, dans le département de la Sarthe : ARCONNAV, LA BAZOGE, BRETTES-LES-PINS, CHAMPAGNE, CHAMPELLEUR, CHANGÉ, DISSAY-SOUS-COURCILLON, ECOMMOY, MARESCHE, MARIGNÉ-LAULLE, MAYET, MONTABON, NEUVILLE-SUR-SARTHE, PARIGNÉ-L'ÉVÊQUE, SAINT-JAMME-SUR-SARTHE, SAINT-MARS-D'OUTILLE, SAINT-PATERN, SAINT-SATURNIN, TELOCHÉ, VIVON, et YVRE-L'ÉVÊQUE, dans le département d'Indre-et-Loire : CERELLES, CHANCY-SUR-CHOISILLE, CHERELLES, CHOUZIERES-TOURAINE, SAINT-ANTOINE-DU-ROCHER, NEUVY-LE-ROI, PARCAY-MESLAY, ROUZIERES-TOURAINE et SAINT-PIERRE-DE-CHEVILLE.

Le dossier d'enquête sera déposé pendant quarante-sept jours consécutifs, du lundi 9 décembre 1991 au vendredi 24 janvier 1992 inclus dans les lieux suivants :

- Pour le département de l'Orne :
• à la préfecture de l'Orne : du lundi au vendredi, de 9 heures à 12 heures et de 13 heures à 17 heures ;
• à la mairie de VALFRAMBERT : mardi, de 15 heures à 19 heures et vendredi, de 17 heures à 19 heures ;
• à la mairie de CERISE : mardi et vendredi, de 14 heures à 19 heures, mercredi, de 10 heures à 12 heures.

- Pour le département de la Sarthe :
• à la préfecture de la Sarthe, du lundi au vendredi, de 9 heures à 16 heures ;
• à la sous-préfecture de MAMERS, du lundi au vendredi, de 8 h 30 à 11 h 45 et de 13 heures à 16 h 45 ;
• à la sous-préfecture de LA FLÈCHE, du lundi au vendredi, de 9 heures à 12 heures et de 13 h 30 à 17 heures.

- dans les mairies de :
• LE CHEVIN : lundi et vendredi, de 11 heures à 12 heures, lundi et mercredi, de 15 heures à 18 heures, vendredi, de 15 heures à 19 heures ;
• SAINT-PATERN : lundi, mardi, jeudi, vendredi, de 10 heures à 12 heures et de 16 heures à 19 heures, mercredi et samedi, de 10 heures à 12 heures ;
• ARCONNAV : du lundi au vendredi, de 8 h 30 à 11 h 45 et de 13 h 30 à 17 h 45 ;
• CHAMPELLEUR : lundi, de 13 heures à 14 heures et de 16 h 30 à 18 h 45, mardi à vendredi, de 13 heures à 14 heures et de 16 h 30 à 18 h 45 ;
• BETHON : lundi, de 13 h 30 à 16 h 30, mardi et jeudi, de 9 heures à 12 heures, vendredi, de 17 heures à 19 h 30 ;
• CHERISAY : mardi, vendredi, de 14 heures à 18 heures ;
• OISEAU-LE-PEIT : lundi, de 9 heures à 11 heures, mardi, de 9 heures à 12 heures et de 13 h 30 à 16 h 30, mercredi, de 17 h 30 à 19 heures, vendredi, de 9 heures à 12 heures et de 13 h 30 à 19 heures, samedi, de 9 heures à 11 h 30 ;
• FVE : du mardi au samedi, de 8 h 30 à 12 h 15, vendredi, 14 heures-16 h 30 ;
• ROUESSE-FONTAINE : mardi, vendredi, de 8 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures ;
• COULOMBIS : lundi, de 14 heures à 17 heures, mardi, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures, jeudi, de 14 heures à 17 heures, vendredi, de 9 heures à 12 heures et de 17 heures à 18 heures ;
• PIACE : lundi, mercredi, vendredi, de 9 heures à 12 heures, mardi et jeudi, de 14 heures à 17 heures ;
• CHERANCE : lundi, mardi, jeudi, de 17 h 15 à 18 h 30, vendredi, 10 h 30 à 12 heures ;
• DOUCELLES : mardi, de 9 heures à 12 heures, jeudi, de 9 heures à 12 heures ;
• VIVON : mardi et vendredi, de 10 heures à 12 heures et de 14 h 30 à 18 heures, lundi et jeudi, de 14 h 30 à 18 heures ;
• MARESCHE : du lundi au vendredi, de 14 heures à 18 heures ;
• TELOCHÉ : mardi, vendredi, de 14 heures à 18 heures, mercredi, de 14 heures à 16 heures, jeudi, de 9 heures à 12 heures ;
• SAINT-JEAN-D'ASSE : du lundi au samedi, de 9 heures à 12 heures ;
• SAINT-JAMME-SUR-SARTHE : du lundi au vendredi, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures ;
• SOUILLE : mardi, de 8 h 30 à 12 h 30 et de 13 h 45 à 17 h 30, jeudi, de 13 h 45 à 18 heures, samedi, de 9 heures à 12 heures ;
• LA BAZOGE : du lundi au vendredi, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, samedi, de 9 heures à 12 heures ;
• NEUVILLE-SUR-SARTHE : lundi, mardi, jeudi, vendredi, de 9 heures à 12 heures et de 13 h 30 à 18 heures, mercredi et samedi, de 9 heures à 12 heures ;
• SAINT-SATURNIN : lundi, mardi, jeudi, vendredi, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 h 30, mercredi et samedi, de 9 heures à 12 heures ;
• YVRE-L'ÉVÊQUE : du lundi au vendredi, de 8 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, samedi, de 9 heures à 12 heures ;
• CHAMPAGNE : lundi, mardi, mercredi, vendredi, de 8 h 15 à 11 h 45 et de 13 h 15 à 16 h 45 ;
• CHANGÉ : du lundi au vendredi, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures, samedi, de 9 heures à 12 heures ;
• PARIGNÉ-L'ÉVÊQUE : du lundi au vendredi, de 8 h 30 à 12 h 15 et de 13 h 30 à 17 heures, samedi, de 8 h 30 à 12 heures ;
• BRETTES-LES-PINS : du lundi au vendredi, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 h 30 ;
• TELOCHÉ : du lundi au vendredi, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 h 30, samedi, de 9 heures à 12 heures ;
• SAINT-MARS-D'OUTILLE : du lundi au vendredi, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 16 heures, samedi, de 8 h 30 à 10 heures ;
• ECOMMOY : du lundi au vendredi, de 8 h 30 à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, samedi, de 9 heures à 12 heures ;
• MARIGNÉ-LAULLE : lundi, mardi, jeudi, vendredi, de 10 heures à 12 heures et de 16 heures à 19 heures, mercredi et samedi, de 10 heures à 12 heures ;
• ROUZIERES-TOURAINE : lundi, mardi, jeudi, vendredi, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 h 30, mercredi et samedi, de 9 heures à 12 heures ;
• MAYET : du lundi au vendredi, de 9 heures à 12 heures et de 13 h 30 à 18 heures ;
• VERNER-LE-CHÉTIFF : mardi et vendredi, de 9 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 h 30, mercredi, de 9 heures à 12 h 30, jeudi, de 14 heures à 18 h 30 ;
• LAVERNAT : du lundi au jeudi, de 9 heures à 12 heures ;
• VAAS : lundi, mardi, mercredi, vendredi, de 9 heures à 12 heures et de 13 h 30 à 17 heures, jeudi et samedi, de 9 heures à 12 heures ;
• MONTABON : lundi, mardi, jeudi et vendredi, de 17 heures à 19 heures ;
• LA BRUÈRE-SUR-LOIR : mardi et jeudi, de 8 heures à 12 heures et de 13 h 30 à 17 h 30 ;
• NOGENT-SUR-LOIR : lundi et vendredi, de 8 heures à 12 heures et de 13 h 30 à 17 h 30, mercredi, de 8 h 30 à 12 heures et de 13 h 30 à 18 heures ;
• DISSAY-SOUS-COURCILLON : mardi, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 h 30, mercredi, de 9 heures à 12 heures, jeudi et vendredi, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures, samedi, de 9 heures à 11 h 30 ;
• SAINT-PIERRE-DE-CHEVILLE : lundi, mercredi, vendredi, de 9 h 30 à 12 heures ;
- Pour le département d'Indre-et-Loire :
• à la préfecture d'Indre-et-Loire, du lundi au vendredi, de 9 heures à 16 h 30 ;
• à la sous-préfecture de TOURS, du lundi au vendredi, de 9 heures à 16 h 30 ;
- dans les mairies de :
• SAINT-CHRISTOPHE-SUR-LE-NAIS : lundi, mercredi, jeudi, de 8 h 30 à 12 heures et de 13 heures à 17 h 30, vendredi de 8 h 30 à 12 heures et de 13 heures à 16 h 30, samedi, de 8 heures à 12 heures ;
• VILLEBOUR : lundi, mercredi, samedi, de 9 heures à 12 heures, jeudi, de 14 heures à 18 heures ;
• BUEIL-EN-TOURAINE : lundi, mardi et vendredi, de 9 h 30 à 16 h 30, jeudi, de 14 heures à 18 heures ;
• NEUVY-LE-ROI : du lundi au vendredi, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 16 h 30, samedi, de 10 heures à 12 heures ;
• NEUILLE-PONT-PIERRE : du lundi au jeudi, de 9 heures à 12 heures et de 15 heures à 17 heures, vendredi, de 9 heures à 12 heures et de 16 heures à 19 heures ;
• ROUZIERES-TOURAINE : lundi, mardi, jeudi, vendredi, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 16 h 30, mercredi, de 14 heures à 16 h 30 ;
• SAINT-ANTOINE-DU-ROCHER : du lundi au vendredi, de 9 heures à 12 heures ;
• CERELLES : lundi, jeudi, vendredi, de 14 heures à 18 heures, mardi, de 14 heures à 17 h 30, samedi, de 9 heures à 12 heures ;
• CHANCEAUX-SUR-CHOISILLE : du lundi au vendredi, de 9 heures à 12 heures et de 13 h 30 à 17 h 30 ;
• MONNAIE : lundi, mercredi, de 14 heures à 18 heures, mardi, jeudi, vendredi, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, samedi, de 10 heures à 12 heures ;
• PARCAY-MESLAY : du lundi au vendredi, de 8 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, vendredi, de 8 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures ;
• NDZILLY : du mardi au vendredi, de 15 heures à 18 heures, samedi, de 8 h 30 à 12 heures ;
• ROUZIERES-TOURAINE : du lundi au jeudi, de 8 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, vendredi, de 8 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures ;
Les documents seront mis à la disposition du public, qui pourra en prendre connaissance et consigner éventuellement ses observations sur le registre d'enquête ouvert à cet effet.

M. le président du tribunal administratif de NANTES a désigné la commission d'enquête suivante :

Président : M. Daniel FAYSSIE, urbaniste.

Membres : M. Roland BOUGLE, directeur d'école honoraire, M. Georges FOUET, colonel en retraite.

Suppléants : M. Jeanne DUPOUR, géographe professeur d'université en retraite, M. Raymond PONT, vétérinaire en retraite.

Le président, ou plusieurs membres de la commission d'enquête, recevra en personne les observations du public :

- Pour le département de l'Orne :
• à la préfecture de l'Orne : le vendredi 24 janvier 1992, de 14 heures à 17 heures.

- Pour le département de la Sarthe :
• à la préfecture de la Sarthe, le vendredi 24 janvier 1992, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 16 heures ;
• à la mairie de SAINT-PATERN, le vendredi 24 janvier 1992, de 9 heures à 12 heures ;
• à la mairie de VIVON, le jeudi 16 janvier 1992, de 14 heures à 17 heures ;
• à la mairie de SAINT-JAMME-SUR-SARTHE, le jeudi 16 janvier 1992, de 9 heures à 12 heures ;
• à la mairie de LA BAZOGE, le jeudi 9 janvier 1992, de 14 heures à 17 heures ;
• à la mairie de VYRE-L'ÉVÊQUE, le mardi 14 janvier 1992, de 9 heures à 12 heures ;
• à la mairie de PARIGNÉ-L'ÉVÊQUE, le mardi 14 janvier 1992, de 14 heures à 17 heures ;
• à la mairie d'ECOMMOY, le lundi 20 janvier 1992, de 14 heures à 17 heures ;
• à la mairie de MAYET, le mercredi 15 janvier 1992, de 14 heures à 17 heures ;
• à la mairie de MONTABON, le mardi 7 janvier 1992, de 14 heures à 17 heures.

- Pour le département d'Indre-et-Loire :
• à la préfecture d'Indre-et-Loire, le vendredi 24 janvier 1992, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 16 h 30 ;
• à la mairie de NEUVY-LE-ROI, le mardi 17 décembre 1991, de 14 heures à 16 h 30 ;
• à la mairie de NEUILLE-PONT-PIERRE, le vendredi 10 janvier 1992, de 9 heures à 12 heures ;
• à la mairie de PARCAY-MESLAY, le lundi 6 janvier 1992, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures.

En outre, pendant toute la durée de l'enquête, les observations pourront également être adressées par écrit au président de la commission d'enquête :

- à la préfecture de la Sarthe, siège principal de l'enquête, place Aristide-Briaud, 72041 LE MANS CEDEX 9 ;
- à la préfecture de l'Orne, siège annexe de l'enquête, 39, rue Saint-Blaise, 61018 ALENÇON CEDEX ;
- à la préfecture d'Indre-et-Loire, siège annexe de l'enquête, place de la préfecture, BP 3208, 37032 TOURS CEDEX.

La commission d'enquête désigne, à l'issue de l'enquête, un rapport et des conclusions motivées sur le projet dont copie sera tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la clôture de l'enquête dans chacun des lieux d'enquête ci-dessus désignés.

Les personnes intéressées pourront également demander communication de ces documents à la préfecture de la Sarthe, direction des affaires départementales, 1^{er} bureau.

LE PRÉFET DE LA SARTHE Daniel CONSTANTIN

LE PRÉFET DE L'ORNE Paul MASSERON

LE PRÉFET D'INDRE-ET-LOIRE François LEBLOND

ÉCONOMIE

TRANSPORTS

Bruxelles et la réorganisation des compagnies aériennes

La CEE est prête à avaliser un apport en capital de 2 milliards de francs à Air France

La « recapitalisation » d'Air France progresse. Mardi 19 novembre, l'assemblée des actionnaires de la compagnie a autorisé celle-ci à émettre 2 milliards de francs de quasi-titres propres dans les trois ans. De son côté, la Commission européenne, qui se réunit le mercredi 20, devrait, sous l'impulsion, avaliser la dotation en capital de 2 milliards accordée par l'Etat.

reste (3 milliards de francs) de la recapitalisation par étapes envisagée par le contrat de plan 1991-1993 signé en juillet dernier entre l'Etat et Air France (le Monde du 18 juillet), les autorités françaises n'ont pas encore en mesure de dire d'où viendront les apports complémentaires. Les services de M. Brittan avaient suggéré d'attendre que l'ensemble soit connu avant de se prononcer sur sa compatibilité avec les règles du traité de Rome.

Une entreprise rentable

L'apport de 2 milliards de francs devait-il être considéré comme une aide d'Etat (dont Paris aurait alors à démontrer qu'elle était compatible avec le bon fonctionnement de la concurrence à l'intérieur de la CEE), ou bien comme une intervention financière normale qu'aurait effectuée de la même manière un actionnaire privé avisé ? Après avoir épluché les comptes passés, présents et à venir de la compagnie, les experts de M. Van Miert ont conclu que la seconde hypothèse était la bonne. Certes, comme la plupart de ses concurrents, Air France connaît actuellement des problèmes financiers sérieux, dus à la crise du Golfe et à l'effondrement provisoire du marché qui en a résulté, aggravés dans son cas par le rachat d'UTA. L'actionnaire

investissant de l'argent dans une telle entreprise ne peut certainement pas en espérer une rentabilité prochaine.

Mais, ont souligné les experts bruxellois, le jugement devient tout autre dès lors qu'il s'agit d'en assurer la rentabilité à long terme, une préoccupation que ne peut ignorer l'actionnaire privé avisé que la Commission entend prendre comme modèle. Air France apparaît en effet, au vu de ce diagnostic bruxellois, comme une entreprise rentable, moderne, bien gérée, dont tous les indicateurs se situent au-dessus de la moyenne des grandes compagnies concurrentes. Son plan d'investissement, notamment d'achats de nouveaux appareils, est ambitieux et, pour ne pas être entravé, doit s'appuyer sur une assise financière confortable. Sa base opérationnelle, la France, est magnifiquement située au centre des principales routes aériennes occidentales, et elle y trouve, phénomène désormais rare, des aéroports pas trop engorgés.

Bref, à lire le rapport de la Commission, qui pourrait servir de document de promotion pour la compagnie nationale, Air France bénéficie d'atouts qui devraient lui permettre de bientôt renouer avec le profit et suffisent à justifier l'intervention financière de l'Etat français.

PHILIPPE LEMAÎTRE

Désunion monétaire

Suite de la première page

Pour compenser ces nouveaux besoins, les autorités monétaires ont utilisé la seule arme connue d'eux : l'émission de monnaie. Les Républiques ont dépensé principalement sous forme d'augmentations de salaires ce qu'elles n'ont pas donné au centre», commente M. Victor Kousnetsov, professeur à l'Institut de l'économie mondiale de Moscou, pointant du doigt notamment la Russie, la plus vaste des Républiques. Une information confirmée par le président de la banque centrale russe, M. Gueorgi Matoukhine, qui, de passage à Paris, lundi 18 novembre, reconnaissait que les versements financiers des entreprises russes avaient été interrompus quelques jours plus tôt.

Quelques dollars

Résultat de cette dégradation des relations monétaires, le rouble, déjà considérablement surévalué, est devenu de moins en moins crédible, tandis que l'inflation est déjà jugée incontrôlable. Selon certains spécialistes, le rouble perdrait actuellement 3 % de sa valeur chaque semaine. Et comme le remarque M. Matoukhine, le cours du rouble face au dollar est totalement artificiel : les sociétés exportatrices peuvent se permettre de produire un minimum, car pour chaque dollar vendu, elles obtiendraient une centaine de roubles (à titre de comparaison, M. Boris Eltsine a annoncé cette semaine que le salaire mensuel minimum s'établirait à 200 roubles sur le territoire de la Russie). Les importateurs, en revanche, sont totalement incapables de financer leurs achats.

Face à cette situation, et soucieuses d'affirmer leur nouvelle autonomie, la plupart des Républiques ont rapidement affiché leur volonté de lancer leur propre monnaie, afin de s'affranchir de la politique économique de Moscou, du rouble et de son hyperinflation (le Monde du 10 septembre). Certaines sont allées jusqu'à émettre des « pré-monnaies », sous forme de bons d'achat versés en guise de salaire, comme c'est le cas en Ukraine ou en Lituanie. Ailleurs, les tickets de rationnement jouent le rôle de substitut à l'argent, et partout, le troc se généralise.

Les responsables des Républiques débattent depuis plusieurs semaines du contenu d'un traité économique qui doit consacrer les nouvelles relations des « Etats souverains », notamment dans les domaines budgétaire, monétaire et commercial. Selon les principes énoncés dans le projet de traité signé par huit Républiques le 18 octobre dernier, l'introduction de monnaies nationales sera autorisée, mais l'autorité monétaire (en ce qui concerne l'émission de

monnaie, la conduite de la politique monétaire, la détermination du taux de change...) restera unique. Ces principes sont vagues, et ne n'indiquent pour l'instant qu'ils sont sur le point d'être précisés.

Une affaire pétrolière

Finalement, la Russie a décidé de prendre l'offensive, et depuis quelques jours, le président de la Fédération, M. Boris Eltsine, multiplie les décrets permettant la libéralisation de l'économie et la prise de contrôle par les autorités russes des ressources naturelles, notamment les hydrocarbures de la République, soit la majorité de celles de l'URSS. « Le traité économique », remarque ironiquement M. Kousnetsov, selon l'analyse de M. Evgeni Lissine, conseiller de M. Volod, présente devant le CEPII (1), M. Eltsine aurait écarté certains de ses conseillers, comme M. Egor Gaidar, devenu ministre russe des finances, ou le ministre russe du travail, M. Alexandre Chynkine, qui affirment que la préparation du traité n'offre aucune perspective et que la Russie doit prendre l'offensive en matière de réforme. A elle de devenir la locomotive économique de la future Union. Cette stratégie permettrait-elle à la Russie de conserver également le pouvoir monétaire ? Comme le démontre M. Lissine, la « convertibilité interne » (2) du rouble sur le territoire russe à partir du 1^{er} janvier, est irréalisable ; selon lui, M. Eltsine a annoncé cet objectif mais n'en comprend pas la signification. Car l'achèvement d'un tel but nécessite une stabilisation macro-économique, la création d'un marché monétaire, l'existence de réserves en devises. Or, dans ces trois domaines, rien de concret n'a été annoncé par le président russe.

Trois mois après le putsch, plusieurs hypothèses restent ouvertes. La première, que la Russie joue véritablement son rôle de locomotive. Il faudrait pour cela, sans même aborder les questions politiques, qu'elle mette en œuvre une véritable libéralisation de son économie, et entreprenne d'importantes réformes de structures. Mais plusieurs Républiques (au moins l'Ukraine et les pays baltes) sont allées trop loin dans la conquête de leur indépendance pour accepter de s'accrocher au train russe.

Selon la deuxième hypothèse, la plus souhaitée par les Occidentaux, les Républiques s'entendraient sur le maintien d'un système monétaire unique, et signifieraient entre elles des accords commerciaux. Car, comme le faisait remarquer un haut responsable monétaire français, « c'est le commerce qui détermine la production » et non l'inverse, et la leçon doit être tirée de « l'échec » polonais. Avant de se lancer dans des transformations radicales, comme

l'a fait la Pologne au début de 1990, il faut organiser les échanges commerciaux, sinon l'URSS subira elle aussi une sévère récession aux conséquences politiques imprévisibles. D'autant que le degré d'intégration entre les Républiques est exceptionnellement élevé, une seule usine produisant parfois des biens consommés sur l'ensemble du territoire, et savendables à l'étranger.

Un système proche de celui de l'Union européenne des paiements, appliqué en Europe occidentale après la guerre, est abondamment étudié en Occident, notamment par les experts de la BERD (3). Dans un tel système, les échanges entre différentes parties sont comptabilisés, et les soldes sont périodiquement équilibrés, éventuellement avec le soutien des pays industrialisés. Jusqu'à présent, les anciens satellites de l'URSS, réticents à commercer entre eux après la mort du COMECON, ont refusé la mise en place d'un tel système. Les Républiques soviétiques y seraient-elles davantage favorables ?

Dans la troisième hypothèse, des systèmes monétaires autonomes se mettraient en place. Cette organisation a le mérite, comme le soulignait une étude de conjoncture de la Banque Paribas (le Monde daté 27-28 octobre), d'éviter la contagion de l'inflation entre les Républiques, leur permettant de mettre en œuvre leurs réformes sans souffrir de perturbations extérieures. A en croire de nombreux Soviétiques, cette solution, banane ou mauve, est la plus probable. « La guerre économique est déjà en cours. Ce sont les humeurs belliqueuses qui prévalent dans les esprits des habitants des Républiques », reconnaît M. Lissine, pourtant partisan du maintien d'un système relativement centralisé.

En cours des dernières semaines, le débat sur la future organisation économique et financière de l'URSS a bien peu avancé. On pourrait conclure en affirmant que, de toute façon, c'est l'évolution politique de cet empire en plein bouleversement qui modèlera le visage économique de la nouvelle Union. Mais dans d'autres pays du monde, on a déjà constaté que l'économie pouvait modifier en profondeur le paysage politique, dictant des rapprochements, des ruptures, ennasant certains régimes, en détruisant d'autres.

FRANÇOISE LAZARE

(1) M. Arkadi Volod est le président de l'Union scientifique et industrielle, qui assure en ce moment les principales entreprises de l'URSS, et membre du comité provisoire de gestion de l'économie constitué auprès de M. Gorbatchev. Le CEPII est le Centre d'études prospectives et d'informations internationales, Institut de recherches économiques situé à Paris.

(2) La convertibilité interne signifie qu'une monnaie nationale peut échanger librement à l'intérieur d'un pays donné, et y être librement convertie en devises étrangères.

(3) Banque européenne pour la reconstruction et le développement de l'Europe de l'Est. La BERD étudie actuellement un projet d'union de paiements entre Républiques soviétiques, incluant éventuellement les pays d'Europe de l'Est.

ECONOMIE

SOCIAL

L'avenir de la région caennaise

Les illusions perdues de la Société métallurgique de Normandie

Les illusions des 1 300 salariés de la Société métallurgique de Normandie (SMN) se sont dissipées, jeudi 14 novembre, devant les baies vitrées du siège social parisien d'Usinor-Sacilor. M. Francis Mer, PDG du groupe sidérurgique dont la SMN est une filiale, a en effet officiellement annoncé la fin d'ici à 1994 de l'immense bâtiment rouillé et noirci qui, depuis quatre-vingts ans, domine la vallée de l'Orne. Mais le rideau est tombé pour le moins brutalement sur ce symbole de l'industrie lourde que représente la SMN en Basse-Normandie. Et c'est l'avenir de toute une région qui est, aujourd'hui, en question...

CAEN

de notre envoyée spéciale

Un coup de tonnerre dans le ciel bleu ! L'annonce d'une fermeture vraisemblable de l'usine, que l'usine nouvelle laissait entendre dans un article publié début septembre, a traumatisé les esprits caennais par sa soudaineté. « Quand je pense que nous attendions tous ici, en juillet, l'arrivée de Francis Mer, censé nous annoncer que nous étions sauvés des eaux... », lâche, désabusé, Jean-Pierre Brunet, délégué CFDT de la SMN. De fait, la réaction des sidérurgistes à l'annonce d'une possible fermeture fut à la hauteur de leur désespoir : directeurs séquestrés durant vingt-cinq heures, bureaux de la direction saccagés. Un désespoir qui a aussitôt gagné tous les habitants de la région : 10 000 personnes ont manifesté dans les rues de Caen le 24 octobre, 15 000 personnes recommencent quinze jours plus tard, et les commerçants ont à chaque fois baissé leurs rideaux. Jamais de mémoire de Caennais on n'avait vu une telle mobilisation. Même pas en 1968, c'est dire...

Tant il est vrai que l'histoire de la SMN appartient viscéralement à l'inconscient collectif local. De par sa situation géographique : l'usine est installée sur le plateau qui domine l'Orne, ses cheminées en briques sont autant de phares, pas toujours esthétiques, pour l'agglomération caennaise. De par son histoire aussi : fondée par Thyssen en 1912, grâce à la proximité du port et de la présence de minerai de fer, la SMN a tenu, durant plus de cinquante ans, l'unique flambeau de l'industrialisation tardive d'une région avant tout agricole. Et si d'autres entreprises (Saviem, Citroën, Moulinex...) sont, dans les années 60, venues s'installer dans le bassin, les champs et le bocage mordent toujours les grilles de l'usine sidérurgique.

Enfin, toute une vie sociale s'était organisée autour de la SMN : les clubs ouvriers, les coopératives où s'approvisionnaient les ouvriers, le club de foot, les salles d'animation culturelle. Une petite église orthodoxe a même été construite, destinée à la

communauté slave employée par l'usine. La SMN irriguait aussi, bien sûr, le bassin économique en réalisant 80 % du fret ferroviaire et 40 % des activités portuaires. Sans compter les sous-traitants qui ont progressivement fait leur apparition au fur et à mesure que l'usine, qui vivait jusque-là en totale autarcie, a été obligée de céder ses activités annexes, pour continuer.

Productivité interne

Car ce n'est pas la première fois que la SMN traverse des zones de turbulences. Première crise en 1978, nationalisation en 1981, seconde crise en 1984 - les élus arrachent déjà à Malignon une non-fermeture - mise sous surveillance en 1987 avec la reprise par Usinor-Sacilor. Autant d'étapes, autant de sacrifices parmi le personnel : l'usine comptait 5 579 salariés en 1980, elle n'en compte plus aujourd'hui que 1 300. Mais 1 300 personnes qui étaient, pensées, avant l'été, avoir sauvé leur outil de travail en gagnant la bataille de la productivité. M. Jean-Louis Pierquin s'affirmait-il pas, le 15 mai devant les élus du comité d'entreprise, que les difficultés financières provenaient d'un problème de productivité interne et qu'il n'y avait aucune cause structurelle ?

Les salariés l'ont pris au mot : alors qu'en 1982 chaque homme produisait 107,2 tonnes d'acier par an, il en a produit 352,8 tonnes en 1990. « Nous avons renoncé à toute augmentation générale des salaires pendant trois ans. La cinquième équipe (qui permet de faire passer le temps de travail hebdomadaire des sidérurgistes de 38 heures à 33 heures 30) n'a été installée chez nous que sept ou huit ans après les autres usines », rappelle encore Jean-Pierre Brunet. Même les responsables d'Usinor-Sacilor ont dû un moment croire à la survie possible de l'usine. Sinon, pourquoi avoir modernisé, en 1989, le haut fourneau et avoir investi dans l'installation de la coulée continue et la fabrication de la fonte hématite ?

Las, en dépit des efforts du personnel et de ces investissements, la SMN aurait dû encore afficher cette année des pertes financières de l'ordre de 200 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 1,5 milliard. Et elle n'aurait jamais pu, de toute façon, remédier à son handicap majeur : son éloignement par rapport au triangle sidérurgique Sarre-Lorraine-Lorraine. « La SMN s'est trompée d'ère », ironise tristement François Geindre, député (PS) et maire d'Hérouville-Saint-Clair, faisant allusion à l'homonymie de la rivière normande qui se jette, elle, dans la Moselle.

L'impotisme de la SOCADEV

L'annonce de la fermeture de l'usine a aussi pris de court les décideurs locaux. D'autant que, jusqu'à présent, les réductions d'emplois à la SMN étaient effectuées sans douleur : l'essentiel des départs ont été réalisés sous forme de mesures d'âge, d'essaiage ou de « chèques-valises ». Mais la pyramide des âges de la SMN se montrera pas, cette fois, aussi accommodante : seuls 250 salariés pourront, si le ministère du travail donne son accord, bénéficier d'un départ en préretraite à l'âge de cinquante ans.

Les 1 050 travailleurs restants devraient toutefois bénéficier de l'accompagnement social prévu dans la convention nationale signée entre la direction et les syndicats d'Usinor-Sacilor. Cet accompagnement prévoit qu'aucun salarié ne peut quitter l'entreprise sans avoir un emploi stable à la sortie. La procédure de reclassement sera de plus recommandée si,

dans un intervalle de deux ans, le salarié perd ou abandonne ce nouvel emploi. Enfin, le salarié dont le sidérurgiste bénéficierait à la sortie lui sera garanti pendant cinq ans. Cet accompagnement devrait être pris en charge par la SOCADEV, la Société caennaise de développement, installée en Normandie depuis 1984, et qui devrait voir ses moyens quadrupler d'ici au mois de janvier.

Reste que, localement, la crédibilité de la SOCADEV est fortement entamée. M. Louis Mexandeu, secrétaire d'Etat aux anciens combattants et ancien député (PS) de la circonscription sur laquelle est installée la SMN, n'hésite pas à la qualifier d'« imposture ». « La SOCADEV est une société de complément de subvention à des emplois créés par d'autres organismes et dont on ne sait rien quand à la pérennité », s'insurge-t-il. Un reproche que ne conteste pas la direction d'Usinor-Sacilor. M. Jacques Peris, responsable du développement régional, reconnaissant que « jusqu'à maintenant, la SOCADEV était en sommeil », dans la mesure où elle n'avait pas de contrainte de reclassement.

D'une façon générale, les élus attendent désormais de l'Etat et d'Usinor-Sacilor qu'ils participent activement à la « réindustrialisation » du bassin d'emploi normand. François Geindre va jusqu'à préconiser la domination d'un « Monsieur Normandie » à

l'image du « Monsieur Lorrain » qui est sur le point d'être nommé pour accompagner là-bas la restructuration de la sidérurgie. Car le bassin normand cumule les handicaps : enclavement routier et ferroviaire (la ligne Paris-Caen n'est toujours pas électrifiée) ; une industrie fragile (Renault véhicules industriels envisage la délocalisation de son usine de Caen vers le bassin rhodanien) ; un retard historique en matière de main-d'œuvre qualifiée ; un lobby agricole et touristique actif qui tente de freiner l'arrivée d'entreprises susceptibles de faire tâche dans le décor. Sans compter un certain nombre d'élus qui ont eu tendance, ces dernières années, à se laisser vivre en cédant avant tout au « phantasme du verticaire » plutôt que de réfléchir aux moyens d'attirer les entreprises industrielles.

Reste à espérer que la fermeture de la SMN constitue l'électrochoc indispensable pour réveiller les énergies d'une région endormie. René Garrec, président (UDF-PR) du conseil régional de Basse-Normandie, vient de faire appel à un cabinet spécialisé en développement local et a annoncé qu'il comptait intensifier son action en matière de formation supérieure. Il est temps en effet.

VALÉRIE DEVILLECHABROLLE

Selon un rapport du CERC

Un bénéficiaire du RMI sur cinq est sorti du système d'aide

Le revenu minimum d'insertion (RMI) n'est pas encore un instrument d'intégration aussi efficace qu'on pourrait le souhaiter, mais il est en progrès. Le rapport final du Centre d'études des revenus et des coûts (CERC) - réalisé à la demande de la commission nationale d'évaluation du RMI - dont les résultats ont été présentés lundi 18 novembre, fait apparaître que seuls 20 % des 2000 allocataires interrogés sont, entre les mois de mai 1990 et 1991, sortis du dispositif de façon durable. Mais cette sortie ne signifie pas forcément un retour à l'emploi. « Un nombre non négligeable de personnes perçoivent dorénavant une autre allocation, écrit le CERC, allocation de chômage, pension d'invalidité, minimum vieillesse, voire même allocation d'adulte handicapé. » Fin mai, 14 % des allocataires occupaient un emploi. Les autres participaient à des stages d'insertion professionnelle ou bénéficiaient de quasi-emplois (16 %), étaient au chômage (50 %) sans généralement percevoir une indemnisation ou étaient inactifs (20 %).

Analysant les populations concernées par le RMI (450 000 allocataires estimés à la fin 1991), le CERC a mis en évidence trois catégories de personnes, dont les trajectoires au sein du dispositif sont fort dissimilaires. Le rapport fait notamment apparaître que pour la majorité des 40 % de RMIstes dits occasionnels, souvent composés d'exclus de la crise qui n'avaient pas au départ de difficultés sociales particulières, les mesures d'insertion professionnelle proposées dans le cadre du RMI

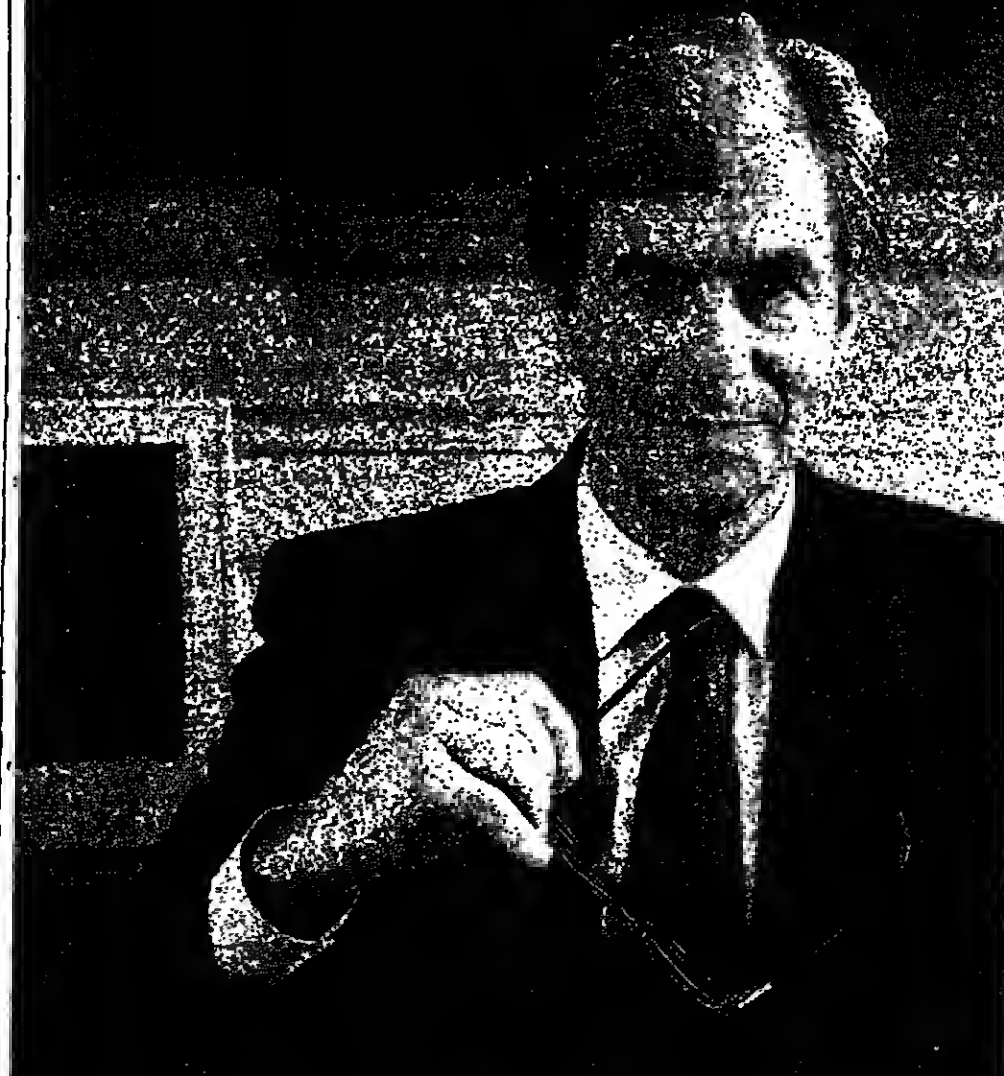
apparaissent en décalage par rapport à leurs attentes. « Les stages de quasi-emploi, indique l'enquête du CERC, ne représentent pas pour eux l'accès à un vrai emploi. » Car tant que le marché du travail restera peu ouvert aux personnes faiblement qualifiées, l'efficacité de ces mesures sera relative.

De fait, les départements où les allocataires sont les plus nombreux à avoir décroché un emploi stable sont ceux où l'environnement économique est le plus favorable, et non pas ceux où la promotion des stages a été la plus active. Ces mesures d'insertion professionnelle ont eu, en revanche, une certaine utilité pour les 15 % de RMIstes qui cumulaient les handicaps. Ces allocataires ont, en effet, pu s'engager dans une certaine « resocialisation » à travers, notamment, le développement de contrats emploi-solidarité. « Le RMI constitue pour eux une aide essentielle », affirme l'enquête : il leur permet d'attendre la précarité de leurs conditions d'existence et favorise leur réinsertion sociale.

Enfin, pour 45 % des allocataires, le RMI est avant tout un moyen de préserver les liens sociaux et d'améliorer quelque peu les conditions de vie. Parmi ces personnes, chargées de famille, dans l'attente de la retraite ou souffrant d'un handicap de santé, la proportion d'inscrits dans une démarche de retour à l'emploi est très faible. M. Pierre Vanlerenberghe, président de la commission nationale d'évaluation, doit remettre son rapport d'ici le mois de janvier au premier ministre.

V. D.

SI FRANCE TÉLÉCOM EST NOTÉ TRIPLE "A", CE N'EST PAS PAR HASARD.



Directeur financier d'un grand Investisseur, je recherche aujourd'hui les émissions de FRANCE TELECOM pour les raisons qui me faisaient apprécier, ces dernières années, les emprunts de la CNT. La signature a changé, pas la qualité du papier. L'avancée technologique de cet opérateur public, ses succès commerciaux et sa solidité financière sont autant d'atouts pour souscrire en toute tranquillité. Ce n'est donc pas un hasard si Moody's et Standard and Poor's ont attribué à FRANCE TELECOM les meilleures notes : Aaa et AAA. Une valeur d'avenir qui conjugue dynamisme et sécurité.

Le Monde

Edité par la SAFL Le Monde

Comité de direction : Jacques Lesourne, gérant directeur de la publication Bruno Frenet

directeur de la rédaction Jacques Guilo

directeur de la gestion Manuel Lucbert secrétaire général

Rédacteurs en chef : Jean-Marie Colombani Robert Solé (adjoints au directeur de la rédaction)

Jacques Amblie Thomas Farrenc Philippe Harreman Jacques-François Stenon

Daniel Yarnet directeur des relations internationales

Anciens directeurs : Hubert Benoit-Méry (1944-1969) Jacques Faure (1969-1982) André Laurens (1982-1985) André Fontaine (1985-1991)

REDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-85-25-25 Télécopieur : 40-85-25-99

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BENOIT-MÉRY 94882 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 40-85-25-25 Télécopieur : 43-80-30-10

19^e EXPOSITION MINÉRALOGIQUE VEND. 29 - SAM. 30 NOVEMBRE (12 h - 19 h) (10 h - 19 h)DIMANCHE 1^{er} DÉCEMBRE (10 heures à 19 heures)

VENTE - ÉCHANGE

MINÉRAUX

FOSSILES - BIJOUX PIERRES PRÉCIEUSES

HOTEL PULLMAN SAINT-JACQUES 17, bd Saint-Jacques, 75014 PARIS

هنا من هنا

سكنا من ليل

COMMUNICATION

Pour commémorer la mort de Rimbaud

«Le Bateau ivre» canular journalistique à 5 centimes

Ils sont trois à avoir imaginé ce canular poétique et journalistique que l'auteur des *Illuminations* n'eût sans doute pas renié: un journaliste de la *Voix du Nord*, Bruno Vouters, un directeur d'école également poète, Dominique Sampiero, et un sculpteur, Michel Lesage, installé dans la petite commune de Salesches, dans l'Avesnois, le trio a décidé de célébrer à sa façon le centenaire de la mort d'Arthur Rimbaud, en publiant un journal de douze pages à date de parution unique - le 11 novembre - baptisé *Le Bateau ivre* et vendu 5 centimes, au prix de l'époque donc.

Grâce aux archives du *Petit parisien* et de plusieurs autres titres de l'année 1891 qu'ils ont abondamment compulsés, les trois compères ont redonné vie aux informations de cette fin de siècle, en réalisant un montage de textes et d'images d'hier et d'aujourd'hui. La tempête qui, le 11 novembre 1891, sévit sur l'Angleterre, la France et l'Algérie figure bien sûr à la «une». Au fil des pages, les informations de l'époque - sur la révélation de la liste des franc-maçons d'Avallon par le journal *la Bourgogne*, etc. - se mêlent aux récentes à la gloire du «*Royal Windsor*», le célèbre régiment de cheveux au de l'Élixir de saint Vincent de Paul, qui guérit radicalement l'anémie en vingt jours...

Facétieux, le trio glisse ici une photo de Sylvester Stallone, là une plage blanche en forme de «minute de silence», entre les colonnes. Les petites annonces et les abonnements de ce journal pas comme les autres peuvent être souscrits auprès de M^{me} Bardey, à Aden (Yémen), figure évoquée par le légendaire Arthur Rimbaud. Et la dernière page, conçue à partir de gravures d'époque, célèbre les mérites du vin Mariani, loué par Puvion de Chavanne, Jules Verne ou Anatole France. La publication, déjà, se servait des «stars». *Le Bateau ivre* a même son concours littéraire, dont le lauréat, M. André Lafitte, récompensé pour un poème érotique, a gagné un voyage au pays de la reine de Saba.

Pour réaliser son projet, le trio a bénéficié de l'aide d'un torréfacteur qui lui a acheté d'avance 40 000 exemplaires qu'il offre à ses clients, en échange d'un placard de publicité pour son Moka, un café autrefois cher aux papilles d'Arthur. Les autres exemplaires du *Bateau ivre* sont distribués à la librairie lilloise du «*Furet du Nord*» et dans d'autres cités du département, mais aussi à Charleville, ville où naquit Rimbaud, et à Marseille, où il mourut. Le succès aidant, les trois compères se demandent si ce numéro unique doit le rester.

Y.-M. L.

Concentration dans l'édition phonographique

Le groupe Time Warner rachèterait Erato

D'après l'annonce, début 1990, d'un accord de distribution entre Erato et Time Warner, une prise de participation majoritaire du géant américain dans le capital de la société d'édition musicale française avait été maintes fois évoquée. Les négociations en cours devraient se concrétiser dans les jours qui viennent.

Time Warner devrait prendre le contrôle prochainement de la marque phonographique Erato créée en 1953. La société Erato-Films, Costallat et les Editions du Marais (ces deux derniers se consacrent à l'édition de partitions musicales) sont exclus de l'opération. Le ministère de la culture a toutefois mis une condition au rachat d'Erato par Time Warner, en demandant aux res-

ponsables d'Erato de «réinvestir une partie du produit de la vente dans la future instrumentale ou dans l'édition de partitions musicales», ainsi que l'a annoncé M. Jack Lang, ministre de la culture, au cours de sa conférence annuelle sur la politique musicale.

Erato n'en est pas à son premier «propriétaire». Mais c'est la première fois que l'éditeur français change de nationalité.

Perte d'identité...

Fin 1980, l'éditeur de la chaussette d'Antin avait été repris par Gaumont, puis offert à M. Daniel Toscan du Plantier, pour 1 franc symbolique, lorsque les frères Seydoux lui demandèrent de quitter, en 1985, la direction de la Société cinématographique française.

Pour 1 franc symbolique, mais avec 18,6 millions de francs de dettes. Le capital d'Erato (disques et vidéos musicales) est aujourd'hui réparti entre Daniel Toscan du Plantier (50 %), Warner (20 %), Frédéric Siehler (12 %) et trois banques qui se partagent le reste.

Si ce type de rachat s'accroît dans le domaine du disque, il n'indique pas forcément une perte d'identité du label. L'entrée du britannique Decca dans le groupe Polygram (qui réunissait déjà Philips et Deutsche Grammophon pour le classique) au cours des années 70, non seulement ne lui a pas ôté la maîtrise de sa production, mais sa part du marché mondial a même augmenté grâce à la logistique de la multinationale. Malheureusement, les contre-exemples existent aussi. L'image fortement nord-américaine de CBS a été modifiée par le japonais Sony qui a transféré le siège en RFA et a confié la direction générale à Gunther Brest, qui occupait auparavant ces fonctions à la tête de Deutsche Grammophon.

Le groupe Time Warner a déjà racheté le français Carrère et l'allemand Teldec. Il a pour le

moment respecté leur identité. En rachetant Erato, Warner prendra le contrôle d'un petit de l'édition phonographique qui représente environ 8 % du marché français - ce qui le place loin derrière Polygram (44 %), EMI (24 %), avec sa très active filiale française, et juste entre Harmonia Mundi (9 %) et Sony (7 %), et plus loin encore si l'on se réfère au marché mondial dont Erato n'occupe que 3 %.

Le ministère de la culture a fait de nombreux tours de table pour trouver un repreneur français. Sans succès. Pas un industriel de l'électronique n'a eu le raisonnement de Sony: maîtriser toute la chaîne musique-images, de l'enregistrement à la diffusion. Thomson a peut-être raté là une occasion.

ALAIN LOMPECH

(1) Le chiffre d'affaires hors taxes d'Erato est de 60 millions de francs pour l'année 90 (20 millions de pertes), ce qui le situe en retrait par rapport à son concurrent direct Harmonia Mundi qui annonce un chiffre d'affaires édités (et éditeurs) de 225 millions de francs pour la même période (6,5 millions de bénéfices après impôts).

PARIS EN VISITES

JEUDI 21 NOVEMBRE

«Galeries et passages autour du Palais-Royal», 14 h 30, 6, rue Vivienne (Paris livre d'histoire).
«Les fastes de l'Opéra Garnier», 14 h 30, dans le hall (Aux arts, et cetera).
«Les collèges des Ecoles, des Irlandais et des spirituels», 15 heures, métro Cardinal-Lemoine (D. Bouchard).
«Promenade à travers l'île Saint-Louis», 15 heures, métro Pont-Marie (Luncheon-visites).
«Les joyaux de la couronne au Musée du Louvre», 15 heures, métro Palais-Royal (Paris et son histoire).
«Hôtels et églises de l'île Saint-Louis», 14 h 30, métro Saint-Paul (Rédaction du passé).
«L'hôpital Saint-Louis et de canal

Saint-Martin», 14 h 30, 12, rue de la Grange-aux-Belles (C. Marle).
«La cathédrale orthodoxe russe», 15 heures, 12, rue Daru (Maison limitée à 30 personnes) (Monuments historiques).
«La Manufacture des Gobelins», 14 heures et 15 heures, 42, rue des Gobelins (Monuments historiques).
«Le quartier Bonne-Nouvelle, évocation de la cour des miracles», 14 h 30, 21, bd Bonne-Nouvelle (Paris pittoresque et insolite).
«Une heure au cimetière Montmartre», 15 heures, entrée du cimetière avenue Rodière (V. de Langlade).
«L'Opéra Garnier et l'exposition des Ballets russes», 11 h 30, hall de l'entrée (P.-Y. Jost).
«Le Palais de Justice en activité», 14 h 30, métro Cité (Arts contemporains).

M6 C'EST 11,7 % DES MÉNAGÈRES DE MOINS DE 50 ANS.



Si on nous appelle encore la petite chaîne c'est juste par habitude.

A force de monter, la petite chaîne n'est plus si petite que ça. Avec un réseau désormais presque national, avec des rendez-vous bien installés depuis septembre, M6 séduit un public de plus en plus large et a attiré ainsi en octobre 1991, 11,7% des ménagères de moins de 50 ans. Si autant de téléspectateurs portent un intérêt croissant à la chaîne, c'est parce qu'ils trouvent sur M6, aux heures qui leur conviennent, des programmes qui leur plaisent et auxquels ils sont fidèles.



Part d'audience de M6 lundi-dimanche 3h-3h. Source Médiamat.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL:
15, RUE FAUGIERE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Tél. : 208.806F

ADMINISTRATION:
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-30-10
Tél. : 251.311F

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944
Capital social :
620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Imprimé par la SARL Le Monde
12, rue M. Gombert
94852 IVRY CEDEX
Commission paritaire des journaux
et publications, n° 37-437
ISSN : 0393-2037
PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 40-65-29-33

Le Monde
PUBLICITE
Jacques Lesourne, président
Françoise Hugot-Devalle, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
15-17, rue de Colonel-Pierre-Avry
75902 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-72-72
Tél. : MONDIPUB 634 123 F
Tél. : 40-65-72-72 - Société civile
de la SARL Le Monde et de Médias et Régions Europe SA.

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composés 36-15 - Tapes LEMONDE
ou 36-15 - Tapes LM

ABONNEMENTS
1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-65-30-10

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Valeurs normales-CEE
3 mois	400 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 066 F	2 968 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT
PP-Paris RP
Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____
Localité : _____ Pays : _____
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE DE GARDIENNAGE
Implantée en Afrique recherche

UN DIRECTEUR D'EXPLOITATION

Chargé de la Direction de l'organisation, de l'exploitation et du développement de ses activités dans une grande métropole africaine.

Agé d'environ 40 ans, organisateur, meneur d'hommes exigeant, il doit être capable de s'adapter à un environnement difficile.

Il devra faire la preuve d'une expérience similaire et manifester de réelles qualités relationnelles, sur le plan de la nécessaire collaboration avec les différentes Autorités et Administrations locales.

Il devra en outre pratiquer la langue portugaise.

Contrat de travail en régime 5 mois/1 mois.

Expatriation possible en couple.

Logement de fonction et véhicule de service.

Les personnes intéressées par cette offre peuvent adresser un dossier de candidature complet, comprenant CV, photo, lettre manuscrite, diplôme, certificats et références s/réf. 2181 par Fax N° (1) 49.10.96.72 ou à EUROMESSAGES - BP 80 92105 BOULOGNE Cedex qui fera suivre votre dossier.

PARIS - STRASBOURG - LYON - MARSEILLE - BREST - AUFOMESSAGES

Notre cabinet international, spécialisé dans le conseil en recrutement des postes opérationnels par annonce et approche directe, connaît une progression exceptionnelle grâce à un concept nouveau.

Dans le cadre du renforcement de ses activités, EUROMAN crée un département

COMPTABILITÉ - GESTION - FINANCE

Pour tout complément d'informations, veuillez contacter Mr Jean-François GUENTIN ou (1) 39 49 57 19 ou écrivez à EUROMAN - 7 ter, rue de la Porte de Buc - 78000 Versailles.

EUROMAN

PARIS - DIJON - TOULOUSE - NANTES - AIX

USA - BELGIUM - GERMANY - UNITED KINGDOM - SPAIN - ITALY

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE GESTION IMMOBILIÈRE recherche son CHEF DE CENTRE DE GESTION DÉCENTRALISÉE situé à BASTIA.

Principales objectifs du poste :

- Assurer la responsabilité des domaines fonctionnels décentralisés sur le centre de gestion et notamment la gestion locative et l'entretien des immeubles.

Profil du candidat :

- Formation supérieure avec des connaissances spécifiques en gestion immobilière (synthèse, maîtrise ouvrages) souhaitée. Age : 40-45 ans.

Adresser lettre manuscrite, CV, prétentions, photo et détail de disponibilité, sous n° 8422 à :

LE MONDE PUBLICITÉ, 15-17, r. du Colonel-Pierre-Avia, 75015 Paris

LA VILLE DE MAISONS-ALFORT Val-de-Marne • 54 000 habitants

recherche

au sein de la Direction Générale des Services Techniques : **SON RESPONSABLE DE LA DIVISION URBANISME**

Partenaire privilégié de la mise en œuvre d'une ZAC opérationnelle de 12 ha.

Formation : INGÉNIEUR ou ARCHITECTE

Salaire brut annuel 150 KF + prime.

Adresser lettre manuscrite + CV + photo à :

M. le Maire - Hôtel de Ville
118, av. du Général-de-Gaulle - 94700 Maisons-Alfort

PARFUMERIE, 400 m², en région parisienne, recherche

RESPONSABLE (homme ou femme)

- Animation commerciale
- Management équipe 20 personnes
- Gestion stocks et budgets

PHARMACIEN

Responsable secteur dermo-cosmétique

CONSEILLÈRES (expérience souhaitée)

Adresser CV + lettre de motivation à :

CLAUDINE FERROUILLAT - Ste-Mandoline - BP 380
87010 LIMOGES Cedex

BREVETÉ

"Donnez une identité à nos annonces"

Notre région bouge, vit, grandit, communique ; sa presse est le reflet de son dynamisme.

Parmi les vecteurs de l'économie, la rubrique d'annonces classées constitue le centre nerveux.

Nous sommes un grand support du Nord-Ouest de la France et nous recherchons notre

RESPONSABLE des Annonces Classées (H/F)

Agé de 35 ans environ, diplômé de l'enseignement supérieur, vous bénéficiez d'une expérience de la presse gratuite ou de la presse généraliste en emploi, immobilier, automobile.

Véritable coordinateur et animateur de notre rubrique d'annonces classées, sous l'impulsion de la Direction Générale et de la Publicité, vous :

- Définissez la stratégie annonces classées et les grands axes produits
- Animerez le réseau commercial
- Fédérez le tissu des annonceurs
- Déterminez les accords commerciaux.

Bien davantage que l'expérience, ce poste nécessite rigueur et implication, sens de l'anticipation et du management, autonomie.

Une connaissance du tissu local serait appréciée.

Ce poste est à pourvoir rapidement dans une grande ville de Bretagne.

Monsieur LE BAIL

traitera votre candidature en toute confidentialité

(Réf. RC/ACL)

LE TELEGRAMME - Voie d'accès au Port

BP 243 - 29205 Morlaix Cedex

Société d'économie mixte d'aménagement urbain et de construction sud de Paris, recherche

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER (H/F.)

Vous possédez une formation supérieure (DECS-DESC-ESC-Gestion...), une expérience montrant votre ouverture (relations humaines, problèmes juridiques...), la capacité à structurer le fonctionnement d'une équipe en expansion, un intérêt pour le développement local et une connaissance des collectivités territoriales.

Vous souhaitez approfondir votre professionnalité au sein d'un collectif de direction.

Votre mission sera d'asseoir et de développer les fonctionnalités de l'entreprise, en impulsant la gestion financière, maîtrisant l'organisation et le fonctionnement et valorisant les ressources humaines.

Vous aurez à définir et mettre en place des outils de gestion (analyse financière, contrôle de gestion, budgets).

Adresser lettre manuscrite, CV, photo

et prétentions sous le n° 8429

Le Monde Publicité, 15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia
75902 Paris Cedex 15

IMPORTANT ORGANISME DE RECOUVREMENT recherche

pour un recrutement au 6 janvier 1992, dans le cadre d'un contrat d'adaptation à durée indéterminée, pour son secteur contentieux.

TITULAIRES D'UNE MAÎTRISE OU D'UNE LICENCE EN DROIT

- Agés de moins de vingt-six ans, dégages des obligations militaires.
- Rémunération mensuelle brute de 5 675 F sur 13 mois 3/4 à l'embauche.
- Possibilités d'évolution dès le quatrième mois.
- Faculté de présenter le concours d'agent de contrôle des employeurs dans le courant de l'année 1992 (salaire annuel brut de 125 000 F à 225 000 F selon ancienneté et expérience).

Les candidatures manuscrites accompagnées d'un CV détaillé et de la copie du diplôme exigé devront être adressées au plus tard le 2 décembre 1991 à :

URSSAF DE PARIS - Direction du Personnel

3, rue Franklin, 93518 MONTREUIL CEDEX

Pour tout renseignement, téléphonez au :

48-51-22-72 ou 48-51-15-34

SOCIÉTÉ DE PRESSE

recherche

RÉDACTEUR EN CHEF

- Pour assumer le contenu rédactionnel de deux magazines.

- Ces deux supports sont entièrement financés par la publicité.

- L'un est consacré à l'immobilier, l'autre à la décoration.

Le candidat devra avoir une bonne connaissance de ces milieux et une bonne plume. Il sera en outre capable de manager une équipe de trois personnes plus quelques pigistes pour assurer 110 pages de rédactionnel par mois.

Adresser votre candidature à :

M. J.-M. GUERIN, 40, rue du Docteur-Roux
75015 PARIS

SOCIÉTÉ D'EXPANSION recherche

- POUR PARIS, LIMOGES ET TOULOUSE

rédauteur technique (LM/RT/JMA)

De formation électronique niveau ingénieur, minimum 2 ans d'expérience et ayant été habilité CD.

ingénieur électronicien (LM/IE/JMA)

De formation DUT + ingénieur, expérience souhaitée en sûreté de fonctionnement.

- POUR PARIS

2 ingénieurs fiabilistes (LM/IF/JMA)

Expérience souhaitée.

Envoyer dossier de candidature sous la référence choisie à :

AIF SERVICES - Madame Brachet - BP 308 - 87008 LIMOGES Cedex.

T R E S U R G E N T

Pour importante Société Aéronautique, nous recherchons

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE DÉBUTANT

Formation mécanique Option Matériaux connaissant bien l'informatique

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

Formation électronique analogique. 2 à 3 ans d'expérience industrielle

DUT GENE THERMIQUE DÉBUTANT

Très bon calculateur, connaissant bien la CAO/DAO

Disponibles immédiatement. Anglaise souhaitée

Adresser C.V. et prétent. à T21 92 rue St Lazare 75009 PARIS ou

téléphonez pour RV à François LAULAN au 42 65 38 41

L'AGENCE D'URBANISME DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE LYON recherche

UN DIRECTEUR D'ÉTUDES RESPONSABLE DU DÉPARTEMENT IMAGE de formation ARCHITECTE URBANISTE

MISSION :

- Encadrer une équipe de douze dessinateurs ou infographes pour produire tous types d'images aptes à traduire des études d'urbanisme et rechercher de nouvelles formes d'expression.

EXPÉRIENCE d'encadrement, d'expression graphique (rendus traditionnels et informatique 2D et 3D) et d'études d'urbanisme.

POSTE A POURVOIR RAPIDEMENT.

NIVEAU DE RÉMUNÉRATION SELON EXPÉRIENCE.

Adresser les candidatures accompagnées d'un CV

détaillé et d'une photo à :

M. le Directeur de l'Agence d'Urbanisme de la Communauté Urbaine de Lyon
BP3129 - 69402 Lyon Cedex 03



La ville de **BEAUVAIS**
Oise - 56.000 habitants

CHARGE DE MISSION PREVENTION DE LA DELINQUANCE (contractuel)

Votre mission : élaborer un diagnostic local, définir et mettre en œuvre un Programme d'Action Prévention, animer et coordonner le Conseil Communal de Prévention de la Délinquance.

Vos meilleurs atouts : une solide expérience dans ce domaine et de fortes capacités de dialogue et d'animation.

Adresser votre candidature accompagnée d'un CV détaillé et d'une photo à M. le Maire - Direction des Ressources Humaines - BP 330 - 60031 BEAUVAIS Cedex

un chargé de mission

pour un important établissement hospitalier privé, à Grenoble.

Sous l'autorité du Directeur, vous prenez en main des dossiers variés (travaux neufs, gestion et organisation d'un service...), des études à la mise en œuvre de solutions.

IEP ou DESS de gestion, organisateur convaincant, négociateur attentif aux autres, utilisateur averti de l'informatique, gestionnaire rigoureux, vous avez une expérience en entreprise ou dans une clinique.

Ecrivez à notre conseil Mme Mel Lan PHAM (réf. 4015 LM)

ALEXANDRE TIC S.A.

94, RUE STALINGRAD - 38100 GRENOBLE

0477 10001 - 0477 10002

11000 - 11001 - 11002

L'ÉCOLE DES RELIGIONS

Association loi de 1901

Une école qui propose un enseignement simultané des 5 religions (bouddhisme, christianisme, hindouisme, islam, judaïsme).

cherche son

Directeur général (H/F)

Sa mission :

- Assurer le développement de l'école et contrôler la bonne organisation des cours en France.

Adresser candidature (lettre manuscrite + photos + prétentions) à :

Institut Jacques-Benoît
245, rue de Bercy - 75012 PARIS

ASSOCIATION LOI 1901

reconnue d'utilité publique

recherche pour le 1^{er} 3/92

DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT

Poste basé à Paris

Conditions de la C.C. 1986

Bonnes connaissances en gestion et droit du travail.

Poste devant évoluer vers la direction générale.

Les candidatures avec CV, réf. et photo

devront être envoyées au MONDE PUBLICITÉ sous n° 6430

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia - 75902 Paris Cedex 15

INFORAMA CHANGE DE TÊTE !

Marie-Jeanne CAPDEPUT

prend la direction d'INFORAMA CARRIÈRES, Cabinet de Conseil en recherche de cadres et dirigeants tourné vers les secteurs Informatique, High Tech et Santé.

Marie-Jeanne CAPDEPUT a une double expérience de l'entreprise et du conseil en recrutement.

Tous les consultants sont à votre disposition au : 46 09 95 33.

50, rue Marcel Dassault - 92100 BOULOGNE

INFORAMA
carrières
la recherche par les hommes

R E T R O U V E Z C E S A N N O N C E S S U R 3 6 • 1 5 L M

لدينا في الجزائر

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
PARIS			78 - YVELINES			93 - SEINE-SAINT-DENIS		
1 ^{er} ARRONDISSEMENT			PAVILLON			3 PIÈCES		
3 PIÈCES	7, rue Moïre	9 400	7 PIÈCES	NOISY-LE-ROI	10 811	72 m², 3 ^e étage	NEUILLY	7 900
79 m², 3 ^e étage	SAGGEL - 47-42-44-44	+ 2 041	146 m²	9, rue Nicolas-Coustou	+ 216	parking	20 bis, bd du Général-Leclerc	+ 959
Frais de commission		6 768	Frais de commission	AGIFRANCE - 30-44-01-13	7 550		GCI - 40-16-28-68	
5 ^e ARRONDISSEMENT			3 PIÈCES			STUDIO		
3 PIÈCES, IMM. NEUF	4, rue Collégiale	11 000	66 m², 3 ^e étage	POISSY	3 138	55 m², rez-de-ch.	PUTEAUX	3 803
80 m², 2 ^e étage	GERER - 49-42-24-57	+ 720	parking	1, avenue des Ursulines	+ 947	cave	16, av. Georges-Pompidou	+ 400
Cuis. équipée, park.	Frais de commission	6 000	Frais de commission	AGIFRANCE - 49-03-43-27	2 566	parking	AGF - 44-86-45-45	2 706
7 ^e ARRONDISSEMENT			3 PIÈCES			4 PIÈCES		
2 PIÈCES	50, rue de Bourgogne	7 350	74 m², 1 ^{er} étage	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	5 696	95 m², 2 ^e étage	SAINT-CLOUD	9 051
53 m², 1 ^{er} étage	SOLVEG - 40-67-06-99	+ 1 083	cave + parking	40, rue des Ursulines	+ 763	2 caves	11, square de l'Hippodrome	+ 950
parking	Frais de commission	5 913	Frais de commission	AGF - 44-86-45-45	4 053	2 parkings	AGF - 44-86-45-45	5 729
8 ^e ARRONDISSEMENT			2 PIÈCES			4-5 PIÈCES		
7 PIÈCES	119, rue de La Boétie	22 400	49 m², 2 ^e étage	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	4 204	IMMEUBLE NEUF	SEVRES	9 050
228 m², 2 ^e étage	SAGGEL - 47-42-44-44	+ 2 320	cave + parking	40, rue des Ursulines	+ 580	110 m², 4 ^e étage	11, av. de la Division-Leclerc	+ 1 635
Frais de commission		18 128	Frais de commission	AGF - 44-86-45-45	2 991	parking	SAGGEL - 46-08-80-36	5 796
9 ^e ARRONDISSEMENT			MAISON 5 PIÈCES			4 PIÈCES		
4 PIÈCES	2, square Trudaine	7 900	132 m²	SAINT-NOM-LA-BRETÊCHE	9 800	97 m², 3 ^e étage	SURESNES	7 620
109 m², 1 ^{er} étage	GCI - 40-16-28-71	+ 1 967	garage	4, rue du Vieux-Puits	+ 1 028	cave	20, rue Salomon-de-Rothschild	+ 1 440
13 ^e ARRONDISSEMENT			5 PIÈCES			2 PIÈCES		
2 PIÈCES, IMM. NEUF	34-38, rue des Peupliers	6 400	109 m²	VERSAILLES	9 700	58 m², 2 ^e étage	SURESNES	3 875
57 m², 4 ^e étage	GERER - 49-42-24-57	+ 510	rez-de-chaussée	SAGGEL - 46-08-80-36	+ 1 422	parking	AGF - 44-86-45-45	+ 830
parking	Frais de commission	3 648	parking	Frais de commission	9 284		Frais de commission	2 628
15 ^e ARRONDISSEMENT			PAVILLON			STUDIO		
4 PIÈCES	15, rue Frazer	9 200	4 PIÈCES	VILLEPREUX	5 865	44 m², rez-de-ch.	SURESNES	3 800
89 m², 7 ^e étage	LOC INTER - 47-45-15-84	+ 613	101 m²	80, av. de la Croix-du-Moyne	+ 284	terrasse	CIGIMO - 48-00-89-89	+ 450
1 balcon, 2 parkings	Frais de commission	6 890	parking	AGIFRANCE - 30-44-01-13	4 382	parking	Honoraires de location	3 006
16 ^e ARRONDISSEMENT			4 PIÈCES			6 PIÈCES		
4 PIÈCES	68, rue Fondary	10 255	76 m², 1 ^{er} étage	GIF-SUR-YVETTE	3 495	127 m², 3 ^e étage	VANVES	9 525
91 m², 3 ^e étage	SOLVEG - 40-67-06-99	+ 1 056	parking	Résidence Les Grandes	+ 638	parking	1, rue Rebais	+ 1 831
parking	Frais de commission	6 092	Frais de commission	Coudraie			SAGGEL - 47-42-44-44	6 858
17 ^e ARRONDISSEMENT			92 - HAUTS-DE-SEINE			94 - VAL-DE-MARNE		
3 PIÈCES	69, rue Fondary	10 385	4 PIÈCES	BOULOGNE	9 650	5 PIÈCES DUPLEX	PANTIN	6 384
71 m², 7 ^e étage	SOLVEG - 40-67-06-99	+ 899	86 m², 2 ^e étage	197, avenue Gellani	+ 950	111 m², 10-11 ^e ét.	31-33, avenue Jean-Louise	+ 1 163
parking	Frais de commission	6 174	balcon	LOC INTER - 47-45-16-09	7 254	parking	LOC INTER - 47-45-15-84	4 976
18 ^e ARRONDISSEMENT			5 PIÈCES DUPLEX			2 PIÈCES		
4 PIÈCES	21, rue des Cavernes	8 633	180 m², 4-5 ^e étages	BOULOGNE	26 000	75 m², 1 ^{er} étage	NOGENT-SUR-MARNE	4 800
67 m², 3 ^e étage	SAGGEL - 47-42-44-44	+ 944	terrasses, cheminée	SOLVEG - 40-67-06-99	+ 1 791	parking	39, rue du Port	+ 561
parking	Frais de commission	6 216	parking	Frais de commission			SAGGEL - 47-42-44-44	3 456
19 ^e ARRONDISSEMENT			3 PIÈCES			SAINT-MANDÉ		
4-5 PIÈCES	4, rue André-Colladocheur	18 000	82 m², 3 ^e étage	BOULOGNE	6 600	53 m², 4 ^e étage	LOC INTER - 47-45-15-71	5 205
136 m², 5 ^e étage	AGF - 44-86-45-45	+ 2 100	balcon	LOC INTER - 47-45-16-09	5 022	terrasse	LOC INTER - 47-45-15-71	+ 586
Frais de commission		12 809	Frais de commission			parking	Frais de commission	4 050
20 ^e ARRONDISSEMENT			2-3 PIÈCES			2 PIÈCES		
3 PIÈCES	63, avenue Foch	6 800	51 m², 5 ^e étage	BOULOGNE	4 248	51 m², 1 ^{er} étage	SAINT-MANDÉ	4 388
68 m², 1 ^{er} étage	AGF - 44-86-45-45	+ 750	parking	229, bd Jean-Jaurès	+ 928	parking	LOC INTER - 47-45-16-09	+ 591
parking	Frais de commission	6 831	Frais de commission	CGL - 40-16-28-71			Frais de commission	3 438
21 ^e ARRONDISSEMENT			4 PIÈCES			3 PIÈCES		
4-5 PIÈCES	8-10, rue Oswald-Cruz	16 400	125 m², 1 ^{er} étage	BOULOGNE	13 346	64 m², 1 ^{er} étage	SAINT-MANDÉ	9 100
136 m², 2 ^e étage	SAGGEL - 47-42-44-44	+ 2 457	cave	33-35, rue Anna-Jacquelin	+ 2 720	terrasse	LOC INTER - 47-45-15-71	+ 731
Frais de commission		11 808	parking	AGF - 44-86-45-45	4 500	parking	Frais de commission	4 628
22 ^e ARRONDISSEMENT			3 PIÈCES			5 PIÈCES		
4-5 PIÈCES	3, square de Tocqueville	14 800	73 m², 2 ^e étage	COURBEVOIE	4 500	95 m², 1 ^{er} étage	SAINT-MANDÉ	6 590
136 m², 5 ^e étage	SAGGEL - 47-42-44-44	+ 2 127	parking	44, rue de l'Alma	+ 1 280	terrasse 17 m²	LOC INTER - 47-45-16-09	+ 1 039
Frais de commission		10 656	Frais de commission	SAGGEL - 47-78-15-85	3 240	2 parkings	Frais de commission	6 462
23 ^e ARRONDISSEMENT			4 PIÈCES			4 PIÈCES		
3 PIÈCES	126-130, rue Compans	7 100	100 m²	COURBEVOIE	7 500	92 m², 3 ^e étage	VINCENNES	7 930
68 m², 1 ^{er} étage	GERER - 49-42-24-57	+ 610	6 ^e étage	33, bd Saint-Denis	+ 600	cave	5, allée Jacques-Daguerre	+ 900
parking	Frais de commission	4 047	parking	CIGIMO - 48-00-89-89	5 670	parking	AGF - 44-86-45-45	5 642
24 ^e ARRONDISSEMENT			3 PIÈCES			5 PIÈCES		
3 PIÈCES	26, rue Saint-Fargue	5 300	73 m², 2 ^e étage	GARCHES	5 580	108 m², 2 ^e étage	VINCENNES	9 095
71 m², 1 ^{er} étage	SAGGEL - 42-66-61-05	+ 1 090	balcon	9, rue du Regard	+ 700	cave	5, allée Jacques-Daguerre	+ 1 080
parking	Frais de commission	3 616	Frais de commission	CIGIMO - 48-00-89-89	4 273	parking	AGF - 44-86-45-45	6 472
25 ^e ARRONDISSEMENT			5 PIÈCES			94 - VAL-D'OISE		
3 PIÈCES	26, rue Saint-Fargue	5 300	138 m²	NEUILLY	17 250	3 PIÈCES	MONTMORENCY	4 900
1 m², 1 ^{er} étage	SAGGEL - 42-66-61-05	+ 1 090	3 ^e étage	9-11, avenue Sainte-Foy	+ 1 800	70 m², rez-de-ch.	126, av. Charles-de-Gaulle	+ 1 491
parking	Frais de commission	3 616	Frais de commission	AGF - 44-86-45-45	12 275	parking	CIGIMO - 48-00-89-89	
							Frais de commission	3 798

Le Monde

CHAQUE MERCREDI
numéro daté jeudi

VOS
RENDEZ-VOUS

IMMOBILIER

LA SÉLECTION IMMOBILIÈRE
LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS
L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE

Le Monde est le premier quotidien vendu à Paris. Il est lu par 1 609 000 Français dont 808 000 Parisiens. 642 000 d'entre eux appartiennent à des foyers « cadres supérieurs » dont 375 000, soit 58 %, habitent l'Île-de-France. (Source : CESP 1989.)

Pour tous renseignements
Professionnels 46-62-73-43
Particuliers 46-62-73-90 - 46-62-72-02

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE
AVEC LA PARTICIPATION DE

PHENIX
GESTION
AGF
GRUPE DES
ASSURANCES
GÉNÉRALES
DE FRANCE

AGIFRANCE
GRUPE DES
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DE FRANCE

GFC

GENERALI

gerer
Le Service Immobilier

SOLVEG
LOCATION, VENTE ET GESTION D'IMMOBILIS

LOC INTER
Transactions Tel. 47.45.10.07

SAGGEL
VENDÔME
GRUPE UAP

CIGIMO
GRUPE GTF

هذا من اصل

ÉCONOMIE

Le collectif budgétaire pour 1991

Déficit de 99,9 milliards de francs et modification du régime fiscal de l'assurance-vie

Déficit budgétaire porté de 80,7 milliards de francs à 99,9 milliards et légère modification du régime fiscal de l'assurance-vie : le « collectif » (1) de 1991, qui devait être examiné par le gouvernement mercredi 20 novembre au cours du conseil des ministres, devrait contenir une modification du régime fiscal de l'assurance-vie.

Cette modification - légère - du régime fiscal de l'assurance-vie constitue une demi-surprise. Actuellement le capital transmis par le défunt aux bénéficiaires par la voie de trusts est exonéré des droits de succession. La seule restriction à ce système est la générosité ne se retrouve dans aucun autre pays industrialisé est que l'exonération est limitée à 100 000 francs si le contrat a été conclu avant 1966 et si le montant total des primes versées au cours des quatre premières années du contrat représentait les trois quarts du capital assuré.

Le souci de l'administration est d'éviter que, sous les apparences d'un contrat d'assurance-vie, certains contribuables « avisés » ne transmettent tout ou partie d'un héritage en échappant aux droits de succession. Malgré ces restrictions et grâce à l'ingéniosité des assureurs, beaucoup de contribuables continuent en fait d'échapper aux droits de succession. C'est la raison pour laquelle M. Charasse, participant au congrès des notaires au mois de mai dernier, avait laissé entendre que certains contrats d'assurance-vie souscrits dans des conditions discutables pourraient voir modifié leur régime fiscal. La déclaration du ministre du budget avait créé un tel émoi dans la profession que M. Pierre Bérégovoy avait assuré qu'il n'était pas question de toucher à l'assurance-vie, « celle-ci représentant 150 milliards de francs d'épargne longue ».

Dérive partiellement compensée

La mesure proposée dans le « collectif » budgétaire remet pas fondamentalement en question les gros avantages attachés à l'assurance-vie, et en ce sens ne dément pas complètement les propos tenus par M. Bérégovoy il y a six mois, seuls les abus les plus voyants étant concernés. Il est seulement proposé que pour les seuls nouveaux contrats - la précision est importante - les assurances-vie supporteront les droits de succession lorsque le souscripteur aura plus de soixante-dix ans et plus exactement en fonction du montant des primes versées après soixante-dix ans. Une mesure qui ne concerne donc ni les contrats anciens, ni ceux pour lesquels des primes restent à payer.

Pour le reste, le budget de 1991 fait bien apparaître un élargissement du déficit budgétaire.

La production d'additifs pour essence sans plomb

Total projette de racheter Texas Olefins

Le groupe pétrolier Total a décidé de prendre une place importante dans la production mondiale d'additifs pour essence sans plomb. Il vient de signer un accord préliminaire en vue de racheter la compagnie américaine Texas Olefins de Houston, deuxième producteur aux États-Unis, derrière ARCO, de méthyltertio-butyl-éther (MTBE), substance chimique très utilisée aujourd'hui pour relever l'indice d'octane de l'essence. Le prix de cette acquisition, qui ferait de Total un des premiers fabricants mondiaux de MTBE, avec une capacité installée supérieure à 500 000 tonnes/an, est estimé à 750 millions de dollars (4,2 milliards de francs).

■ Recul des ventes de détail en Grande-Bretagne en octobre. - Les ventes de détail en Grande-Bretagne ont baissé de 0,5 % en octobre, traduisant les difficultés de l'économie britannique à sortir de la récession. D'après l'Office central de statistique du Royaume-Uni, les ventes de détail entre août et octobre ont été inférieures de 0,3 % à celles du trimestre pré-

Celui-ci atteint - dans la présentation officielle - 99,9 milliards de francs au lieu des 80,7 milliards de francs retenus dans la loi de finances initiale pour 1991, telle qu'elle fut votée fin 1990 par le Parlement.

La différence est de 19,2 milliards de francs, mais il n'échappera à personne que le gouvernement a voulu limiter l'effet défavorable d'un dérapage trop important en fixant volontairement - et probablement un peu artificiellement - le déficit à un chiffre inférieur à 100 milliards de francs. Dans la mesure où celui-ci dépend en très grande partie des pertes de recettes fiscales (par rapport à ce qui était attendu), le déficit final qui ne sera connu avec précision que l'année prochaine, peut très bien atteindre 110 ou 120 milliards de francs.

Pour l'essentiel, le gouvernement aura eu à compenser mois après mois une dérive budgétaire qui - si rien n'avait été fait - aurait atteint une cinquantaine de milliards de francs. Un peu plus de 30 milliards de francs ont été si l'on peut dire « récupérés » : 10 milliards de francs versés par les pays alliés au titre de contribution à la guerre du Golfe; une quinzaine de milliards fin mai (2) au titre d'économies (gel de dépenses, concours aux collectivités locales, modification du 1 % logement, PMU), de fiscalité (TVA sur l'horticulture et taxe locale sur l'électricité notamment), de prélèvement sur divers organismes publics (la Cacom notamment, qui est la caisse préleveuse du Crédit foncier). Enfin 7 milliards de francs supplémentaires ont été pris sur le Fonds de réserve de l'épargne logement.

On retrouve le gonflement du déficit budgétaire tel qu'il est affiché dans le collectif 1991 - une vingtaine de milliards de francs - en faisant la différence entre le dérapage spontané dû aux moins retentissantes (une cinquantaine de milliards) et la trentaine de milliards de francs récupérés. Ce qui veut dire que les dépenses de dépenses nouvelles n'ont pas pesé sur le déficit dans la mesure où elles ont été compensées par des économies.

Les dépenses nouvelles ont tout de même dépassé les 20 milliards de francs : RMI pour 5 milliards, dette publique pour 5 milliards, également, dotations aux collectivités locales pour 2 milliards, lycées pour 1 milliard, défense pour 2 milliards, agriculture pour 800 millions, etc. Elles auront été effacées par une dizaine de milliards de francs d'économies réalisées en mars et encore 9 milliards de francs gagnés dans le collectif budgétaire que MM. Bérégovoy et Charasse viennent de présenter au gouvernement.

ALAIN VERNHOLES

(1) Le collectif budgétaire est une loi de finances rectificative.
(2) Mesures pour la pluggon contenues dans une loi dite DDG, portant « diverses dispositions d'ordre financier ».

NEW-YORK, 19 novembre

Rechute

L'amélioration observée au début de semaine à New-York n'a pas été qu'un dérapage de la Bourse de Wall Street. Mercredi 19 novembre, la grande bourse américaine a rechuté. Elle n'a pas moins fait preuve d'une certaine résistance. En baisse de presque 80 points à la clôture, l'indice Dow-Jones n'a enregistré plus à la clôture qu'une perte de 41,15 points (-1,38 %), pour s'établir à la cote 2 931,57. Le bilan de la journée, lui aussi, s'est avéré assez mauvais.

Pas de chance! Telle était la conclusion des professionnels. L'annonce d'une aggravation du déficit commercial pour septembre à 8,79 milliards de dollars, en large partie dû à la montée des importations, est en effet arrivée au plus mauvais moment.

Du coup, l'effet salutaire qu'on pouvait attendre de la décision du président Bush de faire obstacle à la décision du Sénat de plafonner les crédits des services militaires a été très mal accueilli. D'autant que le chef de la Maison Blanche, qui l'on prête l'intention de prendre des initiatives pour essayer de relancer la machine économique, a été hâté de déclarer qu'aucun plan de relance n'est actuellement prévu.

VALEURS	Cours du 19 novembre	Cours du 18 novembre
Alcoa	80	87
Amstar	17 1/2	18 3/4
Boeing	45 5/8	45 5/8
Chrysler	17 1/2	18 3/4
Deere	45 5/8	45 5/8
Eastman Kodak	47 7/8	47 3/8
Exxon	58 1/4	58
Ford	65 3/8	65 1/8
General Electric	68 5/8	68 1/8
General Motors	32	31 1/2
IBM	97 1/4	96 1/4
ITT	68 1/8	67 1/8
Motor Oil	68 1/8	67 1/8
Pepsi	68 5/8	68
Schlumberger	62 3/8	61 1/2
Texas	125 3/4	125 1/2
Union Carbide	48 1/2	47 5/8
United Tech.	102 1/2	101 1/2
Westinghouse	61 1/2	61 1/8
Yale	61	62

LONDRES, 19 novembre

Nouvel abaissement

Pour la deuxième séance consécutive, les valeurs ont fortement baissé mardi à la Bourse de Londres. À la clôture, l'indice Financials de la grande bourse a perdu 39,4 points, soit 1,6 % à 2 463,1. La volume des transactions a été de 1,4 milliard de titres contre 500,4 millions de titres contre 500,4 millions lundi.

La tendance a été déprimée par la crainte d'un relèvement des taux d'intérêt britannique, en réaction à la faiblesse de la livre. En effet, malgré l'annonce de la Banque d'Angleterre et d'« easing » pour soutenir la livre en fin de séance, les investisseurs s'interrogent sur la manière dont la banque britannique va réagir à la baisse de la livre. Les investisseurs s'interrogent sur la manière dont la banque britannique va réagir à la baisse de la livre.

La tendance a été déprimée par la crainte d'un relèvement des taux d'intérêt britannique, en réaction à la faiblesse de la livre. En effet, malgré l'annonce de la Banque d'Angleterre et d'« easing » pour soutenir la livre en fin de séance, les investisseurs s'interrogent sur la manière dont la banque britannique va réagir à la baisse de la livre.

La tendance a été déprimée par la crainte d'un relèvement des taux d'intérêt britannique, en réaction à la faiblesse de la livre. En effet, malgré l'annonce de la Banque d'Angleterre et d'« easing » pour soutenir la livre en fin de séance, les investisseurs s'interrogent sur la manière dont la banque britannique va réagir à la baisse de la livre.

La tendance a été déprimée par la crainte d'un relèvement des taux d'intérêt britannique, en réaction à la faiblesse de la livre. En effet, malgré l'annonce de la Banque d'Angleterre et d'« easing » pour soutenir la livre en fin de séance, les investisseurs s'interrogent sur la manière dont la banque britannique va réagir à la baisse de la livre.

La tendance a été déprimée par la crainte d'un relèvement des taux d'intérêt britannique, en réaction à la faiblesse de la livre. En effet, malgré l'annonce de la Banque d'Angleterre et d'« easing » pour soutenir la livre en fin de séance, les investisseurs s'interrogent sur la manière dont la banque britannique va réagir à la baisse de la livre.

La tendance a été déprimée par la crainte d'un relèvement des taux d'intérêt britannique, en réaction à la faiblesse de la livre. En effet, malgré l'annonce de la Banque d'Angleterre et d'« easing » pour soutenir la livre en fin de séance, les investisseurs s'interrogent sur la manière dont la banque britannique va réagir à la baisse de la livre.

La tendance a été déprimée par la crainte d'un relèvement des taux d'intérêt britannique, en réaction à la faiblesse de la livre. En effet, malgré l'annonce de la Banque d'Angleterre et d'« easing » pour soutenir la livre en fin de séance, les investisseurs s'interrogent sur la manière dont la banque britannique va réagir à la baisse de la livre.

La tendance a été déprimée par la crainte d'un relèvement des taux d'intérêt britannique, en réaction à la faiblesse de la livre. En effet, malgré l'annonce de la Banque d'Angleterre et d'« easing » pour soutenir la livre en fin de séance, les investisseurs s'interrogent sur la manière dont la banque britannique va réagir à la baisse de la livre.

La tendance a été déprimée par la crainte d'un relèvement des taux d'intérêt britannique, en réaction à la faiblesse de la livre. En effet, malgré l'annonce de la Banque d'Angleterre et d'« easing » pour soutenir la livre en fin de séance, les investisseurs s'interrogent sur la manière dont la banque britannique va réagir à la baisse de la livre.

La tendance a été déprimée par la crainte d'un relèvement des taux d'intérêt britannique, en réaction à la faiblesse de la livre. En effet, malgré l'annonce de la Banque d'Angleterre et d'« easing » pour soutenir la livre en fin de séance, les investisseurs s'interrogent sur la manière dont la banque britannique va réagir à la baisse de la livre.

La tendance a été déprimée par la crainte d'un relèvement des taux d'intérêt britannique, en réaction à la faiblesse de la livre. En effet, malgré l'annonce de la Banque d'Angleterre et d'« easing » pour soutenir la livre en fin de séance, les investisseurs s'interrogent sur la manière dont la banque britannique va réagir à la baisse de la livre.

La tendance a été déprimée par la crainte d'un relèvement des taux d'intérêt britannique, en réaction à la faiblesse de la livre. En effet, malgré l'annonce de la Banque d'Angleterre et d'« easing » pour soutenir la livre en fin de séance, les investisseurs s'interrogent sur la manière dont la banque britannique va réagir à la baisse de la livre.

La tendance a été déprimée par la crainte d'un relèvement des taux d'intérêt britannique, en réaction à la faiblesse de la livre. En effet, malgré l'annonce de la Banque d'Angleterre et d'« easing » pour soutenir la livre en fin de séance, les investisseurs s'interrogent sur la manière dont la banque britannique va réagir à la baisse de la livre.

La tendance a été déprimée par la crainte d'un relèvement des taux d'intérêt britannique, en réaction à la faiblesse de la livre. En effet, malgré l'annonce de la Banque d'Angleterre et d'« easing » pour soutenir la livre en fin de séance, les investisseurs s'interrogent sur la manière dont la banque britannique va réagir à la baisse de la livre.

La tendance a été déprimée par la crainte d'un relèvement des taux d'intérêt britannique, en réaction à la faiblesse de la livre. En effet, malgré l'annonce de la Banque d'Angleterre et d'« easing » pour soutenir la livre en fin de séance, les investisseurs s'interrogent sur la manière dont la banque britannique va réagir à la baisse de la livre.

La tendance a été déprimée par la crainte d'un relèvement des taux d'intérêt britannique, en réaction à la faiblesse de la livre. En effet, malgré l'annonce de la Banque d'Angleterre et d'« easing » pour soutenir la livre en fin de séance, les investisseurs s'interrogent sur la manière dont la banque britannique va réagir à la baisse de la livre.

La tendance a été déprimée par la crainte d'un relèvement des taux d'intérêt britannique, en réaction à la faiblesse de la livre. En effet, malgré l'annonce de la Banque d'Angleterre et d'« easing » pour soutenir la livre en fin de séance, les investisseurs s'interrogent sur la manière dont la banque britannique va réagir à la baisse de la livre.

La tendance a été déprimée par la crainte d'un relèvement des taux d'intérêt britannique, en réaction à la faiblesse de la livre. En effet, malgré l'annonce de la Banque d'Angleterre et d'« easing » pour soutenir la livre en fin de séance, les investisseurs s'interrogent sur la manière dont la banque britannique va réagir à la baisse de la livre.

La tendance a été déprimée par la crainte d'un relèvement des taux d'intérêt britannique, en réaction à la faiblesse de la livre. En effet, malgré l'annonce de la Banque d'Angleterre et d'« easing » pour soutenir la livre en fin de séance, les investisseurs s'interrogent sur la manière dont la banque britannique va réagir à la baisse de la livre.

La tendance a été déprimée par la crainte d'un relèvement des taux d'intérêt britannique, en réaction à la faiblesse de la livre. En effet, malgré l'annonce de la Banque d'Angleterre et d'« easing » pour soutenir la livre en fin de séance, les investisseurs s'interrogent sur la manière dont la banque britannique va réagir à la baisse de la livre.

La tendance a été déprimée par la crainte d'un relèvement des taux d'intérêt britannique, en réaction à la faiblesse de la livre. En effet, malgré l'annonce de la Banque d'Angleterre et d'« easing » pour soutenir la livre en fin de séance, les investisseurs s'interrogent sur la manière dont la banque britannique va réagir à la baisse de la livre.

La tendance a été déprimée par la crainte d'un relèvement des taux d'intérêt britannique, en réaction à la faiblesse de la livre. En effet, malgré l'annonce de la Banque d'Angleterre et d'« easing » pour soutenir la livre en fin de séance, les investisseurs s'interrogent sur la manière dont la banque britannique va réagir à la baisse de la livre.

La tendance a été déprimée par la crainte d'un relèvement des taux d'intérêt britannique, en réaction à la faiblesse de la livre. En effet, malgré l'annonce de la Banque d'Angleterre et d'« easing » pour soutenir la livre en fin de séance, les investisseurs s'interrogent sur la manière dont la banque britannique va réagir à la baisse de la livre.

La tendance a été déprimée par la crainte d'un relèvement des taux d'intérêt britannique, en réaction à la faiblesse de la livre. En effet, malgré l'annonce de la Banque d'Angleterre et d'« easing » pour soutenir la livre en fin de séance, les investisseurs s'interrogent sur la manière dont la banque britannique va réagir à la baisse de la livre.

La tendance a été déprimée par la crainte d'un relèvement des taux d'intérêt britannique, en réaction à la faiblesse de la livre. En effet, malgré l'annonce de la Banque d'Angleterre et d'« easing » pour soutenir la livre en fin de séance, les investisseurs s'interrogent sur la manière dont la banque britannique va réagir à la baisse de la livre.

La tendance a été déprimée par la crainte d'un relèvement des taux d'intérêt britannique, en réaction à la faiblesse de la livre. En effet, malgré l'annonce de la Banque d'Angleterre et d'« easing » pour soutenir la livre en fin de séance, les investisseurs s'interrogent sur la manière dont la banque britannique va réagir à la baisse de la livre.

La tendance a été déprimée par la crainte d'un relèvement des taux d'intérêt britannique, en réaction à la faiblesse de la livre. En effet, malgré l'annonce de la Banque d'Angleterre et d'« easing » pour soutenir la livre en fin de séance, les investisseurs s'interrogent sur la manière dont la banque britannique va réagir à la baisse de la livre.

La tendance a été déprimée par la crainte d'un relèvement des taux d'intérêt britannique, en réaction à la faiblesse de la livre. En effet, malgré l'annonce de la Banque d'Angleterre et d'« easing » pour soutenir la livre en fin de séance, les investisseurs s'interrogent sur la manière dont la banque britannique va réagir à la baisse de la livre.

La tendance a été déprimée par la crainte d'un relèvement des taux d'intérêt britannique, en réaction à la faiblesse de la livre. En effet, malgré l'annonce de la Banque d'Angleterre et d'« easing » pour soutenir la livre en fin de séance, les investisseurs s'interrogent sur la manière dont la banque britannique va réagir à la baisse de la livre.

La tendance a été déprimée par la crainte d'un relèvement des taux d'intérêt britannique, en réaction à la faiblesse de la livre. En effet, malgré l'annonce de la Banque d'Angleterre et d'« easing » pour soutenir la livre en fin de séance, les investisseurs s'interrogent sur la manière dont la banque britannique va réagir à la baisse de la livre.

La tendance a été déprimée par la crainte d'un relèvement des taux d'intérêt britannique, en réaction à la faiblesse de la livre. En effet, malgré l'annonce de la Banque d'Angleterre et d'« easing » pour soutenir la livre en fin de séance, les investisseurs s'interrogent sur la manière dont la banque britannique va réagir à la baisse de la livre.

La tendance a été déprimée par la crainte d'un relèvement des taux d'intérêt britannique, en réaction à la faiblesse de la livre. En effet, malgré l'annonce de la Banque d'Angleterre et d'« easing » pour soutenir la livre en fin de séance, les investisseurs s'interrogent sur la manière dont la banque britannique va réagir à la baisse de la livre.

La tendance a été déprimée par la crainte d'un relèvement des taux d'intérêt britannique, en réaction à la faiblesse de la livre. En effet, malgré l'annonce de la Banque d'Angleterre et d'« easing » pour soutenir la livre en fin de séance, les investisseurs s'interrogent sur la manière dont la banque britannique va réagir à la baisse de la livre.

La tendance a été déprimée par la crainte d'un relèvement des taux d'intérêt britannique, en réaction à la faiblesse de la livre. En effet, malgré l'annonce de la Banque d'Angleterre et d'« easing » pour soutenir la livre en fin de séance, les investisseurs s'interrogent sur la manière dont la banque britannique va réagir à la baisse de la livre.

La tendance a été déprimée par la crainte d'un relèvement des taux d'intérêt britannique, en réaction à la faiblesse de la livre. En effet, malgré l'annonce de la Banque d'Angleterre et d'« easing » pour soutenir la livre en fin de séance, les investisseurs s'interrogent sur la manière dont la banque britannique va réagir à la baisse de la livre.

La tendance a été déprimée par la crainte d'un relèvement des taux d'intérêt britannique, en réaction à la faiblesse de la livre. En effet, malgré l'annonce de la Banque d'Angleterre et d'« easing » pour soutenir la livre en fin de séance, les investisseurs s'interrogent sur la manière dont la banque britannique va réagir à la baisse de la livre.

La tendance a été déprimée par la crainte d'un relèvement des taux d'intérêt britannique, en réaction à la faiblesse de la livre. En effet, malgré l'annonce de la Banque d'Angleterre et d'« easing » pour soutenir la livre en fin de séance, les investisseurs s'interrogent sur la manière dont la banque britannique va réagir à la baisse de la livre.

La tendance a été déprimée par la crainte d'un relèvement des taux d'intérêt britannique, en réaction à la faiblesse de la livre. En effet, malgré l'annonce de la Banque d'Angleterre et d'« easing » pour soutenir la livre en fin de séance, les investisseurs s'interrogent sur la manière dont la banque britannique va réagir à la baisse de la livre.

La tendance a été déprimée par la crainte d'un relèvement des taux d'intérêt britannique, en réaction à la faiblesse de la livre. En effet, malgré l'annonce de la Banque d'Angleterre et d'« easing » pour soutenir la livre en fin de séance, les investisseurs s'interrogent sur la manière dont la banque britannique va réagir à la baisse de la livre.

La tendance a été déprimée par la crainte d'un relèvement des taux d'intérêt britannique, en réaction à la faiblesse de la livre. En effet, malgré l'annonce de la Banque d'Angleterre et d'« easing » pour soutenir la livre en fin de séance, les investisseurs s'interrogent sur la manière dont la banque britannique va réagir à la baisse de la livre.

La tendance a été déprimée par la crainte d'un relèvement des taux d'intérêt britannique, en réaction à la faiblesse de la livre. En effet, malgré l'annonce de la Banque d'Angleterre et d'« easing » pour soutenir la livre en fin de séance, les investisseurs s'interrogent sur la manière dont la banque britannique va réagir à la baisse de la livre.

La tendance a été déprimée par la crainte d'un relèvement des taux d'intérêt britannique, en réaction à la faiblesse de la livre. En effet, malgré l'annonce de la Banque d'Angleterre et d'« easing » pour soutenir la livre en fin de séance, les investisseurs s'interrogent sur la manière dont la banque britannique va réagir à la baisse de la livre.

La tendance a été déprimée par la crainte d'un relèvement des taux d'intérêt britannique, en réaction à la faiblesse de la livre. En effet, malgré l'annonce de la Banque d'Angleterre et d'« easing » pour soutenir la livre en fin de séance, les investisseurs s'interrogent sur la manière dont la banque britannique va réagir à la baisse de la livre.

La tendance a été déprimée par la crainte d'un relèvement des taux d'intérêt britannique, en réaction à la faiblesse de la livre. En effet, malgré l'annonce de la Banque d'Angleterre et d'« easing » pour soutenir la livre en fin de séance, les investisseurs s'interrogent sur la manière dont la banque britannique va réagir à la baisse de la livre.

La tendance a été déprimée par la crainte d'un relèvement des taux d'intérêt britannique, en réaction à la faiblesse de la livre. En effet, malgré l'annonce de la Banque d'Angleterre et d'« easing » pour soutenir la livre en fin de séance, les investisseurs s'interrogent sur la manière dont la banque britannique va réagir à la baisse de la livre.

La tendance a été déprimée par la crainte d'un relèvement des taux d'intérêt britannique, en réaction à la faiblesse de la livre. En effet, malgré l'annonce de la Banque d'Angleterre et d'« easing » pour soutenir la livre en fin de séance, les investisseurs s'interrogent sur la manière dont la banque britannique va réagir à la baisse de la livre.

La tendance a été déprimée par la crainte d'un relèvement des taux d'intérêt britannique, en réaction à la faiblesse de la livre. En effet, malgré l'annonce de la Banque d'Angleterre et d'« easing » pour soutenir la livre en fin de séance, les investisseurs s'interrogent sur la manière dont la banque britannique va réagir à la baisse de la livre.

La tendance a été déprimée par la crainte d'un relèvement des taux d'intérêt britannique, en réaction à la faiblesse de la livre. En effet, malgré l'annonce de la Banque d'Angleterre et d'« easing » pour soutenir la livre en fin de séance, les investisseurs s'interrogent sur la manière dont la banque britannique va réagir à la baisse de la livre.

La tendance a été déprimée par la crainte d'un relèvement des taux d'intérêt britannique, en réaction à la faiblesse de la livre. En effet, malgré l'annonce de la Banque d'Angleterre et d'« easing » pour soutenir la livre en fin de séance, les investisseurs s'interrogent sur la manière dont la banque britannique va réagir à la baisse de la livre.

La tendance a été déprimée par la crainte d'un relèvement des taux d'intérêt britannique, en réaction à la faiblesse de la livre. En effet, malgré l'annonce de la Banque d'Angleterre et d'« easing » pour soutenir la livre en fin de séance, les investisseurs s'interrogent sur la manière dont la banque britannique va réagir à la baisse de la livre.

La tendance a été déprimée par la crainte d'un relèvement des taux d'intérêt britannique, en réaction à la faiblesse de la livre. En effet, malgré l'annonce de la Banque d'Angleterre et d'« easing » pour soutenir la livre en fin de séance, les investisseurs s'interrogent sur la manière dont la banque britannique va réagir à la baisse de la livre.

La tendance a été déprimée par la crainte d'un relèvement des taux d'intérêt britannique, en réaction à la faiblesse de la livre. En effet, malgré l'annonce de la Banque d'Angleterre et d'« easing » pour soutenir la livre en fin de séance, les investisseurs s'interrogent sur la manière dont la banque britannique va réagir à la baisse de la livre.

La tendance a été déprimée par la crainte d'un relèvement des taux d'intérêt britannique, en réaction à la faiblesse de la livre. En effet, malgré l'annonce de la Banque d'Angleterre et d'« easing » pour soutenir la livre en fin de séance, les investisseurs s'interrogent sur la manière dont la banque britannique va réagir à la baisse de la livre.

La tendance a été déprimée par la crainte d'un relèvement des taux d'intérêt britannique, en réaction à la faiblesse de la livre. En effet, malgré l'annonce de la Banque d'Angleterre et d'« easing » pour soutenir la livre en fin de séance, les investisseurs s'interrogent sur la manière dont la banque britannique va réagir à la baisse de la livre.

La tendance a été déprimée par la crainte d'un relèvement des taux d'intérêt britannique, en réaction à la faiblesse de la livre. En effet, malgré l'annonce de la Banque d'Angleterre et d'« easing » pour soutenir la livre en fin de séance, les investisseurs s'interrogent sur la manière dont la banque britannique va réagir à la baisse de la livre.

La tendance a été déprimée par la crainte d'un relèvement des taux d'intérêt britannique, en réaction à la faiblesse de la livre. En effet, malgré l'annonce de la Banque d'Angleterre et d'« easing » pour soutenir la livre en fin de séance, les investisseurs s'interrogent sur la manière dont la banque britannique va réagir à la baisse de la livre.

La tendance a été déprimée par la crainte d'un relèvement des taux d'intérêt britannique, en réaction à la faiblesse de la livre. En effet, malgré l'annonce de la Banque d'Angleterre et d'« easing » pour soutenir la livre en fin de séance, les investisseurs s'interrogent sur la manière dont la banque britannique va réagir à la baisse de la livre.

La tendance a été déprimée par la crainte d'un relèvement des taux d'intérêt britannique, en réaction à la faiblesse de la livre. En effet, malgré l'annonce de la Banque d'Angleterre et d'« easing » pour soutenir la livre en fin de séance, les investisseurs s'interrogent sur la manière dont la banque britannique va réagir à la baisse de la livre.

La tendance a été déprimée par la crainte d'un relèvement des taux d'intérêt britannique, en réaction à la faiblesse de la livre. En effet, malgré l'annonce de la Banque d'Angleterre et d'« easing » pour soutenir la livre en fin de séance, les investisseurs s'interrogent sur la manière dont la banque britannique va réagir à la baisse de la livre.

La tendance a été déprimée par la crainte d'un relèvement des taux d'intérêt britannique, en réaction à la faiblesse de la livre. En effet, malgré l'annonce de la Banque d'Angleterre et d'« easing » pour soutenir la livre en fin de séance, les investisseurs s'interrogent sur la manière dont la banque britannique va réagir à la baisse de la livre.

La tendance a été déprimée par la crainte d'un relèvement des taux d'intérêt britannique, en réaction à la faiblesse de la livre. En effet, malgré l'annonce de la Banque d'Angleterre et d'« easing » pour soutenir la livre en fin de séance, les investisseurs s'interrogent sur la manière dont la banque britannique va réagir à la baisse de la livre.

La tendance a été déprimée par la crainte d'un relèvement des taux d'intérêt britannique, en réaction à la faiblesse de la livre. En effet, malgré l'annonce de la Banque d'Angleterre et d'« easing » pour soutenir la livre en fin de séance, les investisseurs s'interrogent sur la manière dont la banque britannique va réagir à la baisse de la livre.

La tendance a été déprimée par la crainte d'un relèvement des taux d'intérêt britannique, en réaction à la faiblesse de la livre. En effet, malgré l'annonce de la Banque d'Angleterre et d'« easing » pour soutenir la livre en fin de séance, les investisseurs s'interrogent sur la manière dont la banque britannique va réagir à la baisse de la livre.

La tendance a été déprimée par la crainte d'un relèvement des taux d'intérêt britannique, en réaction à la faiblesse de la livre. En effet, malgré l'annonce de la Banque d'Angleterre et d'« easing » pour soutenir la livre en fin de séance, les investisseurs s'interrogent sur la manière dont la banque britannique va réagir à la baisse de la livre.

La tendance a été déprimée par la crainte d'un relèvement des taux d'intérêt britannique, en réaction à la faiblesse de la livre. En effet, malgré l'annonce de la Banque d'Angleterre et d'« easing » pour soutenir la livre en fin de séance, les investisseurs s'interrogent sur la manière dont la banque britannique va réagir à la baisse de la livre.

La tendance a été déprimée par la crainte d'un relèvement des taux d'intérêt britannique, en réaction à la faiblesse de la livre. En effet, malgré l'annonce de la Banque d'Angleterre et d'« easing » pour soutenir la livre en fin de séance, les investisseurs s'interrogent sur la manière dont la banque britannique va réagir à la baisse de la livre.

La tendance a été déprimée par la crainte d'un relèvement des taux d'intérêt britannique, en réaction à la faiblesse de la livre. En effet, malgré l'annonce de la Banque d'Angleterre et d'« easing » pour soutenir la livre en fin de séance, les investisseurs s'interrogent sur la manière dont la banque britannique va réagir à la baisse de la livre.

La tendance a été déprimée par la crainte d'un relèvement des taux d'intérêt britannique, en réaction à la faiblesse de la livre. En effet, malgré l'annonce de la Banque d'Angleterre et d'« easing » pour soutenir la livre en fin de séance, les investisseurs s'interrogent sur la manière dont la banque britannique va réagir à la baisse de la livre.

La tendance a été déprimée par la crainte d'un relèvement des taux d'intérêt britannique, en réaction à la faiblesse de la livre. En effet, malgré l'annonce de la Banque d'Angleterre et d'« easing » pour soutenir la livre en fin de séance, les investisseurs s'interrogent sur la manière dont la banque britannique va réagir à la baisse de la livre.

La tendance a été déprimée par la crainte d'un relèvement des taux d'intérêt britannique, en réaction à la faiblesse de la livre. En effet, malgré l'annonce de la Banque d'Angleter

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 20 NOVEMBRE

[illegible]**COMPTANT** (sélection)

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Obligations								
Emp.État 0,97/74	423 30	4 36	CIM	1180	.....	Magasin	750	750
Emp.État 0,97/76	100 37	5 30	CLIRAM (S)	2630	.....	Midi Delyon	650	.....
0,90/67 74/84	102 20	.....	CLIRAM (S)	84 60	.....	Navigation	218 90	209
Emp.État 13,4/83	.....	12 28	Coligny	258	.....	Navigation (M)	.....	.....
Emp.État 12,25/84	102 36	.....	Cogit	342	340	Orléans	284	.....
Emp.État 11,5/85	.....	8 19	Comptex	731	731	Orléans (C)	357	.....
0,20/84 10/85	.....	7 08	de Indochine	8500	8700	Origny-Denonville	810	809
CLF 10,5/52/2000	.....	4 30	Clq Lyons Alcan	365 10	362 30	Paris Denonville	1210	.....
CLF 10,2/27/1997	.....	9 27	Cofin	720	.....	Palais Municipal	640	640
CLF 9,0/84 10/86	.....	7 68	Cofin Jde Prov	35	35 15	Parfums	162	162
DTT 10,30/83 10/86	1002	.....	C Universal Club	447	.....	Parfums (CP)	690	648
DTT 11,2/86 85	106	9 94	Cadbury	112 10	.....	Paris France	234 80	.....
PF 10,5/86 88	.....	7 72	Carlyle	630	.....	Paris Orléans	220	226
CF 10,2/84 nov 93	.....	7 84	Daguerre	1481	1550	Paris Orléans	610	857
CMA 10 0 1979	.....	8 76	Dalhousie	2400	2370	Pier Hachette	1510	1500
CNB Repts 5000F	.....	3 53	Delaunay Voisin	3325	.....	Procter	422	426
CNB Repts 5000F	.....	3 53	Eden Bonin	1100	1100	Procter (C)	1220	1318
CNB Repts 5000F	.....	3 53	Eden Bonin Vichy	2235	.....	Publicis	650	.....
CNE 11,5/85 85	100 80	.....	Esso Visual	760	750	Publicis (S)	111	111
CNE 9 8/86	.....	3 53	Evian	289 90	282	Publicis (S)	227	.....
CNF 9 8/86	.....	3 83	Electro-Frison	774	.....	Ranfac	300	309
CHF 10,80/86 85	107 60	8 73	Electrofrigo	912	.....	S.A.C.E.A.	400	395
CHAFB Re 36 100	.....	.....	Ena (S) Paris	320	320	S.A.C.E.A.	217	218
CNCA	.....	.....	Ena (S) Paris	1799	1793	S.A.F.I.C. Alcan	365	.....
Cera	.....	.....	Ena (S) Paris	192 20	.....	Sage	100	112
Alcatel 5 % juv. 88	.....	.....	F&P	125	115 20b	Saint Domingue F.I.	110	702
Ly. Com. et L. 85	.....	.....	F.R.A.C.	1800	.....	Salins du Midi	632	629
Thy. ex. 9 2/85 88	989	.....	Forclon Club	501	481 0	Sauvignac M.	165	.....
			Forclon Club	385	.....	S.E.C.A.	748	748
			Forclon Club	640	.....	Semal Moussange	420	415
			Forclon Club	499	.....	S.E.C.A. Part. 64	152	.....
			Forclon Club	769	768	Sigat	694	698
			Forclon Club	540	1026	Sigat	170	170
			Forclon Club	550	.....	S.I.P.H.	105	113
			Forclon Club	620	.....	S.M.C.I.	530	.....
			Forclon Club	302	.....	Sofia	340	.....
			Forclon Club	520	.....	Sofia	1179	.....
			Forclon Club	367	365	Sofia (S) Sotom	82	.....
			Forclon Club	263	.....	Sofia	2320	2310
			Forclon Club	1490	.....	Sotom	125	.....
			Forclon Club	1687	1641	Sotom Autogres	803	805
			Forclon Club	545	.....	Sotom	241	.....
			Forclon Club	545	.....	Sotom	747	.....
			Forclon Club	715	.....	Sotom	2305	2310
			Forclon Club	0180	5150	Sotom	720	.....
			Forclon Club	337	339	Sotom	188	.....
			Forclon Club	442	435	Sotom	1325	1325
			Forclon Club	3650	.....	Sotom	4083	2711
			Forclon Club	288	.....	Sotom	367	370
			Forclon Club	1438	.....	Sotom	1600	1652
			Forclon Club	494	494 80	Sotom	100	.....
			Forclon Club	791	790	Sotom	220 20	.....
			Forclon Club	2695	2710			
			Forclon Club	1235	1280			
			Forclon Club	32	32			
			Forclon Club	185	104 80			
Actions								
Agache (ex In.)	1000	1035 0	Forclon Club	769	768			
Appellation Hydro	8775	.....	Forclon Club	540	1026			
Arhel	445	.....	Forclon Club	550	.....		
Ban. Calusoise	1210	1192	Forclon Club	620	.....		
Bijoux-Époux	388 40	.....	Forclon Club	302	.....		
B.N.T. Assurances	309 10	295 10	Forclon Club	520	.....		
Daguerre S.F.C.I.	400	460	Forclon Club	367	365			
Midwest	3105	3105	Forclon Club	263	.....		
Midi-Denonville	485	.....	Forclon Club	1490	.....		
Midi-Denonville	1820	1858 0	Forclon Club	1687	1641			
OTF	64 10	64 10	Forclon Club	545	.....		
Parabon	765	.....	Forclon Club	545	.....		
Parabon	548	.....	Forclon Club	715	.....		
Paris France	10 05	10 05	Forclon Club	0180	5150			
C.E.F. (Friges)	505	505	Forclon Club	337	339			
Compagnie (Bany)	455	455	Forclon Club	442	435			
Compagnie	90	.....	Forclon Club	3650	.....		
Compagnie	115	.....	Forclon Club	288	.....		
CO D.F.	157 40	159 50	Forclon Club	1438	.....		

SICAV (sélection)

VALEURS	Cours prix.	Dernier cours	VALEURS	Emission Franc inct.	Rachet net.	VALEURS	Emission Franc inct.	Rachet net.	VALEURS	Emission Franc inct.	Rachet net.
Etrangères											
A.E.C.	835	...	A.A.A.	1023 84	368 08	Frank-Egypte	32 81	31 01	Préville	130 84	126 56
Alcan Inc	130	...	Asiatic	211	206 17	Frankland	860 88	833 67	Passe Océaniques	20761 70	20741 01
Alcoa	173	...	Asiatic	791 81	757 71	Frankopolis	27 40	26 73	Passe Océaniques	62428 17	62428 17
American Eagle	120	...	Asiatic	7988 28	7586 75	Frankopolis	1114	1114 02	Passe Océaniques	10172 36	11022 36
American Eagle	120	...	Asiatic	25316 61	25316 61	Frankopolis	5133 52	5130 75	Passe Océaniques	114 94	112 81
American Eagle	120	...	Asiatic	1440 53	814 84	Frankopolis	139 50	132 88	Passe Océaniques	2807 38	2802 38
American Eagle	120	...	Asiatic	1440 53	814 84	Frankopolis	148 50	148 50	Passe Océaniques	112 81	112 81
American Eagle	120	...	Asiatic	1440 53	814 84	Frankopolis	139 50	132 88	Passe Océaniques	2807 38	2802 38
American Eagle	120	...	Asiatic	1440 53	814 84	Frankopolis	148 50	148 50	Passe Océaniques	112 81	112 81
American Eagle	120	...	Asiatic	1440 53	814 84	Frankopolis	139 50	132 88	Passe Océaniques	2807 38	2802 38
American Eagle	120	...	Asiatic	1440 53	814 84	Frankopolis	148 50	148 50	Passe Océaniques	112 81	112 81
American Eagle	120	...	Asiatic	1440 53	814 84	Frankopolis	139 50	132 88	Passe Océaniques	2807 38	2802 38
American Eagle	120	...	Asiatic	1440 53	814 84	Frankopolis	148 50	148 50	Passe Océaniques	112 81	112 81
American Eagle	120	...	Asiatic	1440 53	814 84	Frankopolis	139 50	132 88	Passe Océaniques	2807 38	2802 38
American Eagle	120	...	Asiatic	1440 53	814 84	Frankopolis	148 50	148 50	Passe Océaniques	112 81	112 81
American Eagle	120	...	Asiatic	1440 53	814 84	Frankopolis	139 50	132 88	Passe Océaniques	2807 38	2802 38
American Eagle	120	...	Asiatic	1440 53	814 84	Frankopolis	148 50	148 50	Passe Océaniques	112 81	112 81
American Eagle	120	...	Asiatic	1440 53	814 84	Frankopolis	139 50	132 88	Passe Océaniques	2807 38	2802 38
American Eagle	120	...	Asiatic	1440 53	814 84	Frankopolis	148 50	148 50	Passe Océaniques	112 81	112 81
American Eagle	120	...	Asiatic	1440 53	814 84	Frankopolis	139 50	132 88	Passe Océaniques	2807 38	2802 38
American Eagle	120	...	Asiatic	1440 53	814 84	Frankopolis	148 50	148 50	Passe Océaniques	112 81	112 81
American Eagle	120	...	Asiatic	1440 53	814 84	Frankopolis	139 50	132 88	Passe Océaniques	2807 38	2802 38
American Eagle	120	...	Asiatic	1440 53	814 84	Frankopolis	148 50	148 50	Passe Océaniques	112 81	112 81
American Eagle	120	...	Asiatic	1440 53	814 84	Frankopolis	139 50	132 88	Passe Océaniques	2807 38	2802 38
American Eagle	120	...	Asiatic	1440 53	814 84	Frankopolis	148 50	148 50	Passe Océaniques	112 81	112 81
American Eagle	120	...	Asiatic	1440 53	814 84	Frankopolis	139 50	132 88	Passe Océaniques	2807 38	2802 38
American Eagle	120	...	Asiatic	1440 53	814 84	Frankopolis	148 50	148 50	Passe Océaniques	112 81	112 81
American Eagle	120	...	Asiatic	1440 53	814 84	Frankopolis	139 50	132 88	Passe Océaniques	2807 38	2802 38
American Eagle	120	...	Asiatic	1440 53	814 84	Frankopolis	148 50	148 50	Passe Océaniques	112 81	112 81
American Eagle	120	...	Asiatic	1440 53	814 84	Frankopolis	139 50	132 88	Passe Océaniques	2807 38	2802 38
American Eagle	120	...	Asiatic	1440 53	814 84	Frankopolis	148 50	148 50	Passe Océaniques	112 81	112 81
American Eagle	120	...	Asiatic	1440 53	814 84	Frankopolis	139 50	132 88	Passe Océaniques	2807 38	2802 38
American Eagle	120	...	Asiatic	1440 53	814 84	Frankopolis	148 50	148 50	Passe Océaniques	112 81	112 81
American Eagle	120	...	Asiatic	1440 53	814 84	Frankopolis	139 50	132 88	Passe Océaniques	2807 38	2802 38
American Eagle	120	...	Asiatic	1440 53	814 84	Frankopolis	148 50	148 50	Passe Océaniques	112 81	112 81
American Eagle	120	...	Asiatic	1440 53	814 84	Frankopolis	139 50	132 88	Passe Océaniques	2807 38	2802 38
American Eagle	120	...	Asiatic	1440 53	814 84	Frankopolis	148 50	148 50	Passe Océaniques	112 81	112 81
American Eagle	120	...	Asiatic	1440 53	814 84	Frankopolis	139 50	132 88	Passe Océaniques	2807 38	2802 38
American Eagle	120	...	Asiatic	1440 53	814 84	Frankopolis	148 50	148 50	Passe Océaniques	112 81	112 81
American Eagle	120	...	Asiatic	1440 53	814 84	Frankopolis	139 50	132 88	Passe Océaniques	2807 38	2802 38
American Eagle	120	...	Asiatic	1440 53	814 84	Frankopolis	148 50	148 50	Passe Océaniques	112 81	112 81
American Eagle	120	...	Asiatic	1440 53	814 84	Frankopolis	139 50	132 88	Passe Océaniques	2807 38	2802 38
American Eagle	120	...	Asiatic	1440 53	814 84	Frankopolis	148 50	148 50	Passe Océaniques	112 81	112 81
American Eagle	120	...	Asiatic	1440 53	814 84	Frankopolis	139 50	132 88	Passe Océaniques	2807 38	2802 38
American Eagle	120	...	Asiatic	1440 53	814 84	Frankopolis	148 50	148 50	Passe Océaniques	112 81	112 81
American Eagle	120	...	Asiatic	1440 53	814 84	Frankopolis	139 50	132 88	Passe Océaniques	2807 38	2802 38
American Eagle	120	...	Asiatic	1440 53	814 84	Frankopolis	148 50	148 50	Passe Océaniques	112 81	112 81
American Eagle	120	...	Asiatic	1440 53	814 84	Frankopolis	139 50	132 88	Passe Océaniques	2807 38	2802 38
American Eagle	120	...	Asiatic	1440 53	814 84	Frankopolis	148 50	148 50	Passe Océaniques	112 81	112 81
American Eagle	120	...	Asiatic	1440 53	814 84	Frankopolis	139 50	132 88	Passe Océaniques	2807 38	2802 38
American Eagle	120	...	Asiatic	1440 53	814 84	Frankopolis	148 50	148 50	Passe Océaniques	112 81	112 81
American Eagle	120	...	Asiatic	1440 53	814 84	Frankopolis	139 50	132 88	Passe Océaniques	2807 38	2802 38
American Eagle	120	...	Asiatic	1440 53	814 84	Frankopolis	148 50	148 50	Passe Océaniques	112 81	112 81
American Eagle	120	...	Asiatic	1440 53	814 84	Frankopolis	139 50	132 88	Passe Océaniques	2807 38	2802 38
American Eagle	120	...	Asiatic	1440 53	814 84	Frankopolis	148 50	148 50	Passe Océaniques	112 81	112 81
American Eagle	120	...	Asiatic	1440 53	814 84	Frankopolis	139 50	132 88	Passe Océaniques	2807 38	2802 38
American Eagle	120	...	Asiatic	1440 53	814 84	Frankopolis	148 50	148 50	Passe Océaniques	112 81	112 81
American Eagle	120	...	Asiatic	1440 53	814 84	Frankopolis	139 50	132 88	Passe Océaniques	2807 38	2802 38
American Eagle	120	...	Asiatic	1440 53	814 84	Frankopolis	148 50	148 50	Passe Océaniques	112 81	112 81
American Eagle	120	...	Asiatic	1440 53	814 84	Frankopolis	139 50	132 88	Passe Océaniques	2807 38	2802 38
American Eagle	120	...	Asiatic	1440 53	814 84	Frankopolis	148 50	148 50	Passe Océaniques	112 81	112 81
American Eagle	120	...	Asiatic	1440 53	814 84	Frankopolis	139 50	132 88	Passe Océaniques	2807 38	2802 38
American Eagle	120	...	Asiatic	1440 53	814 84	Frankopolis	148 50	148 50	Passe Océaniques	112 81	112 81
American Eagle	120	...	Asiatic	1440 53	814 84	Frankopolis	139 50	132 88	Passe Océaniques	2807 38	2802 38
American Eagle	120	...	Asiatic	1440 53	814 84	Frankopolis	148 50	148 50	Passe Océaniques	112 81	112 81
American Eagle	120	...	Asiatic	1440 53	814 84	Frankopolis	139 50	132 88	Passe Océaniques	2807 38	2802 38
American Eagle	120	...	Asiatic	1440 53	814 84	Frankopolis	148 50	148 50	Passe Océaniques	112 81	112 81
American Eagle	120	...	Asiatic	1440 53	814 84	Frankopolis	139 50	132 88	Passe Océaniques	2807 38	2802 38
American Eagle	120	...	Asiatic	1440 53	814 84	Frankopolis	148 50	148 50	Passe Océaniques	112 81	112 81
American Eagle	120	...	Asiatic	1440 53	814 84	Frankopolis	139 50	132 88	Passe Océaniques	2807 38	2802 38
American Eagle	120	...	Asiatic	1440 53	814 84	Frankopolis	148 50	148 50	Passe Océaniques	112 81	112 81
American Eagle	120	...	Asiatic	1440 53	814 84	Frankopolis	139 50	132 88	Passe Océaniques	2807 38	2802 38
American Eagle	120	...	Asiatic	1440 53	814 84	Frankopolis	148 50	148 50	Passe Océaniques	112 81	112 81
American Eagle	120	...	Asiatic	1440 53	814 84	Frankopolis	139 50	132 88	Passe Océaniques	2807 38	2802 38
American Eagle	120	...	Asiatic	1440 53	814 84	Frankopolis	148 50	148 50	Passe Océaniques	112 81	112 81
American Eagle	120	...	Asiatic	1440 53	814 84	Frankopolis	139 50	132 88	Passe Océaniques	2807 38	2802 38
American Eagle	120	...	Asiatic	1440 53	814 84	Frankopolis	148 50	148 50	Passe Océaniques	112 81	112 81
American Eagle	120	...	Asiatic	1440 53	814 84	Frankopolis	139 50	132 88	Passe Océaniques	2807 38	2802 38
American Eagle	120	...	Asiatic	1440 53	814 84	Frankopolis	148 50	148 50	Passe Océaniques	112 81	112 81
American Eagle	120	...	Asiatic	1440 53	814 84	Frankopolis	139 50	132 88	Passe Océaniques	2807 38	2802 38
American Eagle	120	...	Asiatic	1440 53	814 84	Frankopolis	148 50	148 50	Passe Océaniques	112 81	112 81
American Eagle	120	...	Asiatic	1440 53	814 84	Frankopolis	139 50	132 88	Passe Océaniques	2807 38	2802 38
American Eagle	120	...	Asiatic	1440 53	814 84	Frankopolis	148 50	148 50	Passe Océaniques	112 81	112 81
American Eagle	120	...	Asiatic	1440 53	814 84	Frankopolis	139 50	132 88	Passe Océaniques	2807 38	2802 38
American Eagle	120	...	Asiatic	1440 53	814 84	Frankopolis	148 50	148 50	Passe Océaniques	112 81	112 81
American Eagle	120	...	Asiatic	1440 53	814 84	Frankopolis	139 50	132 88	Passe Océaniques	2807 38	2802 38
American Eagle	120	...	Asiatic	1440 53	814 84	Frankopolis	148 50	148 50	Passe Océaniques	112 81	112 81
American Eagle	120	...	Asiatic	1440 53	814 84	Frankopolis	139 50	132 88	Passe Océaniques	2807 38	2802 38
American Eagle	120	...	Asiatic	1440 53	814 84	Frankopolis	148 50	148 50	Passe Océaniques	112 81	112 81
American Eagle	120	...	Asiatic	1440 53	814 84	Frankopolis	139 50	132 88	Passe Océaniques	2807 38	2802 38
American Eagle	120	...	Asiatic	1440 53	814 84	Frankopolis	148 50	148 50	Passe Océaniques	112 81	112 81
American Eagle	120	...	Asiatic	1440 53	814 84	Frankopolis	139 50	132 88	Passe Océaniques	2807 38	2802 38
American Eagle	120	...	Asiatic	1440 53	814 84	Frankopolis	148 50	148 50	Passe Océaniques	112 81	112 81
American Eagle	120	...	Asiatic	1440 53	814 84	Frankopolis	139 50	132 88	Passe Océaniques	2807 38	2802 38
American Eagle	120	...	Asiatic	1440 53	814 84	Frankopolis	148 50	148 50	Passe Océaniques	112 81	112 81
American Eagle	120	...	Asiatic	1440 53	814 84	Frankopolis	139 50	132 88	Passe Océaniques	2807 38	2802 38
American Eagle	120	...	Asiatic	1440 53	814 84	Frankopolis	148 50	148 50	Passe Océaniques	112 81	112 81
American Eagle	120	...	Asiatic	1440 53	814 84	Frankopolis	139 50	132 88	Passe Océaniques	2807 38	2802 38
American Eagle	120	...	Asiatic	1440 53	814 84	Frankopolis	148 50	148 50	Passe Océaniques	112 81	112 81
American Eagle	120	...	Asiatic	1440 53	814 84	Frankopolis	139 50	132 88	Passe Océaniques	2807 38	2802 38
American Eagle	120	...	Asiatic	1440 53	814 84	Frankopolis	148 50	148 50	Passe Océaniques	112 81	112 81
American Eagle	120	...	Asiatic	1440 53	814 84	Frankopolis	139 50	132 88	Passe Océaniques	2807 38	2802 38
American Eagle	120	...	Asiatic	1440 53	814 84	Frankopolis	148 50	148 50	Passe Océaniques	112 81	112 81
American Eagle	120	...	Asiatic	1440 53	814 84	Frankopolis	139 50	132 88	Passe Océaniques	2807 38	2802 38
American Eagle	120	...	Asiatic	1440 53	814 84	Frankopolis	148 50	14			

Marché libre de l'or

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 20/11	COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 20/11
			achat	vente			
Base-Uns (1 unit.)	5 423						
Ev.	9 888						
Allemagne (100 dm.)	341 540				Or fin battu en barre	63950	
Belgique (100 f.)	341 540				Or fin fin ingot.	63950	
France (100 f.)	303 110				Napoléon (20)	368	
Italie (1000 lire)	4 522				Pièce Pf 10 f.	380	
Denemark (100 kr.)	81 100				Pièce Suisse (20 f.)	371	
Gde-Bretagne (1 £)	9 831				Pièce Lucine (20 f.)	366	
Grèce (100 drachmes)	3 008				Souverain	2000	
Irlande (100 s.)	381 100				Pièce 20 dollars	2080	
Suède (100 kr.)	93 570				Pièce 10 dollars	1022 50	
Norvège (100 kr.)	96 860				Pièce 8 dollars	806	
Autriche (100 sch.)	40 222				Pièce 50 peses	2390	
Espagne (100 pes.)	5 408				Pièce 10 florins	381	
Portugal (100 esc.)	5 314						
Canada (1 \$ can.)	8 881						
Japon (100 yen)	4 237						

Marché libre de l'or

[illegible]

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - e : prix précédem. - m : marché continu

PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
46-62-72-67

هناك عدة الأصل

CULTURE

MUSIQUES

Le mutant permanent

« Dangerous », le nouvel album de Michael Jackson en jeu industriel et objet d'art

La sortie mondiale de *Dangerous*, le nouvel album de Michael Jackson, est une opération industrielle de grande envergure. Le 15 novembre, aux États-Unis, quatre réseaux nationaux (Fox, MTV et Black Entertainment Channel) présentent au même moment la vidéo de *Black or White*, première chanson extraite de l'album. Jeudi 21, *Dangerous* - quatorze chansons, une heure vingt de musique sur deux albums vinyle, un CD ou une cassette - sera disponible chez les disquaires. En France, par le seul jeu des précommandes, *Dangerous* est déjà disque de platine, soit plus de 500 000 exemplaires vendus. Pour ne pas décevoir, il faudra faire aussi bien que *Bud* (1987), le précédent album vendu à environ 25 millions d'exemplaires dans le monde, un peu plus de la moitié du chiffre atteint par *Thriller* (1982) : détenteur du record mondial des ventes avec, à ce jour, 42 millions d'exemplaires.

Enfin, *Dangerous* s'inscrit dans un itinéraire, dans une œuvre dont le premier fleuron est Michael Jackson lui-même, mutant permanent, mais aussi compositeur de classiques populaires (entre Cole Porter pour la perversité innocente et les compositeurs du label Motown pour la simplicité lumineuse), chanteur protéiforme, danseur naturel. Pour la première fois depuis son accession à la semi-divinité, Michael Jackson s'est passé des services du producteur Quincy Jones. Cette absence explique sûrement l'impression de désordre, d'errance suractive que donne *Dangerous*. Mais tous les caissons de relaxation du monde ne pourront empêcher Michael Jackson de respirer l'air du temps, d'en faire des chansons, des images.

Tour du monde en 80 secondes

En mars dernier, Michael Jackson renouveau son contrat Sony Software. En rachetant CBS disques et sa filiale Epic pour laquelle Jackson enregistre depuis 1979 - la multinationale japonaise rachetait aussi Michael Jackson. Renégocié au printemps, le contrat entre l'artiste et Sony Software ressemblait plus à un joint-venture entre deux géants industriels qu'à une classique contrat d'artiste. À sa conclusion, les parties firent savoir que l'accord pourrait générer jusqu'à 1 milliard de dollars de revenus. Vente de disques, bien sûr, mais aussi droits audiovisuels, droits dérivés, production de films, de jeux électroniques, l'accord couvrait de manière exhaustive tous les domaines de l'entertainment business.

Aux États-Unis, le premier engagement de la campagne de lancement s'est conclu sur un semi-fiasco. Réalisée par John Landis, la vidéo de *Black or White* commence sur un plagiat d'un clip du groupe de hard rock Twisted Sister. On y voit Macaulay Culkin (le héros de *Mannequin*, l'ancien) expédier son père dans l'espace d'un coup de pèrre électrique. Commence alors la chanson proprement dite : sur un motif de guitare poliment emprunté aux Rolling Stones, Michael Jackson chante qu'il importe peu que l'on soit blanc ou noir. C'est l'exact contrepied du discours des rappers militants, et pour mieux faire passer sa démonstration, Jackson, les cheveux raides, la peau d'un rose éternel, les yeux vaguement bouffis, danse avec quelques stéréotypes sortis d'une publicité pour laings italiens, sauvages africains, Indiens emplumés, Slaves entoués.

Ce tour du monde en 80 secondes se termine sur une succession de fondus-encadrés de visages d'une perfection technique stupéfiante, même si l'idée avait déjà été utilisée par les musiciens vidéastes britanniques Godley et Creme il y a une dizaine d'années.

o Mort du producteur Jacques Morali. - Le producteur français Jacques Morali, qui fut à l'origine du succès de plusieurs artistes disco, dont le groupe Village People, est mort à Paris des suites du sida. Il avait quarante-quatre ans. Associé à Henri Bolo il avait inventé en 1978 le groupe Village People composé de figures emblématiques de la communauté gay. *YMCA*, *In The Navy*, *Macho Man*, les principaux succès du groupe, se sont vendus à des millions d'exemplaires aux États-Unis et en Europe. Jacques Morali avait également produit le groupe Ritchie Family et la chanteuse Eartha Kitt.

Après un bref rap mimé par Culkin, la chanson proprement dite se termine. Une panthère noire sort du plateau, se transforme en Michael Jackson qui, au fond d'une rue sans joie entame alors une chorégraphie répétitive et violente : il casse une vitrine, s'acharne à coups de barre de fer sur une voiture, se malaxe furieusement l'entrejambe. Dès le lendemain de la diffusion de la vidéo à la télévision américaine, après l'obligatoire déluge de coups de téléphones indignés, Jackson faisait publier ses excuses et annonçait la suppression de ce coda sulfureux. Qu'il soit délibéré (c'était l'avis de John Pareless, le chroniqueur rock du *New York Times*) ou improvisé, cet aller et retour entre scandale et contrition relève du marketing le plus raffiné.

L'incident permettrait en tous cas de parler de *Dangerous*, de donner à cet album hybride une personnalité (après la fête sensuelle de *Thriller*, la violence funky de *Bud*) que sa seule écoute ne permet pas de dégager immédiatement. Sept titres (en général les meilleurs) sont coproduits par Teddy Riley, étoile montante de la jeune musique noire américaine. Riley a fait ses débuts en produisant des rappers de la côte Ouest, Heavy D. & the Boyz ou Kool Moe Dee, pour passer ensuite à la variété dansante. C'est un virtuose de la programmation, capable de faire sortir de ses ordinateurs des rythmes énormes, des basses ronflantes.

Quand cette science croise les mélodies de Jackson (qui se rapprochent de plus en plus de la manière de Stevie Wonder), le résultat est époustouflant : c'est *Dangerous*, *In the Closet*, en général les meilleurs moments de l'album avec *Who Is It* remake réussi de *Billy Jean*, écrit et produit par Michael Jackson, aussi mystique et paranoïaque que l'original.

Aléu, le chanteur s'ouvre à toutes les influences. Sur des arpegges de Slash, le guitariste de Guns n' Roses, *Give In To Me* est un pastiche des ballades de hard-rock qui partagent en ce moment avec le rap la couche supérieure des hit-parades américains. *Heal the World* est une version solo de *We Are the World*, le tube humanitaire que Jackson avait coécrit avec Lionel Richie, c'est aussi le nadir d'un album en montages russes, qui suffira sans doute à maintenir le statut de son créateur sans y ajouter quoi que ce soit.

THOMAS SOTINEL

► Dangerous : 2 LPs, 1 CD, 1 K7 Epic EPC 465 802 1/2/4.

AUTOMOBILE

A quoi rêvent les ministres...

Höta d'un ecarda da journalista (CIA) préoccupe tout particulièrement de l'avenir du paysage automobile dans les années 2000. M. Georges Sarra s'est risqué l'autre jour à esquisser à grande traite un portrait quelque peu inattendu du conducteur français de demain. Le secrétaire d'Etat aux transports (routiers et fluviaux), l'œil perdu sur des horizons qui peuvent à l'heure actuelle échapper au commun des mortels, décrivait le chauffeur des temps modernes comme un homme calme et serein, s'installant au volant (presque inutile) de sa voiture, prenant sur son ordinateur des nouvelles de la météo, de la fluidité du trafic, sélectionnant les itinéraires recommandés pour parvenir à destination, branchant l'assistance à la conduite qui lui évite les collisions et autres feux rouges brûlés... Le ministre, emporté par son discours, envisageait, enfin, un système automatique capable d'opérer sur un véhicule, par intervention de l'ordinateur commandé éventuellement à distance, - un ralentissement ou une accélération du régime moteur...

Rien de ce que décrivait M. Sarra l'autre jour n'est, dans la réalité, aussi farfelu que d'aucune pourrissent l'imaginer, et certaines applications - en formule 1 par exemple - sont déjà en usage.

Financé par le CEE et les grandes constructeurs, automobiles le programme européen

Prométhée suit en effet son chemin et l'objectif final - l'émulation de la sécurité automobile à l'horizon 2000 - reste primordial, son aboutissement passe par des études indispensables qui accompagnent le projet. Les unes concernent la véhicule lui-même, les autres la gestion de plusieurs voitures engagées en même temps sur un itinéraire, les troisièmes sur la gestion du trafic dans son ensemble. Les progrès dans ces domaines sont considérables.

Actuellement, deux Renault Espace sont en circulation, bourrées d'appareils mis au point par Matra. L'une a embarqué un projecteur infrarouge et une caméra sensible au rayonnement émis. Sur un écran apparaissent, de nuit comme par temps de brouillard, tous les obstacles qui peuvent se trouver sur la route dans un rayon de 200 mètres. L'autre possède à bord un autre type de caméra qui permet de détecter la position angulaire du véhicule, précise Matra, par rapport aux voies de roulement et de situer précisément les autres voitures, de même que leur vitesse...

Reste à savoir si le conducteur d'aujourd'hui saura s'adapter, dans quelques années à peine, à cette nouvelle façon de « conduire », qui peut, on le comprend, faire rêver un ministre chargé des transports.

C. L.

CARNET DU Monde

Naissances

- Michel RAFFOUL et Leila de COMARMOND

sont heureux de faire part de la naissance de leur fils

Hugo, Patrice, Elie,

le 1^{er} novembre.

31, rue d'Avron, 75020 Paris.

Mariages

- M^{me} Fanny LEJWI, M^{me} Edmond KNOLL, M^{me} et M^{me} André TIMSIT,

ont l'honneur de faire part du mariage de leurs enfants

Laurence et Georges.

Ils vous invitent à participer ou à vous unir d'intention à la bénédiction nuptiale, qui sera célébrée le dimanche 24 novembre 1991, à 15 heures, en la synagogue de l'Ecole rabbinique Vauquelin, 9, rue Vauquelin, Paris-5.

93, boulevard Raspail, 75006 Paris, 179, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris, 204, rue de Vaugirard, 75006 Paris.

Décès

- Philippe et Josette Bos, Brigitte, Stéphane et Raphaël Gautier, Roger Guillaume, et ses enfants, Jean et Marie-Louise Guillaume et leurs enfants, Yanick et Anne Baraton et leurs enfants, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

Marguerite BOS, née Guillaume,

survenu le 16 novembre 1991, dans sa quarante-deuxième année.

On se réunira à l'église Saint-Lambert de Vaugirard, place Gerbert, Paris-15^e, le vendredi 22 novembre, à 8 h 30.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité familiale, au cimetière de Montmartre (Villeneuve).

Cet avis tient lieu de faire-part.

Ni fleurs ni couronnes.

Adressez vos dons à l'ARC, BP 3, 94801 Villikil Cedex.

- M^{me} Jean Brice, Ses neveux et nièces, Ses amis Mirel, ont la douleur de faire part du décès de

Jean BRILLE,

survenu le 17 novembre 1991.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

5, avenue André-Morizot, 92600 Boulogne.

- Le secrétaire perpétuel, Le bureau et les membres de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, ont le regret de faire part du décès, survenu le lundi 18 novembre 1991, de

M. Claude CAHEN, membre de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, ancien élève

de l'Ecole normale supérieure, professeur honoraire à la Sorbonne, président honoraire de la Société asiatique, membre d'honneur de la Société turque d'histoire, membre associé étranger de l'Académie des Lettres, chevalier de la Légion d'honneur.

(Le Monde du 20 novembre)

- M^{me} Jacques Charon, son épouse,

M^{me} André Charon, sa mère,

Marc, Marie-Pierre, François, Alice, Thierry,

Ses petits-enfants, Ses grands,

Et sa belle-fille, ont la douleur de faire part du décès,

survenu le 17 novembre 1991, de

Jacques CHARON, croix de guerre 1939-1945,

chevalier de l'Ordre national du Mérite.

Une messe sera célébrée le jeudi 21 novembre, à 11 heures, en l'église Saint-Denis de Vauvress.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

140, boulevard de la République, 92420 Vauvress.

- M^{me} Marie-Hélène Levallois, son épouse,

M^{me} et M^{me} Bernard Levallois, ses parents,

M^{me} et M^{me} Etienne Delaporte, ses beaux-parents,

Anne-Marie et Chantal Levallois, Marie-Noëlle et Marc Nouaille et leurs enfants,

Véronique et Bruno Luesiez et leurs enfants,

Clair et Patrice Enfer et leurs enfants,

Stéphane et Philippe Legris et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M. François LEVALLOIS,

survenu à l'âge de trente-huit ans, le 16 novembre 1991, et vous prie d'insister ou de vous unir d'intention à la cérémonie religieuse qui sera célébrée le vendredi 22 novembre, à 8 h 30, en l'église Notre-Dame-des-Champs, 91, boulevard du Montparnasse, Paris-6.

L'inhumation aura lieu le jour même, à Grolles (Yonne).

- Les familles Martin, Armand, Maguel,

ont la tristesse de faire part du décès de leur père et grand-père,

M. André MARTIN,

ingénieur des Arts et Manufactures, ingénieur en chef

du corps des Mines (R), officier de la Légion d'honneur,

commandeur de l'Ordre national du Mérite,

survenu le 13 novembre 1991.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale, le mardi 19 novembre, au temple réformé de Neuilly-sur-Seine.

3, rue Anzelle, 92200 Neuilly-sur-Seine.

- Les familles Riss, Missègue, Tringuet, Duba, Wertheimer et Brancolin,

ont part du décès, survenu à Lyon, de leur tante,

M^{me} Mathieu RAISS, née Marie-Louise Missègue.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale, le 29 octobre 1991.

146, boulevard du Montparnasse, 75014 Paris.

8, rue de la République, 75011 Paris.

146, boulevard du Montparnasse, 75014 Paris.

146, boulevard du Montparnasse, 75014 Paris.

146, boulevard du Montparnasse, 75014 Paris.

146, boulevard du Montparnasse, 75014 Paris.

146, boulevard du Montparnasse, 75014 Paris.

146, boulevard du Montparnasse, 75014 Paris.

146, boulevard du Montparnasse, 75014 Paris.

146, boulevard du Montparnasse, 75014 Paris.

146, boulevard du Montparnasse, 75014 Paris.

146, boulevard du Montparnasse, 75014 Paris.

146, boulevard du Montparnasse, 75014 Paris.

146, boulevard du Montparnasse, 75014 Paris.

146, boulevard du Montparnasse, 75014 Paris.

146, boulevard du Montparnasse, 75014 Paris.

146, boulevard du Montparnasse, 75014 Paris.

146, boulevard du Montparnasse, 75014 Paris.

146, boulevard du Montparnasse, 75014 Paris.

146, boulevard du Montparnasse, 75014 Paris.

146, boulevard du Montparnasse, 75014 Paris.

Messes anniversaires

- A la mémoire de

Ladovic CHANCEL,

ambassadeur de France,

décédé le 22 novembre 1971,

et du

capitaine Michel CORRE,

décédé le 23 novembre 1944,

une messe sera célébrée en l'église Saint-Etienne-du-Mont, Paris-5^e, le vendredi 22 novembre 1991, à 18 h 45.

- Le 16 novembre 1989, disparu sans nouvelles le

docteur Henri KUNTZIGER,

néphrologue.

Un service religieux à sa mémoire sera célébré le samedi 23 novembre 1991, à 19 heures, à Saint-Jean-de-Dien, 19, rue Oudinot, Paris-7^e.

Communications diverses

- L'Association des Ailes brisées, œuvre sociale au profit des blessés et des familles éprouvées des membres du personnel navigant de l'aéronautique civile militaire et des parachutistes tombés en service aérien, vous invite à sa vente d'entraide qui aura lieu le 26 novembre 1991, de 17 heures à 20 heures, et les 27, 28 et 29 novembre, de 14 heures à 20 heures, à l'Hôtel George-V, 31, avenue George-V, avec le concours de l'armée de l'air, de l'aviation légère de l'armée de terre et des parachutistes, de l'aéronautique navale, du Groupement des industries françaises aéronautiques et spatiales et de la direction générale de l'aviation civile, d'Aéroports de Paris, de l'Aéro-Club de France, des compagnies Air France, UTA, Air Inter, des Anciens de l'aviation, des Amis de Malfanti et de l'Association des bêtesses et convives de l'air.

Soutenances de thèses

- Université Paris-11, Panthéon-Assas, thèse de doctorat, spécialité gestion, soutenue le mercredi 13 novembre 1991 (mention très honorable), Philippe de Fiers : « Des instruments de gestion des capitaux d'endettement de l'entreprise : Scorpion, Lion, Cosmos ».

- Jacques Van Waerke : « Images d'espaces de la banlieue de Paris, XIX^e et XX^e siècles. Etude de géographie culturelle ». Thèse pour le doctorat de l'université Paris-Sil, mention urbanisme, le mercredi 27 novembre 1991, à 14 heures, salle des thèses de l'université Paris-XII-Val-de-Marne, 61, avenue du Général-de-Gaulle, Créteil.

- Jacques Van Waerke : « Images d'espaces de la banlieue de Paris, XIX^e et XX^e siècles. Etude de géographie culturelle ». Thèse pour le doctorat de l'université Paris-Sil, mention urbanisme, le mercredi 27 novembre 1991, à 14 heures, salle des thèses de l'université Paris-XII-Val-de-Marne, 61, avenue du Général-de-Gaulle, Créteil.

- Jacques Van Waerke : « Images d'espaces de la banlieue de Paris, XIX^e et XX^e siècles. Etude de géographie culturelle ». Thèse pour le doctorat de l'université Paris-Sil, mention urbanisme, le mercredi 27 novembre 1991, à 14 heures, salle des thèses de l'université Paris-XII-Val-de-Marne, 61, avenue du Général-de-Gaulle, Créteil.

- Jacques Van Waerke : « Images d'espaces de la banlieue de Paris, XIX^e et XX^e siècles. Etude de géographie culturelle ». Thèse pour le doctorat de l'université Paris-Sil, mention urbanisme, le mercredi 27 novembre 1991, à 14 heures, salle des thèses de l'université Paris-XII-Val-de-Marne, 61, avenue du Général-de-Gaulle, Créteil.

- Jacques Van Waerke : « Images d'espaces de la banlieue de Paris, XIX^e et XX^e siècles. Etude de géographie culturelle ». Thèse pour le doctorat de l'université Paris-Sil, mention urbanisme, le mercredi 27 novembre 1991, à 14 heures, salle des thèses de l'université Paris-XII-Val-de-Marne, 61, avenue du Général-de-Gaulle, Créteil.

- Jacques Van Waerke : « Images d'espaces de la banlieue de Paris, XIX^e et XX^e siècles. Etude de géographie culturelle ». Thèse pour le doctorat de l'université Paris-Sil, mention urbanisme, le mercredi 27 novembre 1991, à 14 heures, salle des thèses de l'université Paris-XII-Val-de-Marne, 61, avenue du Général-de-Gaulle, Créteil.

- Jacques Van Waerke : « Images d'espaces de la banlieue de Paris, XIX^e et XX^e siècles. Etude de géographie culturelle ». Thèse pour le doctorat de l'université Paris-Sil, mention urbanisme, le mercredi 27 novembre 1991, à 14 heures, salle des thèses de l'université Paris-XII-Val-de-Marne, 61, avenue du Général-de-Gaulle, Créteil.

- Jacques Van Waerke : « Images d'espaces de la banlieue de Paris, XIX^e et XX^e siècles. Etude de géographie culturelle ». Thèse pour le doctorat de l'université Paris-Sil, mention urbanisme, le mercredi 27 novembre 1991, à 14 heures, salle des thèses de l'université Paris-XII-Val-de-Marne, 61, avenue du Général-de-Gaulle, Créteil.

- Jacques Van Waerke : « Images d'espaces de la banlieue de Paris, XIX^e et XX^e siècles. Etude de géographie culturelle ». Thèse pour le doctorat de l'université Paris-Sil, mention urbanisme, le mercredi 27 novembre 1991, à 14 heures, salle des thèses de l'université Paris-XII-Val-de-Marne, 61, avenue du Général-de-Gaulle, Créteil.

- Jacques Van Waerke : « Images d'espaces de la banlieue de Paris, XIX^e et XX^e siècles. Etude de géographie culturelle ». Thèse pour le doctorat de l'université Paris-Sil, mention urbanisme, le mercredi 27 novembre 1991, à 14 heures, salle des thèses de l'université Paris-XII-Val-de-Marne, 61, avenue du Général-de-Gaulle, Créteil.

- Jacques Van Waerke : « Images d'espaces de la banlieue de Paris, XIX^e et XX^e siècles. Etude de géographie culturelle ». Thèse pour le doctorat de l'université Paris-Sil, mention urbanisme, le mercredi 27 novembre 1991, à 14 heures, salle des thèses de l'université Paris-XII-Val-de-Marne, 61, avenue du Général-de-Gaulle, Créteil.

- Jacques Van Waerke : « Images d'espaces de la banlieue de Paris, XIX^e et XX^e siècles. Etude de géographie culturelle ». Thèse pour le doctorat de l'université Paris-Sil, mention urbanisme, le mercredi 27 novembre 1991, à 14 heures, salle des thèses de l'université Paris-XII-Val-de-Marne, 61, avenue du Général-de-Gaulle, Créteil.

- Jacques Van Waerke : « Images d'espaces de la banlieue de Paris, XIX^e et XX^e siècles. Etude de géographie culturelle ». Thèse pour le doctorat de l'université Paris-Sil, mention urbanisme, le mercredi 27 novembre 1991, à 14 heures, salle des thèses de l'université Paris-XII-Val-de-Marne, 61, avenue du Général-de-Gaulle, Créteil.

- Jacques Van Waerke : « Images d'espaces de la banlieue de Paris, XIX^e et XX^e siècles. Etude de géographie culturelle ». Thèse pour le doctorat de l'université Paris-Sil, mention urbanisme, le mercredi 27 novembre 1991, à 14 heures, salle des thèses de l'université Paris-XII-Val-de-Marne, 61, avenue du Général-de-Gaulle, Créteil.

- Jacques Van Waerke : « Images d'espaces de la banlieue de Paris, XIX^e et XX^e siècles. Etude de géographie culturelle ». Thèse pour le doctorat de l'université Paris-Sil, mention urbanisme, le mercredi 27 novembre 1991, à 14 heures, salle des thèses de l'université Paris-XII-Val-de-Marne, 61, avenue du Général-de-Gaulle, Créteil.

- Jacques Van Waerke : « Images d'espaces de la banlieue de Paris, XIX^e et XX^e siècles. Etude de géographie culturelle ». Thèse pour le doctorat de l'université Paris-Sil, mention urbanisme, le mercredi 27 novembre 1991, à 14 heures, salle des thèses de l'université Paris-XII-Val-de-Marne, 61, avenue du Général-de-Gaulle, Créteil.

- Jacques Van Waerke : « Images d'espaces de la banlieue de Paris, XIX^e et XX^e siècles. Etude de géographie culturelle ». Thèse pour le doctorat de l'université Paris-Sil, mention urbanisme, le mercredi 27 novembre 1991, à 14 heures, salle des thèses de l'université Paris-XII-Val-de-Marne, 61, avenue du Général-de-Gaulle, Créteil.

- Jacques Van Waerke : « Images d'espaces de la banlieue de Paris, XIX^e et XX^e siècles. Etude de géographie culturelle ». Thèse pour le doctorat de l'université Paris-Sil, mention urbanisme, le mercredi 27 novembre 1991, à 14 heures, salle des thèses de l'université Paris-XII-Val-de-Marne, 61, avenue du Général-de-Gaulle, Créteil.

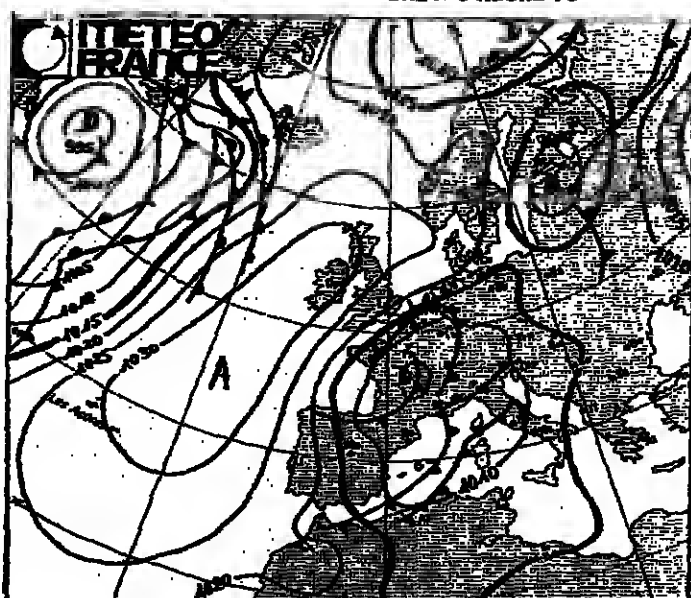
- Jacques Van Waerke : « Images d'espaces de la banlieue de Paris, XIX^e et XX^e siècles. Etude de géographie culturelle ». Thèse pour le doctorat de l'université Paris-Sil, mention urbanisme, le mercredi 27 novembre 1991, à 14 heures, salle des thèses de l'université Paris-XII-Val-de-Marne, 61, avenue du Général-de-Gaulle, Créteil.

- Jacques Van Waerke : « Images d'espaces de la banlieue de Paris, XIX^e et XX^e siècles. Etude de géographie culturelle ». Thèse pour le doctorat de l'université Paris-Sil, mention urbanisme, le mercredi 27 novembre 1991, à 14 heures, salle des thèses de l'université Paris-XII-Val-de-Marne, 61, avenue du Général-de-Gaulle, Créteil.

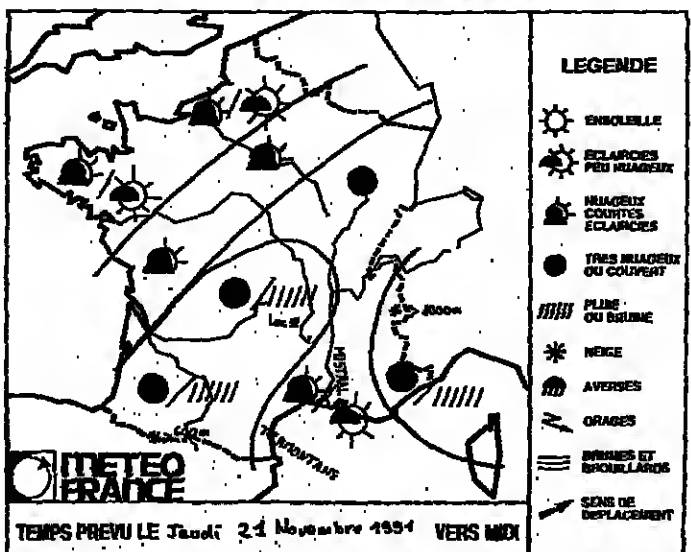
- Jacques Van Waerke : « Images d'espaces de la banlieue de Paris, XIX^e et XX^e siècles. Etude de géographie culturelle ». Thèse pour le doctorat de l'université Paris-Sil, mention urbanisme, le mercredi 27 novembre 1991, à 14 heures, salle des thèses de l'université Paris-XII-Val-de-Marne, 61, avenue du Général-de-Gaulle, Créteil.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 20 NOVEMBRE A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 21 NOVEMBRE 1991



Jeudi : plus de soleil, mais plus de fraîcheur.

Le temps gris et pluvieux gagne le sud du pays. Les pluies seront situées le matin sur l'Aquitaine, le Midi-Pyrénées, le Massif Central, le Champsign, l'Alsace, la Lorraine, la région Rhône-Alpes. En soirée, bien que plus faibles, sur les régions de l'Est, elles intéresseront les régions pyrénéennes, le sud du Massif Central, la Bourgogne, la Franche-Comté et les Alpes. Il n'égnera au-dessus de 1 000 mètres dans les Alpes, 500 mètres dans les Pyrénées, et même un peu plus bas dans le Massif Central.

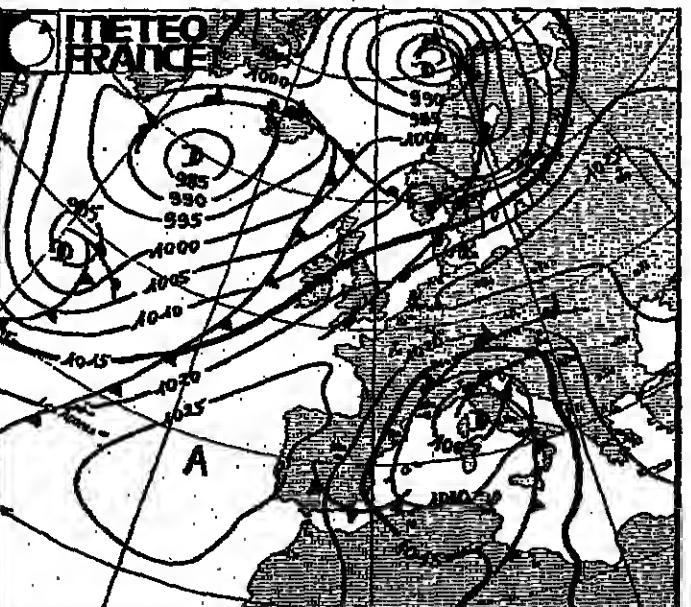
Après ce passage pluvieux, le soleil reviendra progressivement et très lentement.

En Corse, sur la Provence-Côte d'Azur, les nuages restent nombreux toute la journée. Il pleuvra, et des orages pourraient éclater en Corse. Sur les autres régions du bassin méditerranéen, un mistral modéré et une forte tramontane permettront aux éclaircies de se développer.

De la Bretagne à la Basse-Normandie, nuages et soleil se partageront le ciel. Mais en fin d'après-midi, les nuages finiront par l'emporter. Le vent de nord-est ramènera des nuages sur les côtes de la Manche.

Des pays de Loire à la Haute-Normandie, au Nord-Pas-de-Calais, au Bassin parisien, aux Ardennes, les éclaircies deviendront de plus en plus belles, et, en soirée, le ciel sera presque entièrement dégagé.

PRÉVISIONS POUR LE 22 NOVEMBRE 1991 A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 19-11-1991 à 18 heures TU et le 20-11-1991 à 6 heures TU

FRANCE			ÉTRANGER			LOI		
ALGER	17	12	TOULOUSE	11	5	LOS ANGELES	24	9
BARCELONE	12	8	TORONTO	7	2	LUXEMBOURG	7	1
BELGRADE	10	6	PORT-AU-PRINCE	31	21	MADRID	12	3
BOMBAY	18	12	ALGER	21	11	MARRAKECH	22	13
BURKINA	10	6	AMSTERDAM	5	1	MEXICO	22	10
CADIX	18	12	ATHINES	18	10	MONTREAL	12	3
CHERBOURG	10	6	BANGKOK	31	19	MOSCOW	3	0
CHERBOURG-FER	11	7	BARCELONE	12	8	NEW-YORK	13	8
DJIBOUTI	9	5	BELGRADE	10	6	OSLO	-2	-8
GENEVE	11	7	BELIN	5	1	PALM-SPRING	28	18
LYON	12	8	BREITENBURG	9	2	PEKIN	3	-3
MARSEILLE	15	10	LE CAIRE	26	16	RIO DE JANEIRO	27	20
NANCY	12	8	COPENHAGUE	8	2	ROME	13	13
NANTES	10	6	DAKAR	26	16	SINGAPOUR	31	21
NICE	18	12	DELHI	24	12	SYDNEY	2	-4
PARIS-MONTY	17	12	DJIBOUTI	24	12	TOKYO	19	13
PARIS-MONTY	17	12	GENEVE	11	7	TORONTO	7	2
POitiers	10	6	HAMBURG	5	1	YAROSLAV	5	2
RENNES	9	5	ISPAHANI	18	8	YERSE	9	8
STRASBOURG	12	8	JERUSALEM	19	9	YOKOHAMA	13	8
STRASBOURG	11	7	LONDRES	8	3	YOKOHAMA	13	8

A = averse, B = brume, C = brouillard, D = neige, E = pluie, F = neige, G = pluie, H = neige, I = pluie, J = neige, K = pluie, L = neige, M = pluie, N = neige, O = pluie, P = neige, Q = pluie, R = neige, S = pluie, T = neige, U = pluie, V = neige, W = pluie, X = neige, Y = pluie, Z = neige.

RADIO-TÉLÉVISION

PIERRE GEORGES

La confrérie des « affreux »

Il fut le chef « un peu dur » d'une bande d'affreux. Et il le resta. Bob Denard est, comme il se plaît à le dire, « un cas spécial ». Tellement spécial que son nom est devenu, au fil des trente dernières années, une sorte de raison sociale ou de panache trouble : il symbolise, par excellence, le mercenaire. Celui qui fut, du Maroc au Katanga, du Biafra au Congo, du Bénin aux Comores, l'homme de police, de guerre et de commando, le chef de bande ou de garde présidentielle, le spécialiste des coups tordus et des coups d'État.

L'aventure, comme le pouvoir, peut être au bout du fusil. Et en ce sens, incontestablement, Bob Denard, qui ne manque pas de gueule, aura été un grand aventurier autant qu'un homme de pouvoir occulte. C'était même là le début d'une réponse apportée à Christophe Dechavanne, qui, dans « Ciel mon mardi », avait choisi de s'interroger sur les mercenaires. Ou pour reprendre ses termes sur « le deuxième plus vieux métier du monde ».

D'abord ces messieurs les mercenaires firent le tri, leur tri. Il se trouve que sur le plateau, un homme, Pascal de Seigne, était venu, revendiquant son appartenance à la confrérie. Il s'était fait, d'ailleurs, et c'est à l'occasion de l'emploi, le jugement de Dieu vint.

« momentané » absent de France, car condamné par défaut à cinq ans de prison, était à bas dans un studio. Il n'avait jamais entendu parler « de ce guignol bellâtre ».

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : > signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mercredi 20 novembre

TF 1

20.40 Spécial sports : Football. Championnat d'Europe des nations : France-Islande, en direct du Parc des Princes ; à 21.30, Loto.

22.40 Magazine : Transfusions sanguines : l'urgence de vérité. Quelle égalité devant la santé, le logement, la sécurité ? Invités : Michel Delebarre, ministre d'État chargé de la ville et de l'aménagement du territoire ; Charles Pasqua, président du groupe RPR au Sénat.

0.10 Journal, Météo et Bourse.

A 2

« J'AIME RAPIDO D'ANTOINE DE CAUNES A 18H30... »

EUROPE 2. ON A TOUT POUR S'ENTENDRE.

20.45 Série : C'est quoi ce petit boulot ?

22.26 Documentaire : A cœur, à corps, à cris. 3. A cris. Troisième volet... diffusé en deuxième partie.

23.25 Magazine : Musique au cœur des toiles. Invité : Rachid Khimoune, sculpteur.

FR 3

20.45 Magazine : La Marche du siècle. Transfusions sanguines : l'urgence de vérité.

22.20 Journal et Météo.

22.30 Ecrire contre l'oubli. Denis Amar et l'abbé Pierre pour Dalton Projean (Euros-Unité).

22.45 Série : Gabriel Bird. Un père au-dessus de tout soupçon.

23.35 Magazine : Traverses. Brésil, la guerre des enfants.

0.25 Musique : Carnet de notes.

CANAL PLUS

21.00 Cinéma : Jean Galmot, aventurier. Film français d'Alain Maline (1990). Avec Christophe Malavoy, Roger Hanin, Béatrice Becker (1^{re} partie).

22.25 Flash d'informations.

22.30 Cinéma : L'Arme fatale 2. Film américain de Richard Donner (1989) (v.o.).

0.20 Cinéma : Voulez-vous mourir avec moi ? Film franco-allemand de Petra Hoffner (1987).

LA 5

20.50 Histoires vraies. Cache-cache mortel. Un ancien agent de la CIA découvre les dangers de la clandestinité.

22.35 Dérail : Les Défectives privés.

23.40 Série : Hitchcock présente.

0.10 Journal de la nuit.

M6

20.35 Téléfilm :

Les Magiciens du mercredi. Ils ont dix ans et promettent de s'aimer pour la vie...

22.20 Téléfilm : Le Dernier Témoin. La fuite éperdue d'un gamin menacé de mort.

0.00 Magazine : Vénus.

0.30 Six minutes d'informations.

LA SEPT

20.05 Documentaire : Le Sang et les Hommes. 2. Les liens du sang.

21.05 Documentaire : Chroniques hongroises.

22.45 Cinéma : Le Baiser de Tosca. Film italo-allemand de Daniel Schmid (1984).

0.10 Court métrage : Image pour Debussy.

FRANCE-CULTURE

20.30 Antipodes. La phénoménologie des conférences nationales en Afrique.

21.30 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, du Canada et de la Suisse.

22.00 Communauté des radios publiques de langue française. Le baroque (4 et fin).

22.40 Les Nuits magnétiques. Max, Yvette, Daniel, Lucienne et les autres... portraits parlant en terre de campagne (3).

0.05 Du jour au lendemain. Avec Antonio Lobo Antunes (l'explication des osseux).

0.50 Musique : Coda. Tous les soleils ont peur la nuit (3).

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 8 novembre, salle Pleyel) : L'Amour des trois oranges. Concerto pour violon et orchestre n° 1 en ré mineur op. 19, Symphonie n° 5 en si bémol mineur op. 100, de Prokofiev, par l'Orchestre national de France, dir. Vassili Sinitski ; Victor Tretakov, violon.

23.07 Poussières d'étoiles.

Jeudi 21 novembre

TF 1

14.30 Feuilleton : Côte Ouest.

15.30 Feuilleton : La Clinique de la Forêt-Noire.

16.15 Tiercé à Vincennes.

16.25 Club Dorothée.

17.25 Série : 21 Jump Street.

18.20 Jeu : Une famille en or.

18.40 Loto sportif.

18.45 Feuilleton : Santa Barbara.

19.15 Jeu : La Roue de la fortune.

19.45 Divertissement : Le Bébête Show (à 0.30).

20.00 Tac-O-Tac, Journal, Tiercé, Météo, Loto sportif et Tapis vert.

20.50 Variétés : Sacrée soirée.

22.50 Magazine : Le Droit de savoir. Les hommes politiques et l'argent, de Gilles Bouleau, Alain Juppé, Gérard Longuet, André Lajoinie, Marcel Debarge, Bruno Nogret, Jérôme Joffe, Jacques Julliard, Patrick Kattenbach.

0.05 Magazine : Télévision.

0.35 Journal, Le Débat, Météo, Bourse.

A2

16.20 Variétés : La Chance aux chansons.

16.20 Jeu : Des chiffres et des lettres.

16.45 Magazine : Défendez-vous.

17.00 Magazine : Giga.

18.20 Série : Mac Gyver.

19.10 Jeu : Question de charme.

19.35 Divertissement : La Caméra indiscrette.

20.00 Journal et Météo.

20.43 INC.

20.45 Magazine : Envoyé spécial. Enfants handicapés : Les Derniers Sédur-gistes.

22.10 Cinéma : Borsalino and Co. Film français de Jacques Deray (1974). Avec Alain Delon, Catherine Rouvel.

0.00 Magazine : Merci et encore Bravo.

1.00 1. 2. 3. Théâtre.

FR 3

14.30 Magazine : Carré vert.

15.00 Magazine : Traverses (rediff.).

16.00 Magazine : Zapper n'est pas jouer.

17.30 Jaf.

18.15 Magazine : Une pêche d'enfer.

18.30 Jeu : Questions pour un champion.

19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.35, le journal de la région.

20.00 Un livre un jour. Histoires de l'architecture et de l'urbanisme modernes, la Voie libertaire, de Michel Ragon.

20.10 Divertissement : La Classe.

20.45 Téléfilm : Randado, ville sans loi.

22.25 Journal et Météo.

22.35 Ecrire contre l'oubli. Romain Goupil et Claude Cheysson.

22.50 Cinéma : Le Justicier solitaire. Film américain de Franco Zeffirelli (1981).

0.20 Musique : Carnet de notes.

CANAL PLUS

13.35 Cinéma : Erik, soldat de fortune. Film américain de Michael Kennedy (1988).

15.05 Magazine : 24 Heures.

16.00 Cinéma : La Femme fardée. Film français de José Pinheiro (1990). Avec Jeanne Moreau, Jacqueline Maillan.

18.00 Canaille peluche.

En clair jusqu'à 20.35

18.30 Ça cartoon.

18.50 Le Top.

19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.

20.31 La Journal du cinéma.

20.35 Cinéma : Jean Galmot, aventurier. Film français d'Alain Maline (1990). Avec Christophe Malavoy, Roger Hanin (2^e partie).

22.00 Flash d'informations.

22.05 Sport : Boxe. Réunion au Cirque d'Hiver.

23.20 Cinéma : Chien de fic. Film américain de Rod Daniel (1989) (v.o.).

LA 5

14.25 Série : Sur les lieux du crime.

16.55 Série : L'Enquêteur.

16.50 Youpi ! L'école est finie.

18.10 Série : Shérif, fais-moi peur.

19.05 Série : Kojak.

20.00 Journal, Météo et Le Temps de Nicolas.

20.40 Journal des courses.

20.50 Téléfilm : Terreux sur l'autoroute. Un shérif corrompu.

22.35 Téléfilm : Meurtres sur papier glacé. Des cadavres autour d'une playmate.

0.05 Magazine : C'est tout comm.

0.25 Journal de la nuit.

M 6

14.20 Téléfilm : L'Héritière oubliée.

16.05 Magazine : Accusé de réception.

17.10 Série : La Famille Ramdam.

17.40 Jeu : Zygomatic.

18.05 Série : L'Homme de fer.

19.00 Série : La Petite Maison dans la prairie.

19.54 Six minutes d'informations.

20.00 Série : Cosby Show.

20.35 Cinéma : Un amour infini. Film américain de Franco Zeffirelli (1981).

22.40 Cinéma : Désordre. Film français d'Olivier Assayas (1986). Avec Wladec Slonczak, Ann-Gisel Glass.

0.15 Six minutes d'informations.

LA SEPT

16.20 Documentaire : Dania, concert en velours noir.

17.15 Téléfilm : Liens étroits.

18.35 Court métrage : L'Apparition.

18.65 Documentaire : Maintenant après tant d'années.

20.00 Ecrire contre l'oubli. Romain Goupil et Claude Cheysson pour Abd al'Uf Ghabin (Israël).

20.05 Documentaire : Histoire parallèle.

21.00 Magazine : Avis de tempête.

22.15 Mégamix.

23.00 Documentaire : Xenakis.

FRANCE-CULTURE

20.30 Dramatique. Cérémonies de l'aube, d'après Carlos Fuentes (3).

21.30 Profils perdus. Marguerite Durand, l'aube de la femme nouvelle.

22.40 Les Nuits magnétiques. Max, Yvette, Daniel, Lucienne et les autres... portraits parlant en terre de campagne (3).

0.05 Du jour au lendemain. Avec Cees Nooteboom (l'histoire suivante).

0.50 Musique : Coda. Tous les soleils ont peur la nuit (4).

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (en direct du Théâtre des Champs-Élysées) : Intégrales, Arcana, de Varèse ; Barousse élégante, de Busoni ; Salomé, scène finale, de R. Strauss, par l'Orchestre national de France.

23.07 Poussières d'étoiles.

هذا هو الأصل

هنا من الحظ

42 • Jeudi 21 novembre 1991 •

Le Monde

Les prix littéraires

L'Interallié à Sébastien Japrisot

Le prix Interallié 1991 a été attribué, mardi 19 novembre, à Sébastien Japrisot pour *Un long dimanche de fiançailles* (Denoël) au septième tour de scrutin, par six voix contre quatre à Paula Jacques pour *Deborah et les anges dissipés* (Mercure de France).

On le donnait favori pour l'un des prix littéraires de cet automne, mais plutôt le Femina. Sébastien Japrisot - pseudonyme anagramme de Jean-Baptiste Rossi, fils d'immigrés italiens venus chercher fortune à Marseille - est un écrivain au talent multiforme. Romancier - *les Mal Partis* (premier roman écrit à dix-sept ans et prix de l'Unanimité 1966), *l'Été meurtrier* (prix des Deux Magots 1978), *la Possion des femmes* - auteur de romans policiers - *Compartment tueur*, *Piège pour Cendrillon* (Grand Prix de littérature policière), *la Dame dans l'ouïe avec des lunettes et un fusil* - scénariste et metteur en scène - *Adieu l'ami*, *le Passager de la pluie*, *la Course du lièvre à travers les champs*, *juillet en septembre* -, ce touche-à-tout doué qui, plus jeune, voulait devenir « raconteur d'histoires », s'est adressé en vingt-cinq ans à tous les publics.

En couronnant *Un long dimanche de fiançailles*, une grande histoire d'amour sur fond de première guerre mondiale, le jury Interallié récompense un livre où Sébastien Japrisot conjugue avec bonheur tous ses talents, un croquet où se mêlent remarquablement trois techniques d'écriture : le roman, le policier et le cinéma (le *Monde* du 25 octobre).

FI. N.

Décès de Jean Cauchon ancien sénateur

Jean Cauchon, ancien sénateur centriste d'Eure-et-Loir, est décédé le 16 novembre.

[Né le 21 novembre 1913 à Verneuil-sur-Avre (Eure), négociant, Jean Cauchon fut en 1931 président départemental de la JOC, maire de Dreux de 1965 à 1977, conseiller général de Dreux-Est de 1973 à 1982, date à laquelle il ne s'était pas représenté. Jean Cauchon avait été élu sénateur centriste d'Eure-et-Loir en 1971. Réélu en 1980, il ne s'était pas représenté en 1983. Jean Cauchon avait été questeur du Sénat de 1975 à 1983.]

Après la libération des otages

La presse britannique s'interroge sur les liens éventuels de M. Terry Waite avec la CIA

LONDRES

de notre correspondant

Alors que MM. Terry Waite et Thomas Sutherland ont retrouvé, mardi 19 novembre, leurs familles le premier en Grande-Bretagne, le second à Wiesbaden, en Allemagne, le secrétaire général des Nations unies a confirmé qu'un « accord de principe » avec les ravisseurs prévoit la libération, avant Noël, des six derniers otages détenus au Liban.

A son arrivée sur la base aérienne de Lyneham, dans le sud-ouest de l'Angleterre, M. Terry Waite a fait une déclaration émouvante et passionnée d'une trentaine de minutes, dans laquelle il s'est dit convaincu que le Hezbollah « honore ses engagements » de libérer les derniers otages. Assurant que l'Eglise et lui-même ne prendront pas de repos avant que tous soient libérés, le représentant de l'archevêque de Canterbury a dénoncé les prises d'otage, indiquant notamment : « Il est mal de libérer des gens de cette façon. C'est contre-productif et ceux qui le font s'abaissent à des comportements non-civilisés, quels qu'ils soient, quelle que soit leur nationalité ou l'organisation à laquelle ils appartiennent. »

Avec la libération de M. Terry Waite, les rumeurs concernant les liens qui auraient existé entre l'envoyé spécial au Liban du primat de l'Eglise d'Angleterre et les services secrets américains reprennent de plus belle. Interrogé mardi, à Washington par le correspondant de la chaîne de télévision britannique Channel 4, le colonel Oliver North, l'homme qui fut au centre de l'affaire de l'« Irangate » (la livraison clandestine de missiles américains par Israël à l'Iran, en échange de la libération d'otages américains détenus à Beyrouth), a affirmé que la CIA n'avait pas « utilisé » M. Terry Waite, sans nier pour autant que les contacts privilégiés que celui-ci entretenait au Liban étaient utiles aux services secrets américains.

Opération « noire »

« Il était l'un de ceux avec qui j'étais en contact, a-t-il ajouté, pour aider à obtenir la libération des otages. Mais vraiment, il n'a jamais été dans nos intentions de faire de Terry Waite un agent du gouvernement américain. Il ne l'était pas. » Selon l'émission « Panorama » de la BBC, le colonel North aurait rencontré au moins à vingt reprises M. Terry Waite. C'est au cours de

l'un de ces entretiens qu'il lui aurait remis un poste de radio, lequel était transformé en gadget électronique destiné à révéler l'endroit où se cachaient les ravisseurs, et donc les otages américains. La décision d'utiliser M. Waite comme « couverture » d'une opération « noire » de la CIA aurait été prise au printemps de 1983, selon « Panorama », dont les auteurs ont précisé qu'ils avaient eu accès aux « notes » du colonel North.

Ces affirmations ont été relayées par la chaîne de télévision américaine CBS, pour qui « Waite travaillait secrètement avec Oliver North ». Aucune de ces accusations n'emporte cependant la conviction, faute de preuves, et peut-être aussi parce que beaucoup de rumeurs ont circulé au Liban depuis cinq ans pour discréditer M. Terry Waite et justifier son enlèvement.

Pendant longtemps, il a été ainsi affirmé que l'émisserie de l'archevêque de Canterbury dissimulait un micro électronique dans l'un de ses bras. Jusqu'au moment où il fut prouvé qu'il s'agissait en réalité d'une tige de métal destinée à consolider un os du bras, implantée à la suite d'un grave accident de voiture survenu à M. Terry Waite en 1982.

LAURENT ZECCHINI

A la demande de la CNIL

M. Henri Caillavet instruit le dossier du fichier des juifs

La Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) a désigné, mardi 19 novembre, M. Henri Caillavet pour qu'il instruisse le dossier du fichier des juifs de la préfecture de police de Paris établi en octobre 1940. Ce fichier a été « découvert » par M. Serge Klarsfeld dans les archives du secrétariat d'Etat aux anciens combattants alors que le ministre, interrogé par une mission de la CNIL en 1980, avait démenti le posséder (le *Monde* du 13 novembre).

Dans un premier temps, M. Caillavet, ancien sénateur et membre de la CNIL, devra « identifier » et « vérifier » la présence du fichier dans les archives du secrétariat d'Etat. Le commissaire devra ensuite élucider pourquoi le ministère avait répondu négativement à la mission en 1980. Enfin, saisie le 12 novembre par M. Louis Mexandeau, secrétaire d'Etat aux anciens combattants, la CNIL se prononcera sur sa compétence.

Si la commission répond positivement, elle rendra un avis sur le sort futur du fichier en fondant sa réflexion sur l'article 31 de la loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés qui prévoit, d'une part, qu'il « est interdit de mettre ou conserver en mémoire informatisée, sauf accord exprès de l'intéressé, des données nominatives qui, directement ou indirectement, font apparaître les origines raciales ou les opinions politiques, philosophiques ou religieuses ou les appartenances syndicales des personnes », et, d'autre part, que « pour des motifs d'intérêt public, il peut aussi être fait exception à l'interdiction ci-dessus sur proposition ou avis conforme de la commission par décret en Conseil d'Etat ».

La CNIL indique que M. Mexandeau lui a adressé un projet de décret « portant précisément dérogation à l'article 31 ».

Manifestations de soutien au président Havel en Tchécoslovaquie

Quelque 20 000 personnes se sont rassemblées, mardi 19 novembre, dans le calme, place Venceslas à Prague, pour soutenir les propositions du président Václav Havel dans la crise politique qui oppose Tchécoslovaquie et Slovaquie sur la future organisation de l'Etat. M. Havel avait réclamé, dimanche, à la suite de l'échec des négociations interrégionales et du blocage parlementaire, qu'il lui soit donné le pouvoir lui permettant d'organiser une consultation populaire sur l'avenir du pays, de dissoudre l'Assemblée nationale et de légiférer par décret en attendant la tenue d'élections anticipées.

Dès janvier 92 étudiez USA

Dans une grande université de Californie ou de Floride. Pour un stage linguistique ou pour des études (BA, Master, MBA, Ph.D.). Année : 60 000 F env. Semestre : 35 000 F env. Cours, logement, repas inclus. University Studies in America French Office, 57, rue Charles-Lafitte 92200 Neuilly (1) 47-45-09-19

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Délocalisez-vous de là !

Dis, mon Mami, tu crois pas que ce serait une bonne idée de les déplacer, pardon de les délocaliser, tes centres au sommet ? Parce que le SETA, le CNET ou l'ADQ. Nous, les Parisiens déjà immobilisés, piégés, jour après jour, par des dizaines de milliers de manifestants venus des quatre coins du pays, on en ferait volontiers cadeau, juste retour, à Lille, Grenoble, Strasbourg ou Bordeaux.

Tot, ça te passe complètement au-dessus de la tête, forcément, mais on devient fou, là, en ce moment, rapport aux cortèges officiels, limousines, motards, fanions, sirènes qui nous commentent aux oreilles, entre deux barrages de filice, pour laisser passer, désinvoltes, poussez-vous de là que je m'y mette, tes copains des pays francophones.

On a froidement enlevé les bagnoles parkées du côté de l'avenue Kléber au sabot de Denver, sans même songer à prévenir les propriétaires. Et dans les embouteillages, aux coups de sifflet impérieux coupant les avenues et interdisant les ponts, répondent les coups de klaxon furieux des automobilistes qui

voient rouge aux feux verts bloqués par des bâtons blancs.

S'ils étaient pas bien à La Baule, les chefs d'Etat, s'ils étaient incommodés par le bruit des vagues au lieu de les recevoir au palais de Chailot, l'aveu qu'ils les invitent au château de Rambouillet. Ou même plus loin, tiens, au cœur d'une de ces belles régions françaises à qui la Cresson va expédier quelques maîtres ingénieurs agronomes, lieutenants des Gobelins et autres ingénieurs des Télécom. C'est quand même beaucoup moins reluisant qu'un Gorby, un Havel, un Senghor ou un prince héritier du Japon.

Je te demande pas, je pourrais, de te transporter définitivement avec toute ta cour à Blois ou à Orléans sur les traces de nos rois, mais bon, une fois de temps en temps, tu devrais donner l'exemple de la décentralisation, en emmenant dans tes valises un peu de beau linge à étendre au balcon d'une préfecture de la Creuse ou de la Lozère.

Question symbole, ce serait super ! Infinitement plus classe que d'obliger l'ENA à faire classe en Alsace.

La réunion des Douze à Bruxelles

Les ministres de l'Agriculture sont prêts à réduire les exportations subventionnées de céréales

BRUXELLES (Communautés européennes)

de notre correspondant

Le débat que les ministres de l'Agriculture des Douze ont consacré aux céréales, les 18 et 19 novembre à Bruxelles, a montré le lien étroit entre l'Uruguay Round et la réforme de la politique agricole commune (PAC). Les ministres sont prêts à stabiliser leur production et même à réduire leurs exportations subventionnées, objectifs centraux de la réforme et des négociations du GATT. Mais, soucieux de ne pas mettre en péril un des plus beaux fleurons de l'agriculture communautaire (et en particulier française), ils ne s'engageront dans cette voie que si une perspective raisonnable de reconquête - partielle - le marché intérieur de la CEE, sub-

mergé par le gluten de maïs et autres produits de substitution des céréales (PSC), leur est offerte : autrement dit, de vendre dans la Communauté ce qu'ils ne vendront plus à l'extérieur. Cette reconquête suppose que les céréales communautaires deviennent suffisamment compétitives.

Une baisse des prix substantielle (de l'ordre de 35 %) sera nécessaire pour se rapprocher des cours mondiaux. Les agriculteurs ont-ils des raisons valables de s'y opposer, dès lors qu'ils obtiennent des garanties satisfaisantes sur le versement de subventions directes de compensation ? Ce dispositif devra être complété, sur le plan international, par la reconnaissance d'un droit reconnu à la CEE de taper (à un niveau raisonnable) les importations de PSC.

PHILIPPE LEMAITRE

M. Delors critique le projet de traité sur l'union politique

Le président de la Commission européenne, M. Jacques Delors, a critiqué mercredi 20 novembre, à Strasbourg, le projet de traité sur l'union politique, à trois semaines du sommet européen de Maastricht (Pays-Bas). M. Delors a affirmé devant le Parlement européen que le projet de traité n'était pas assez « dynamique » pour « absorber convenablement les futurs élargissements » de la CEE à de nouveaux pays. Il a ajouté que le texte « ne maintenait pas le cap vers la Communauté européenne telle que l'ont voulu les pères du Traité de Rome ».

BOURSE DE PARIS

Matinée du 20 novembre

Résistante

La Bourse de Paris faisait preuve de résistance reprise mercredi matin 20 novembre après plus de 5% de pertes en deux séances. Dès les premières transactions, les valeurs françaises ont précipité de 1%. Mais le mouvement fut de courte durée. Une demi-heure plus tard elles abandonnaient 0,13%. Toutefois, aux alentours de 11 heures, l'indice CAC 40 reprenait un peu de hauteur en s'inscrivant en hausse de 0,35%. A la même heure, le montant des transactions atteignait 600 millions de francs.

DÉBATS	
Un appel de onze écrivains pour la Yougoslavie : « Juifs-Arabs », par Daniel Sibony.....	2
ÉTRANGER	
La guerre civile en Yougoslavie : le chute de Vukovar.....	3
Les élections législatives en Belgique : M. Mertens, candidat à Bruxelles.....	3
Le retour de M. Chevernadze à la tête de la diplomatie soviétique.....	4
La somme de la francophonie à Paris.....	5
Le prince Sihanouk reconnu comme chef de l'Etat cambodgien.....	6
Etats-Unis : le refoulement des réfugiés haïtiens est suspendu.....	8
POLITIQUE	
L'opposition prépare sa réponse aux propositions de réforme des institutions de M. Mitterrand.....	9
Les travaux de l'Assemblée nationale.....	10
M. Léotard en campagne.....	10
L'ouverture de la discussion budgétaire au Sénat.....	11
Le transfert de l'ENA : un point de vue de M. Bernard Stasi.....	11
SOCIÉTÉ	
Accord politique minimal sur l'Europe spatiale à la conférence européenne de Munich.....	12
Un rapport du Sénat réclame la relance du projet de missile nucléaire S45.....	12
La réforme de la procédure pénale au conseil des ministres.....	13
L'ancien PDG de L'Oréal est inculpé de faux et de détermination raciale.....	14
EDUCATION • CAMPUS	
• Seuve qui peut les profs	
ARTS • SPECTACLES	
• Rencontre avec Henri Cartier-Bresson • Les voies nouvelles du cinéma indien • Danse : Joëlle Souvire et Régis Obadia à l'heure de la consécration.....	19 à 30
ÉCONOMIE	
La restructuration de Wall Street et le baisse des cours au palais Brongniart.....	31
La CEE prête à aviser un effort en capital de 2 milliards de francs à Air France.....	32
Les illusions perdues de la Société métallurgique de Normandie.....	33
Un rapport du CEREC sur les bénéfices du RMI.....	33
Le collectif budgétaire pour 1991 38	
COMMUNICATION	
Le groupe Time Warner rachèterait Ertel.....	34
Services	
Abonnements.....	34
Annonces classées.....	35 à 37
Marchés financiers.....	38
Automobile.....	40
Camet.....	40
Moie croisée.....	40
Météorologie.....	41
Radio-télévision.....	41
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM	
Le numéro du « Monde » daté 20 novembre 1991 a été tiré à 504 501 exemplaires.	

On y prend goût

Nouvelles FRONTIÈRES

repas du guerrier, devant un capoccino discussion fortissimo en terrasse sur la place send hic : je ne sais pas l'Italien... alors on parle avec les mains !

ROME 990 F

VOL ALLER RETOUR. DÉPART DE PARIS. PRIX MINIMUM TAPEZ 36 15 NF. TELEPHONEZ AU (1) 42 73 10 64

5 JOURS EXCEPTIONNELS : Jeudi, Vendredi, Samedi, Dimanche

LE BON CÔTÉ DE LA CRISE

DES PRIX, JUSQU'À INIMAGINABLES EN HAUT-DE-GAMME

COSTUME SUPER 100	1790F
VESTE PUR CACHEMIRE	2990F
MANTEAU CACHEMIRE / LAINES	1990F

PULL 100% CACHEMIRE 1990F LES DEUX 3500F POUR ELLE LA MODE A MOINS DE 1000F ET DES HOMMES DE 90 à 70% SUR DES VÊTEMENTS PRÉCIEUX DE LUXE

DAVID SHIFF Club des Dix

PARIS 8^e : 13 RUE ROYALE - de 10h à 18h 60 BIS RUE DE PARIS 75000 SAINT-GERMAIN-LA-YVE 5 RUE DES ANCIENS LION 2